

# LIEN

LE BUT D'AMAZI EST DE SERVIR DE "LIEN"  
AU PEUPLE AMAZIG EN FRANCE ET AILLEURS  
PAR LA COORDINATION DE L'INFORMATION,  
DE LA REFLEXION ET DE LA RECHERCHE.

## La révolte des Berbères

### BERBERES

En Algérie où la tension monte, les Kabyles font la grève pour obtenir la reconnaissance de leur identité culturelle. Mais existe-t-il une culture berbère ? Oui puisque Jean-François Mongibeaux l'a rencontrée et qu'il nous la dépeint dans le premier volet de son enquête.

Une manifestation d'étudiants en faveur  
du « droit à l'existence de la culture berbère »  
est réprimée avec brutalité

LA REVOLUTION ALGERIENNE  
FACE  
A LA DIFFERENCE

Algérie : le régime réagit durement  
à l'agitation kabyle

Le ras-le-bol  
d'une jeunesse algérienne

ⵜⴰⴷⵉⵓⵜ ⵏ ⵓⵎⴰⴷⵉⴳ ⵏ ⵏⴰⴳⵣⵉⴳ - Tediut n'Aprif Amaziɣ (Union du Peuple Amazigh) est une association à but non lucratif, régie par la loi 1901... Dont le but est ..."défendre, promouvoir et enseigner la langue et la culture imaziɣen et d'aider à l'unification du peuple amazigh..."

Nous disposons d'un bulletin d'informations culturelles et générales : ⵏⵓⵎⴰⴷⵉⴳ - LIEN. Le but de ce dernier est de servir de "lien" à tous les Imaziɣen pour la coordination de l'information, de la réflexion et de la recherche.

#### REDACTION

Resp./Rédaction : ..... A. NEGADI  
Doc./Bibliothèque : ..... M. JOBIN  
Pub./Diffusion : ..... A.M. & H.B.  
Langue/Culture : ..... Jugurtha & A.Y.  
Vie pratique : ..... V. MURIENTE

Correspondants : France (Paris, Lyon, Grenoble, Marseille  
Lille, Nancy)

Etranger (Algérie, Allemagne, Canada,  
Mali, Maroc, Niger)

Pour toute correspondance (abonnement, adhésion, informations) écrire à : U.P.A. 6, rue Neuve des Boulets  
75011 Paris - Tél : 371 26 08  
(ouvert du L. au S. de 14h à 19h)

N.B. Joindre un timbre-poste pour toute correspondance

## Sommaire

CHRONOLOGIE.....	5
EVENEMENTS (au jour le jour).....	9
BATAILLE DE TIZI-OUZOU.....	65
NORMALISATION.....	92
ANALYSE ET COMMENTAIRES.....	104
DOCUMENTS.....	144
CULTURE.....	164



## Présentation

DANS CE NUMERO DE .0.4÷1, CONSACRE AUX REVENDICATIONS CULTURELLES ET DEMOCRATIQUES EN ALGERIE, NOUS AVONS REUNI DANS LA MESURE DU POSSIBLE TOUTES LES COUPURES DE PRESSE ET DOCUMENTS RELATIFS A CES EVENEMENTS. ON NE S'EST IMPOSE NI SELECTION, NI CENSURE, NI COMMENTAIRES, SAUF UN CERTAIN ORDRE DANS LA PRESENTATION. DANS CES 180 P. ENVIRON, C'EST AUX LECTEURS ET LECTRICES DE SE FAIRE UNE OPINION A TRAVERS CE DOCUMENT "HISTORIQUE".

SI DES PERSONNES DECOUVRENT QUE NOUS AVONS "OMIS" TEL JOURNAL OU TEL ARTICLE, SI ELLES ONT D'AUTRES DOCUMENTS OU D'AUTRES TEMOIGNAGES, NOUS LES PRIONS DE BIEN VOULOIR NOUS LES TRANSMETTRE POUR UN EVENTUEL DEUXIEME NUMERO.

MERCI.

.0.4÷1 - LIEN

WWW.ASADLIS-AMAZIGH.COM

Dès les premières années qui ont suivi l'indépendance nationale, il s'est avéré que les langues populaires allaient être laissées à leur propre sort, sans budget ni politique, et ce au bénéfice de l'arabe classique, décrété langue « nationale », d'enseignement, d'administration et d'information. Quelques personnalités et formations politiques ou syndicales ont attiré l'attention des autorités en place sur ce problème ou même posé, en des termes divers il est vrai, la question de l'identité culturelle algérienne dans leur plate-forme ou leur programme, quand ils en avaient.

Cependant, c'est surtout l'arabisation de fond et de forme des programmes scolaires, des administrations (la justice comprise) et des médias (presse, radio, télévision) et une politique de culpabilisation ambiante mise en place autour des masses populaires qui devait amener l'embryon de prise de conscience initial au stade relativement consistant auquel on peut l'estimer aujourd'hui.

Les faits chronologiquement ordonnés ci-dessous ne sont pas nécessairement les plus probants, les plus graves. Ils sont seulement, le feu de l'actualité aidant en ce qui concerne les plus récents, les plus aptes à « visualiser » et supporter une chronologie cohérente et, comme dit plus haut, sommaire :

— Dès les toutes premières années successives à l'indépendance : détérioration des programmes et réduction continue du temps d'émission de la « Chaîne (radio) Nationale II » qui, seule, émettait en berbère (de Kabylie).

— Vers 1970-71, sur intervention du gouvernement algérien, semble-t-il, après une réduction progressive de ses horaires, une chaîne radio de l'ex-ORTF qui émettait en berbère pour l'immigration kabyle (très importante) est totalement supprimée.

— 1974 : Suppression de la chaire de Berbère à la faculté des sciences humaines d'Alger. On propose à son titulaire d'alors (M. Mammeri) d'enseigner... le français.

— 1974 : une importante manifestation culturelle annuelle de la Haute-Kabylie, « La fête des cerises » fait l'objet d'une tentative d'arabisation forcée. Des affrontements s'ensuivent qui entraînent plusieurs morts (trois ?) dont certaines parmi les « forces de l'ordre ».

En conséquence, interdiction est faite à des artistes kabyles (Aït Menguellet et Ferhat, en particulier) de se produire... en Kabylie. Une vingtaine de lycéens sont arrêtés.

— Approximativement à la même période, des jeunes lycéens manifestent un peu partout : Sidi-Aïch, Dellys, la répression est dure : incorporations d'office, mutilations, emprisonnements, etc.

— 1975 : K. Yacine au Monde : « Nous sommes une majorité tronçonnée. Prendre conscience de notre identité est urgent ! ». Et plus loin et de mémoire : « Une démocratie dans laquelle le débat idéologique serait absent ou faussé n'est qu'un défilé de militaires ».

— 1976 : Arabisation d'office des noms de personnes et des enseignes commerciales. Les noms et enseignes à consonnance berbère sont interdits.

— 1977 : Profitant de la victoire de leur club (l'ex-Jeunesse sportive de Kabylie, tenue de changer de nom), les supporters manifestent très nettement leur hostilité à la politique d'arabisation du pouvoir, et ce en présence du Chef de l'Etat d'alors (H. Boumediène), personnellement mis en cause. Du stade « 5 juillet », la foule descend à travers les rues d'Alger.

— 1978 : Les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou invitent Aït Menguellet pour un récital. L'autorisation préalable - et nécessaire, on le sait - est refusée.

— 1979 : La pièce de K. Yacine, *La guerre de 2 000 ans*, est censurée.

— Juin 1979 : Une troupe mozabite et une chaouïe (des Aurès) invitées à Paris dans le cadre d'un festival d'expression d'expression berbère sont interdites de sortie du pays.

— Fin 1979-début 1980 : des campagnes d'actions répressives sont menées par des arabisants intégristes (agressions, grèves, etc.). Les autorités laissent faire.

— Janvier 1980 : La troupe artistique chaouïe Azrou est collectivement arrêtée.

— 1er et 2 mars : à l'occasion de la sortie de son livre (*La poésie kabyle ancienne*, chez Maspéro), M. Mammeri donne une importante interview à *Libération*. Il y dénonce en particulier le « jacobinisme » d'une culture imposée au peuple et qui est tout sauf, justement, populaire.

— 10 mars : Une conférence du même M. Mammeri sur le thème de son dernier livre est interdite à l'université de Tizi-Ouzou, par le wali (sorte de préfet) local, si on peut dire... En conséquence immédiate :

— Le 11 mars : plusieurs centaines d'étudiants manifestent à travers la ville, devant la « Préfecture » et le siège du parti entre autres.

— Le 16 mars : une manifestation de soutien est organisée à Alger. Elle est dispersée sans ménagements à tout le moins.

— Le 19 mars : Le Chef de l'Etat ne fait pas le déplacement prévu pour cette date à Tizi-Ouzou.

« Sans Frontière  
22/4/1980

— Le 7 avril : Une seconde manifestation est très durement réprimée à Alger. Au moins une centaine d'étudiants a été jetée dans des paniers à salade et emmenée pour les « opérations de routine ». Les autorités démentent qu'il y eut « un mort et plusieurs blessés » et affirment que les « interpellés » ont été relâchés.

Cette manifestation marque un durcissement et une importante amplification du mouvement revendicatif. En particulier, les personnels de l'hôpital de Tizi-Ouzou dénoncent courageusement une de ces classiques « motions de soutien » dépechées d'un peu partout, en Kabylie, par les diverses organisations officielles ou para-officielles (cellules du Parti, coopératives, etc.) en faveur de la « direction politique du pays » et au

nom de leurs membres. Lors de leur réunion, ces personnels en ont librement voté une autre en faveur des étudiants en grève et de leurs revendications.

— 7 avril : manifestation de soutien à Paris (voir article ci-contre).

— 11 avril : Les autorités déplacent d'un peu partout des « contre-manifestants révolutionnaires » pour tenter de faire basculer l'opinion nationale et internationale, et organisent ainsi des marches et des meetings à travers la Kabylie, dont un animé par des officiels de haut rang à Tizi-Ouzou même.

— 16 avril : A l'appel des comités de grève, une grève générale paralyse toute la Kabylie, atteint Alger et même Annaba.

Il semblerait que l'exceptionnalité de cette grève, qui s'est déroulée dans un calme et une dignité exceptionnels, ait en partie été justifiée par l'impuissante exaspération de la population kabyle face à la supercherie du 11 précédent.

A suivre donc...



## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

### Début mars

Les étudiants du comité de cité de Oued Aïssi invitent l'écrivain Mouloud Mammeri à prononcer une conférence au centre universitaire de Tizi-Ouzou sur le thème de son ouvrage récemment publié, «Poèmes kabyles anciens».

Sans s'opposer ouvertement à cette conférence, le recteur fait savoir verbalement aux organisateurs qu'il souhaiterait son report, compte tenu de l'hostilité des autorités locales. Toutefois, aucune décision d'interdiction n'est notifiée.

### Lundi 10 mars

Alors qu'il se rend à Tizi-Ouzou en compagnie d'un ami et d'un chauffeur du C.R.A.P.E.\* pour prononcer sa conférence prévue à 14 h 30 dans l'amphithéâtre de Hasnaoua, Mouloud Mammeri est intercepté par la police à Drâa Ben-Khedda. Un autre barrage avait été installé à Boukhalfa, à 11 km de Tizi-Ouzou.

Les passagers de la voiture se voient retirer leurs papiers pour vérification. Ils sont conduits au siège de la wilaya où le secrétaire général, Djjar, en compagnie du directeur de la Sûreté, leur signifie l'interdiction de la conférence pour risque de troubles de l'ordre public et leur demande de quitter la wilaya sur le champ. Refusant d'obtempérer, Mammeri, accompagné de policiers, se rend chez le recteur pour lui demander des explications. Ce dernier, totalement désarmé, déclare qu'il est soumis à des pressions intolérables de la part du parti du FLN, et qu'en conséquence il se plaindra à son supérieur, le ministre Bererhi.

A 17 h, dans l'enceinte universitaire, c'est l'effervescence. Le millier d'étudiants, d'enseignants, d'auditeurs qui attendaient Mammeri sont informés des événements qui viennent de se dérouler et apprennent l'interdiction de la conférence. Les étudiants appellent alors à une A.G. pour le lendemain 11 mars à 9 heures.

### Mardi 11 mars

A.G. des étudiants à Hasnaoua (de 600 à 700 personnes), vers 10 h ; une grande majorité d'entre eux se prononce pour une manifestation en ville. Environ 500 étudiants sortent avec banderoles où l'on peut lire : «Wali, conférence de Mammeri interdite ? ?», «Culture berbère, culture populaire», «Halte

\* Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnologiques dirigé jusqu'à l'an dernier par Mouloud Mammeri.

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

à la répression culturelle»,...

Très vite, le groupe d'étudiants est rejoint par quelques dizaines d'enseignants et de travailleurs de l'université. Puis, au fur et à mesure, par quelques dizaines de lycéens et de jeunes de la ville. Le cortège, comprenant 600 à 700 personnes, effectuée, entre 10 h 30 et 12 h 30, 2 fois le tour de la ville en empruntant les principales avenues. Un temps d'arrêt est observé devant le C.N.P. du FLN, la wilaya et le lycée. Des slogans sont lancés par intermittence : «Wali, réactionnaire», «CNP, réactionnaire» en français et «Le berbère est notre langue», «De la tête aux pieds, nous sommes des Berbères», en kabyle.

Dans les rues de la ville, c'était, d'une part, la surprise et l'énerverment chez les nombreuses forces de police, de gendarmerie, et les pompiers appelés à la rescousse (sans qu'il y ait heurt avec les manifestants), se contentant de photographier et de filmer ouvertement les participants, sans doute pour les intimider, et d'autre part, la curiosité chez les très nombreux badauds massés sur les balcons, les toits et sur les trottoirs. A 12 h 30, le cortège se retrouve dans l'enceinte universitaire, à Hasnaoua. Une nouvelle A.G. est convoquée pour l'après-midi.

A 14 h 30, réunion des enseignants du centre pour rédiger une lettre ouverte destinée au ministre. Ils protestent contre l'interdiction dont a été victime Mammeri (enseignant à la retraite) ainsi que l'oppression qui subit la culture berbère, particulièrement à Tizi-Ouzou. Ils dénoncent la surveillance policière qui s'exerce en permanence sur les enseignants. Enfin, ils revendiquent la liberté d'expression, la liberté pour les manifestations culturelles berbères et le respect des franchises universitaires par la police.

### Mercredi 12 mars

Une A.G. des étudiants met au point une motion de protestation et de revendication qui doit être adressée au chef de l'Etat.

### Samédi 15 mars

Une délégation d'étudiants est reçue à Alger par un conseiller de Chadli à qui elle remet la motion. Le conseiller annonce que «la question sera traitée dans un prochain conseil des ministres». Manifestations à Larbâa Nath Iraten. Ce sont des lycéens qui lancent la manifestation à partir du lycée. Les jeunes manifes-

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

→

tants font irruption dans un cinéma et appellent les spectateurs à se joindre à la manifestation. Des pancartes portant «A bas le fascisme», «vive la culture berbère» sont distribuées. Le cortège se dirige vers le palais de Justice, les Galeries algériennes, la mairie. Partout, les manifestants appellent les employés et la population à se joindre à eux.

A l'usine de la Sonitex, le personnel sort sans discussion, mais les «syndicalistes» refusent. Quelques vitres sont brisées. Dimanche 16 mars

C'est la journée des portes fermées et des discussions animées à Larbâa Nath Iraten. Arrivée des brigades anti-émeutes.

### Lundi 17 mars

Le correspondant du «Monde» à Alger, D. Junqua, se rend à Tizi-Ouzou pour enquêter sur les événements.

Le soir, à 20 h 30, un gala est donné par le chanteur Farhat à Hasnaoua en signe de solidarité avec les étudiants et pour «célébrer la journée du 11 mars». Un millier de spectateurs viennent exprimer leurs revendications culturelles.

### Mercredi 19 mars

Manifestations à Azazga. C'est l'occasion pour les lycéens de casser les enseignes écrites en arabe. Beaucoup de dégâts au centre-ville. Le chef de la daïra se barricade chez lui.

### Jeudi 20 mars

A Azazga, arrivée du wali pour apaiser les esprits. Il est hué par les écoliers (10 à 12 ans).

Au cours de ces manifestations, on a pu remarquer que la majorité des manifestants étaient des jeunes gens. Il y avait aussi des femmes mais peu d'hommes adultes. Ceux-ci ont été conspués à Larbâa aux cris de «A bas les spectateurs».

Pressentant les manifestations, le proviseur du lycée d'Aïn El Hammam a mis les élèves en vacances de printemps une semaine avant la date prévue. Le commissaire de police de Larbâa qui s'était mis en congé le jour de la manifestation aurait été suspendu de ses fonctions.

De très nombreux renforts de police arrivent à Tizi-Ouzou où le bruit circule qu'une grande manifestation convergente rassemblant les lycéens des environs doit avoir lieu.

Une assemblée générale des étudiants réunis d'urgence demande aux lycéens de renoncer à cette manifestation pour éviter les affrontements. Par ailleurs, plusieurs

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

→ étudiants (dont certains «paysistes») dénoncent «les tentatives de récupération du mouvement par les opposants». 20 au 26 mars

Des pétitions de protestation contre l'interdiction de Mammeri circulent pour être signées dans différents instituts et centres de recherches.

A Alger, un débat sur la culture populaire organisé à la cité de jeunes filles de Ben Aknoun est interdit.

Mammeri aurait été contacté par le ministre Bererhi (ainsi que par plusieurs personnalités). On lui aurait tenu successivement plusieurs langages. D'abord des excuses pour les incidents de Tizi-Ouzou. Ensuite des attaques : «El Moudjahid» consacre un billet à l'affaire sous le titre «Les donneurs de leçons qui donne le ton et les arguments officiels. Le reste de la presse suit : «Révolution africaine», «Algérie-actualité» dénoncent les «auteurs de trouble» à mots couverts et sans jamais informer leurs lecteurs sur ce qui se passe. Une réponse de M. Mammeri au billet d'«El Moudjahid» ne sera pas publiée. Elle circulera néanmoins sous forme de tract.

### Mercredi 26 mars

Les étudiants du centre universitaire de Tizi-Ouzou défilent à nouveau : ils sont 500 à 600. Les banderoles dénoncent la répression, la presse. Elles ont été confectionnées à l'avance, ce qui indique un début d'organisation. Les étudiants «paysistes» tentent de porter à l'avant de la manifestation une banderole portant «oui à la charte nationale». Les policiers, très nombreux, n'interviennent pas.

### Dimanche 6 avril

A Tizi-Ouzou, une A.G. se tient dans la journée à Hasnaoua. Les étudiants ont décidé d'aller occuper la salle de reproduction, qui se trouve à Oued Aïssi, pour tirer la réponse de Mouloud Mammeri à «El Moudjahid». Un appel à une marche à Alger était lancé pour le lendemain matin, lundi 7. Le rassemblement était prévu à la Place du 1er Mai à 10 heures.

### Lundi 7 avril

Très tôt le matin, les étudiants de Tizi-Ouzou prennent le chemin d'Alger, les uns en bus SNTV et les autres en voiture. Les voitures des enseignants connus des services de sécurité sont filées à partir de Tizi-Ouzou.

Pour les étudiants qui ont pris les bus, ils sont interceptés au niveau de Thénia. Tous les étudiants sont descendus des bus pour

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER.

→ vérification d'identité puis relâchés par la suite.

A Alger, pendant toute la semaine qui a précédé, des tracts ont circulé appelant à une marche pour le lundi matin. Le rassemblement eut lieu Place du 1er Mai. La marche démarre à 10 h 30 ; des banderoles déroulées laissent apparaître les mots d'ordre suivants : «Liberté d'expression», «Démocratie», «Parole aux femmes», «Qui a rédigé le code de la famille ?», «Liberté culturelle». Cela montre l'élargissement des revendications et notamment l'apparition de mots d'ordre concernant les femmes algériennes. La revendication démocratique apparaît aussi comme un thème central.

Au moment où la manifestation commence, il y a très peu de policiers ; l'atmosphère est détendue. Délaissant les grandes artères très fréquentées (rue Hassiba Ben Bouali, rue Mohamed Belouizdad), les manifestants, assez nombreux (environ un millier) empruntent, pour des raisons inconnues, l'avenue de l'Indépendance, qui longe l'hôpital Mustapha. A ce moment, d'imposantes forces de police font leur apparition. Un barrage est dressé en haut de l'avenue tandis que des policiers arrivant du centre-ville isolent la tête de la manifestation et l'embarquent dans des camions de la police. Plus d'une centaine de manifestants ont été ainsi interpellés.

Le reste de la manifestation est dispersé brutalement par la police qui fait de nombreux blessés (selon une rumeur, il y aurait eu un mort parmi les étudiants). Les étudiants refoulés se retrouvent à la faculté centrale où un meeting est organisé aux cris de «A bas la dictature». Une grève illimitée des cours est décidée pour obtenir la libération des prisonniers et la satisfaction des revendications de «liberté culturelle» et de «liberté d'expression».

Une marche sur le commissariat central est décidée pour le lendemain.

### Mardi 8 avril

Etat de siège à Tizi-Ouzou. Des centaines de CNS quadrillent la ville. Des autopompes sont postées au centre de la ville en face du commissariat national du parti (ex-mairie de Tizi-Ouzou), ainsi que devant l'université.

Plusieurs dizaines d'agents des brigades anti-émeutes, avec boucliers et casques, sont massés devant la poste et bloquent des manifestants stationnés derrière les logements CNEP.

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

→ A Alger, on apprend que la plupart des personnes interpellées ont été relâchées. Mais, selon certaines sources, il y aurait encore une dizaine de détenus. Une grève a été déclenchée à Boumerdès en signe de protestation. Au centre d'Alger, le quartier des facultés est quadrillé ; la faculté centrale est bloquée. On ne peut ni y entrer, ni en sortir. Les étudiants accrochent des banderoles aux murs et s'installent sur les escaliers pour scander des slogans — «Nous ne sommes pas ou Chili», «La presse à la poubelle» — et chanter des hymnes patriotiques.

En français : «Liberté d'expression», «A bas la dictature», «Le vrai socialisme», «A bas la bourgeoisie».

En arabe : «Culture populaire, qu'on nous débarrasse de l'égyptienne», «Peuple assez de sommeil ! tes enfants ont rempli les prisons !», «Le peuple, avec nous !». En kabyle : «Plutôt se briser que de se plier», une chanson de Farid Ali.

Les passants qui s'attroupent sont brutalement dispersés.

A Bab-Ezzouar, après un meeting de 6 h, aucune décision n'est prise ; des étudiants sont révoltés par les motions de l'UNJA. Mercredi 9 avril

A Alger, une délégation de «hauts responsables» de la wilaya vient dialoguer avec les étudiants. Leur discours : «Nous demandons aux étudiants d'être sur leurs gardes. Des «gens» peuvent profiter de l'occasion pour intervenir. Les problèmes posés sont légitimes mais il faut en discuter dans un cadre organisé. Les étudiants sont des jeunes, ils doivent adhérer à l'UNJA pour poser leurs problèmes».

Les étudiants ont répondu en affirmant qu'ils n'étaient pas manipulés et que leurs revendications concernaient des problèmes réels : «Nous voulons laisser les gens voir ce qu'ils veulent, dire ce qu'ils pensent. Nous en avons marre d'être muselés. Liberté d'expression signifie pour nous retrouver notre propre culture, notre propre façon de parler, que ce soit en berbère ou en arabe. Seulement nous refusons un arabe venu on ne sait d'où. Nous voulons parler la langue de nos pères et de nos mères. Si c'est l'arabe,

\* نفازة شعبيته خليا من المصيبة  
«السبب» بركاكة من النفاش!  
أولادك مشروا الأكناش!  
«السبب» نفاشا!  
→



# UNE REELLE AMBIANCE DEMOCRATIQUE

## CHRONIQUE DES EVENEMENTS DE TIZI-OUZOU ET D'ALGER

→ c'est l'arabe parlé, populaire, celui que tous comprennent.

La délégation est répartie sous les huées. Un meeting est alors organisé et un bureau de coordination créé en vue de rédiger un programme minimum de revendications et un programme culturel à soumettre à la discussion de tous.

Des professeurs et des travailleurs ont rédigé un texte de soutien aux grévistes. Quant aux étudiants arabisants du Caroubier, ils ne semblent pas du tout favorables au mouvement.

Judi 10 avril

Le pouvoir organise une contre-manifestation à Tizi-Ouzou ; des gens sont ramassés sur les chantiers, dans les CAPRA, dans les administrations. Les militants du FLN se démènent. Les discours des officiels donnent la réponse du pouvoir : fermeture totale vis-à-vis des revendications des étudiants.

L'UNJA prend position officiellement ; elle se dévoile totalement aux yeux des étudiants, qui comprennent le rôle qu'elle a joué dans les AG et ses manœuvres pour freiner le mouvement.

Samedi 12 avril

Plusieurs lycées de Kabylie sont mis en congé pour une semaine. Alors que les manifestations se multiplient en Kabylie (Sidj-Aïch, Benni Yenni...), le centre universitaire de Tizi-Ouzou est toujours bloqué par les forces de répression.

Dimanche 13 avril

Une délégation d'enseignants de Tizi-Ouzou est revue par le ministre Bererhi qui cherche à «dédramatiser» la situation et promet d'engager le dialogue.

Des tracts circulent, appelant à une grève générale le 16 avril. Message de soutien aux étudiants grévistes du personnel de l'hôpital de Tizi-Ouzou.

Dès mon arrivée à Tizi-Ouzou le jeudi 17 avril, j'ai décidé de m'informer de ce qui se passe à l'université.

De l'extérieur de l'enceinte universitaire, on aperçoit les banderoles accrochées aux grillages entourant la faculté. Elles étaient écrites en arabe, en berbère et en français et portaient les mots d'ordre suivants :

"A bas la répression sous toutes ses formes",

"Vive les libertés et la démocratie",

"Unité des langues populaires".

On entend un haut-parleur diffuser de l'un des bâtiments des informations et des appels à la vigilance.

Des étudiants contrôlent les entrées à la faculté. Pour entrer, il a fallu que je demande à un étudiant que je connaissais de venir se porter garant de ma personne. Les étudiants expliquent que ce contrôle est destiné à empêcher l'entrée de provocateurs ou d'agents du pouvoir dans l'enceinte universitaire.

Une fois dans la faculté, je suis conduit dans une salle d'informations où des étudiants, membres du comité d'information et des relations extérieures, m'expliquent la nature du mouvement et ses revendications. J'ai pu m'assurer que le mouvement n'était pas régionaliste, contrairement à ce qu'ont affirmé la radio et les journaux. Les étudiants demandent la reconnaissance de la culture et de la langue berbères et la liberté d'expression. Ils dénoncent la répression pour délit d'opinion.

Une discussion animée s'installe avec les étudiants. Ils m'ont montré des tracts de soutien au mouvement, émanant de l'hôpital de Tizi-Ouzou, des usines Sonelco, Sonitex, SNLB qui se sont mises en grève. Ces unités de production sont occupées par les ouvriers qui se sont organisés au sein de "comités autonomes". Un comité de coordination des luttes des étudiants et des ouvriers a été mis sur pied quelques jours auparavant.

En plus du comité chargé de l'information, les étudiants ont mis en place un comité de vigilance chargé de la surveillance de l'enceinte universitaire, un comité

d'information des étudiants eux-mêmes et un comité de coordination de l'ensemble des activités. Celles-ci sont nombreuses : assemblées générales d'information et de discussion, conférences sur les questions culturelles, cours (de berbère notamment). Lors de la visite de Bererhi, venu avec une nombreuse délégation, pour "discuter" avec les étudiants, une assemblée générale a été convoquée. N'y ont été admis que Bererhi, son conseiller, deux syndicalistes de la FTEC, le wali et le CNP de Tizi-Ouzou. Bererhi voulait présider l'AG, mais les étudiants ont refusé et ont chargé l'un d'entre eux de la présidence. Les étudiants ont d'abord exigé que soient retirées les forces de gendarmes stationnés devant l'entrée de la faculté. Ce qui fut fait.

Au cours du débat, les nombreux intervenants ont condamné la répression culturelle et physique menée par le pouvoir, ont exigé le respect de la liberté d'expression. Ils ont dénoncé les manœuvres des médias pour déconsidérer le mouvement devant l'opinion.

Un étudiant a demandé, au terme d'une intervention très applaudie, que soit observée une minute de silence en hommage au lycéen mort à la suite des affrontements avec la police à Azuzga. Toute la salle, à l'exception de Bererhi, de son conseiller, du wali et du CNP, s'est levée et a observé le silence. Les étudiants auraient souhaité que le débat soit retransmis en direct par la radio et la télévision. Mais El Moudjahid s'est contenté le lendemain de parler de "débat fructueux", sans rien révéler du contenu.

On m'a raconté par ailleurs que le jour de la grève générale en Kabylie, une AG s'était tenue à la faculté. Au cours de cette AG, une délégation a fait état du soutien des étudiants de l'université d'Oran au mouvement.

Au terme de ma visite à l'université, j'avais le sentiment que le mouvement était serein, mûr, pacifique mais très déterminé. J'ai connu pendant cette visite une réelle ambiance démocratique.

## ALGERIE Manifestation des étudiants kabyles

Un comité d'étudiants de l'université de Tizi Ouzou (Kabylie) avait invité le 10 mars le poète berbère Mouloud Mammeri (voir entretien dans Libé du 1<sup>er</sup> mars) à faire une conférence sur la culture berbère. La préfecture de Tizi Ouzou invoquant des « risques de troubles de l'ordre public » l'a fait intercepter à son arrivée en ville, puis l'a retenu plusieurs heures de façon à empêcher la réunion. Le lendemain 11 mars, près d'un millier d'étudiants (sur les 1700 que compte l'université) ont manifesté pendant plus de deux heures devant la wilaya, le siège du parti etc... pour dénoncer la répression culturelle contre les berbérophones. C'est la première fois qu'une protestation de telle ampleur se faisait jour après des mesures semblables. En octobre dernier, l'université de Tizi Ouzou avait fait grève (avec succès) pendant près d'un mois pour imposer une représentation des étudiants directement élue par eux.

LIBERATION, LE 17 MARS 1980

LE FIGARO  
MARDI 18 MARS 1980

### ALGERIE

#### ARRESTATION D'UN ÉCRIVAIN CÉLÈBRE

Mouloud Mammeri, célèbre écrivain berbère, a été arrêté le semaine dernière à Tizi Ouzou, alors qu'il s'appretait à prononcer une conférence devant un millier d'étudiants. Ceux-ci dénoncent la répression culturelle exercée contre les berbérophones.

4/3/80

## TIZI OUZOU: CULTURE et « Donneur de leçon »

Tizi Ouzou le 11 mars 1980 : plus d'un millier d'étudiants manifestent devant le siège de la Wilaya et du Parti (FLN) pour protester contre l'interdiction faite à Mouloud Mammeri d'animer une conférence sur la culture berbère au Centre Universitaire de Tizi Ouzou. L'auteur de « L'opium et le bâton » est intercepté par la gendarmerie à Draa Ben Khelid, localité située à sept km de Tizi Ouzou, où il devait donner un récital. Un autre exemple l'écrivain Kateb Yacine, s'est vu lui aussi s'interdire le passage de sa pièce de théâtre « La guerre de 200 ans ». Et combien d'autres encore à Oran, Alger ou Constantine sont mis à l'index parce qu'ils pensent différemment ou qu'ils refusent la ghettisation de la culture. Ce qui s'est passé à Tizi Ouzou, est révélateur de la situation des intellectuels algériens qui ne s'expriment pas des les institutions officielles.

Invoquant « des troubles à l'ordre public » que pourrait entraîner la tenue d'une telle conférence, l'écrivain est retenu pendant plusieurs heures, alors qu'à l'Université plusieurs centaines d'étudiants l'attendent.

Ils attendront mais en vain. Mouloud Mammeri sera invité à rebrousser chemin et à regagner Alger.

Le quotidien « El Moudjahid » du 20 mars sous la plume de KB s'attaque à Mouloud Mammeri sans toute fois le nommer d'une façon bassement

polémique et au bord de la calomnie. Dans son article intitulé « Les Donneurs de Leçons » KB, nous récite la sienne apprise par cœur.

Signalons que ce n'est pas la première fois que de telles manifestations sont interdites. Récemment le chanteur Aït Menguliat s'est vu interdire l'accès de l'Université de Tizi Ouzou, où il devait donner un récital. Un autre exemple l'écrivain Kateb Yacine, s'est vu lui aussi s'interdire le passage de sa pièce de théâtre « La guerre de 200 ans ». Et combien d'autres encore à Oran, Alger ou Constantine sont mis à l'index parce qu'ils pensent différemment ou qu'ils refusent la ghettisation de la culture. Ce qui s'est passé à Tizi Ouzou, est révélateur de la situation des intellectuels algériens qui ne s'expriment pas des les institutions officielles.

Les étudiants de Tizi Ouzou ont tiré le signal d'alarme. Puissent-ils être entendus... ?

Mouloud CHALAH  
Farid AICHOUNE

"Sans Frontière" 25/3/1980

## ALGERIE

### Subversion poétique

Le 10 mars dernier, l'écrivain Mouloud Mammeri devait faire à Tizi-Ouzou une conférence sur « la poésie kabyle ancienne », à laquelle il vient de consacrer un livre (Ed. Maspero). Mais le matin même, sa voiture a été arrêtée par un barrage, à une dizaine de kilomètres de la ville. Conduit chez le préfet, Mouloud Mammeri fut informé courtoisement que sa conférence « risquait de déclencher des troubles de l'ordre public », et qu'il valait mieux y renoncer. L'écrivain s'inclina en formulant le vœu que cette

réunion puisse se tenir ultérieurement ».

Cette interdiction a énu les étudiants de Tizi-Ouzou qui organisèrent le lendemain un défilé de protestation en arborant des pancartes proclamant : « Halte à la répression culturelle », et « Culture berbère, culture algérienne ».

Selon les étudiants, l'incident « constitue un maillon nouveau d'une longue chaîne de brimades culturelles » : interdiction d'une soirée consacrée au chanteur kabyle Aït Menguelat, interdiction de représenter la pièce de Kateb Yacine « La Guerre de deux mille ans », etc.

Mouloud Mammeri lui-même a vu supprimer en 1973 le cours de langue berbère qu'il donnait à l'université d'Alger

EVENEMENTS au jour le jour



## A Tizi-Ouzou l'interdiction d'une conférence sur la poésie berbère a provoqué des manifestations d'étudiants

Tizi-Ouzou. — La capitale de la Kabylie a connu, la semaine dernière, une petite poussée de fièvre, à la suite de l'interdiction par les autorités locales d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur « La poésie kabyle ancienne » (1). Cette décision, qualifiée par beaucoup de « maladroite », a suscité un émoi particulièrement vif dans la communauté universitaire qui avait invité M. Mammeri et qui n'a pas voulu s'incliner sans protester devant le fait accompli.

Dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 mars, l'écrivain a reçu un appel téléphonique : une personne se faisant passer pour le recteur du centre universitaire de Tizi-Ouzou lui a annoncé que la conférence prévue pour l'après-midi était annulée et lui a recommandé de ne pas se déplacer. Le recteur, M. Arab, ayant démenti dans la matinée de lundi être l'auteur de cette communication, M. Mammeri a pris la route, en compagnie d'un ami. Son véhicule a été stoppé par un barrage à Dra Ben Khedja, localité située à une dizaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, et un policier lui a demandé de le suivre chez le wali (préfet). « J'ai été reçu, nous a dit M. Mammeri, par le chef de cabinet, qui m'a expliqué fort courtoisement que ma conférence risquait de déclencher des troubles de l'ordre public et m'a dit qu'il valait mieux y renoncer. Je me suis incliné en formulant le vœu que cette réunion puisse se tenir ultérieurement. Après avoir informé le recteur et les étudiants membres du comité qui m'avait invité, j'ai regagné Alger. »

« M. Mammeri, nous a dit l'un des professeurs de l'université de

De notre envoyé spécial

Tizi-Ouzou, a décliné l'offre que lui faisaient les étudiants d'assurer eux-mêmes le service d'ordre de la conférence, assurant qu'il ne voulait pénétrer dans le centre universitaire « que par la grande porte ».

Refusant d'accepter le « diktat » des autorités locales, les étudiants ont riposté le lendemain en organisant dans les rues de la ville un défilé. Plusieurs centaines d'entre eux ont marché deux heures durant en arborant des banderoles proclamant notamment : « Halte à la répression culturelle » et « Culture berbère, culture algérienne », et scandant en kabyle des slogans sur les thèmes : « Nous en avons assez de l'injustice », et « Le berbère est notre langue ».

« L'interdiction de la conférence, nous a dit un étudiant, constitue un maillon nouveau d'une longue chaîne de brimades culturelles. Le centre universitaire de Tizi-Ouzou en est à sa troisième année d'existence. La première année, on nous a empêchés de faire venir un chanteur kabyle, Ait Menguellat. On nous a interdit, l'année suivante, de monter la pièce de Kateb Yacine, la Guerre de deux mille ans. Tout cela s'inscrit dans le droit fil d'une politique constamment répressive à l'égard de la culture berbère, qui est mée alors qu'elle est l'une des composantes fondamentales de la personnalité algérienne. M. Mouloud Mammeri est, à ce titre, particulièrement misé puisqu'en 1973 on a supprimé d'un trait de plume le cours de langue berbère qu'il donnait à l'université d'Alger. »

Les étudiants ont écrit au chef de l'Etat ainsi qu'à de nombreuses personnalités pour leur exposer les faits, demander un fonctionnement démocratique de l'université, dénoncer les impositions des instances locales du

parti et des autorités administratives dans la vie culturelle de l'université et réclamer la possibilité d'apprendre le berbère à l'école comme deuxième langue nationale.

Les événements ont pris, dans la nuit de mercredi à jeudi, un tour plus politique avec l'apparition dans la région, notamment sur la route d'Alger à Boudouaou et Tizi-Ouzou, de nombreuses inscriptions en français peintes sur les murs et sur les panneaux de signalisation routière, dues, semble-t-il, à des militants du F.F.S. (Front des forces socialistes) de M. Ait Ahmed, qui manifeste depuis quelques mois un léger regain d'existence après une longue période d'éclipse. Elles prenaient pour cible le F.L.N. et portaient : « Démocratie » et « Ait Ahmed au pays ». Elles ont été rapidement badigeonnées. Cette campagne a été dénoncée en termes durs par les comités étudiants de Tizi-Ouzou, qui accusent « les révolutionnaires de salon du F.F.S. » de vouloir « récupérer » leur action « alors qu'elle a, disent-ils, un caractère strictement culturel et local ».

« Le forcing fait par les partisans de l'arabisation depuis quelques mois devait inévitablement entraîner des réactions, nous a dit un étudiant. Il est significatif de constater que le concept de culture berbère est devenu populaire ces dernières années en Kabylie alors qu'il était inscrit auparavant à quelques cercles intellectuels. Il est de fait que le mouvement de protestation de Tizi-Ouzou a trouvé quelque écho dans la région puisque, dimanche 16 mars encore, les lycéens de l'Arbat-Naït-Irathen (ex-Fort national) auraient fait grève pour soutenir les étudiants de Tizi-Ouzou.

DANIEL JUNQUA.

# LES DONNEURS DE LEÇONS

EL MOUJAHID

20 mars 1980

Des étudiants du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou ont exprimé leur mécontentement il y a quelques jours à la suite d'une conférence annulée d'un homme qui, pour prétendre être le champion d'une culture berbère, n'a rien fait de tel comme contribution à son pays que rédiger un travail de « création intellectuelle sur la culture aztèque... » (1) avant d'accorder une interview à un quotidien parisien où il confond l'acquisition chrétienne, monarchie marocaine et l'Islam et la Révolution algérienne.

On peut facilement comprendre pourquoi notre jeune génération a tout à gagner en se défiant de tels intellectuels (2). Les vérités d'un Kateb Yacine ou d'un Malek Haddad, même si elles ne font pas l'unanimité, sont des actes de foi patriotiques, un désir profond de communier.

L'incident que certains ailleurs ont tenté de récupérer n'a, il faut le dire, aucune commune mesure avec la tournure qu'il a prise. Les valeurs arabo-islamiques fondamentales de notre société et, principalement l'Islam, qui a trouvé le meilleur accueil en Kabylie, n'ont jamais été édifiées sur l'intolérance et le repli sur soi-même. La Nation algérienne a trouvé son unité dans sa diversité et si, à un moment donné, nous avions jugé avec une grande sévérité les passions non retenues de

jeunes, enthousiastes certes, au nom de l'arabisation, il convient par ailleurs, en pareil cas, de dire à ceux qui se réfugient derrière d'autres slogans, d'observer la plus grande vigilance à l'égard de ces slogans.

Au moment où la Direction politique, à l'écoute des masses, prend en charge tous les problèmes des citoyens, afin de les résoudre de manière globale et juste, notre peuple n'a que faire des donneurs de leçons et particulièrement de gens qui n'ont rien donné ni à leur peuple ni à la révolution, à des moments où la contribution de chaque algérien à la cause nationale était symbole de sacrifice total et d'amour de la patrie.

La langue arabe — revendication de notre peuple — est notre langue nationale et il est temps qu'elle reprenne la place qui lui revient dans tous les secteurs d'activités du pays.

Nous ne pouvons en effet continuer à lier le destin des générations futures et notre indépendance à une langue étrangère qui fut la langue de nos oppresseurs, de notre dépersonnalisation.

L'arabisation, contrairement à ce qu'en pensent certains passeistes bornés et « Mac Carthyistes » de la culture se traduira dans notre vie de tous les jours de façon réfléchie et révolutionnaire et avec l'adhésion de l'ensemble des Algériens. L'expérience nous a

appris que toute tentative d'imposer quelque chose à notre peuple est vaine et relève de l'irresponsabilité.

La culture algérienne, sortie de ses ghettos, de ses inhibitions et de ses interdits — dus le plus souvent à quelques bureaucrates trop zélés qu'à autre chose — doit renaître grâce à l'apport des Algériens qui n'ont pas été engendrés quoiqu'en disent certains dans le berceau de la Rome antique ni dans ceux des royaumes du Maghreb. Elle est l'expression d'une civilisation arabo-islamique qui s'est fondue harmonieusement dans les traditions et spécificités des peuples d'Afrique du Nord. Les plus grands acquis de notre peuple, ne se sont pas réalisés à coups de slogans ni contre la volonté des masses populaires.

K. B.

(1) Les « Atèques », ce glorieux peuple anéanti par les Conquistadores, a fait aussi l'objet d'études célèbres de la part d'un certain Jacques Soustelle de triste mémoire. Curieux choix de ce thème.

(2) S'agissant de la participation à la guerre de libération est-il nécessaire de rappeler un refus de souscrire à un manifeste en faveur du F.L.N. en 1956 et son dédain pour les moudjahidines de 1954, qualifiés par lui dans les colonnes de « l'Echo d'Alger » de chacals des Aurès.

(1) Il a publié récemment les *Isaïra*, poèmes de Si Mohand ou Mhand, éd. Maspero, 480 pages, Paris, 1978, et *Poèmes kabyles anciens*, Ed. Maspero, coll. « Voix », 472 pages, Paris, 1980.



Manifestations de jeunes kabyles contre les symboles du pouvoir central d'Alger

## Kabylie: la poésie enflamme la revendication berbère

Singulière Kabylie qu'un vieux professeur de poésie berbère peut mettre en branle contre le pouvoir central... Non que Mouloud Mammeri ait lancé quel que appel à manifester il a suffi, pour que la jeunesse kabyle se jette dans la rue, qu'on interdise une conférence qu'il devait tenir sur la poésie en langue berbère. Un mouvement de révolte sans précédent depuis longtemps - dix-sept ans... (1).

Sept cents policiers envoyés en renfort au pied du Djurdjura. Deux cents d'entre eux, par manque de place, occupent le centre de la jeunesse et des sports de Tizi-Ouzou. Ils n'ont pas de gants à prendre avec les pensionnaires de l'établissement : ce sont justement eux les suspects que les policiers sont venus surveiller. La Kabylie vient de connaître une flambée de manifestations de jeunes « berbérophones » sans précédent depuis la rébellion de Aït Ahmed et de ses partisans en 1963.

A l'époque, la réponse du gouvernement Ben Bella fut l'occupation militaire du département. Dans l'Algérie de Chadli, les choses se passent plus discrètement. Le wali (préfet) actuel de Kabylie fait partie de ces dirigeants qui ont nuancé leur jacobinisme (arabo-islamique) des lendemains de l'indépendance. Aussi bien a-t-il essayé de minimiser l'affaire. Car la minorité nationale qu'il administre, la plus dynamique du pays, revendique avec une telle constance sa « personnalité propre » qu'on ne peut plus se borner à lui opposer les principes abstraits de la Révolution algérienne.

Boumediène l'avait appris à ses dépens lors de la finale opposant les équipes de foot-ball de Tizi-Ouzou et Hussein-Dey, en 1977. L'hymne algérien y fut sifflé et le président traité de dictateur. Pourtant, il avait demandé à la sécurité militaire de relâcher son

étai autour des lycées locaux, gagnés depuis 1968 aux idées du « Jeune mouvement culturel berbère ». Les perquisitions et arrestations de nuit, devenues monnaie courante, avaient cessées. Désormais, la place est plutôt laissée au parti — celui de Yahiaoui — à charge pour lui de convaincre. C'est aussi la ligne du wali mais le pouvoir central d'Alger semble lui avoir donné tort.

Tout a commencé le 10 mars dernier. L'écrivain Mouloud Mammeri est attendu au centre universitaire de Tizi-Ouzou où il doit présenter son dernier livre (Maspéro) sur la poésie berbère ancienne. Il s'amuse à rappeler, dans ce texte, le rôle d'« éveilleurs des consciences » des poètes kabyles face à l'obscurantisme des marabouts arabophones. Mammeri est kidnappé par la gendarmerie à dix kilomètres de la ville. Il rentre à Alger. Le vieil homme a l'habitude : on lui a déjà retiré sa chaire berbère à la faculté de la capitale sans autre explication.

Le président Chadli, qui devait venir pour une inauguration à Tizi-Ouzou le 15 mars, décommande.

Le wali, affolé, convoque les chefs d'établissements du département. Le directeur de l'institut islamique fait l'apologie du préfet précédent qui « pour être kabyle n'en était pas moins patriote ». Le « proconsul » Karoubi avait en effet interdit l'alcool dans cette seule province algérienne, alors que c'est elle qui fournit le plus gros contingent de travailleurs en Europe. « Pour moi, ajoute le religieux, il faudrait tirer sur la foule ». Le wali le calme et conseille des discussions persuasives avec les élèves.

Mais les étudiants de Tizi l'attendent en tenant A.G. toute la nuit. Depuis une grève victorieuse en octobre, ils sont les premiers en Algérie à s'être coupés de l'hégémonie Unien de la Jeunesse Algérienne (contrôlée par le Parti) pour se constituer en organisation universitaire autonome... et néanmoins reconnue. Le lendemain, ils sont 1500 (sur 1700) à descendre dans la rue en scandant : « Non à la répression culturelle... Le berbère comme seconde langue aux programmes ». Ils font le siège du Parti, de la préfecture, des lycées. La police n'intervient pas.

Mais la protestation bon enfant de Tizi-Ouzou prend, deux jours plus tard, un visage plus inquiétant. Elle gagne la montagne. A Larbaa-nath-Iraten, où les champs sont rares, les lycéens sont voués majoritairement à l'émigration. La ville, farouche derrière ses remparts, a connu en 1974 une « fête des cerises » brève et orageuse : 2 morts, à cause du refus des autorités de laisser le micro aux chanteurs locaux, Ferhat et Aït Menguellet. Mammeri en est natif. Le temps d'apprendre l'interdiction de sa conférence, le lycée a débrayé à son tour. Les commerçants sont priés d'arracher leurs enseignes en arabe, séquelle de la campagne officielle et autoritaire de 1976. Le commissaire de police est pris en otage dans sa voiture et doit hurler en kabyle, le slogan de la foule, un vers célèbre de Si Mohand : « Anrez wala a nichnou » (« Nous casserons mais ne plierons pas »).

Puis la caserne est envahie et les appelés dialoguent. Le maire arrive. On lui réclame des cars pour aller réveiller les douars les plus reculés. Il s'excuse de ne pas en avoir sous la main.

Mais le 18 mars alors que le Colonel Merbah de la Sécurité militaire est venu inopinément lui rendre visite, on l'appelle d'Azazga. Dans cette ancienne « capitale des maquis » (du F.L.N jadis, du FFS ensuite) ce sont les écoliers et collégiens, cette fois, qui ont envahi la rue. Ils s'attaquent même à la gendarmerie, aux accents du chant interdit de la poétesse Djamilia : « Amirouche nous a fait prêter un serment, assez de cette vie de misère et de soumission ». Le courageux wali prend sa voiture et se rend sur place. Il est conquis. « Je regrette de n'avoir pu faire mieux », avoue-t-il au colonel Merbah qui ronge son frein depuis la mort de Boumediène et n'a rien perdu de la scène.

E.L.

(1) Libération a publié le 14 février dernier un commentaire de Pierre Bourdieu sur le recueil de Mouloud Mammeri, Poèmes kabyles anciens, et, le samedi 1er mars, un long entretien avec cet écrivain berbère.

Libération  
29-30/4/1980

Manifestations parallèles pour l'identité Kabyle en France et en Algérie

## Paris-Alger: les Berbères sont dans la capitale

Près de cinq cents Algériens berbérophones ont manifesté hier après-midi, place des Etats-Unis à proximité de l'ambassade d'Algérie, en faveur de la « sauvegarde de la culture berbère en Algérie ». Réunis à l'appel du « comité de défense des droits culturels en Algérie », les manifestants n'ont pu comme ils le souhaitent se rassembler devant les locaux de l'ambassade au 18 rue Hamelin. D'importantes forces de police en empêchant l'accès. Seule une délégation d'une dizaine de personnes fut autorisée à se rendre aux portes de l'ambassade, mais sans qu'aucun officiel ne puisse les recevoir par la suite. « Vous n'êtes pas considérés comme des nationaux algériens » se contentèrent de lancer les employés de l'ambassade. Auparavant quelques adhérents de l'Amicale des Algériens en Europe s'étaient dispersés aux alentours de l'ambassade et vers les bouches de métro, pour dissuader les éventuels participants au rassemblement de s'y rendre. Prétendant que celui-ci était annulé.

Malgré cela, ils étaient encore plusieurs centaines aux environs

de 18 heures, qui entendaient répondre à l'interdiction qui a été faite le 10 mars dernier, par le gouvernement algérien, à l'écrivain Mouloud Mammeri de parler en public à Tizi Ouzou (capitale de Grande Kabylie) de la poésie berbère ancienne. Ainsi qu'à la répression contre la manifestation d'Alger du 26 mars.

Hier toujours, une autre manifestation à Alger cette fois, quelques heures avant celle de l'ambassade à Paris, a vu l'interpellation d'une centaine d'étudiants kabyles, qui manifestaient en faveur de la culture berbère. Les manifestants au nombre de 400 environ, ont été stoppés à quelques dizaines de mètres de leur lieu de rassemblement par un important service d'ordre. Une bonne partie d'entre eux a été embarquée dans des fourgons. De nombreux étudiants, qui s'efforçaient d'échapper à l'encerclement des policiers ont été matraqués.

Le cortège des étudiants venus de l'université de Tizi Ouzou, s'était ébranlé d'un jardin public au centre d'Alger, où le regroupement avait eu lieu. Les manifestants avaient commencé à

scander des slogans en Kabyle et en Français en faveur de la culture berbère et brandissaient des banderoles proclamant la liberté d'expression. Avant que l'étai du service d'ordre n'enserme les manifestants, plusieurs ont pu prendre la fuite. Mais les autres étudiants - qui avaient commencé à entonner en arabe, cette fois, le célèbre chant des maquisards du temps de la guerre d'indépendance - étaient violemment attaqués. Les étudiants ont été embarqués méthodiquement à l'exception des quelques femmes, qui ont été relâchées.

Dans une lettre ouverte au président Chadli, les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, parmi lesquels figuraient la plupart des manifestants, rappellent que la Charte Nationale algérienne « garantit la liberté d'expression et la libération de l'individu et sa promotion comme citoyen responsable », et réclame « le rétablissement dans leurs droits légitimes de la culture et de la langue berbère et la cessation de la répression culturelle » ainsi que « l'enseignement de la langue berbère en tant que deuxième langue ».

PLUSIEURS ÉTUDIANTS KABYLES qui manifestaient lundi matin à Alger en faveur de la culture berbère ont été arrêtés par la police algérienne. La manifestation, à laquelle participaient quelque 400 étudiants de l'université de Tizi Ouzou, capitale de la grande Kabylie, a été bloquée brutalement par un imposant cordon de policiers, armés de matraques. Ces policiers ont alors encerclé les étudiants, alignés le long du mur et embarqués une bonne partie dans les fourgons de police. On dénombrait quelques blessés parmi les manifestants qui scandaient en kabyle et en français des slogans en faveur de la culture berbère et brandissaient des banderoles - écrites uniquement en français - proclamant notamment : « Arabe plus Berbère égale Algérie ».

« Le binn public » 8.4.1980

### Manifestations d'Algériens berbérophones à Alger et à Paris

Hier la police algéroise a dispersé à coups de matraques plusieurs centaines de Berbères venus manifester contre la « répression culturelle » dont ils s'estiment l'objet. Parallèlement, 400 Algériens environ, pour la plupart des Kabyles, ont manifesté sans incident, hier après-midi, place des Etats-Unis (16e), en faveur de « la sauvegarde de la culture berbère en Algérie ».

Ces manifestations entendaient répondre à l'interdiction qui a été faite le 10 mars dernier, par le gouvernement algérien, au conférencier Mouloud Mammeri de parler en public à Tizi Ouzou (capitale de la Grande Kabylie) de la poésie berbère ancienne.

LE FIGARO  
MARDI 8 AVRIL 1980



## Manifestation kabyle à Alger

Cent étudiants revendiquant la liberté pour la culture berbère interpellés par la police

L'agitation kabyle qui a commencé il y a un mois à Tizi-Ouzou et a gagné plusieurs localités a abouti hier à Alger à une manifestation qui a été réprimée par la police. Une centaine de manifestants réclamant la liberté pour la culture berbère ont été interpellés. C'est la première fois que des revendications prennent ouvertement une telle ampleur en Algérie.

**P**LUS d'une centaine d'étudiants kabyles, qui manifestaient hier à Alger en faveur de la culture berbère, ont été interpellés par la police.

Les manifestants, au nombre de 400 environ, dont plusieurs jeunes étudiants, ont été stoppés à quelques dizaines de mètres à peine de leur lieu de rassemblement par un imposant service d'ordre. Une bonne partie d'entre eux ont été embarqués dans des fourgons.

De nombreux étudiants, qui s'efforçaient d'échapper à l'encerclement des policiers, ont été matraqués. Une ambulance a été dépêchée sur les lieux, mais on ignore encore le nombre de blessés éventuels parmi les manifestants.

Le cortège des étudiants, venu de l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la grande Kabylie, s'était ébranlé d'un jardin public au centre d'Alger, où le regroupement avait eu lieu. Les manifestants avaient commencé à scander des slogans en kabyle et en français en faveur de la « culture berbère » et brandissaient des banderoles — écrites uniquement en français — réclamant la « liberté d'expression ».

Avant que l'état de service d'ordre n'enserme les manifestants, plusieurs dizaines d'entre eux ont pu prendre la fuite. Mais, les autres étudiants (qui avaient commencé à entonner, en arabe cette fois, le célèbre chant des maquisards du temps de la guerre d'indépendance d'Algérie), étaient déjà pris au piège.

Les étudiants ont été embarqués méthodiquement, à l'exception de quelques jeunes filles, qui ont été relâchées. Pendant ce temps, les manifestants qui avaient réussi à s'échapper conspuient, quelques dizaines de mètres plus loin, les policiers, en scandant des slogans en faveur de la « liberté culturelle », sous le regard presque indifférent de quelques centaines de curieux.

La manifestation est la suite d'une série d'incidents qui ont éclaté en mars dernier à l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la grande Kabylie.

Dans une lettre ouverte au président Chadli Bendjedid, les étudiants de cette université, parmi lesquels figuraient la plupart des manifestants, indiquent l'origine de ces incidents, provoqués, selon eux, par le refus opposé par les autorités locales d'autoriser l'écrivain algérien francophone, Mouloud Maameri, de donner une conférence sur les « poèmes kabyles anciens » à l'université de Tizi-Ouzou.

« Cet acte a provoqué le 11 mars une marche massive d'étudiants à Tizi-Ouzou » affirme la lettre qui, invoquant divers articles de la Constitution algérienne et la « charte nationale garantissant la liberté d'expression et la libération de l'individu et sa promotion comme citoyen responsable », réclame notamment « le rétablissement dans leurs droits légitimes de la culture et de la langue berbères et la cessation de la répression culturelle » ainsi que « l'enseignement de la langue berbère en tant que deuxième langue officielle ».

"Le Matin de Paris" 8.4.1980

## ALGER

### Une manifestation kabyle durement réprimée

Plus d'une centaine d'étudiants kabyles, qui manifestaient hier à Alger en faveur de la culture berbère, ont été interpellés par la police.

Les manifestants, au nombre de 400 environ, dont plusieurs jeunes étudiants, ont été stoppés à quelques dizaines de mètres à peine de leur lieu de rassemblement par un imposant service d'ordre. Une bonne partie d'entre eux a été embarquée dans des fourgons.

De nombreux étudiants, qui s'efforçaient d'échapper à l'encerclement des policiers, ont été matraqués. Une ambulance a été dépêchée sur les lieux, mais on ignore encore le nombre de blessés éventuels parmi les manifestants.

Le cortège des étudiants, venus de l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, s'était ébranlé d'un jardin public au centre d'Alger, où le regroupement avait eu lieu. Les manifestants avaient commencé à scander des slogans en kabyle et en français en faveur de la « culture berbère » et brandissaient des banderoles — écrites uniquement en français — proclamant la « liberté d'expression ».

Avant que l'état de service d'ordre n'enserme les manifestants, plusieurs dizaines de ces derniers ont pu prendre la fuite. Mais, les autres étudiants (qui avaient commencé à entonner, en arabe cette fois, le célèbre chant des maquisards du temps de la guerre d'indépendance d'Algérie), étaient déjà littéralement pris au piège.

Les étudiants ont été embarqués méthodiquement, à l'exception des quelques jeunes filles prises au filet, qui ont été relâchées. Pendant ce temps, les manifestants qui avaient réussi à s'échapper conspuient, quelques dizaines de mètres plus loin, les policiers, en scandant des slogans en faveur de la « liberté culturelle », sous le regard presque indifférent de quelques centaines de curieux. Une manifestation de soutien d'environ 400 Algériens de Paris s'est déroulée dans le calme, place des Etats-Unis (16<sup>e</sup>) à proximité de l'ambassade algérienne.

Quot. de Paris

## Nouvelle manifestation berbère à Alger

**U**ne grève des cours à l'université d'Alger a été décidée hier après les affrontements qui ont opposé lundi les forces de police et les étudiants « berbéristes ». Selon des informations de source étudiante, ces affrontements auraient fait un mort et cinq blessés toujours dans le coma.

Malgré la riposte policière, une nouvelle manifestation regroupant un millier d'étudiants à la sortie de la faculté de lettres et de sciences économiques a eu lieu mardi en début d'après-midi. Refoulés brutalement vers l'entrée principale de l'édifice, les étudiants se sont regroupés aux cris de : « police assassin », « à bas la répression ». La cause de cette effervescence semble être l'interdiction faite il y a trois semaines à l'écrivain kabyle Mouloud Maameri de prononcer une conférence sur le thème « poèmes kabyles anciens » à l'université de Tizi-Ouzou. Des meetings et des défilés de protes-

tion avaient alors eu lieu dans la ville même. Par la suite, la contestation s'était étendue à d'autres agglomérations de la région.

Réaction d'auto-défense de la part des « berbérophones » contre « l'arabisation totale et immédiate » réclamée par les étudiants arabisants il y a deux mois ? Revendication culturelle exploitée à des fins politiques par le « front des forces socialistes » animé par Hocine Ait Ahmed comme le craignent les autorités. Toujours est-il que cette effervescence : « berbériste » trouve d'inattendus partisans au sein même de l'administration et de l'économie. Dans ces milieux là, en effet généralement francophones on voit plutôt d'un bon œil, une contestation « berbériste » qui mettrait un frein aux prétentions des partisans de l'arabisation. Arabisation incompatible avec les options technologiques de l'Algérie sous peine de « régression ».

Libération 9/4/1980

ALGER (A.F.P.). — Une grève des cours a été décidée hier à l'université d'Alger à la suite des échauffourées qui avaient opposé la veille quelques centaines d'étudiants « berbéristes » aux forces de police.

Au début d'après-midi, les forces de l'ordre s'efforçaient de contenir les tentatives d'un millier d'étudiants de sortir de l'enceinte universitaire pour manifester dans la ville, à l'issue d'une assemblée générale.

On n'excluait pas que ces manifestations se poursuivent plus ou moins sporadiquement en prévision du prochain comité central du front de libération nationale (F.L.N., parti unique) prévu pour le début du mois de mai. Les « berbéristes » chercheraient ainsi à poser « à chaud » leurs revendications devant l'instance politique suprême du pays.

Les témoins ont été frappés par la réaction brutale de la po-

lice, qui a fait de nombreux blessés. Selon des informations de source étudiante, qui n'ont pu être confirmées jusqu'à présent, il y aurait même un mort et cinq manifestants dans le coma.

La cause immédiate de cette effervescence « berbériste » semble être l'interdiction faite il y a trois semaines à un écrivain et universitaire kabyle, Mouloud Maameri, de prononcer à l'université de Tizi-Ouzou (chef-lieu de la Kabylie) une conférence sur le thème : « poèmes kabyles anciens ».

Ce refus opposé par les autorités locales avait été immédiatement suivi par des meetings et des défilés de protestation dans les rues de la ville. La contestation s'est ensuite étendue à d'autres agglomérations de la région (Azazga, Larba Nath Irathen) avant d'atteindre Alger.

Les observateurs se demandent s'il ne faut pas voir dans cette poussée de fièvre une réac-

tion d'auto-défense de la part des « Berbérophones » à ce qu'ils qualifient de « forcing » dans l'arabisation, déclenchée à la suite de la grève de plus de deux mois, à la fin de l'année dernière, par les étudiants arabisants qui réclamaient « l'arabisation totale et immédiate » de l'administration et du système scolaire.

MERCREDI 9 AVRIL 1980 — L'HUMANITE

### Manifestation à Alger

Une nouvelle manifestation d'étudiants Kabyles s'est produite, hier à Alger dans l'enceinte universitaire, nous informe notre envoyé spécial permanent à Alger. Les manifestants demandent la reconnaissance de la langue berbère comme seconde langue officielle, et la libération des étudiants encore en garde à vue. L'agence APS commentant les manifestations de ces derniers jours souligne leur « synchronisation avec d'autres tentatives de manifestations devant l'ambassade d'Algérie à Paris ». Elle ajoute : « Que la charte nationale prend en compte toutes les données fondamentales pour l'édification d'une culture nationale saine, y compris le patrimoine culturel berbère. »



Manif à Paris le 7.4.80

"Figaro" 9/4/80



# Algérie : le régime réagit durement à l'agitation kabyle

« Le Matin » 3/4/1980

## Les manifestations de lundi auraient fait un mort et de nombreux blessés graves

Un mort, cinq étudiants dans le coma, de nombreux blessés, tel est le bilan de la manifestation qui a eu lieu lundi à Alger pour la défense de la culture berbère. Hier, la police a empêché les étudiants de défilé à nouveau dans les rues d'Alger. Il y a un mois que les Kabyles descendent dans la rue pour défendre leur culture contre les « agressions » des arabo-intégristes et réclamer davantage de démocratie.

**G**REVE à l'université d'Alger, à celle de Tizi-Ouzou et dans plusieurs lycées de Kabylie. Les étudiants réclament la libération d'une vingtaine de leurs camarades, qui, malgré les affirmations de la police, n'ont pas été relâchés après la manifestation de lundi, place du 1<sup>er</sup>-Mai dans le centre d'Alger. Plus d'une centaine d'arrestations avaient alors été opérées. Et de nombreux témoins avaient été outrés par le comportement brutal des policiers et avaient constaté un nombre important de blessés. Hier, on a appris qu'il y avait même eu au moins un mort et que cinq manifestants étaient dans le coma.

C'est ce qui explique les slogans « A bas la répression », « police assassin » du millier d'étudiants de la faculté des lettres et de sciences

économiques qui ont tenté de manifester hier après-midi dans les rues d'Alger. Mais à peine sortis de leur faculté, ils y ont été énergiquement refoulés par la police.

En Kabylie plusieurs milliers de paysans d'Ain-Elammam (ex-Michelet) et de Larbaa-Nat-Iraten auraient « marché » sur Tizi-Ouzou qu'ils n'auraient pu atteindre, l'armée les ayant refoulés.

L'agence de presse algérienne officielle APS a estimé hier que la manifestation de lundi à Alger (tout comme celle qui a eu lieu en même temps devant l'ambassade d'Algérie à Paris) n'était qu'une opération « préméditée » destinée à soulever des « problèmes marginaux ».

Il y a pourtant près d'un mois que toute la Kabylie et même une partie de l'Algérois

sont en ébullition. L'interdiction d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle ancienne, le 10 mars dernier à Tizi-Ouzou, a été ressentie comme une nouvelle agression contre la culture berbère.

Au début les autorités, partagées entre les arabo-intégristes favorables à une ferme répression et les partisans d'une libéralisation de la vie politique algérienne, ont laissé faire. Etudiants et lycéens, soutenus par une partie importante de la population et notamment les commerçants, qui à chaque manifestation acceptaient de baisser leurs rideaux, ont pu sans coup férir investir le siège de la police de Larbaa ou saccager le siège du FLN à Azazga. A chaque fois, ils ont crié les mêmes slogans : « Vive la culture berbère », « Davantage de démocratie ».

Le gouvernement a cependant rapidement envoyé sept cents policiers en renfort à Tizi-Ouzou. La nuit, les Kabyles entendaient des convois militaires amener des troupes supplémentaires dans toutes les casernes. La semaine dernière a marqué un virage dans la politique avec le

pouvoir avec les arrestations de cent-vingt lycéens après une manifestation.

Ait Ahmed, un des chefs historiques du FLN, en exil depuis 1964 après la création du Front des forces socialistes (FFS) — parti politique bien sûr interdit et qui est le seul à défendre le berbère —, a dénoncé hier à Paris « le plus pur style colonial » des méthodes policières contre les manifestants de lundi, alors que « les Algériens et les Algériennes touchés dans leur dignité et leur sensibilité sont descendus dans les rues d'Alger pour revendiquer le respect et la promotion de la langue berbère en Algérie ». Ait Ahmed, dont c'est la première manifestation publique depuis le débat de l'agitation kabyle, a estimé que les autorités « pratiquaient une politique antinationale et antidémocratique, d'autant plus discriminatoire que les manifestations organisées par les arabo-intégristes avaient auparavant bénéficié de toute la mansuétude du pouvoir ». « La répression culturelle constitue une atteinte aux droits de l'homme et au droit du peuple algérien », a-t-il ajouté.

ALGÉRIE

## La culture berbère réprimée

« Le Croix » 2-9/4/1980

### 200 étudiants kabyles arrêtés à Alger

A Alger, près de 200 personnes ont été arrêtées lundi 7 avril par la police algérienne au cours d'une manifestation organisée par le « Comité de soutien et de défense de la culture berbère ». Quelques 400 personnes s'étaient rassemblées mais leur cortège a été rapidement distoqué par la police. On signale quelques blessés.

La majorité des manifestants étaient des étudiants kabyles de l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, qui

réclamaient le rétablissement de la culture berbère dans le pays ainsi que l'enseignement de la langue berbère en tant que deuxième langue officielle.

Dans une lettre ouverte au président algérien, Chadli Bendjedid, les manifestants ont indiqué l'origine de ces incidents : l'interdiction faite par les autorités algériennes à l'écrivain francophone Mouloud Mammeri de donner une conférence sur les poèmes kabyles anciens à l'université de Tizi-Ouzou.

Ce même lundi 7 avril, une manifestation semblable a eu lieu à Paris devant l'ambassade d'Algérie.

Il y a actuellement près de 3 millions de Kabyles en Algérie sur une population totale de 19 millions d'Algériens.

Algérie

## Une manifestation d'étudiants en faveur du « droit à l'existence de la culture berbère » est réprimée avec brutalité

De notre correspondant

Alger. — Une centaine d'arrestations, dont celles d'enseignants, plusieurs blessés, dont certains assez gravement, peut-être même, si l'on en croit certains, un mort, tel est le bilan de l'intervention policière contre une manifestation qui a regroupé, lundi 7 avril en milieu de matinée, quelques centaines d'étudiants place du 1<sup>er</sup>-Mai, dans le centre de la ville. Les manifestants, venus pour certains de Tizi-Ouzou en Kabylie, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger, entendaient réclamer le droit à l'existence pour la « culture et la langue berbères ».

Ils arboraient des banderoles proclamant « Culture populaire », « Liberté d'expression », « Démocratie culturelle » et « Le berbère n'est-il pas une langue algérienne ? ». Les policiers sont intervenus très rapidement, dès le départ du cortège. Agissant avec une grande brutalité, ils l'ont coupé en deux, isolant une centaine de jeunes qu'ils ont embarqués, avec force coups de matraque, dans les fourgons. Parmi les étudiants appréhendés se trouvaient un grand nombre de responsables, membres de comités de cités ou de facultés. Les autres manifestants, maintenus à distance et criant « Policiers assassins », se sont alors réfugiés à l'université au cœur de la ville, où ils ont tenu tout l'après-

De notre correspondant

Alger. — Une centaine d'arrestations, dont celles d'enseignants, plusieurs blessés, dont certains assez gravement, peut-être même, si l'on en croit certains, un mort, tel est le bilan de l'intervention policière contre une manifestation qui a regroupé, lundi 7 avril en milieu de matinée, quelques centaines d'étudiants place du 1<sup>er</sup>-Mai, dans le centre de la ville. Les manifestants, venus pour certains de Tizi-Ouzou en Kabylie, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger, entendaient réclamer le droit à l'existence pour la « culture et la langue berbères ».

### Des « problèmes marginaux »

Dans la soirée de lundi, la radio a fait état en termes vagues d'une manifestation organisée « par certains jeunes ». Notant sa « synchronisation avec celle organisée à Paris le même jour près de l'ambassade d'Algérie avec le concours d'éléments étrangers et hétéroclites », elle a mis en doute des revendications exprimées et a estimé qu'il s'agissait de « soulever des problèmes marginaux » et d'« abuser de la bonne foi de certains jeunes pour les entraîner dans des voies dont ils ne savent pas où elles mènent ». Le commentateur a aussi rappelé les orientations de la charte nationale et a souligné la volonté des autorités de ne pas s'en écarter. La charte stipule notamment que « l'usage généralisé de la langue arabe et sa maîtrise en tant qu'instrument fonctionnel créa-

pour poser le problème du berbère dont certains voudraient faire une « seconde langue nationale ». Le 16 mars, en effet, un groupe d'environ deux cents jeunes a défilé rue Larbi-Ben-Mhidi et a été violemment dispersé aux abords de la poste centrale ; une quarantaine d'arrestations auraient alors été opérées et cinq auraient été maintenues.

teur est une des tâches primordiales de la société algérienne ». Elle ne fait, en revanche, aucune allusion au berbère et plus particulièrement au kabyle, qui serait encore parlé par quelque trois millions de personnes.

Les Kabyles, qui réclament le « droit à la différence culturelle » avaient éprouvé des sentiments mêlés devant les campagnes menées à la fin de 1979 et au début de 1980 par les étudiants « arabisants » réclamant l'arabisation totale et rapide de toute la fonction publique, de la vie culturelle et de l'information. La violence qui répond à nos manifestations, notent avec amertume certains d'entre eux, contraste avec « la magnanimité et la patience des autorités » devant le long « défilé » des étudiants arabisants en grève pendant trois mois et « l'outrance de leurs revendications ».

C'est dans ce climat qu'est survenu, le 10 mars, un incident qui a mis le feu aux poudres : l'interdiction par le wali de Tizi-Ouzou d'une conférence de M. Mouloud Mammeri, universitaire et romancier, qui devait traiter de la « poésie kabyle ancienne » devant les étudiants de la grande cité kabyle (Le Monde du 19 mars). Refusant le « fait accompli », les étudiants ont engagé une action pour obtenir l'annulation de la décision préfectorale et pour populariser le problème de la culture berbère. Ils ont reçu rapidement le soutien des lycéens de la région et les incidents se sont multipliés ces trois dernières semaines. Récemment encore, des enseignes en arabe ont été brisées à coups de pierre à Tizi-Ouzou. Des manifestations ont eu lieu à L'Arbaâ-Nath-Irathen (ex-Fort-National), Azazga et dernièrement encore à Ain-El-Hamman (ex-Michelet). Dans cette dernière ville, les manifestations auraient été notamment le fait d'ouvriers membres d'une coopérative. Les autorités auraient réagi par un renforcement de la gendarmerie et, disent les étudiants de Tizi-Ouzou, par des arrestations de « militants berbéristes » qui pourraient être inculpés « d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». A Dna-El-Mizau, soixante-dix arrestations ont été opérées après une manifestation de lycéens.

Tous ces mouvements expriment plus la sensibilité d'une minorité soucieuse de voir reconnu et protégé son héritage culturel propre que des revendications qui restent confuses et ne se traduisent pas dans des propositions précises. Un tract diffusé, lundi, à Alger annonce la création d'un « comité de soutien et de défense de la culture berbère » qui se propose de « faire avancer la question berbère sur le terrain politique ».

Les auteurs de ce texte affirment que « l'oppression culturelle berbère recouvre l'oppression des paysans, des travailleurs, des femmes, des étudiants et, d'une façon générale, de tout notre peuple ». Ce pamphlet, qui n'est pas signé, est attribué ici au Front des forces socialistes (FFS) de M. Ait Ahmed. Aucun des étudiants que nous avons interrogés ne l'a cautionné ; tous ont dénoncé là une « nouvelle tentative de récupération et de déviation de notre mouvement ».

La majorité des étudiants de la capitale se sont tenus en marge de cette agitation, comme ils l'avaient fait d'ailleurs lors de la grève des arabisants. Les arrestations de lundi et le caractère brutal de la répression amèneront-elles cette majorité silencieuse qui affronte quotidiennement d'autres problèmes — conditions de logement, de travail, de transports — à se solidariser ?

DANIEL JUNQUA.

« Le Monde » 9/4/1980

● Environ quatre cents Algériens, pour la plupart des Kabyles, ont manifesté sans incident, lundi après-midi 7 avril, place des Etats-Unis (16<sup>e</sup>), en faveur de la « sauvegarde de la culture berbère en Algérie ». Réunis à l'appel d'un « comité de défense des droits culturels en Algérie » et, ont-ils souligné, « sous l'égide d'aucun parti politique », les manifestants n'ont pu, comme ils le souhaitaient, se rassembler devant les locaux de l'ambassade d'Algérie, 18, rue Hamelin (16<sup>e</sup>), gardés par la police. Ils ont donc stationné pendant deux heures place des Etats-Unis, brandissant des banderoles écrites en français et en kabyle sur lesquelles on pouvait lire notamment : « Non à la répression culturelle ! », « Pour les langues populaires en Algérie ! », « Non au génocide culturel ! ».



Une grève des cours a été décidée, hier, à l'université d'Alger à la suite des échauffourées qui avaient opposé la veille quelques centaines d'étudiants « berbéristes » aux forces de police.

Au début de l'après-midi, les forces de l'ordre s'efforçaient de contenir les tentatives d'un millier d'étudiants de sortir de l'enceinte universitaire pour manifester dans la ville, à l'issue d'une assemblée générale.

On n'excluait pas que ces manifestations se poursuivent plus ou moins sporadiquement en prévision du prochain comité central du front de libération nationale (F.L.N., parti unique) prévu pour le début du mois de mai. Les « berbéristes » cherchaient ainsi à poser « à chaud » leurs revendications devant l'instance politique suprême du pays.

#### Répression brutale

Les témoins ont été frappés par la réaction brutale de la police, qui a fait de nombreux blessés. Selon des informations de source étudiante, qui n'ont pu être confirmées jusqu'à présent, il y aurait un mort et cinq manifestants dans le coma. Selon les étudiants, une vingtaine de manifestants interpellés lundi se trouvaient encore dans les locaux de la police, alors que selon une source proche de celle-ci, tous auraient été relâchés.

"Nice matin" 9/4/1980

La cause immédiate de cette effervescence « berbériste » semble être l'interdiction faite il y a trois semaines à un écrivain et universitaire kabyle, M. Mouloud Naameri, de prononcer à l'université de Tizi-Ouzou (chef-lieu de la Kabylie), une conférence sur le thème : « Poèmes kabyles anciens ». Ce refus opposé par les autorités locales avait été immédiatement suivi par des meetings et des défilés de protestation dans les rues de la ville. La contestation s'est ensuite étendue à d'autres agglomérations de la région avant d'atteindre Alger.

Les observateurs se demandent s'il ne faut pas voir dans cette poussée de fièvre une réaction d'auto-défense de la part des « berbérophobes » à ce qu'ils qualifient de « forcing » dans l'arabisation, déclenchée à la suite de la grève de plus de deux mois, à la fin de l'année dernière, par les étudiants arabisants qui réclamaient « l'arabisation totale et immédiate » de l'administration et du système scolaire.

A l'époque, le président Chadli Bendjedid avait désavoué en termes sévères ce mouvement et mis en demeure les étudiants de reprendre sans tarder les cours.

#### Une certaine crainte

Cependant les autorités semblent

craindre que ce bouillonnement, présenté comme une revendication purement culturelle par les manifestants, ne soit exploité à des fins politiques. Certains des tracts distribués au cours des manifestations de ces dernières semaines portaient en effet la signature du « Front des forces socialistes » (F.F.S.), mouvement d'opposition animé par M. Hocine Ait Ahmed, en exil depuis 1964, deux ans après l'indépendance.

Les observateurs se demandent à ce propos si la réactivation du F.F.S., en veilleuse depuis une quinzaine d'années, ne constitue pas une réaction de déception à la fin de non recevoir opposée par le président Chadli à l'offre de participation à la vie politique nationale faite par M. Ait Ahmed et plusieurs autres personnalités de l'opposition, aussitôt après la mort du président Houari Boumediène, le 27 décembre dernier.

Paradoxalement, on constate que cette effervescence « berbériste » est considérée plutôt favorablement dans certains secteurs de l'administration et de l'économie, qui y verraient un frein aux « ardeurs » des arabisants. On explique dans ces milieux que les options technologiques de l'Algérie ne lui permettent pas, encore pour de nombreuses années, de se passer d'une « langue de travail » (français ou anglais), sous peine de « régression ».

"El Roudjahid"

9/04/1980

## TENTATIVES DE MANIFESTATIONS

## LES DESSENS OBSCURS DU NEO-COLONIALISME

ALGER (aps).

L'agitation entretenue au niveau des universités de Tizi-Ouzou et d'Alger afin de soulever la nécessaire prise en charge d'un aspect important du patrimoine culturel national persiste, bien que la politique culturelle définie par la Charte nationale se prononce sans équivoque pour le développement d'une culture nationale authentique et révolutionnaire.

Il est déplorable qu'une question d'un caractère national évident soit posée aujourd'hui par des moyens discutables et ce en dehors des structures et institutions démocratiques du pays.

Il est, d'autre part, singulièrement suspect de constater la persistance de telles agitations au moment où le pays s'attèle à la préparation minutieuse du prochain plan de développement national et à l'organisation de sa discussion démocratique à la base. Cela est sans conteste la preuve de la manipulation politique sordide à laquelle s'adonnent les ennemis de la Révolution, tant de l'intérieur que de l'extérieur, en exploitant les sentiments patriotiques sincères de nombre de jeunes Algériens.

En cette étape cruciale du développement national intégré, caractérisée essentiellement par le souci de concrétiser les objectifs tant politiques, qu'économiques, sociaux ou culturels assignés par la Charte nationale et les résolutions du 4ème congrès du Front de libération nationale, il est nécessaire, voire même indispensable que toute question d'intérêt national soit posée et discutée en dehors

de toute agitation, c'est-à-dire dans le cadre des institutions démocratiques du pays.

Ces manipulations visant à semer la division et la discorde au sein des forces sociales de la Révolution et particulièrement parmi la jeunesse sont activement soutenues par une presse néo-colonialiste connue pour son hostilité à l'égard de l'Algérie et de sa marche vers l'indépendance culturelle. C'est dans ce même ordre d'idées qu'une agence de presse étrangère croit savoir que « ces manifestations » se poursuivent plus ou moins sporadiquement en prévision de la prochaine réunion du Comité central. Or, l'ordre du jour du Comité central, comme tout le monde le sait, comporte le deuxième volet de l'arabisation en application des dispositions et des principes de la Charte nationale. Certaines officines et organisations installées en France ont toujours tenté de faire de la question de la réinstauration de la langue nationale brimée par le colonialisme une pomme de discorde entre Algériens. C'est le cas notamment d'un certain Ali Yahia Rachid qui a acquis la nationalité française, qui dirige un soi-disant front de l'unité algérienne soutenu par certains services, et qui, dans ses déclarations à une station radio périphérique française, ne cache pas ses véritables desseins. Il est essentiel que tous les Algériens, et notamment les étudiants qui essaient de maintenir cette agitation stérile fassent preuve de conscience et de vigilance et ne se laissent pas entraîner par les forces obscures sur un terrain où aucun Algérien patriote ne voudra y mettre les pieds.



# Barrer la route à toutes les manœuvres de division

DES MESSAGES DE SOUTIEN A LA DIRECTION POLITIQUE DENONCENT LES MENEES REACTIONNAIRES DIRIGES DE L'EXTERIEUR

ALGER (aps)

Des messages de soutien ont été adressés à la Direction Politique à la suite des tentatives de manifestations à Alger. Ces messages émanent de l'Assemblée Populaire Communale de Ain El-Hammam, du comité de Nahia des moudjahidine de Drâa El-Mizan. Ils émanent également de l'Assemblée Populaire Communale, des comités UNPA et UNFA de la kasma de Drâa El-Mizan et du comité UNJA et des sections syndicales de cette commune. Voici les textes respectifs de ces messages :

## ● APC de Ain El-Hammam

Suite aux menées réactionnaires dirigées de l'extérieur et tendant à susciter parmi la jeunesse étudiante un mouvement de contestation et d'agitation à base soit-disant culturelle, l'Assemblée populaire communale de Ain El-Hammam dénonce avec la plus grande véhémence ces agissements anti-révolutionnaires. Elle réaffirme son attachement indéfectible à nos idéaux révolutionnaires et à l'édification d'une culture nationale. Elle assure le Pouvoir révolutionnaire de son soutien et de sa volonté inébranlable d'œuvrer en permanence et avec la plus grande vigilance pour barrer la route à toutes les manœuvres de division et autres menées néo-colonialistes.

## ● Nahia des moudjahidine de Drâa El-Mizan

« Le comité de Nahia des moudjahidine de Drâa El-Mizan réuni en assemblée extraordinaire mardi, réaffirme son soutien indéfectible au Pouvoir révolutionnaire et son attachement total au Front de Libération Nationale. Nous dénonçons vivement ces agissements réactionnaires internes et externes ».

## ● De l'A.P.C. de Drâa El-Mizan

« L'Assemblée populaire de Drâa El-Mizan réunie mardi, après avoir analysé la situation à travers la wilaya, dénonce avec vigueur les agissements néfastes qui ne font que retarder la marche irréversible de notre Révolution socialiste, condamne le comportement de certains éléments inconscients, s'engage derrière le Pouvoir politique du pays et à sa tête le militant Chadli Bendjedid, Secrétaire général du Parti, Président de la République pour concrétiser les objectifs de la Révolution du 1er Novembre 1954, se déclare vigilante pour défendre les acquis de la Révolution et mobilisée de façon permanente pour déjouer les manœuvres de la réaction interne et externe.

« Vive le FLN ! Vive la Révolution socialiste ! A bas la réaction ! ».

## ● Du Comité UNPA de la kasma de Drâa El-Mizan

« Le comité UNPA de la kasma de Drâa El-Mizan réuni mardi, réaffirme son soutien indéfectible au Pouvoir révolutionnaire et son attachement total au Front de Libération Nationale et dénonce vivement les agissements réactionnaires internes et externes ».

Enfin, le comité de kasma de l'UNJA, les sections syndicales et le comité communal UNJA de Drâa-El-Mizan réunis mardi ont adressé à la Direction politique des messages similaires de soutien.

● A noter que l'AFP, évoquant ces tentatives de manifestations rapporte que « les autres facultés de la capitale, fréquentées par la grande majorité des étudiants, n'ont pas suivi le mouvement, ni le mot d'ordre de grève lancé dans la matinée par les « berbéristes ». Aucune effervescence n'a

été perçue dans l'université des Sciences ni dans les facultés de Droit et Sciences sociales, fréquentées par quelque vingt-mille étudiants.

« Une tentative des « berbéristes » en vue de les entraîner vers leur assemblée générale a échoué, les cours ayant été suivis normalement durant toute la journée dans ces établissements.

« Enfin, indique l'agence, selon l'un des étudiants arrêtés lundi et relâché dans la nuit, « aucun sévice n'a été subi » par les étudiants au cours de leur interrogatoire ».

LES FORCES DE SECURITE VEILLERONT AU MAINTIEN DE L'ORDRE

ALGER (aps)

Une certaine effervescence continue d'être entretenue par un groupuscule d'étudiants au niveau des universités d'Alger et de Tizi-Ouzou. Les forces de sécurité chargées de maintenir l'ordre font face à ces menées avec le maximum de sang-froid. Elles veilleront, conformément à leur mission, au maintien de l'ordre, si celui-ci venait à être troublé.

● Dans les milieux autorisés, on dément formellement les informations propagées par des organes d'informations étrangers tendant à dramatiser la « situation » et qui font état d'un mort et de cinq blessés graves.

## Algérie

Les manifestations en faveur de la culture berbère  
Les autorités reconnaissent une « certaine effervescence »  
et démentent la mort d'un étudiant

De notre correspondant

Alger. — Les autorités ont démenti officiellement, mardi soir 8 avril, les informations diffusées dans les milieux étudiants selon lesquelles un manifestant aurait été tué et plusieurs autres grièvement blessés à la suite de l'intervention, lundi, des forces de police contre un cortège de jeunes réclamant le « droit de cité pour la culture berbère ». Le communiqué publié par l'agence A.P.S reconnaît qu'« une certaine effervescence continue d'être entretenue par des groupes minoritaires dans les universités d'Alger et de Tizi-Ouzou », et assure que « les forces de sécurité chargées de maintenir l'ordre accomplissent leur tâche avec le maximum de sang-froid ». La police a annoncé, d'autre part, que tous les étudiants interpellés la veille avaient été relâchés. Ils étaient au nombre d'une centaine. Les étudiants estiment, de leur côté, que la « plupart » de leurs camarades ont été libérés, mais ils sont incapables de donner des précisions sur ceux qui resteraient éventuellement détenus.

Il est de fait qu'aucun incident grave n'a marqué la journée de mardi bien que les étudiants en grève, au nombre d'un millier environ, aient poursuivi leur action en faveur du « droit à l'expression » et contre la répression policière. Ils ont tenu en fin de matinée un meeting à l'intérieur de l'enceinte de la faculté des lettres, un plein centre de la ville, rue Didouche-Mourad, près de la grande poste. Les orateurs se sont prononcés en faveur d'une « véritable culture populaire ». Nous ne sommes pas hostiles à la langue arabe, ont-ils notamment dit en substance, pour autant qu'il s'agisse de l'arabe populaire algérien et non pas d'un arabe oriental incompris de la majorité de la population, étranger aux traditions

culturelles du pays et débouchant sur la création d'une « nouvelle caste ». Affirmant leur attachement à l'islam, ils ont refusé l'idée selon laquelle cette religion serait obligatoirement liée à l'arabe dit classique. Nombreux sont les pays musulmans, comme la Turquie ou l'Iran, ont-ils fait remarquer, qui ont leur langue propre. Ils ont demandé que soient prises en considération par le pouvoir la diversité culturelle et la pluralité des langages arabes algériens, kabyles, chaoui ou mozabite, qui font la richesse du pays. Ils ont refusé l'argument selon lequel leur lutte en faveur du berbère cacherait en fait la volonté de maintenir les positions du français, « langue de la colonisation ». Des voix vivement applaudies se sont également élevées pour « dénoncer les manœuvres d'hommes qui, comme M Aï Ahmed, exploitent de l'étranger le mouvement pour tenter de faire une rentrée politique ». Certains des orateurs, enfin, ont demandé la création d'un « syndicat étudiant démocratique et représentatif ».

A midi, les étudiants, criant « libérez les détenus » et « culture populaire algérienne », se sont formés en cortège pour tenter de gagner la poste, éloignée de 300 mètres environ. Ils n'ont pu en parcourir qu'une centaine. Intervenant rapidement, cette fois sans excessive brutalité, les forces de police les ont contraints à regagner l'université, où ils les ont enfermés en bloquant les accès. La manifestation, ainsi circonscrite, s'est poursuivie durant deux heures, les participants gagnant les terrasses longeant la rue Didouche-Mourad pour continuer à crier leurs slogans et entonnant des chants patriotiques.

L'après-midi devait se terminer par un long meeting au cours duquel les étudiants se sont efforcés de constituer un « comité de coordination » et ont entamé l'élaboration d'une plate-forme. Les grévistes ont décidé de poursuivre leur action bien qu'ils n'aient pas reçu au sein de l'université tout le soutien qu'ils espéraient. Le mouvement s'est, certes, élargi mardi, mais plus semble-t-il, pour protester contre l'intervention policière que pour promouvoir la culture berbère. La plupart des étudiants sont restés passifs on l'a bien vu à l'université scientifique et technique de Bab-Ezzouar, à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Alger, où les cours se sont poursuivis normalement et où les grévistes étaient en très petit nombre.

## Messages de soutien aux autorités

Tard dans la soirée de mardi, l'agence A.P.S. a diffusé un éditorial intitulé « Les desseins obscurs du néocolonialisme ». Après avoir condamné vigoureusement le fait qu'un problème d'ampleur nationale soit posé dans la rue par des « moyens discutables » et « en dehors des institutions démocratiques existantes », ce texte met en cause « certaines officines et organisations installées en France », « Celles-ci, dit l'agence, ont toujours tenté de faire de la langue nationale, brimée par le colonialisme, un épouvantail de discorde entre Algériens. C'est le cas notamment d'un certain Aï Yahia Rachid, qui a acquis la nationalité française et qui dirige un prétendu Front de l'unité algérienne » (FUA) soutenu par certains services. Dans ses déclarations à une station de radio périphérique, il ne cache pas ses véritables desseins ».

L'agence lance en conclusion un appel « à la conscience et à la vigilance des étudiants ». Elle a publié, enfin, un certain nombre de messages de soutien « à la direction politique du pays » émanant des municipalités de deux localités de Kabylie, Ain-el-Hammam (ex-Michel) et Dra-el-Mizan, ainsi que des comités de paysans d'anciens combattants et de hommes dans cette dernière ville où s'est déroulée lundi matin une manifestation de soutien aux étudiants d'Alger et de Tizi-Ouzou.

DANIEL JUNQUA.

"Le Monde" 10.04.1980

● M. Aï Ahmed, « chef historique » du F.L.N. et dirigeant de l'organisation d'opposition Front des forces socialistes (F.F.S.), dénonce dans un communiqué « le marrage et la répression » à Alger et déclare notamment :

« Comment peut-on se réclamer du socialisme, parler de retour aux sources et de démocratisation de la culture quand on nie l'existence d'une culture nationale dont au surplus les patriotes ne peuvent nier la contribution à la lutte de libération ? Cette négation de caractère justiste et réactionnaire s'inscrit dans la ligne directe d'une charte octroyée qui préfère ignorer en bloc le problème de l'intégration nationale afin de diviser le peuple algérien et de le couper de ses traditions de lutte démocratique et révolutionnaire. »

Après les tentatives de manifestations de la part d'un groupuscule d'étudiants dans les universités de Tizi-Ouzou et d'Alger, manifestations qui de toute évidence, paraissent être inspirées de l'extérieur, des messages de soutien s'élevaient avec véhémence contre ces agissements irresponsables ont été adressés à la Direction Politique par les APC et les organisations de Ain El-Hammam et Drâa El-Mizan

(Lire page 3)

Des messages de soutien à la Direction Politique dénoncent les menées réactionnaires dirigées de l'extérieur  
BARRER LA ROUTE A TOUTES LES MANOEUVRES DE DIVISION



## ALGÉRIE

### Pas de mort chez les Berbères

Les autorités algériennes ont formellement démenti la mort d'un étudiant lors de la manifestation de soutien à la culture berbère qui a eu lieu lundi à Alger. Des rumeurs circulent en effet dans la capitale algérienne sur la mort d'un manifestant à la suite de l'intervention des forces de l'ordre.

Dans les milieux étudiants, on affirme, par ailleurs, qu'une quarantaine des personnes arrêtées n'ont toujours pas été relâchées. Le calme est revenu dans les facultés du centre-ville après de nouvelles tentatives de manifestation. Selon l'agence de presse algérienne APS, « les forces de sécurité veilleront, conformément à leur mission, au maintien de l'ordre si celui-ci venait à être troublé ».

« Le Quotidien de Paris »  
10/04/1980

## A PROPOS

« El Moudjahid » 8/4/1980

### DES TENTATIVES DE MANIFESTATIONS A PARIS ET ALGER

ALGER. Certains jeunes ont tenté d'organiser des manifestations dans la capitale, brandissant des slogans dont les auteurs affirmaient qu'ils étaient purement à caractère culturel. Toutefois, leur synchronisation avec d'autres tentatives de manifestations devant l'ambassade algérienne à Paris par des éléments étrangers et algériens berbères brandissant les mêmes slogans de même que la campagne de presse qui a précédé et suivi ces tentatives, portent à croire à l'existence d'une préméditation dont l'objectif est de soulever en ce moment même dans le pays des problèmes marginaux et d'exploiter

les sentiments sincères de certains jeunes algériens, afin de les pousser dans une entreprise dont ils ignorent les dimensions.

La politique culturelle définie par la charte nationale, prend en considération toutes les données fondamentales pour l'édification d'une culture nationale saine y compris le patrimoine culturel berbère.

L'attachement à la charte nationale, tout en ouvrant à sa bonne application est à même de garantir l'édification d'une culture nationale révolutionnaire et de barrer le chemin à toutes manœuvres de division et à celles du néocolonialisme. (APS)

## ALGÉRIE

### Les étudiants berbères manifestent à nouveau

« Le Croix »  
10/4/80



Une femme berbère : une civilisation bien antérieure à l'Islam.

En Algérie, les Berbères existent. Mais le gouvernement d'Alger a toujours tenu à mettre de côté cette évidence embarrassante. Au nom de l'unité du pays et des priorités économiques, on a fait fi depuis des années des revendications culturelles des Berbères, revendications pourtant on ne peut plus simples à satisfaire.

D'autant que les Berbères n'ont jamais remis en cause leur appartenance à la nation algérienne. Ce qu'ils veulent : le rétablissement de leur culture et de la langue berbère, et ce dans le cadre de la Constitution algérienne qui garantit la liberté d'expression de tout citoyen.

Mais Alger n'en a cure. Et pour les trois millions de Berbères sur une population totale de 19 millions d'Algériens, ce conflit s'est tout d'un coup focalisé autour d'un « incident » le mois dernier à l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie.

Les autorités ont en effet commis l'erreur d'interdire à l'écrivain algérien francophone Mouloud Maameri de donner une conférence à l'université sur les poèmes kabyles anciens. D'où l'explosion inattendue que l'on sait : les manifestations de ces dernières quarante-huit heures

à Alger. La brutalité de la répression. Au moins une vingtaine d'arrestations maintenues. Des blessés. Et les étudiants de l'université d'Alger en grève.

En fait, derrière cette affaire, c'est tout le problème de l'arabisation en Algérie qui est de nouveau sur la sellette.

En Algérie, l'arabisation — une des priorités du gouvernement — réveille le clivage entre traditionalistes, d'un côté, et progressistes, de l'autre. Certains penchent pour une « arabisation à tout crin », face à d'autres qui pensent que le français est, pour l'Algérie, la langue d'ouverture au monde.

Reste que le phénomène « berbériste » qui entre dans ce cadre inquiète bel et bien les autorités algériennes. On craint en effet à Alger, qu'il ne soit exploité à des fins politiques.

Mais, ce n'est pas en qualifiant cet événement de « marginal » que les autorités d'Alger mettront un point final.

Julia FICATIER

10 AVRIL 1980

« El Moudjahid »

# TENTATIVES DE MANIFESTATIONS

ALGER, (aps). — Après les tentatives de manifestations dans les universités de Tizi-Ouzou et d'Alger de nombreux messages de soutien ont été adressés à la direction politique du pays.

Les signataires de ces messages condamnent fermement toutes les actions néfastes portant atteinte à la Révolution algérienne et qui visent à créer l'anarchie et la division au sein du peuple algérien.

Ces messages émanent :

- De la kasma des moudjahidines du 1er Mai, Alger.
- Militants de la kasma du 1er Mai, Alger.
- La kasma FLN de Larbaa Nait Irathen.
- L'Assemblée populaire communale de Baghla.
- L'Union paysanne communale de Larbaa Nait Irathen (Tizi-Ouzou).
- La section UNJA de Draa El Mizan (Tizi-Ouzou).
- L'Assemblée populaire communale de Larbaa Nait Irathen.
- L'Assemblée populaire communale d'El-Houchoune (daira de Ain El Hadjadj).
- L'Assemblée populaire communale de Makouza (Tizi-Ouzou).
- L'Assemblée des travailleurs du domaine « El Golea » de Sidi Daoud (Tizi-Ouzou).
- La section UNFA de Tadmaït (Tizi-Ouzou).
- L'Union paysanne de la daira de Draa El Mizan.
- La kasma FLN de Draa El Mizan.
- La section UNFA de Draa El Mizan.
- Comité UNPA de la kasma de Draa El Mizan.
- La kasma des moudjahidines de Draa El Mizan.
- Sections syndicales de la commune de Draa El Mizan.
- La daira d'Azazga.
- L'Assemblée populaire communale d'Ain El Hammam.
- L'Assemblée populaire communale de Draa El Mizan.
- APC Tindzart, daira d'Azazga.
- Kasma FLN d'El Madania.
- Union communale d'Azefoun.
- Union territoriale UGTA d'Azazga.
- Union communale UGTA des Ouadhias.

- Union communale UNJA Larbaa Nait Irathen.
- Kasma ONM Larbaa Nait Irathen.
- Daira UNPA Larbaa Nait Irathen.
- APC de Yakouren.
- Kasma FLN de Tadmaït.
- Comité-kasma FLN de Yakouren.
- Assemblée communale de Sidi Daoud, wilaya Tizi-Ouzou.
- Fédération FLN de Dellys.
- APC Bordj Ménéciel.
- APC Tizi-Ouzou.
- Nahia ONM Larbaa Nait Irathen.
- APC Tadmaït.
- Union paysanne, les comités locaux des UPC de la daira d'Azazga.
- Commission exécutive Union territoriale UGTA Larbaa Nait Irathen.
- Kasma FLN de Tadmaït.
- Union paysanne de la wilaya de Tizi-Ouzou.
- Comité de la kasma FLN d'Azefoun.
- Assemblée générale travailleurs agricoles autogérés de Baghla.
- Fédération FLN Larbaa Nait Irathen.
- Comité fédéral et organisations de masse d'Azazga.
- Bureau Nahia ONM d'Azazga.
- Chef de daira de Tigrirt-sur-mer.
- Comité Nahia des Moudjahidines de Draa El Mizan.
- Kasma FLN de Baghla.
- La kasma FLN d'El-Madania.
- La kasma des moudjahidines du 1er Mai.
- La kasma FLN du 1er Mai (Alger).
- L'Union Communale UNJA de Larbaa Nait-Irathen.
- La section UNFA de la commune de Mekla.
- Le comité de la kasma FLN d'Azefoun.
- L'union communale UGTA des Ouadhias.
- L'union paysanne, le comité et organisation de masse de la kasma FLN et le comité de kasma des moudjahidines de Draa El-Mizan.
- Le comité fédéral, les organisations de masse et les bureaux de kasma d'Azazga.
- L'Organisation nationale des moudjahidines de la Nahia de Bordj Ménéciel.
- L'APC de Yakouren.

## MESSAGES DE SOUTIEN A LA DIRECTION POLITIQUE



# L'UNJA appelle la jeunesse à se démarquer des manœuvres des milieux réactionnaires et à renforcer les cadres naturels de la Révolution

ALGER (aps). — Après les tentatives de manifestations dans les universités de Tizi-Ouzou et d'Alger, le secrétariat national de l'Union nationale de la jeunesse algérienne a rendu publique la déclaration suivante :

« L'acharnement de l'impérialisme et sa volonté de porter atteinte aux options fondamentales de notre peuple, de saper ses acquis révolutionnaires progressistes et socialistes réalisés sous la conduite vigilante de notre Parti du FLN, ont pris de l'ampleur au cours de ces derniers mois.

« Les milieux impérialistes et réactionnaires tentent vainement d'orienter notre développement socio-économique dans le sens de leurs intérêts stratégiques et de leurs objectifs néo-colonialistes.

« Aujourd'hui, la détermination de l'impérialisme se fait de plus en plus sentir au moment où notre peuple est uni comme un seul homme autour de la direction politique et à sa tête le frère Chadli Bendjedid, secrétaire général du Parti, Président de la République et notamment à la veille d'importantes échéances qui seront sanctionnées par le plan national de développement dont la direction politique jette aujourd'hui les fondements tant à l'intérieur du pays (prise en charge des problèmes sociaux, relèvement des salaires, etc.) qu'à l'extérieur (révalorisation des prix des hydrocarbures, action de renforcement des rangs des révolutionnaires arabes contre le sionisme et la capitulation).

Aux campagnes de propagandes et aux provocations de toutes natures orchestrées par l'impérialisme (Cap Sigh, chantages économiques, pression sur notre politique pétrolière, agissement d'El Paso, pression militaire : livraison d'armes sophistiquées au roi du Maroc par les USA et la France, présence des troupes étrangères à nos frontières, campagnes de propagande et informations calomnieuses de la presse impérialiste et particulièrement les attitudes provocatrices de l'information capitaliste française, et de l'AFP) s'ajoutent les manœuvres et actions dirigées par ces forces réactionnaires, agissant au service de l'impérialisme et du néo-colonialisme que l'histoire de l'ensemble de notre peuple a condamnés.

« Utilisant les sentiments sincères des jeunes autour de la culture nationale telle que définie par la charte nationale à savoir ses fondements et valeurs arabo-islamiques et l'épanouissement de notre patrimoine culturel y compris notre patrimoine populaire, ces forces tentent en fait d'atteindre un objectif politique où l'aspect culturel ne constitue qu'un prétexte apparent. En effet, ces forces réactionnaires liées aux intérêts impérialistes, néo-colonialistes, tentent concrètement de saper l'unité nationale, l'arabité de notre peuple, son attachement aux nobles idéaux de l'Islam et son engagement irréversible à édifier une société socialiste, par la création d'un climat de trouble à l'inté-

rieur du pays soutenu par des actions à l'extérieur (tentative d'occupation de notre ambassade à Paris).

« Le secrétariat national de l'UNJA condamne les objectifs apparents ou dissimulés des milieux réactionnaires et inféodés à l'impérialisme et ses officines.

« Le secrétariat national de l'UNJA appelle la jeunesse à se démarquer de ces manœuvres, et à isoler les groupuscules qui les orchestrent en renforçant les cadres naturels de la révolution (Parti FLN, organisations de masse, et particulièrement les sections UNJA) cadres offrant les conditions démocratiques pour débattre tous les problèmes du pays et les aspirations des masses en conformité avec les options irréversibles définies par la charte nationale et adoptées massivement par notre peuple.

« Le secrétariat national de l'UNJA fait appel aux profonds sentiments patriotiques de la jeunesse dans la tradition de novembre 1954, à redoubler de vigilance et à se mobiliser pour déjouer les manœuvres de destabilisation de notre pays et de ses options fondamentales par de vaines tentatives de division de notre peuple.

« Appelle les jeunes à se démarquer par rapport aux actions visant à créer un climat de trouble, de désordre et d'atteinte à l'ordre public.

« Plus que jamais, unis autour de l'option fondamentale du pays et de la direction politique ».

« La réaction a tramé et continue de tramer des complots à partir de l'extérieur, ce qui démontre de façon évidente que les ennemis de la Révolution n'ont pas déposé les armes et qu'ils guettent toute occasion pour porter atteinte aux acquis révolutionnaires des masses », a poursuivi le secrétariat national de l'organisation des fellahs.

« Compte tenu de ces données, indique la déclaration, l'UNPA exhorte toutes les forces sociales du pays à faire face et à barrer le chemin aux tentatives tendancieuses ». L'UNPA invite en conclusion tous les fellahs à « s'armer de vigilance et à se mobiliser pour faire échec à toutes les manœuvres que trament, contre la Révolution, la réaction et son allié le néo-colonialisme ».

## L'U.N.P.A.

### « S'ARMER DE VIGILANCE ET SE MOBILISER POUR FAIRE ECHEC A TOUTES LES MANŒUVRES DE LA REACTION »

ALGER (aps). — Le secrétariat national de l'Union nationale des paysans algériens réuni mercredi à Alger a condamné dans une déclaration rendue publique hier soir, les tentatives visant à créer des troubles dans le pays.

« Au moment où la Direction politique s'active à préparer l'application effective de la Charte nationale aux principes énoncés par la Charte na-

tionale et aux résolutions du 4ème congrès du FLN et au moment où les efforts s'accroissent pour la poursuite et le parachèvement de la bataille d'édification économique, certaines tentatives sont apparues ici et là de la part de certains jeunes algériens qui ont arboré des slogans ayant trait à l'identité culturelle de l'Algérie que la Charte nationale a définie en toute résolution de l'UNPA.

# L'UGTA condamne les ennemis de la Révolution où qu'ils se trouvent et quel que soit le voile derrière lequel ils se cachent

ALGER (A.P.S.). — A la suite des manifestations qui se sont déroulées dernièrement dans les universités d'Alger et de Tizi-Ouzou, provoquées par des groupuscules d'étudiants, le secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens a rendu publique la déclaration suivante :

« Le secrétariat national de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a tenu une réunion mardi au cours de laquelle il a analysé la situation politique actuelle qui a été marquée dernièrement par un climat de troubles dont sont à l'origine certains éléments tendancieux œuvrant pour les intérêts de l'impérialisme, de la réaction et de leurs valets, et proclamant des slogans allant à l'encontre de la marche et de la continuité de la Révolution socialiste, dont l'option a été réaffirmée par le quatrième congrès du Front de libération nationale et de son Comité central, lors de ses deux premières sessions.

« Après de vaines tentatives durant la maladie du président défunt Houari Boumediène, et les cuisants échecs que lui ont fait subir les masses populaires solidement attachées aux options fondamentales de la Révolution, la réaction n'a cessé de multiplier les manœuvres et de lancer des défis à ces masses qui ont remporté tant de victoires et réalisé d'importants acquis dans les domaines industriel, agricole et culturel.

« En réapparaissant aujourd'hui sur la scène des événements par de nouvelles méthodes, la réaction a choisi cette fois-ci comme bouclier le patrimoine populaire national, principe clairement énoncé dans la Charte nationale, et pour lequel les masses populaires œuvrent pour sa sauvegarde et sa préservation.

« En fait, ces tentatives désespérées qui s'inscrivent dans le cadre d'un large plan élaboré par la réaction, vise à porter atteinte à la souveraineté du pays, à son unité nationale, à la Révolution et à ses acquis populaires.

« Devant cette situation, le secrétariat national de l'UGTA, est convaincu de l'attachement des masses populaires à la Charte nationale et à l'option socialiste, croit en la volonté politique de la Direction issue du quatrième congrès du FLN, à sa tête le frère Chadli Bendjedid qui a prêté le serment d'œuvrer à la concrétisation des objectifs de la Révolution, dans l'optique socialiste qui va dans le sens de la concrétisation des intérêts supérieurs du pays et des masses laborieuses, est conscient des positions fermes prises par nos travailleurs, aux côtés des autres forces vives, à des moments cruciaux et dans les conditions difficiles que connaît le pays.

« Le secrétariat national condamne les ennemis de la Révolution où qu'ils se trouvent, et quel que soit le voile derrière lequel ils se cachent pour exécuter leurs basses manœuvres ».

## L'UNION NATIONALE DES INTERPRETES-TRADUCTEURS :

### « Liquider toutes les séquelles du colonialisme tant matérielles que mentales »

ALGER (A.P.S.). — A la suite des tentatives de manifestations et de l'agitation entretenue au niveau des universités d'Alger et de Tizi-Ouzou, l'Union nationale des interprètes traducteurs (UNIT) a publié mercredi la déclaration suivante :

« A la suite de l'agitation entretenue par un groupe égaré d'étudiants et visant à semer le trouble et le désordre dans les rangs des étudiants qui sont le support de la Révolution et les piliers de l'avenir... »

— Renouvelle son soutien inconditionnel au Parti du FLN, ayant gardé de la lutte de libération.

— Condamne toute action qui vise à porter atteinte à l'unité nationale, à semer le trouble dans les rangs de la jeunesse, à entraver la marche du pays vers le progrès et la prospérité.

— Invite toutes les forces vives de la Révolution à davantage de vigilance, afin de liquider toutes les séquelles du colonialisme tant matérielles que mentales.



UN ECRIVAIN ALGERIEN REpond  
A «EL MOUDJAHID»

## Le malaise kabyle

par Mouloud Mammeri

Après les manifestations étudiantes de lundi et mardi à Alger, une légère tension subsiste à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie. Les étudiants de l'université locale sont en grève. Un dispositif policier allégé est maintenu aux abords du siège du FLN et de l'université. Nous publions ci-dessous un texte de Mouloud Mammeri. L'écrivain algérien s'est adressé au *Matin* pour répondre en fait au quotidien *El Moudjahid* qui l'avait mis en cause le 20 mars dernier. Dans un article intitulé « Les donateurs de leçons », Mammeri était notamment accusé d'avoir, en 1954 dans *l'Echo d'Alger*, traité les militants du FLN de « chacals des Aurès ».

Sur les allégations me concernant personnellement, je fais l'hypothèse charitable que votre bonne foi a été surprise et que ce qui ailleurs s'appellerait mensonge et diffamation (et serait à ce titre passible des tribunaux) n'a été chez vous qu'erreur d'information. Il va de soi que je n'ai jamais écrit dans *l'Echo d'Alger* l'article mentionné dans votre texte. Il va sans dire que je n'ai jamais eu à refuser de signer le mystérieux manifeste pro-FLN de 1956 que vous évoquez en termes sibyllins.

Je serais heureux néanmoins que cet incident soit pour vous l'occasion de prendre une dernière leçon sur la façon même dont vous concevez votre métier. Le journalisme est un métier noble mais difficile. La première fonction et à vrai dire le premier devoir d'un journal d'information comme le vôtre est naturellement d'informer. Objectivement s'il se peut, en tout cas en toute conscience. Votre premier devoir était donc, quand vous avez appris ces événements (et non pas dix jours plus tard), d'envoyer un de vos collaborateurs se renseigner sur place sur ce qui s'est passé exactement afin de le relater ensuite dans vos colonnes.

Vous avez ainsi oublié de rapporter à vos lecteurs l'objet du mécontentement des étudiants. Cela leur aurait pourtant beaucoup intéressés. Cela leur aurait permis en même temps de se faire une opinion personnelle. Ils n'ont eu hélas droit qu'à la vôtre. Vous auriez pu pourtant leur apprendre que les étudiants algériens pour penser qu'on ne peut pas parler de la poésie kabyle en ignorant les poètes

Mais, si du moins j'ai bien compris votre propos, vous considérez comme impossible le fait de vouloir le développement de cette culture avec ce qu'en vrac et au hasard de votre plume vous appelez les valeurs arabo-islamiques, l'indépendance culturelle, etc.

Vous êtes naturellement libre d'avoir une pareille opinion. Ce n'est pas la mienne. Je considère personnellement qu'au fond de culture berbère, qui nous est commun à tous, l'islam et les valeurs islamiques sont venus apporter un élément essentiel à la définition de notre identité. Je considère que l'islam des premiers siècles a été un instru-

ment de libération et d'émancipation de l'homme maghrébin. Je pense que par la suite il a été le ciment idéologique de la résistance nationale aux menées espagnoles et portugaises sur nos côtes. Naturellement, entre les différents visages qu'il peut prendre dans la réalité, j'opte quand à moi pour le plus humain, celui qui est le plus progressiste, le plus libérateur, et non pour le visage différent qu'il a pu présenter aux heures sombres de notre histoire.

La poésie kabyle fait partie du patrimoine national

Nous sommes cependant quelques-uns à penser que la poésie kabyle est tout simplement une poésie algérienne, dont les Kabyles n'ont pas la propriété exclusive qu'elle a par ailleurs. Nous sommes les Algériens, tout comme la poésie d'autres poètes

algériens anciens comment Ben Mseyyeb, Ben Triki, Ben Sahla, Lakhdar Ben Khrouf, fait partie de notre commun patrimoine.

En second lieu, un journaliste digne (et il en est beaucoup, je vous assure) con-

sidère que l'honnêteté intellectuelle, cela existe, et que c'est un des beaux attributs de la fonction — même et surtout quand on écrit dans un organe national : là moins qu'ailleurs on ne peut se permettre de baïfoler avec la vérité.

Je parle de la vérité des faits, car pour celle des idées il faut une dose solide d'oubli pour prétendre qu'on la déient. Mais visiblement pareil scrupule ne vous étouffe pas. Avec une superbe assurance et dans une confusion extrême vous légiférez ; mieux : vous donnez des leçons.

Vous dites la volonté, que vous-même appelez unanime, du peuple algérien, comme si ce peuple vous avait par délégation expresse communiqué ses pensées profondes et chargé des les exprimer. Entreprise risquée ou prétention candide ? Quelques affirmations aussi péremptives dans la forme qu'approximatives dans le fond peuvent être l'expression de vos idées (si l'on peut dire) personnelles. Pourquoi en accabler le peuple ?

Il n'est naturellement pas possible de traiter en quelques lignes la masse des problèmes auxquels vous avez, vous, la chance d'avoir déjà trouvé les solutions. Je vais donc tenter de ramener à quelque cohérence la confusion des points que vous évoquez.

Vous me faites le chantre de la culture berbère et c'est vrai. Cette culture est la mienne, elle est aussi la vôtre. Elle est une des composantes de la culture algérienne, elle contribue à l'enrichir, à la diversifier, et à ce titre je tiens (comme vous devriez le faire avec moi) non seulement à la maintenir mais à la développer.

### Une diversité refusée dans les faits

La contradiction visiblement ne vous gêne pas. « La nation algérienne, écrivez-vous, a trouvé son unité dans sa diversité. » Voilà un sain principe, mais comment le conciliez-vous avec l'article que vous venez de commettre ? Cette diversité que vous êtes fier d'affirmer dans les mots, cela ne vous gêne pas de la refuser aussitôt dans les faits ? Si je comprends bien, vous voulez vous donner en même temps le beau rôle d'un libéralisme de principe avec les avantages de la tyrannie idéologique, en un mot être en même temps progressiste dans les termes et totalitaire dans les faits. Ne vous y trompez pas : ce genre d'agissement n'a pas la vie longue. On peut tromper tout le monde quelque temps, on peut tromper tout le temps quelques hommes, on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps. C'est un autre que moi qui l'a dit au XIX<sup>e</sup> siècle et l'adage depuis a toujours été vérifié.

Le véritable problème est donc premièrement dans la conception étrange que vous avez de votre métier. Que vous soyez totalitaire, c'est votre droit, mais vous concevrez aisément que d'autres Algériens préfèrent à la pratique des slogans contradictoires celle de l'analyse honnête. Le véritable problème est deuxièmement dans la vision que vous voulez imposer à la culture algérienne, évoluant entre l'oukase et la déclaration de bonne intention toujours démentie dans les faits.

L'unité algérienne est une donnée de fait. Elle se définit, comme incidemment vous l'avez écrit, dans la diversité, et non point dans l'unicité. A cette unité dans la diversité correspond une culture vivante. La culture algérienne est, dites-vous, « sortie de ses ghettos, de ses inhibitions et de ses interdits ». Votre article est la preuve éclatante qu'hélas elle y est enfoncée jusqu'au cou.

Mais soyez tranquille : elle en a vu d'autres, la culture algérienne, et une fois de plus elle s'en sortira. Elle s'en sortira, car « toute tentative d'imposer quelque chose à notre peuple est vaine et relève de l'irresponsabilité ». C'est votre propre prose. Dommage que vous n'y croyiez pas !

M. M.

Algérie

## Les étudiants de Kabylie entendent poursuivre leur action en faveur de la « reconnaissance de la culture berbère »

Ain-el-Hammam. — Le calme régnait, mercredi 9 avril, dans les rues de la petite cité kabyle qui fut, dans les années suivant immédiatement l'indépendance, le bastion du Front des forces socialistes (F.F.S.) de M. Ait Ahmed. La révolte des maquisards refusant le pouvoir de M. Ben Bella et les orientations du F.L.N. appartient désormais à l'histoire. Les fusils de chasse ont retrouvé depuis longtemps leur vocation d'origine et ne menacent plus que le gibier.

La petite ville, dont l'ancien nom de Michetot réapparaît au hasard des croisements sur quelques plaques de signalisation, s'allonge sur une crête à une cinquantaine de kilomètres de Tizi-Ouzou face au majestueux sommet encore poudré de neige de la casine du Djurdjura. En cet après-midi pluvieux et alors que des valées de brouillard s'accrochent à la montagne, les passants, friteusement sortis dans leur djellaba blanche, sont rares et taciturnes. Il faut longuement tourner en ville pour découvrir peu à peu les traces de la poussée de fièvre qui s'est manifestée brutalement deux jours auparavant.

Tout au long de la rue principale, sur près de 2 kilomètres, toutes les enseignes des magasins, panneaux de plastique blanc éclairés au néon, sont en miettes. Les caractères arabes ont volé en éclats sous l'impact de cailloux vengeurs. Les inscriptions ornant les façades de l'assemblée populaire communale ont subi le même sort. Par endroits, les murs sont décorés de placards irréguliers de peinture blanche fraîche, masquant sans aucun doute des slogans. L'un d'entre eux a échappé au zèle des barbouilleurs. Tracé à la bombe à la peinture bleue sur le mur d'enceinte de la daira (sous-préfecture), il proclame : « Respect pour notre culture. » Il s'agit bien sûr, ici, de la culture berbère.

C'est pour la défendre et réclamer sa reconnaissance comme composante de la culture nationale que compte quelque sept cents élèves et les lycéens d'Ain-el-Hammam ont « marché » lundi vers l'Arba-Ait-Ira-

De notre envoyé spécial

then, ex-Fort-National, cité distante d'une vingtaine de kilomètres en direction de Tizi-Ouzou. Ces jeunes, nous en avons rencontré devant la grille de leur établissement. Il porte le nom de Ben-Boulaïd, l'un des chefs historiques de la lutte pour l'indépendance, tombé au maquis. D'emblée, nos interlocuteurs ont récusé toute violence : « Nous ne sommes pas les auteurs des dégâts, ont-ils dit. Nous avons été débordés par quelques éléments irresponsables. Nous voulons rester dans la légalité. Nous sommes socialistes, respectueux des institutions de notre pays, solidaires de ses options. Nous avons écrit au président Chouli et aux autorités locales pour leur dire notre fidélité au F.L.N. Mais nous voulons aussi notre droit. L'Algérie socialiste doit respecter notre culture et notre langue. C'est pour cela que nous avons marché sur Ain-el-Hammam. Nous n'avons été arrêtés qu'à 300 mètres de la ville. On a discuté avec les gendarmes et puis nous sommes rentrés chez nous. »

Un « comité anti-répression »

Les cours ont repris au lycée Ben-Boulaïd, comme d'ailleurs au C.E.M. voisin. Ils ont recommencé aussi, nous a-t-on dit, à Azazga et à l'Arba. Mais il suffisait de voir les yeux brillants de certains jeunes et leur sourire narquois pour comprendre que le feu couve sous la cendre. Il pourrait d'autant plus se rallumer qu'à Tizi-Ouzou les étudiants ont décrété une grève « reconductible quotidiennement » et poursuivent avec vigueur leur mouvement pour la reconnaissance de la « culture berbère » et, de façon plus générale pour « la liberté d'expression et d'information ». A l'entrée du campus d'Hasnaoua, on lisait de la ville, près de l'hôpital, une inscription à la craie sur un tableau vert amené d'une salle de cours proclame « université occupée ». Un piquet de grève filait les visiteurs.

A quelques centaines de mètres de la stationnement, sur les deux voies d'accès, quelques cars de policiers et des camions-citernes équipés de lances à eau. Ces forces laissent passer les isolés ou les petits groupes, mais ont pour mission de barrer la route à d'éventuels cortèges de manifestants désireux de se rendre en ville. Des brigades anti-émeutes — combinaison bleue et casque à visière — stationnent aussi au cœur de la cité devant l'immeuble du parti F.L.N. et, un peu plus loin, la caserne de gendarmerie paraît regorger d'hommes et de matériel.

Condamnés à l'isolement dans leur université encore en chantier — grues géantes, bulwarks, cranes

sont à l'œuvre à proximité pour réaliser les futurs bâtiments des instituts de science — les mille cinq cents étudiants en lettres et en droit de Tizi-Ouzou se sont dotés, avec leurs enseignants d'un « comité anti-répression » chargé d'assurer la sécurité, de poursuivre l'action et de diffuser l'information. Ses membres tiennent à garder l'anonymat. Nous recueillant dans une salle de cours, ils insistent sur leur volonté de non-violence. Proclamant leur « autonomie », ils refusent, disent-ils, « l'amalgamé fait par les autorités prétendant que notre action est inspirée de l'étranger. Nous ne sommes manipulés par personne. Nous refusons toute tutelle. On nous présente à dessein comme un mouvement « barbare » ou séparatiste pour nous déconsidérer. En fait, ce qui inquiète les autorités, c'est notre revendication pour la liberté d'expression, d'opinion, de pensée et de conscience. Le berbère, dans ce cadre, n'est qu'un aspect de notre lutte ».

Les étudiants de Tizi-Ouzou ont saisi, nous ont-ils affirmé, la Ligue internationale des droits de l'homme et Amnesty International, et leur ont demandé d'intervenir en faveur de personnes récemment arrêtées pour leurs opinions, notamment un laborantin d'Azazga, M. About Arzki, et un technicien originaire de Beni-Douala, M. Chemine Mokrane.

A Alger, où la grève se poursuit à la faculté centrale, la journée de mercredi a été calme. Un millier d'étudiants environ se sont réunis pour un long meeting et ont décidé de poursuivre leur action.

Le mouvement qui, outre Alger et Tizi-Ouzou, aurait des sympathisants au centre universitaire de Sétif, pourrait se poursuivre jusqu'à la réunion, au début du mois de mai, du comité central. Celui-ci doit, en effet, examiner, a rappelé mercredi matin *El Moudjahid*, la seconde phase du programme d'arabisation annoncé par les autorités à l'issue de la précédente réunion du C.C. à la fin du mois de décembre dernier.

DANIEL JUNQUA.

« Le Monde » 11/04/1980



# Algérie: un mouvement «purement culturel»

**S**i les manifestations ont pour l'instant cessé, la grève se poursuit dans les départements de lettres et de sciences économiques de la faculté d'Alger et dans celle de Tizi Ouzou. Fer de lance du mouvement, les 1.500 étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou qui affirment avoir saisi la Ligue internationale des Droits de l'Homme et Amnesty international pour intervenir en faveur des personnes arrêtées se sont dotés d'un « comité anti-répression » et siègent en assemblée générale permanente. Gênés par l'utilisation politique qui pourrait être faite de leur mouvement, les grévistes dénoncent tout à la fois les « tentatives de récupération » et « l'amalgame » fait selon eux par les moyens d'information algériens entre leur mouvement et les formations politiques d'opposition. Dialogue avec les autorités locales, tel est désormais l'objectif des étudiants kabyles de Tizi-Ouzou qui insistent sur le caractère « purement culturel » de leurs revendications.

Celles-ci concernent non seulement la langue et la culture berbères, mais aussi « toutes les autres langues et cultures populaires de l'Algérie », cultures menacées d'après eux par l'« orientalisation » des médias qui accordent une place privilégiée aux feuillets proche-orientaux (égyptiens, syriens, jordaniens, libanais...). Pour autant la démocratisation des

moyens d'expression et d'information qu'ils réclament est présentée dans le cadre du système politique existant. « Berbériste » disent-ils à ce propos, est un terme impropre pour qualifier leur mouvement car il s'inscrit dans une démarche séparatiste incompatible avec le contenu de la Charte nationale dont ils déplorent seulement qu'elle ne soit pas appliquée.

A Tizi-Ouzou, à Sétif ou à Alger, il semble que les motivations des étudiants soient les mêmes et qu'on s'efforce de « tenir » jusqu'au début du mois de mai, date de la réunion du comité central du F.L.N. qui devrait permettre de poser la question culturelle devant les instances compétentes de l'Algérie.

## LES TRAVAILLEURS DE BEJAIA :

# DEPUIS CAP SIGLI LES MAILLONS D'UNE MEME CHAINE DE PROVOCATIONS IMPERIALISTES

BEJAIA, (aps). — Les cadres syndicaux de la daïra de Bejaïa ont tenu dimanche une assemblée générale au cours de laquelle ils ont réaffirmé la détermination des travailleurs à œuvrer pour l'instauration du socialisme en Algérie et pour barrer le chemin à tous les ennemis de la Révolution.

Les orateurs qui ont pris la parole à cette occasion, responsables du Parti, de l'UGTA et représentants des travailleurs ont souligné la relation étroite qui existe entre les tentatives de manifestations dans les universités de Tizi-Ouzou et d'Alger avec les manœuvres impérialistes dirigées contre l'Algérie.

L'impérialisme, par le relais de la réaction locale, a déclaré le secrétaire général de l'Union Territoriale l'UGTA, a voulu exploiter les sentiments de nos jeunes étudiants pour essayer de créer une atmosphère propice à ses menées. Cela, a-t-il ajouté, n'est qu'une étape

dans l'application par l'impérialisme d'une stratégie de déstabilisation. « L'agression de Cap Sigli, la propagande orchestrée durant la maladie du défunt Président Houari Boumediène, la pression exercée sur notre pays en ce qui concerne la vente de gaz, les accusations portées contre l'Algérie au sujet des événements de Gafsa et les provocations actuelles, constituent en fait les maillons d'une même chaîne ».

Le représentant de la kasma FLN a indiqué pour sa part que « ce n'est pas un hasard si l'impérialisme et ses alliés locaux ont choisi la période actuelle — caractérisée par les préparatifs de la troisième session du comité central, du congrès extraordinaire du Parti et du plan quinquennal — pour essayer de semer le trouble au sein du peuple algérien ».

« Cependant, a-t-il ajouté les ennemis de notre Révolution se trompent car toutes leurs actions seront, comme cela s'est passé hier, contre-

carées grâce à la mobilisation des forces du progrès et à leur vigilance et grâce aussi à l'attitude unitaire du peuple algérien ».

Le coordonnateur de la fédération du Parti a noté quant à lui la nécessité pour les forces sociales de la Révolution de resserrer leurs rangs et de redoubler de vigilance face à la nouvelle offensive néo-colonialiste. Il a appelé les travailleurs à ne pas perdre de vue que l'ennemi de la Révolution socialiste demeure l'impérialisme. « C'est-à-dire, a-t-il dit ne pardonne pas à l'Algérie son option pour la voie socialiste ».

Une motion renouvelant le soutien des travailleurs de la daïra de Bejaïa à la direction politique du pays a été adoptée. Au terme de cette motion, les travailleurs réaffirment leur attachement aux principes contenus dans la charte nationale et se déclarent déterminés à œuvrer pour bâtir une société socialiste.

### LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE

## Les autorités accusent les étudiants contestataires d'être manipulés de l'étranger

De notre correspondant

Alger. — Le tir est maintenant réglé : les étudiants en grève à Alger et à Tizi-Ouzou pour réclamer une « culture nationale authentiquement populaire, faisant place notamment au patrimoine et à la langue berbère », agissent comme des ennemis de la révolution. Ils sont « manipulés par des forces réactionnaires liées aux intérêts impérialistes néo-colonialistes » qui tentent, pélemêle, de « saper l'unité nationale, l'arabité du peuple algérien, son attachement aux idéaux de l'islam et son engagement à édifier une société socialiste ». Cet extrait d'un « appel » publié jeudi 10 avril par l'Union nationale de la jeunesse algérienne (U.N.J.A.) donne une idée du ton de la campagne lancée par les autorités pour déconsidérer les grévistes dans l'opinion. La manifestation organisée lundi à Paris est qualifiée dans le même texte de « tentative d'occupation de notre ambassade ». L'action des contestataires, dit enfin l'U.N.J.A., s'ajoute aux « provocations de toutes natures orchestrées par l'impérialisme ».

Ces arguments ont été repris et développés lors d'un vaste meeting organisé jeudi à Tizi-Ouzou à l'issue d'une « marche » dans les principales rues de la ville. La télévision a longuement rendu compte de cette manifestation dans la soirée. Les participants, au nombre de plusieurs milliers, brandissaient des portraits géants du président Chadli Bendjedid et de nombreuses banderoles proclamant en arabe et même parfois en français : « Une seule langue, un seul peuple », « Non à la réaction », « Non au néo-colonialisme culturel ». Les différents orateurs, wali (préfet), commissaire national du parti F.L.N. et chefs de secteur militaire de Tizi-Ouzou, ont appelé l'auditoire à serrer les rangs autour du chef de l'Etat et de la direction politique du pays. Ils ont condamné « les troubles suscités par les ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution » et notamment « ceux qui peuplent les salons parisiens ».

Le Mardi 12.4.1980

C'est donc un dialogue de sourds qui s'engage puisque les étudiants grévistes se sont employés d'entrée de jeu à récuser toutes ces accusations en dénonçant eux-mêmes les tentatives d'organisations visant à récupérer leur action, en clouant au pilori « l'académie berbère de Paris », en proclamant leur fidélité au socialisme et leur appartenance à l'islam, en déniant à leur mouvement tout caractère sécessionniste ou autonomiste. En ne voulant voir dans la démarche des contestataires qu'une entreprise séditieuse manipulée de l'étranger, les dirigeants, dont les analyses sur la question pourraient ne pas toujours converger, évitent d'entrer dans un délicat débat de fond sur la liberté d'expression culturelle et sur la place dans la nation d'une minorité berbérophone qui réclame, dans l'unité, le droit à la différence.

Les partisans d'une arabisation rapide et systématique ne sont sans doute pas enclins aux concessions dans la mesure où ils viennent de marquer de nombreux points et ont acquis le contrôle de postes-clés dans l'Etat. Certains étudiants, notant qu'El Moudjahid a évoqué la « nécessaire prise en charge d'un aspect important du patrimoine culturel national », et que l'U.N.J.A. parle de « l'épanouissement de notre patrimoine culturel » compris le patrimoine populaire », veulent cependant garder espoir de voir les autorités prendre en considération leurs revendications.

DANIEL JUNQUA.

"El-Moudjahid" 14.04.1980

Mouf' à Paris le 7.4.1980





## ALGÉRIE

### La contestation culturelle en Kabylie

#### UN DIALOGUE S'AMORÇE ENTRE LES GRÉVISTES ET LES AUTORITÉS

De notre correspondant

Alger. — Elargissement du mouvement de contestation en Kabylie, détente à Alger et à Tizi-Ouzou, où les grévistes poursuivent leur action mais paraissent engagés dans une phase de dialogue avec les autorités, telles sont les deux principales constatations qui s'imposent dimanche soir dans la capitale. L'extension du mouvement s'est opérée ces derniers jours sur deux plans : géographiquement d'abord, puisque des manifestations de jeunes revendiquant « le droit à l'existence pour la culture berbère » ont affecté non plus les grands centres mais des villages de moyenne importance tels que les Ouadhias, le centre des Benni-Yenni, ou encore Mekia ou Djernaa-Saaridj. A Sidi-Aïch, jeudi dernier, c'est l'interdiction d'un concert donné par le chanteur Ferhat et le groupe Imazighen Imoula qui aurait mis le feu aux poudres. Le chanteur aurait été interpellé pour la seconde fois en moins d'une semaine puisqu'il l'avait déjà été lors de la manifestation du lundi dans la capitale.

L'agitation berbère aurait gagné aussi, selon le comité antirépression de Tizi-Ouzou, la Petit-Kabylie, et notamment les localités de Dellys et Bordj-Menaïel. L'ampleur de ces manifestations est peut-être surévaluée par les étudiants, mais l'extension du mouvement à Tizi-Ouzou même ne paraît pas niable. Dimanche, les élèves du grand lycée Amirouche se sont mis en grève. Imitant leurs aînés de l'université, ils avaient l'intention d'occuper les locaux. Les cours sont également arrêtés dans les deux autres lycées de la ville. Mais surtout, et cela marque un tournant, le mouvement en faveur du berbère et de la « liberté d'expression » a débordé le cadre des établissements d'enseignement pour s'étendre à un organisme public, l'hôpital de la ville, d'ailleurs proche du campus. Une maladresse des responsables, auteurs au nom du personnel d'un « message de soutien à la direction politique du pays » sans que les intéressés aient été consultés, a engendré une vive réaction. Au cours d'une assemblée générale, une autre « motion de soutien » a été rédigée. Mais elle s'adressait cette fois-ci aux étudiants grévistes. Elle a réuni en quelques heures près de cent cinquante signatures, tant de la part des médecins que du personnel paramédical. Une lettre a été envoyée au président Chadli Bendjedid et une autre au ministère de la santé pour leur demander l'arrêt de la répression et l'examen des revendications présentées par les étudiants. Enfin, un « comité de vigilance » a été créé et des contacts ont été pris avec d'autres hôpitaux.

" Le Monde " 15/04/1980

Elargissement du mouvement, mais aussi tentative pour établir le dialogue. C'est ainsi que le wali (préfet) de Tizi-Ouzou M. Sidi Saïd, s'est rendu, dimanche, à l'hôpital pour discuter avec le personnel. Après deux jours de contrôle serré et de blocus rapproché de l'université de Tizi-Ouzou, les forces de l'ordre ont desserré leur dispositif, et le seul filtrage était, dimanche, le fait du piquet de grève. D'autre part, neuf enseignants de Tizi-Ouzou ont été conviés par le wali à se rendre à Alger pour rencontrer le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Berheri. L'entrevue, selon les étudiants, aurait duré plus de trois heures. Le ministre aurait insisté sur la nécessité d'engager un dialogue afin de « dédramatiser la situation », ce qui passerait par une normalisation de la situation. Les enseignants, eux, ont demandé, d'une part, « le retrait des forces de répression », et, d'autre part, que le dossier du berbère « tabou jusqu'à présent », soit enfin ouvert. Le ministre aurait annoncé son intention de venir à Tizi-Ouzou. Enfin, une délégation mixte d'étudiants de Tizi-Ouzou et d'Alger devait déposer, dimanche après-midi, une sorte de cahier de doléances à la présidence de la République.

Du côté des autorités, qui peuvent faire état du soutien massif de toutes les organisations nationales, et notamment, dimanche, de l'Union générale des travailleurs algériens et de l'Union des paysans, on s'attache à mettre en valeur le caractère « marginal » de cette agitation orchestrée, dit-on, par des « groupuscules ». Il est de fait qu'à Alger le petit noyau de quelques centaines d'étudiants grévistes ne paraît pas s'être élargi ces derniers jours. La situation pourrait cependant évoluer au milieu de la semaine, des tracts circulant en Kabylie pour appeler le « peuple algérien » à une journée de grève le 16 avril prochain. Il est signé d'un comité de soutien aux étudiants et travailleurs en grève, et les étudiants de Tizi-Ouzou en déclinent la paternité.

DANIEL JUNQUA.

## M. BRERHI A L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU DEBAT FRANC ET SEREN AUTOUR DU PATRIMOINE CULTUREL POPULAIRE

" EL Nouadhibid "

15/4/1980

(De notre bureau de Tizi-Ouzou)  
Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelhak Berheri, a présidé hier, à Tizi-Ouzou, une assemblée générale à la cité du centre universitaire de Hasnaoua. Le ministre qui était entouré des responsables locaux et de secrétaires généraux de la F.T.E.C. et du S.N.E.S., s'est longuement écouté les exposés de plusieurs étudiants et enseignants, sur, particulièrement, la « revalorisation et la promotion du patrimoine culturel national sous toutes ses formes, comme le soulignent la Charte et les résolutions du quatrième congrès du F.L.N. ».

M. Berheri est intervenu plusieurs fois durant les débats pour préciser que ce dossier (celui de la culture nationale) est aujourd'hui ouvert comme le sont bien d'autres concernant les différents aspects de notre vie nationale. Le ministre précise alors que « la question sera débattue dans le ca-

dre des orientations de la Charte nationale, des résolutions du quatrième congrès du F.L.N. et des institutions nationales en place », avant d'ajouter : « Mais chacun se doit de faire l'effort nécessaire à l'approfondissement de l'analyse de la question. »

A l'issue de la rencontre d'hier et pour bien clarifier les choses, nous dirons pour notre part que le débat auquel nous avons assisté à Tizi-Ouzou est un débat démocratique autour d'une question d'ordre national. Il a été longuement question de la culture algérienne dans toute sa diversité.

Un étudiant qui a longuement parlé de « l'impérative promotion du patrimoine culturel populaire » n'a pas manqué de souligner par ailleurs « la nécessité de défendre la langue nationale, afin d'éviter l'équivoque ».

Le ministre a insisté sur le danger de l'exploitation du mouvement par l'impérialisme et la réaction.

Les tentatives d'exploitation du mouvement à des fins étrangères aux aspirations de la masse des étudiants de Tizi-Ouzou ont été fermement dénoncées dans le but d'établir la démarcation la plus nette possible.

Des orateurs ont insisté sur la nécessité de lier étroitement l'action pour la valorisation du patrimoine culturel populaire y compris sa composante berbère, à la défense des acquis de la Révolution et de l'option socialiste, afin d'isoler ceux qui veulent les problèmes de la culture nationale soient posés d'une façon saine et constructive.

Ainsi le cadre du problème a été clairement situé dans un contexte national global, la nécessité du dialogue et de la concertation nettement ressentie. Cette atmosphère d'un débat franc a été appréciée comme la meilleure façon d'aborder les problèmes, de

les prendre en charge, ce qui est le meilleur remède aux spéculations politiques de certaines couches bien connues pour leur hostilité à la nation algérienne, et à son unité.

A l'issue de cet important et riche débat, M. Berheri a lancé un appel solennel aux étudiants, les invitant à reprendre leurs cours.

Le ministre a mis l'accent sur leur responsabilité envers l'université dont ils doivent veiller au fonctionnement et qu'ils doivent défendre « comme la prunelle de leurs yeux ». Il a attiré l'attention sur l'importance de la période actuelle au moment où est lancé un programme d'action pour le développement et le progrès de l'Université. M. Berheri a appelé les étudiants et les travailleurs à se mobiliser autour de cette tâche et à préparer déjà les conférences pédagogiques qui doivent se tenir dans les universités prochainement.

S. S.



## Algérie : regain de tension en Kabylie

(A.P.-A.F.P.) — Tizi-Ouzou. — La population de la Kabylie s'est massivement solidarisée avec sa jeunesse en grève pour la liberté d'expression malgré la contre-campagne menée par les autorités et le parti unique F.L.N. Invités à une grève générale par le comité de soutien au mouvement universitaire, commerçants et travailleurs des entreprises publiques de Tizi-Ouzou ont unanimement débrayé hier.

L'effervescence en faveur de la reconnaissance de la culture berbère semble gagner en profondeur à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie.

La nervosité des autorités s'était manifestée mardi par des barrages sur les routes menant à Tizi-Ouzou. Ainsi, dans la soirée, quatre contrôles avaient été établis entre Tizi-Ouzou et Alger. Cependant, les forces de l'ordre continuent à rester discrètes dans le centre de la ville et aux abords de l'université.

Un journaliste de « France-Inter » et le correspondant de l'A.F.P., arrivés au début de l'après-midi à Tizi-Ouzou, ont été interpellés dès leur sortie de l'université où ils avaient pu pénétrer sans difficulté.

Conduits au commissariat central, ils ont été interrogés avant d'être relâchés deux heures et demie plus tard et reconduits à la limite de la wilaya, mais leurs notes et bandes magnétiques ont été saisies. Malgré leur insistance, ils n'ont pu être

reçus ni par le commissaire principal ni le parwali (préfet), pour obtenir le point de vue officiel sur l'agitation étudiante.

Les étudiants et enseignants de Tizi-Ouzou, appuyés par l'ensemble des étudiants du secondaire de la ville et plusieurs écoles primaires, affirment tous, jours limiter leurs actions au domaine culturel. Les responsables du comité de grève soulignent en particulier qu'ils n'ont rien à voir avec le tract diffusé lundi dans la faculté de sciences économiques d'Alger et appelant à une grève générale de solidarité pour mercredi.

Lundi, le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brerhi, s'est rendu à l'université où il s'est entretenu avec les étudiants réunis en assemblée générale. La discussion, souvent animée, s'est déroulée dans une « atmosphère de franchise », ont déclaré les étudiants qui ont estimé qu'il s'est agi surtout d'un « échange d'informations » plutôt que d'un véritable dialogue sur les problèmes de fond.

Aux yeux des observateurs, cette manifestation officielle de l'autorité centrale apparaît comme un signe de la volonté d'apaisement du gouvernement face aux revendications culturelles « berbéristes ».

Le ministre, comme d'ailleurs le coordonnateur du F.L.N. (parti unique algérien) Mohammed Salah Yahiaoui, a assuré que le dossier culturel algérien, au demeurant fort complexe, allait être examiné à la prochaine réunion du comité central qui se tiendra à partir du 6 mai.

Grève et manifestations à Tizi-Ouzou pour défendre la langue berbère

## Un « cordon sanitaire » entoure la Kabylie

### Les gendarmes contrôlent tous les passages

De notre envoyé spécial

Jean-Louis MORILLON

ALGER

**L**A Kabylie défie Alger. « Halte à la répression! », « Pour un vrai socialisme! », « Vive la démocratie! », « Vive la liberté d'expression! ». Des

dizaines de banderoles proclament ces revendications de plus en plus politiques, à Tizi-Ouzou. Ces slogans sont écrits en français et en berbère, mais pas en arabe.

C'est un signe : la capitale de la Grande-Kabylie, à cent kilomètres à l'Est d'Alger, ne perd pas une occasion d'affirmer son particularisme

face au pouvoir central qui accorde justement une place privilégiée aujourd'hui à la langue arabe.

Est-ce une simple affaire de langue? A priori oui. A l'Université de Tizi-Ouzou, les étudiants affirment sans cesse ne vouloir défendre que la culture berbère, sans contester ni le régime ni le parti unique F.L.N.

□□□ Suite page 9

## Un « cordon sanitaire » entoure la Kabylie

□□□ Suite de la page 1

Mais le malaise risque de déborder : mercredi, à l'appel d'un mystérieux Comité de soutien aux jeunes en grève depuis plus d'une semaine, les commerçants ont baissé leur rideau, l'hôpital n'a plus assuré que les soins urgents, des centaines d'ouvriers se sont croisés les bras et de nombreux chantiers ont pris une allure de week-end : Tizi-Ouzou offre l'image étrange, en Algérie, d'une ville morte.

Dans les douars environnants, le mouvement de protestation a été suivi moins massivement cependant. Aucun accrochage n'a été signalé avec les forces de police, très nombreuses aux abords de l'Université et aux carrefours de la ville. De part et d'autre, on sent qu'au moindre incident l'explosion risquerait de se produire et on fait tout pour l'éviter.

### Zone isolée

Pour l'instant, le président algérien Chadli, en bon leader, a décidé d'isoler la zone troublée du reste du pays, avant de la réduire par la force ou par la négociation. Il faut avant tout éviter la contagion kabyle, estime-t-on à Alger.

Depuis mardi, un « cordon sanitaire » entoure la Kabylie : des policiers et des gendarmes contrôlent tous ceux qui se dirigent vers la Kabylie ou qui veulent en sortir. Le premier barrage a été placé à quelques kilomètres de la capitale, peu après l'aéroport de Dar-el-Beïda (Maison-Blanche).

Ces mesures ont été efficaces. Aucune nervosité n'est perceptible à Alger même, sur l'avenue Didouche-Mourad (ex-Michelet) où, le lundi de Pâques, un défilé d'étudiants berbères des facultés centrales avait été brutalement dispersé. Tout paraît aujourd'hui rentré dans l'ordre : les banderoles ont disparu, même si quelques contestataires tiennent encore des assemblées générales peu suivies.

Le pouvoir du colonel Chadli n'est pas menacé par la poussée de fièvre kabyle, si celle-ci ne descend pas des montagnes vers la plaine côtière. Les Berbères ne repré-

sentent que 15 % de la population. Ben Bella, à l'automne de 1963, avait déjà réussi sans trop faire couler de sang à remettre au pas les rudes maquisards kabyles d'Aït Ahmed.

Fort de ce passé, le successeur de Boumediène manie pour l'instant la carotte : le dossier culturel berbère sera examiné par la prochaine réunion du Comité central du F.L.N., le 6 mai, a-t-il fait savoir aux grévistes de Tizi-Ouzou.

Il pourrait bientôt, cependant, recourir au bâton : on murmure à Alger que l'armée s'appête à faire des opérations de ratissage en Kabylie. Des caches d'armes seront sûrement encore trouvées dans les grottes de ces montagnes, fief de l'insurrection anti-française. Les autorités pourraient alors accuser le Maroc voisin, berbère à 40 %, d'avoir parachuté du matériel à des « traîtres ».

"France Soir" 17/4/1980





Le mouvement de revendication en faveur de la culture berbère a débouché sur un arrêté de travail général mercredi 18 avril en Kabylie, en dépit de la visite à Tizi-Ouzou lundi et mardi du ministre de l'enseignement supérieur, M. Berheri. Selon « El Moudjahid », celui-ci avait eu, avec les étudiants réunis en assemblée générale, un « débat franc et sérieux » et avait promis que la question serait débattue « dans le cadre des orientations de la charte nationale, des résolutions du IV<sup>e</sup> congrès du F.L.N. et des institutions nationales ».

Tizi-Ouzou. — Répondant au mot d'ordre de « grève générale » lancé par un mystérieux « comité » (Le Monde du 15 avril) pour soutenir les étudiants et les professeurs de l'université de Tizi-Ouzou, en particulier leurs revendications concernant la réhabilitation du patrimoine culturel berbère et les libertés d'expression et d'information, la population de la grande cité kabyle a totalement cessé le travail mercredi 18 avril toute la journée. Impossible de trouver dans la plus petite des ruelles le moindre rideau de fer qui ne soit fermé. Tous les magasins étaient fermés, y compris les restaurants, les cafés et les stations-service. Les chantiers étaient également arrêtés, et les travailleurs de l'Ecotex, chargés de réaliser l'extension de l'université, avaient abandonné grèves et bulldozers.

Le mouvement n'a pas épargné les principales usines de la région, et notamment le complexe textile de Dra-Ben-Khedda, distant de 10 kilomètres, et qui emploie 4 000 ouvriers, et celui de la Sonelco (électronique), qui en occupe 1 000. Dans cette entreprise, l'arrêt de travail a même commencé de façon prématurée à la suite de l'interpellation de distributeurs de tractés membres du personnel de l'usine. Les travailleurs ont immédiatement débrayé et ont menacé d'occuper leurs atèles et leurs camarades n'étaient pas relâchés, ce qui a été le cas peu après. Mais l'incident avait fait mauvaise impression et avait contribué, nous a dit un ouvrier, à rallier les habitants au mouvement de grève.

« Les étudiants ne sont pas isolés »

Dans un souci d'apaisement, les autorités ont décidé de réduire au strict minimum la présence des forces de l'ordre. Seuls trois camions anti-émeutes, aux vitres protégées par un grillage, stationnaient discrètement auprès de l'hôtel Willaya (préfecture). Quelques voitures de police bleues et blanches et quelques camions Land-Rover verts de la gendarmerie effectuaient de temps à autre des rondes dans les principales artères. Mais, dans l'ensemble, la rue était livrée à la population, qui n'en a d'ailleurs pas abusé, aucun désordre n'ayant été signalé. Il est vrai que les étudiants, le matin même, avaient diffusé un appel recommandant d'éviter tout acte de violence et de ne pas céder à d'éventuelles « provocations ».

Toute la journée, de petits groupes d'hommes, en majorité des jeunes, ont déambulé sur les trottoirs, stationnant parfois longuement pour se reposer dans les entrées d'immeubles. La situation était tendue également autour et dans les universités, où les étudiants poursuivent le mouvement de grève avec occupation déclenché le 7 avril. Les barrages de police qui surveillaient à distance le campus, et qui avaient été levés lundi à l'occasion de la visite du ministre de l'enseignement supérieur, M. Berheri, n'ont pas été rétablis, et l'on pouvait pénétrer librement à l'université, qui a d'ailleurs reçu la visite de délégations de travailleurs de la Sonitex et de la Sonelco venus exprimer leur soutien aux étudiants. Ces travailleurs, que nous avons pu rencontrer dans une salle de cours, ont dénié à leur mouvement toute signification politique ou sociale. « Nous voulons seulement, nous ont-ils dit, appuyer les revendications culturelles de nos frères, car elles sont justes et concernent, au-delà des intellectuels, tous les travailleurs ».

« Nous voulons montrer, nous a expliqué un travailleur de Sonelco, que les étudiants de Tizi ne sont pas isolés, ainsi que certains tentent de le faire croire. » Béné à cet égard l'un des ouvriers interrogés n'a repris à son compte certains éléments d'un tract qui a circulé récemment pour appeler à la grève et qui dénonçait, en termes violents, les « privations de produits de première nécessité, la crise du logement, la corruption organisée, le mensonge de la presse et le trafic des élections ».

Le mouvement de grève ne s'est pas limité à Tizi-Ouzou. Tout au long de la route et le long du littoral grimant vers l'Arbaa-Nait Irathen (ex-Fort-National), les commerçants avaient tiré leurs rideaux. À chaque entrée ou sortie de village, et notamment à Tamazirt et à Adeni, des groupes d'hommes, souvent enroulés dans le traditionnel burnous blanc, bavardaient avec animation. Des gamins brandissaient des branches d'arbustes, saluaient les automobilistes de passage de slogans berbères. Sur quelques édifices, par endroits, de « banderoles » proclamaient « U. té, oui ; unité, non ». « Résistez pour notre culture ». Là encore, nous n'avons noté aucune présence particulière des forces de l'ordre, même à l'Arbaa-Nait Irathen, où la grève était totale et où nous avons franchi sans encombre un petit barrage de gendarmerie installé à l'un des accès de la ville. Le mouvement de solidarité avec les étudiants semble avoir surtout touché l'Arbaa-Nait Irathen et Ain-El-Hamman (ex-Michel). En revanche, d'autres localités, telles Azarga et Bordj-Menaïel, ne semblaient pas avoir été touchées.

Si les autorités locales ont gardé leur sang-froid avec la population locale, ce qui a permis d'éviter tout incident et sauvegarde donc toutes les chances d'apaisement, elles n'en ont pas fait autant avec les journalistes. Plusieurs correspondants étrangers accrédités à Alger, notamment ceux de l'A.F.P. et de l'Agence Associated Press, ont été ainsi reconduits aux limites de la ville après avoir été interrogés et leurs ou confisquer notes, bandes magnétiques et photos. Un

"Le Monde" 18/04/1980

envoyé spécial de France-Inter a subi le même sort. Ils ont fait l'objet de ces mesures alors qu'ils étaient venus prendre contact avec les responsables.

La démonstration de la population de Tizi-Ouzou avait, à l'évidence, un but précis : répondre au « meeting de soutien », organisé jeudi dernier par les autorités locales, en prouvant que les quelques milliers de personnes participant à cette manifestation n'étaient pas, pour la plupart, originaires de la ville. Ce meeting, dont la télévision avait longuement rendu compte, avait été perçu par la population de Tizi-Ouzou comme une « provocation ». En lançant leur mot d'ordre, les promoteurs de la grève visaient sans doute un autre objectif : rendre plus difficile, parce que plus lourde de dangers, une éventuelle action répressive contre l'université. Les étudiants, bien que considérablement renforcés par cet appui populaire local, n'en ont pas profité pour monter la barre et hausser le ton. Ils tenaient, mercredi après-midi, des propos très conciliants : « Nous ne nous attendons pas, nous a dit l'un d'eux, à ce que le gouvernement règle le problème tout de suite. Il est trop complexe, mais nous ne voulons pas non plus nous contenter de promesses. Quelques gestes suffiront à nous convaincre de la bonne volonté des autorités, à laquelle nous ne demandons qu'à croire. Pourquoi ne nous autoriserait-on pas, par exemple, à participer à un débat télévisé, afin d'expliquer nous-mêmes nos problèmes ? » Reste à savoir maintenant quelle attitude les autorités vont adopter devant une situation qui a considérablement évolué.

DANIEL JUNQUA.

BERBÈRE Grève générale en Kabylie

Contrairement à toute attente, le mot d'ordre de grève générale qui avait été lancé par un mystérieux « comité » d'Alger et auquel les étudiants en grève de Tizi-Ouzou affirmaient être étrangers a été respecté mercredi dans toute l'agglomération kabyle. Selon certains témoignages, des fonctionnaires de la Willaya (préfecture) ont participé au mouvement auquel s'étaient joints les ouvriers des entreprises environnantes.

Magasins fermés, rideaux de fer baissés, la ville tournait au ralenti. Seuls quelques groupes d'hommes déambulaient sur les trottoirs tandis que la police, discrète, se contentait d'effectuer quelques rondes routines dans les principales artères de la cité kabyle. Organisée peu après le « meeting de soutien » qui s'est tenu jeudi dernier à l'initiative des autorités locales, la grève semble avoir eu pour but d'établir la solidarité de la ville et des environs avec les étudiants en grève. De fait les étudiants ont fait la preuve que l'audience du mouvement dépassait les seuls enceintes universitaires. Un constat qui pourrait les amener à ne plus s'en tenir à la stricte revendication culturelle et à politiser le mouvement, bien qu'à ce jour, ils s'en soient toujours défendus. Un constat surtout que les autorités ne manqueront pas de faire pour leur part et qui pourraient les conduire à abandonner une politique d'apaisement qui n'a apparemment pas obtenu les résultats escomptés.

"Libération" 18.4.80

A PARIS, AVEC LES MEMBRES DU « COMITÉ DE DÉFENSE »

Une coopérative de production, un journal, « Lion », une revue, « Tisuras », expriment à Paris les activités culturelles berbères. Un « Comité de défense des droits culturels algériens » (1) s'est créé au lendemain de la manifestation de Tizi-Ouzou. Les membres de ce comité protestent contre le gouvernement, qui « veut arabiser le pays ». « Les programmes officiels de la télévision sont en arabe classique, nous dit l'un d'entre eux. Personne chez nous, n'y comprend rien. » « L'arabisation qui a lieu actuellement en Algérie, assure un autre membre du comité, ne fait que fabriquer des chômeurs. L'arabe classique qu'on enseigne à l'école n'offre aucun débouché. D'ailleurs, les cadres du pays font enseigner à leurs enfants le français ou l'anglais et non une langue confessionnelle et inopérante. »

« Ecrire un Ullagh — en caractères berbères — est un crime contre la sûreté de l'Etat », ajoute un de ses camarades : « En 1978, une équipe de football de Tizi-Ouzou a dû changer de nom après avoir chanté sa victoire en kabyle. Elle s'appelait « la Jeunesse sportive de Kabylie » et elle est devenue « la Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou ». « Pour nous, dit un autre, Jugurtha est toujours un héros populaire. » Selon lui, « porter un tee-shirt avec une inscription en Ullagh est passible des tribunaux » : « Je connais quelqu'un qui la nuit s'enferme chez lui pour s'en mettre un sur le dos. »

L'ambassade d'Algérie à Paris se refuse pour sa part à toute déclaration sur les développements actuels de la revendication culturelle berbère. — C. C.

(1) 6, rue Neuve-des-Boulets, 75011 Paris. Tél. : 371-26-68.



"Le Monde" 18/04/1980



# Algérie : les jeunes Kabyles décidés à défendre l'emploi du berbère ... et du français

De notre envoyé spécial  
**Jean-Louis MORILLON**

ALGER.

Le gouvernement algérien « ne marchandera pas l'unité nationale du pays et combattra tous ceux qui tenteront de la remettre en cause ». Ce discours, prononcé hier par le président Chadli, visait bien sûr les étudiants kabyles qui manifestent régulièrement depuis plusieurs semaines pour le respect de la culture berbère.

Ceux de Tizi-Ouzou ont d'ailleurs rejeté la mise en demeure du ministère de l'Enseignement supérieur qui leur avait enjoint de reprendre les cours.

Jeudi, les Algérois ont envahi cette Kabylie où gronde la révolte. Toute la journée, de longues colonnes de véhicules, souvent brinquebalants, ont pris la route des montagnes, à l'est de la capitale.

Ce n'est pas cependant la guerre civile que de fausses rumeurs annoncent. Ce mouvement n'avait en fait rien d'étonnant en ce début de week-end islamique. De nombreuses familles ont pris depuis longtemps l'habitude d'aller se ravitailler dans cette région agréable en produits frais, introuvables sur les marchés de la Casbah.

Les autorités sont cependant inquiètes. Les barrages n'ont pas dissuadé les automobilistes de gagner en masse la Kabylie. Ces visiteurs ne vont-ils pas être « contaminés » par les berbères, en grève pour défendre leur langue et aussi les français contre l'arabe obligatoire ?

De nombreux Kabyles de la capitale sont retournés en effet passer deux jours de repos dans leur famille. C'était pour eux l'unique manière de contrôler les nouvelles souvent contradictoires qui leur parviennent à oreille à Alger, au sujet de la Kabylie (« Des gens ont été réveillés à Tizi-Ouzou par des blindés », « Il y a des canons de soldats partout », « al-moj-même entendu »).

Tous ces bruits annoncent d'un conflit armé entre eux, mais à Alger, les citoyens n'ont rien de bien du mal à

reconnaître : la télévision et la radio se taisent sur les manifestations des Berbères. « El Moudjahid » n'a pas pour l'instant publié une ligne sur les incidents et le téléphone avec Tizi-Ouzou est comme par hasard « en dérangement ».

## Ville morte

Les Kabyles paraissent bien décidés, en tout cas, à ne pas céder.

« Nous irons jusqu'au bout, nous avons raison », m'a dit jeudi après-midi à Tizi-Ouzou un jeune contestataire. Ville morte mercredi à cause d'une grève quasi générale, la capitale sans attrait de la si belle Grande Kabylie était redevenue animée le lendemain.

« Nous sommes prêts à baisser nos rideaux demain, s'il le faut, à nouveau », déclare cependant un commerçant de la rue de la Paix, l'artère principale.

La Kabylie est le foyer le plus actif du mécontentement

France Soir  
18/4/1980

en Algérie. Les habitants acceptent facilement d'exposer leurs aspirations mais ils refusent, pour des raisons de sécurité, que leurs noms soient publiés.

« Nous avons été assez brimés. Pourquoi l'arabe serait-il l'unique langue de l'Algérie ? Après tout, les Berbères étaient là avant les Arabes », m'a rappelé un étudiant bien résolu à poursuivre la grève des cours.

En dehors du berbère, leur langue maternelle, les jeunes Kabyles restent également très francisés. L'arabe classique est pour nous une langue étrangère. En l'imposant, on nous bouche de nombreuses carrières. Or, les Kabyles occupent actuellement une bonne part des emplois dans l'administration.

Cette défense indirecte du français, sous couvert du berbère, bénéficie de la sympathie de nombreux Algériens qui se sentent rejetés, faute de bien parler l'arabe. Prenons un seul exemple du zèle ridicule des arabisants, inspirés, dit-on, par

les frères musulmans : dans la nouvelle aérogare de Dar El Beida (Maison-Blanche), les panneaux sont écrits en arabe et en anglais mais pas en français.

Les travailleurs émigrés, qui ne parlent pas souvent la langue de Shakespeare ni celle de Mahomet, vont se demander où ils arrivent quand ils rentreront de Paris.

## Premiers Insurgés

Chez les Kabyles plus âgés, s'ajoutent aussi des rancœurs du passé : « Nous n'avons pas eu la part qui nous revenait après l'indépendance », regrette-t-il ouvertement d'anciens maquisards.

Les derniers à lever les bras, en 1957, les Kabyles furent aussi les premiers à s'insurger en 1954. Même les divisions lancées par le général Challe dans l'opération « Jumelles » n'ont pu pacifier la Kabylie qui comptait, en 1962, la plus forte proportion de veuves.

## Dialogue avec les étudiants kabyles

Envoyée spéciale permanente :  
**FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN**

Le problème de la place de la langue et de la culture berbères en Algérie continue d'être à l'ordre du jour après les manifestations d'étudiants kabyles de la semaine dernière. Les étudiants, enseignants et lycéens de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, continuent leur mouvement de grève, et les discussions et assemblées générales se poursuivent sans discontinuer à l'université de Tizi-Ouzou. Lundi, le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Brerhi s'est rendu sur place où il a engagé le dialogue avec les étudiants, geste qui a été jugé positif par ces derniers.

Hier soir, le ministre a participé à un débat télévisé auquel prenait également part trois membres du secrétariat national de l'Union de la Jeunesse

prise en charge du patrimoine culturel national dans toute sa diversité, a dit le ministre, se fondant sur un point de vue juste et je considère que la revendication sur ce plan est parfaitement légitime... Nous considérons que c'est un fait positif que le problème du devenir du patrimoine culturel national soit posé et porté à la discussion. » Il a cependant regretté que le problème ait été posé avec impatience et dans un climat de violence alors que seul le dialogue constructif peut permettre d'avancer et de rectifier les erreurs et insuffisances. « Certaines forces hostiles à l'intérêt national, a-t-il encore dit, ont tenté, tentent et tenteront de vider de sa substance le mouvement pour la valorisation du patrimoine culturel populaire. Ces forces n'ont comme objectif que de dévoyer le mouvement afin de l'utiliser pour frapper les intérêts de notre peuple. »

LES ETUDIANTS DE TIZI-OUZOU :

Combattre les préjugés et les forces anti-nationales

« El Moudjahid » 18-19/4/1980

Les événements qui se sont produits dernièrement à Tizi-Ouzou et à Alger suscitent de vives préoccupations au sein de Popinion.

Depuis quelques semaines, le fonctionnement de l'Université de Tizi-Ouzou - tout particulièrement - est totalement paralysé à la suite de la décision des étudiants d'arrêter les cours. A la base de cette action, il y a un mécontentement profond qui tire ses racines de plusieurs origines différentes. Il faut noter entre autres, que les étudiants n'ont cessé depuis le début de l'année universitaire de poser des problèmes relatifs aux conditions de vie et de travail extrêmement difficiles. A cela, s'ajoutent aussi des problèmes relatifs à la représentation des comités d'étudiants contestés par la base. En résumé, les problèmes matériels et moraux des étudiants de ce centre universitaire n'ont fait que s'accumuler par la faute d'une administration peu soucieuse du fonctionnement de l'université et qui se contente d'additionner des promesses les unes aux autres, sans toutefois en tenir aucune.

Mais le fond des problèmes actuels n'est pas là. Ce qui constitue le point de cristallisation essentiel de ce qui a été l'origine des arrêts de cours, c'est la volonté exprimée par les étudiants « de préserver le patrimoine culturel de notre peuple dans toute sa richesse et sa diversité et sans qu'aucune de ses différentes composantes ne soit sacrifiée ou niée ». C'est ce que nous ont dit les étudiants à l'université de Tizi-Ouzou d'où nous revenons.

Nous avons rencontré des jeunes gens et des jeunes filles d'une grande sincérité, qui vibrent d'amour pour leur patrie et qui nous ont dit de mille manières différentes leur attachement profond à l'unité nationale, aux intérêts supérieurs du peuple algérien et aux options socialistes du pays, dans tout ce que cela implique et signifie comme tâches pour l'édification d'une économie nationale indépendante, pour le renforcement de la démocratie révolutionnaire et pour la préservation des acquis fondamentaux de la Nation algérienne.

La question que posent ces étudiants n'est plus ni moins qu'un problème s'intégrant dans le cadre d'un débat dont les termes restent posés depuis l'indépendance. Il est vrai que les questions culturelles n'ont pas fait l'objet de tout l'intérêt qu'elles méritent et qu'elles méritent aujourd'hui encore. Il est vrai aussi que des erreurs et des insuffisances parfois très nettes ont marqué l'action culturelle, au même titre d'ailleurs que d'autres domaines de la vie nationale tels que le développement industriel, la politique agricole, le secteur du commerce etc... l'action culturelle souffre en effet de nombreuses faiblesses, dont les négligences qui entourent le patrimoine populaire ne sont du reste qu'un aspect.

Les étudiants disent qu'il faut préserver ce patrimoine, c'est légitime. Ils disent qu'il faut élever la culture populaire au rang qui lui revient dans l'Algérie libre d'aujourd'hui, c'est un point de vue absolument juste. Et il est incontestablement de l'intérêt national de prendre en charge les différentes composantes de la culture nationale. Nous ajouterons pour notre part, qu'il ne s'agit pas seulement de mener une action de préservation de ces différentes composantes, mais d'en garantir l'épanouissement.

Il est profondément significatif d'entendre les étudiants de Tizi-Ouzou nous affirmer : « Le peuple algérien est uni par un passé commun et un avenir commun. La revendication du berbère est une revendication nationale et nous le revendiquons. Au même titre nous revendiquons tous les apports de la civilisation arabe - sans aucune exclusivité ».

Il reste néanmoins que cette action, légitime quant au fond, a pris des formes discutables. On s'interroge pour savoir si vraiment il était nécessaire de recourir à des manifestations de rue. Nous considérons que c'est un grand acquis de notre peuple que de recourir au dialogue et au débat serin et fraternel pour poser tous les problèmes. Cela reste valable et il appartient aux étudiants et à la com-



communauté universitaire de Tizi-Ouzou notamment de dégager à leurs niveaux les formes susceptibles d'impulser ce débat de manière constructive et dépassionnée.

En contre-partie il faut également en finir avec certains préjugés qui empoisonnent l'atmosphère autour de l'université de Tizi-Ouzou. Dans tout ce problème, ce qui est le plus dangereux à notre sens, c'est l'absence de clarification. Cela représente une source d'erreurs et de confusions entre les objectifs des uns et motivations des autres. Il faut combattre ces préjugés et faire jour sur la situation qui prévaut à l'heure actuelle au campus universitaire de Hasnaoua. De ce point de vue, l'initiative de M. Brerhi de rencontrer les étudiants constitue un premier pas.

Les contacts qu'ont entrepris les membres de la commission nationale des étudiants de l'UNJA et les responsables syndicaux avec les membres de la communauté universitaire de Tizi-Ouzou sont également des éléments positifs allant dans le sens de la clarification.

On ne peut cacher toutefois que des éléments anti-nationaux et que les forces de l'impérialisme tentent de faire jonction avec le mouvement pour le patrimoine culturel populaire. Lorsqu'on leur dit cela, les étudiants de Tizi-Ouzou se montrent indignés et répliquent : « Nous ne sommes manipulés par personne. Nous dénonçons publiquement Ali Yahia Rachid et tous les « révolutionnaires » de salon qui, des capitales européennes, se proclament les tuteurs de notre mouvement. Nous sommes contre l'impérialisme et contre la réaction. Nous sommes pour le socialisme ».

Mais ni leur indignation, ni leur sincérité, ni leur bonne foi ne sauraient changer quelque chose à une réalité objective, à savoir que les éléments de la réaction et de l'impérialisme tentent et tenteront de tirer les marrons du feu par tous les moyens possibles de la situation qui prévaut actuellement, soit en donnant une coloration régionale à un mouvement qui est profondément patriotique, soit en dévoyant le mouvement pour l'utiliser comme diversion à des questions d'orientation qui sont arrivées à échéance : le Plan quinquennal, les problèmes de l'agriculture, soit par

d'autres moyens machiavéliques que nous n'imaginons même pas...

L'expérience de la Révolution algérienne et d'autres Révolutions dans le monde nous apprend que lorsqu'un mouvement n'est pas suffisamment organisé, il finit très souvent par être détourné de ses nobles objectifs initiaux, car le spontanéisme qui fait sa force au départ, devient une source de faiblesse. Il permet aux éléments les moins purs, les éléments honnêtes — ceux qui n'ont de politique que la pratique de la surenchère démagogique — de prendre la tête du mouvement pour le mener à l'aventure.

Il y a encore à souligner l'empressement avec lequel la presse étrangère, notamment française, a monté en épingle le problème pour lui donner des dimensions qu'il n'a pas. Ainsi des journaux tels que « France Soir », « L'Aurore », « Le Figaro », pour ne citer que ceux-là et que notre peuple connaît par leurs positions anti-algériennes, commentent à longueur de colonnes ces événements de manière ignoble qui remplit d'indignation tout le peuple algérien, à commencer par les étudiants de Tizi-Ouzou eux-mêmes.

Il s'agit par conséquent de poser sincères et patriotiques d'établir avec la grande masse des étudiants de Tizi-Ouzou la jonction révolutionnaire qui préservera leur mouvement de toutes les tentatives de récupération de la part de forces anti-populaires et anti-nationales.

Il s'agit par conséquent de poser les jalons d'un débat sur la culture nationale et du patrimoine populaire. Comme l'a dit le Président Chadli dans son intervention de jeudi dernier, ce dossier sera étudié et débattu en toute démocratie par l'ensemble du peuple algérien. Dans cette perspective, il est du devoir de tous de s'entourer de la plus grande vigilance afin de barrer la route aussi bien aux provocations qu'aux manipulations qui sont toutes aussi réactionnaires et dangereuses les unes que les autres. Dans ces circonstances, il s'agit avant tout de faire preuve à la fois d'imagination et de sens des responsabilités pour déjouer toutes les manœuvres et tous les complots qui se trouvent à différents niveaux contre l'unité de notre peuple et ses acquis révolutionnaires et démocratiques.

F.O.

## Algérie : les étudiants de Tizi-Ouzou refusent de reprendre les cours

### Le président algérien prêt à « combattre » ceux qui remettent en question l'unité nationale

Le président algérien, Chadli Bendjedid, a affirmé que le gouvernement algérien « ne marchandera pas l'unité nationale » du pays et « combattra tous ceux qui tenteront de la remettre en cause ». Faisant allusion, sans la citer, à la grève des étudiants de Tizi-Ouzou pour la reconnaissance de la culture berbère, le président Chadli a affirmé avec force que « l'Algérie est un tout indivisible ».

LES étudiants en grève de l'université de Tizi-Ouzou ont rejeté à l'unanimité en assemblée générale, la mise en demeure du ministère de l'Enseignement supérieur algérien de reprendre leurs cours à partir du samedi 19 avril.

Dans un télégramme qui leur était adressé, le ministère soulignait que les étudiants et les enseignants qui ne reprendraient pas leurs cours à partir de samedi (premier jour de la semaine en Algérie) « seront considérés comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignant ».

Les étudiants mettent comme conditions à la reprise des cours, la « libération immédiate » de toutes les personnes arrêtées depuis le début de leur mouvement, ainsi que la « cessation des tracasseries policières, filatures, intimidation, contrôles d'identité injustifiés, interpellations arbitraires ».

Ils demandent également que les médias officiels « disent toute la vérité » au sujet de leurs revendications, et que les « autorités les plus hautes du pays » les prennent en considération.

D'autre part, les étudiants ont annoncé la formation

d'un « comité populaire de coordination » constitué d'ouvriers et d'employés de plusieurs grandes entreprises locales, du personnel sanitaire de Tizi-Ouzou, de l'ensemble de la communauté universitaire et des lycées de Ain-el-Hammam (ex-Michelet) et Larbaâ Nath Irathen (ex-Fort-National).

Ce comité, qui est présenté par les étudiants comme une « première tentative de structures » du mouvement en faveur de la reconnaissance de la culture berbère, demande notamment le « respect absolu des libertés d'opinion et d'expression », la reconnaissance officielle de l'arabe populaire et du berbère comme langues nationales, et leur enseignement à tous les niveaux et dans l'immédiat dans les universités ». Ils demandent enfin l'utilisation de ces deux langues par les médias officiels (radio, télévision, cinéma, théâtre).

Le Matin 19-20/4/1980

"El Nouadjabid" 18 19/04/1980 (Sant)



## LA REVENDICATION BERBÈRE

### Le patrimoine culturel national n'est pas le monopole d'une région

déclare le président Chadli Bendjedid

De notre correspondant

Alger. — « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes », s'était écrit M. Ben Bella au lendemain de l'indépendance. Les ulémas, avant le début de la lutte de libération, proclamaient quant à eux « l'Algérie est mon pays, l'arabe ma langue, l'islam ma religion ». Le président Chadli Bendjedid n'a rien dit d'autre, jeudi matin 17 avril, dans un discours prononcé lors de la clôture d'un séminaire sur la planification au Palais des Nations. Vivement applaudi par l'assistance, au premier rang de laquelle se trouvaient les membres du gouvernement, il a rappelé que l'Algérie était « un pays arabe, musulman, algérien ». La question d'être arabe ou pas ne se pose pas, a-t-il dit. Notre langue est l'arabe, notre religion l'islam. Faisant allusion aux manifestations qui se sont déroulées dernièrement à Alger et surtout en Kabylie, pour réclamer « la liberté d'expression » et « le droit de cité pour la culture berbère », il a estimé que « le patrimoine culturel national n'était pas le monopole d'une région ou d'un groupe ». « La culture algérienne, a-t-il souligné avec émotion, constitue l'acquis de vingt millions de citoyens. Nous disons non à ceux qui veulent exploiter ce thème à des fins politiques. » « La démocratie ne signifie pas l'anarchie », a d'autre part déclaré le chef de l'Etat, en précisant que les problèmes du pays devaient être débattus dans le cadre des institutions existantes et des organes en place, à la lumière des orientations de la Charte nationale et non pas « dans la rue ».

M. Chadli Bendjedid a longuement développé le thème de l'unité nationale, une unité, a-t-il dit, forgée dans le « sang des martyrs », dont nul ne se demandait à l'époque « s'ils étaient de Tizi-Ouzou, d'Alger, de Constantine ou d'ailleurs ». « Je suis consterné, a-t-il affirmé, que l'on pose aujourd'hui le problème en ces termes, après vingt ans d'indépendance. C'est une honte ! »

Le chef de l'Etat a établi un parallèle entre l'agitation de ces derniers jours et l'action entreprise par l'Algérie pour obtenir une revalorisation du prix du gaz. « Chaque fois que nous po-

sons un problème difficile, a-t-il estimé, nous sommes confrontés à ce type de manipulations. » Il n'est pas question, a-t-il poursuivi, que l'étranger tire profit de nos ressources nationales à bas prix. Nous préférons « fermer les robinets » plutôt que de tirer de nos richesses un prix dérisoire. »

Le président a enfin rendu compte de sa récente tournée au Proche-Orient et des travaux du sommet de Tripoli. « Le monde arabe, a-t-il dit, a confiance en l'Algérie, nous ne devons pas le décevoir. »

En conclusion, M. Chadli Bendjedid a précisé que le comité central du F.L.N. examinerait, lors de sa prochaine session, le 3 mai, trois dossiers : le tourisme, l'agriculture et la langue nationale. Aucune décision de quelque nature que ce soit ne sera prise en dehors du comité, a-t-il affirmé, en soulignant sa détermination de faire respecter totalement les institutions fondamentales du pays.

Le discours présidentiel, longuement applaudi par l'assistance debout, a été diffusé dans la soirée par la radio et la télévision.

Rien dans les propos du chef de l'Etat, qui a gardé un ton modéré, ne paraît de nature à calmer les contestataires de l'université de Tizi-Ouzou, qui paraissent plus décidés que jamais à poursuivre leur mouvement.

Après la grève suivie mercredi à 100 % par la population, les rues de Tizi-Ouzou avaient retrouvé, jeudi matin, un aspect normal. La grève s'est pourtant poursuivie à l'hôpital, où seules les urgences étaient admises.

Les étudiants ont annoncé la formation d'un « comité populaire de coordination » regroupant notamment des délégués des principales usines de la région, des lycées de Tizi-Ouzou, d'Irathem, d'Ain-El-Hamman, notamment. Cet organisme demande que soit reconnu l'arabe populaire et le berbère et qu'ils soient enseignés, et s'associe de façon générale aux demandes présentées par les étudiants concernant particulièrement « la liberté d'expression » et « la liberté d'information ».

DANIEL JUNQUA.

« Le Monde » 19/4/1980

# CE CHER GONZAGUE...

Que ce cher Gonzague, d'Europe 1, le chéri de ces dames essouffées un soir de vague à l'âme ou de psychopathes en mal de révélations, que « France Soir », « l'Aurore » et des radios périphériques françaises partent en guerre contre l'Algérie et sa langue, l'arabe, parce que le français, langue de domination coloniale est remplacé dans nos universités et dans nos échanges extérieurs par la langue de Shakespeare, ceci n'a rien d'étonnant. Des auditeurs sévères de radios nous ont téléphoné pour exprimer leur profonde indignation pour ce qui se dit dans « leur presse » contre notre pays, où la bassesse le dispute à la surenchère politique de milieux harkis et « opposants de salons » qui vivent aux crochets du Trésor français et des services parallèles.

Jamais la langue du peuple algérien, ses dirigeants et tout ce qui fait la fierté de notre pays depuis les premiers coups portés au colonialisme français en 1954 n'ont été hantés autant que ces derniers jours par la presse française : de « Libération », au « Matin » (dits de gauche) ou de « l'Aurore » aux journaux dits sérieux dont les plumes se déchaînent à présent pour appeler les Algériens à l'émeute, à la division, à la ruine. « Nous avons frappé le colonialisme à la tête, il continue encore à agiter sa queue ». Cette phrase du Président de la République signifie que la haine des milieux français réactionnaires à l'égard de l'Algérie renait d'une façon violente à la faveur des incidents qui ont eu pour cadre l'université de Tizi-Ouzou.

La guerre d'Algérie n'est pas finie pour la presse française et tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre l'ont perdue sur le champ de bataille, ont troqué leur uniforme de chasseur d'Arabes et de « fellouze » pour se joindre à la meute anti-algérienne et crier leur fiel et leurs mensonges.

Que ce cher Gonzague pousse aux « aveux » un pauvre type débile, trop heureux de s'écouter à Europe 1, c'est sa façon de gagner son biteak, que des journaux de « France Soir » appellent à la « révolte des Berbères », là aussi, c'est une façon de prendre ses désirs pour des réalités.

La réalité en fait est toute autre. Qu'est-ce qui se cache derrière toute cette agitation ?

L'Algérie dérange. C'est là le vrai problème. Et quelles que soient les erreurs des uns et des autres, la suite des événements, sa récupération et le concert déclenché par les médias outre-mer dévoilent le visage type du complot.

Ce n'est pas le Berbère un slogan paravent à d'autres visées, hier on s'était servi de celui de l'arabisation...

Les Berbères ne représentent pas le cinquième de la population algérienne, comme l'a écrit bêtement un journaliste français, ils en constituent la grande majorité issus des tribus d'Afrique (kabayles = tribus) du Nord qui ont accueilli l'Islam, s'y sont fondus pour constituer aujourd'hui une nation arabo-islamique qui n'a rien perdu de sa personnalité nationale propre et de son patrimoine culturel populaire qu'il s'agira d'enrichir, d'approfondir et d'élever à la hauteur des ambitions progressistes de notre peuple, profondément attaché au socialisme, ennemi de l'obscurantisme et de l'exploitation.

La Charte nationale qui tient de la volonté de la majorité écrasante du peuple algérien est claire en ce sens.

La vérité en effet est d'une toute autre nature. Il suffit d'écouter le « Français musulman » de service, Ali Yahia Cherif, pour réaliser que toute cette agitation a été bel et bien montée de toutes pièces et qu'elle trouve son origine dans les récentes initiatives algériennes tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

1) Sur le plan intérieur :

L'effort de redressement et d'assainissement de l'économie nationale, ce qui ne va pas sans une levée de bouilliers de la part de ceux dont les privilèges indus, accumulés aux dépens des masses laborieuses, sont menacés. Les premiers dossiers portés à l'examen de la deuxième session du Comité central ont donné le ton à une rigueur dans la gestion et dégagé les voies pour la mise en œuvre concrète des dispositions de la Charte nationale.

2) La préparation du Plan quinquennal de développement qui se fixe pour objectifs l'élimination des derniers vestiges du sous-développement et de hâter la réalisation d'une indépendance complète vis-à-vis de l'extérieur ; la troisième session du Comité central qui ouvre les dossiers de l'agriculture, de la santé et de la médecine gratuite, et de l'arabisation progressive, scientifique et révolutionnaire qui doit être restaurée dans sa véritable place ; le projet de développement pris en charge directement au niveau des collectivités locales et assumé par des cadres algériens, d'où la rupture avec les liens créés avec l'assistance extérieure là où elle ne s'impose pas ; la prochaine organisation du circuit intérieur de commercialisation qui ne recueille évidemment pas l'approbation des milieux conservateurs, des partisans de l'alternative libérale ou capitaliste, des pirates ennemis du socialisme et qui visent à l'encontre des intérêts des petits commerçants et artisans dont l'existence est garantie par la Charte nationale.

2) Sur le plan extérieur :

— Il a suffi que l'Algérie revendique ses droits légitimes sur ses propres ressources énergétiques, en voulant aligner les prix sur ceux du marché international, pour que se déclenche une tempête d'imprécations. On se croirait revenu à la période de crise quand le gouvernement français de l'époque déclara notre « Pétrole rouge » et s'employa à faire pression sur l'Algérie pour la faire revenir sur ses décisions. Rappelez-vous, cela conta cher en vies humaines à l'ARABE-ALGERIEN dans le pays de France. A ce moment, on ne voyait certes aucune différence entre les Algériens de Tizi-Ouzou, d'El Eulma ou de Laghouat. Seul le faciès primait.

— La défense par l'Algérie des causes communes du Tiers-Monde, notamment celles de la libération des peuples encore sous le joug de la domination, la Palestine et la RASD venant en tête.

La récente tournée du président Chadli dans les pays du Maghreb et du Maghreb a permis de déjouer les plans de tous ceux qui, dans le monde arabe ou en dehors, complotent et agissent pour soumettre la Nation arabe.

— La tenue du sommet du Front de la Fermeté et de la Résistance et les résultats retentissants auxquels il a abouti ne sont pas sans dérouter les forces impérialistes, sionistes et réactionnaires qui s'acharnent à diviser les rangs arabes et à tenter de briser les fermes positions d'avant-garde des pays tels que l'Algérie, la Syrie (qui connaît, comme par hasard aussi, des troubles intérieurs fortement inspirés de l'extérieur), l'O.L.P., la Libye et le Sud Yémen.

— Notre solidarité agissante avec le peuple et la Révolution iraniens qui ont défié et affrontent un complot exercé par l'une des plus grandes puissances militaires du Globe, dirigé contre sa souveraineté et ses choix d'indépendance et de non-alignement.

Réfléchissons posément à cela, faisons la part des choses et l'évidence apparaîtra d'elle-même. L'Algérie dérange trop d'intérêts. Elle houleuse des places fortes. Alger, Téhéran, Damas, Tripoli, sont devenues les cibles exclusives des forces du mal. Ces dernières revêtent ici ou là des masques différents mais leur objectif est le même.

Une telle situation appelle, comme dans le passé, de la part de tout notre peuple, une vigilance et une mobilisation accrues pour contrecarrer toutes les manœuvres visant à l'annihilation de nos acquis.



**DES AUTEURS D'ACTES  
DE VANDALISME  
ARRETES  
A QUED AMIZOUR  
(Béjaia)**

ALGER, (aps). — On apprend que les services de police ont procédé à plusieurs arrestations de personnes qui ont troublé gravement l'ordre public et brûlé l'emblème national.

Il s'agit notamment des nommés Kenoussi Mohamed, Ramdani Rabah, Boudraâ Omar et Boukeroul Larbi qui seront traduits devant la justice.

Ces actes de vandalisme prouvent que l'agitation entretenue au niveau de l'université de Tizi-Ouzou fournit le prétexte à d'autres groupuscules anti-algériens de semer le désordre en poursuivant des desseins que les étudiants eux-mêmes sont incapables d'empêcher.

# Fermeture provisoire de l'Université de Tizi-Ouzou

En raison de l'empêchement par certains éléments de la reprise normale des cours et la poursuite de l'occupation illégale par ces mêmes éléments des locaux pédagogiques, il a été décidé la fermeture provisoire du centre universitaire de Tizi-Ouzou.

Cette décision fait suite au communiqué publié à Tizi-Ouzou le 18 Avril dernier par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique dont voici le texte :

« — Suite aux débats fructueux et clarificateurs qui se sont tenus au centre universitaire de Tizi-Ouzou avec les enseignants et les étudiants autour du patrimoine culturel et populaire et la nécessité de sa valorisation sous toutes ses formes, conformément aux orientations de la Charte nationale et aux résolutions du 4ème Congrès du FLN.

« — Suite à l'appel fraternel lancé par le ministre à la reprise des cours afin de veiller au fonctionnement du centre universitaire pour qu'il assume sa mission de formation et afin

de se mobiliser aux côtés de l'ensemble de la communauté universitaire nationale dans la préparation de la conférence nationale de la formation supérieure :

« Les enseignants et les étudiants du centre universitaire de Tizi-Ouzou sont informés que les cours reprendront le 19 Avril 1980. Les listes des présents seront établies dans chaque cours, I.D. et I.P. Ceux qui ne se seront pas présentés seront considérés comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignant ».

## LA PART DES CHOSES

Qui trouve intérêt à colporter de fausses nouvelles sur ce qui s'est passé à Tizi-Ouzou ? C'est sans aucun doute toutes les forces hostiles à la prospérité de l'Algérie, au bien-être de son peuple, et ceci n'est pas nouveau, nous en sommes bien habitués.

Le fait nouveau, c'est l'exploitation de certains types de problèmes pour distiller leur venin en s'emparant de rumeurs dénuées de tout fondement et en les amplifiant. Parler de victimes à Tizi-Ouzou est un mensonge honteux et grotesque dont le but est de dramatiser la situation et d'enflammer les esprits. Répétons-le encore une fois, de telles rumeurs sont pure calomnie, infamantes, car elles laissent entendre des affrontements fratricides.

Mais peut-être cela arrange-t-il ceux qui nourrissent ces espoirs diaboliques.

Ceci dit, autant nous nous élevons contre ces rumeurs, autant nous condamnons avec vigueur et fermeté toutes les agitations qui dégénèrent sur des actes de vandalisme, tous les incidents de nature à troubler l'ordre public et la paix sociale dans un pays orienté résolument vers le développement et la satisfaction des besoins fondamentaux de son peuple.

Brûler l'emblème national est le pire sacrilège dans quelque pays que ce soit.

Brûler l'emblème de l'Algérie pour lequel un million et demi de martyrs se sont sacrifiés et pour lequel le peuple tout entier a subi les pires atrocités d'un colonialisme féroce, exploiteur, dépersonnalisateur, tortionnaire... est innommable.

Se peut-il que certains aient perdu la raison pour en arriver à de telles extrémités ? Nous le disons seurement, cet acte ne peut trouver aucune indulgence. Notre fibre patriotique se refuse à le tolérer.

En réalité, l'agitation entretenue au niveau du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou ne peut être in-

terprétée autrement que comme le résultat de manipulations de la part de groupes anti-algériens qui cherchent à créer des troubles et perturber la marche du pays et du peuple vers les objectifs que celui-ci s'est fixés lui-même, en toute démocratie à travers la plate-forme politique et idéologique que constitue la Charte nationale. A travers cette même Charte, l'Algérie s'est dotée de toutes les institutions et de tous les moyens institutionnels, législatifs, juridiques et réglementaires qui forment aujourd'hui le cadre légal dans lequel doivent être posés tous les problèmes du pays pour y trouver leurs justes solutions.

Nul n'a le droit d'outrepasser ce cadre et de remettre ainsi en cause les options fondamentales de la Révolution.

La fermeture du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou est une décision logique, normale. En effet, après le dialogue engagé et les débats fructueux qui n'ont occulté aucun problème, après l'appel fraternel du ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique pour la reprise des cours dans l'intérêt des étudiants, de l'Université algérienne et du pays, après que certains éléments aient non seulement empêché cette reprise mais aussi occupé illégalement les locaux d'enseignement, cette mesure s'inscrit dans l'ordre des choses. Elle n'a évidemment pas manqué de donner lieu à des rumeurs alarmistes. L'intonx des médias occidentaux trouve là prétexte et matière à répandre son fiel réactionnaire et à faire circuler les nouvelles les plus fantaisistes, sans déconco ni mesure.

Notre opinion publique connaît trop bien leur langage et leur style pour qu'elle puisse se tromper ; elle sait parfaitement les intérêts qu'ils servent.

E. M.

ALGERIE

# Fermeture provisoire de l'université de Tizi Ouzou

L'Humanité  
Nardi 22.4.80

Des éléments réactionnaires tentent d'exploiter la tension en Kabylie

De notre envoyée spéciale :  
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Le calme régnait lundi matin à Tizi Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, après les incidents qui s'étaient produits dimanche à la suite de la fermeture provisoire de l'université.

Après l'annonce de l'entrée de la police dans les locaux universitaires et dans l'hôpital — où le personnel s'était solidarisé avec les étudiants — quelques heurts sans gravité s'étaient produits.

Le bureau politique du parti FLN et le conseil des ministres se sont réunis dimanche pour examiner la situation en Kabylie. Ils se sont prononcés pour « la fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents » et pour « normaliser la situation à l'université de Tizi Ouzou ».

La semaine dernière, le ministre de l'enseignement supérieur s'était rendu à l'université de Tizi Ouzou pour discuter avec les étudiants de leurs revendications qui concernaient essentiellement la sauvegarde et le développement de la langue et de la culture ber-

bères. Il en avait reconnu le bien-fondé et affirmé que le dossier de la culture populaire algérienne serait examiné en temps utile par le Comité central du FLN.

Jeudi, le président Chadli avait évoqué, à son tour, le problème, au cours d'un discours retransmis à la télévision. « L'examen du dossier de la culture doit obéir aux mêmes méthodes utilisées pour les autres dossiers, avait dit le chef de l'Etat. Nous ne permettrons pas que les questions nationales soient débattues dans la rue 'une façon anarchique qui compliquerait encore les choses au lieu de les résoudre... Le patrimoine populaire est un acquis national historique du peuple tout entier et non à une partie ou à un groupe. En vertu des responsabilités qui m'ont été confiées, je proclame qu'il n'y aura pas de surenchère de tout ce qui est de nature à porter atteinte, de près ou de loin, à l'unité nationale. Nous combattrons par tous les moyens toute tentative à porter atteinte à l'unité nationale, quels que soient les slogans. »

Aussi sincères que puissent apparaître les étudiants et enseignants de Tizi-Ouzou dans leurs intentions qui sont uniquement, disent-ils, d'obtenir la revalorisation de la langue berbère et une plus grande possibilité d'expression, il est certain que des éléments aux intentions moins pures ont tenté de l'utiliser. Le fait que des tracts aient circulé où des opposants en exil se saisissaient du problème pour multiplier les déclarations hostiles au régime algérien, que la presse de droite en France ait jeté de l'huile sur le feu, est considéré, en Algérie, comme significatif d'une volonté qui ne désarme pas de saisir toutes les occasions pour tenter de déstabiliser l'Algérie. Pour les responsables algériens, il est également significatif que cette agitation se produise à un moment où l'Algérie se trouve aux prises avec ses deux principaux clients, la France et les Etats-Unis, sur la question du prix du gaz.

« A chacune de nos revendications, a dit le président Chadli, des complots et des pressions se font jour. Nous avons frappé le colonialisme à la tête et voilà qu'il remue la queue. »

ALGERIE

## L'université de Tizi-Ouzou investie

Les forces de l'ordre ont investi dans la nuit de samedi à dimanche l'université de Tizi-Ouzou, en Kabylie, et évacuée les étudiants en grève qui s'y trouvaient. C'est ce qu'annonçait hier une affiche des étudiants collée sur l'enceinte extérieure de la faculté des sciences économiques d'Alger. L'hôpital, dont le personnel était également en grève, a été lui aussi investi, ajoute l'affiche. De son côté, l'agence officielle Algérie-Presses-Service a annoncé hier que quatre personnes, accusées d'avoir brûlé l'emblème national algérien et commis des « actes de vandalisme », ont été arrêtées à Tizi-Ouzou.

Le Figaro 21.4.80

## ALGERIE L'UNIVERSITE DE TIZI-OUZOU INVESTIE

Les forces de l'ordre ont investi dans la nuit de samedi à dimanche l'université de Tizi-Ouzou, en Kabylie, et évacuée les étudiants en grève qui s'y trouvaient. La police a procédé à quatre arrestations. D'autre part le quotidien officieux « El Moudjahid » s'en est pris violemment hier à ceux qui « spéculent sur le patrimoine populaire », et a affirmé que « les Berbères s'étaient lundu pour constituer une nation arabo-islamique » il n'existait plus de minorité berbère en tant que telle.

Le Nation 21.4.80



## BERBERES

# Deux chanteurs Kabyles ont disparu

Le rôle des jeunes chanteurs kabyles, aux poèmes frondeurs et à double sens, a été déterminant dans la prise de conscience de son identité pour la jeunesse berbère algérienne, aujourd'hui en révolte. En France, on connaît surtout Idir et Djamel Allam, dont les arrangements modernes n'ont pas laissé le show-business insensible. Ait Menghelet, plus simple, et Ferhat, plus engagé, sont aussi très populaires en Kabylie. Bien que résidant en France, ils ne voulaient pas manquer de voir de près ce qui se passait actuellement dans leur province natale. Les deux ont été interpellés discrètement à l'aéroport d'Alger et ont disparu depuis.

Ait Menghelet est descendu de l'avion le mercredi 16 avril, dans l'après-midi. Ferhat s'appropriait au contraire à réembarquer pour Lyon, le jeudi 17. Il avait été appréhendé une première fois, lors de la grande manifestation du 7 avril dans la capitale, avec l'écrivain Kateb Yacine, mais relâché peu après avec lui.

On est toujours sans nouvelles des nombreux manifestants interpellés, aussi bien à Alger que dans différentes localités de Kabylie. Des médecins, par contre, ont confirmé qu'une jeune fille serait morte étouffée, le 7 avril à Alger, et qu'un collègue aurait été tué le même jour par la gendarmerie à Azazga. Un autre aurait eu l'œil crevé par les policiers le 10 avril aux Ouedhias.

Mouvement culturel ou politique ? Si pendant cinq semaines, les slogans des

étudiants et collégiens kabyles revendiquaient essentiellement la reconnaissance de leur langue maternelle, la grève générale de Tizi-Ouzou, le 16 avril, et le soutien ouvert apporté par le personnel des plus grandes entreprises de la région, marquent un tournant. L'hôpital de la ville était encore en grève samedi soir, lorsqu'il a été investi par les forces de l'ordre et les employés évacués. Au même moment, tous les étudiants qui assuraient la garde de nuit du campus universitaire tout proche auraient été arrêtés. Le ministre de l'enseignement supérieur les avait mis en demeure de reprendre les cours ce samedi matin (début de la semaine musulmane) au plus tard.

Une grève de solidarité aurait commencé à l'université d'Oran, pourtant arabophone à 100%. Lors de la manifestation « berbère » du 7 avril, à Alger, on signalait déjà la présence de jeunes « arabisants » des banlieues (les « laissés-pour-compte » intégraux, à qui la méconnaissance du français interdit l'accès au secteur économique moderne.) Ils scandaient en arabe : « Démocratisation, liberté d'expression, droit à la culture pour tous ! ». Les organisateurs leur avaient laissé une place dans le cortège.

La revendication berbère n'est peut-être alors que le dessus d'un iceberg, la première brèche par laquelle s'exprime le ras-le-bol de toute la jeunesse algérienne à l'égard d'un régime incorrigiblement jacobin et bureaucratique.

J.L.

"Libération" 21/04/1980

## Algérie

# LA REVENDICATION CULTURELLE BERBÈRE La police a expulsé les grévistes de l'université et de l'hôpital de Tizi-Ouzou

De notre correspondant

Alger. — Les forces de l'ordre sont intervenues, dans la nuit de samedi à dimanche, contre les étudiants et les enseignants grévistes qui occupaient, depuis le 7 avril, l'université de Tizi-Ouzou. Des affiches apposées par ces derniers sur les murs d'enceinte de la faculté des lettres de la capitale ont appris, dimanche en début d'après-midi, la nouvelle aux Algérois.

Celle-ci s'est répandue comme une trainée de poudre, mais n'a pas suscité, apparemment, de réaction dans la population. Seuls trois à quatre cents étudiants se sont rassemblés pour tenir une assemblée générale et scander des slogans. Les affiches précisait que l'intervention contre l'université de Tizi-Ouzou, à 5 heures du matin, avait été précédée, quatre jours plus tôt, par une action contre l'hôpital de la grande cité kabyle, en grève lui aussi par solidarité avec les étudiants. Les contestataires réclamaient « la reconnaissance par les autorités de la langue et du patrimoine culturel berbère » et, d'une façon plus générale, le « droit à la liberté d'expression et d'information ».

Toujours selon les affiches, la ville de Tizi-Ouzou serait « terrorisée » par des patrouilles accompagnées de chiens policiers, et l'intervention des forces de l'ordre aurait fait de « nombreuses victimes », ce qui est catégoriquement démenti par les autorités. Celles-ci qualifient les affirmations des étudiants d'Alger de « propagande mensongère ».

Malheureusement, toute enquête sur place est impossible, puisque les journalistes accrédités à Alger ne peuvent désormais s'y rendre pour raisons professionnelles que munis d'une autorisation du ministère de l'information. Ceux d'entre eux qui demandaient à aller à Tizi-Ouzou se sont vu opposer, dimanche, un refus.

Selon les témoignages de personnes qui affirmaient venir de Tizi-Ouzou, l'évacuation, dans la nuit, de l'hôpital et du campus se serait déroulée sans incidents notables. Les contestataires s'étaient d'ailleurs toujours réclamés de la non-violence et avaient maintes fois répété qu'ils

ne s'opposeraient pas par la force aux policiers.

En revanche, des heurts se seraient produits en ville, dans la matinée, lorsque les étudiants qui avaient passé la nuit chez eux ou dans la cité universitaire ont découvert que l'université avait « changé de main ». Ils auraient alors tenté de manifester, et c'est ce qui aurait entraîné une réaction violente des forces de l'ordre. Des accrochages se seraient produits également avec les ouvriers d'au moins une usine, la SONELEC (Société nationale d'électricité), qui avaient suivi, trois jours auparavant, ainsi que toute la population de la région, une grève de solidarité avec les universitaires (Le Monde du 17 avril).

Un bref communiqué diffusé par l'A.P.S. a annoncé, dimanche en fin d'après-midi, la « fermeture provisoire de l'université de Tizi-Ouzou ». Ce texte rappelle que le ministre de l'enseignement, M. Abdelhak Erheri, avait signifié, mercredi 16 avril, aux contestataires sa volonté de voir les cours reprendre un peu plus tard, le samedi. Ceux qui ne se présenteraient pas, spécifiait cet avertissement, seraient considérés « comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignant ». C'est à ce point que la reprise normale des cours à la date fixée et devant l'occupation illégale, par ces mêmes éléments, des locaux pédagogiques que la fermeture de l'université a été décidée, précise enfin l'agence officielle.

Les plus hautes autorités de l'Etat ont été informées, dimanche, de l'action menée à Tizi-Ouzou. Le bureau politique a ainsi « réaffirmé le contenu de l'allocution prononcée deux jours auparavant par le président Chadli Benjedid en ce qui concerne la fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents ». La réunion du bureau politique a été suivie de celle du conseil des ministres qui a écouté un exposé du premier ministre, M. Abdelghani, sur les décisions prises pour « normaliser la situation ».

DANIEL JUNQUA.

Le Monde 22-4-1980

## L'agitation berbère en Algérie

# Tizi Ouzou ville close

Sans laissez-passer spécial délivré par le ministère de l'Information à quelques journalistes accrédités, il n'est plus possible d'entrer à Tizi-Ouzou depuis dimanche et ceux qui ont essayé, se sont vu opposer un refus catégorique. Il est donc très difficile de faire un bilan précis des circonstances de l'expulsion des grévistes de l'université et de l'hôpital de la grande cité kabyle, dans la nuit de samedi à dimanche. « Pas d'incidents notables et aucun blessés », selon les autorités algériennes alors qu'à Paris, des témoins oculaires revenant de la ville, parlent « d'au moins 200 blessés, de l'arrestation de tous les enseignants de l'université, de tout le personnel de l'hôpital et de leur transfert à Alger ».

## Rectificatif

M'occupant d'une partie du secrétariat d'Ait Menghelet, je pense être en mesure de vous préciser ce qui suit, relativement à votre article « Deux chanteurs kabyles ont disparu » (in Libé du 21 avril 1980) :

1. Rien, à ce jour, ne permet d'affirmer qu'Ait Menghelet ait, en quelque façon que ce soit, été interpellé à sa descente d'avion, mercredi après-midi à Alger.

2. Je ne peux, malheureusement, donner aucune information analogue en ce qui concerne l'autre artiste mentionné, à savoir Ferhat, du groupe « Imaziren Imulla ».

3. Il est exact que les communications avec l'Algérie sont, en ce moment, difficiles et, en ce qui concerne la Kabylie, précisément, quasi-impossibles.

Merci de caser ce mot dans votre rubrique idoine.

R. SADI

"Libération" 22/4/1980

Le Monde 22/04/1980

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

# Alger et le problème berbère

L'université de Tizi-Ouzou a été investie, dimanche à l'aube, par les forces de l'ordre. Elle était occupée depuis deux semaines par ses enseignants et ses étudiants, qui réclamaient « la reconnaissance des langues populaires algériennes, et notamment de l'arabe populaire et du berbère », ainsi que « l'ouverture d'un large débat démocratique sur la question culturelle en Algérie ».

Le mouvement qui s'est développé à la suite de l'interdiction au début du mois de mars d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri, sur les « poèmes kabyles anciens », couvait en fait depuis longtemps. Les Kabyles berbérophones, qui seraient au nombre de trois millions, s'estiment « brimés » sur le plan culturel, en dépit des arguments que font valoir les autorités d'Alger.

Celles-ci ont choisi de répondre par la fermeté à une contestation qui, à leurs yeux, comportait des fermentations de division et, par conséquent, affectait la cohésion profonde du pays. On pouvait le prévoir après le discours prononcé jadis par le chef de l'Etat : « Nous combattons, avait-il dit, par tous les moyens, toute tentative visant à entamer l'unité nationale, quel que soit le slogan utilisé pour ce faire. »

Alger estime être allé aussi loin que possible dans la voie de la compréhension et des concessions. Le ministre de l'enseignement supérieur n'avait-il pas fait un geste de bonne volonté en se rendant à Tizi-Ouzou, le lundi 14 avril, pour dialoguer durant quatre heures avec les grévistes ? Les contestataires demandant que la presse nationale rende compte de leurs revendications, un article avait été publié, samedi, par « El Moudjahid ».

L'auteur, après avoir reconnu que l'action culturelle menée depuis l'indépendance avait été entachée de « nombreuses faiblesses, dont les négligences qui entourent le patrimoine populaire ne constituent qu'un aspect », poursuivait : « Il est incontestablement de l'intérêt national de prendre en charge les différentes composantes de la culture nationale. Il ne s'agit pas seulement de préserver mais d'épanouir. »

La décision de faire intervenir les forces de l'ordre découle au moins de deux préoccupations : montrer tout d'abord que le pouvoir ne tolérerait plus que les problèmes, si légitimes soient-ils, soient posés dans la rue, en dehors du cadre institutionnel et des structures officielles. Le mouvement des étudiants de Tizi-Ouzou succède en effet à l'agitation menée trois mois durant par les étudiants arabisants, à laquelle il répondait pour une large part. Cependant, les dirigeants ont estimé qu'ils ne pouvaient laisser se poursuivre plus longtemps une contestation qui, selon eux, menaçait à tout moment de quitter le terrain culturel pour prendre une dimension politique en raison de l'exploitation qui en était faite par certains partis brusquement réapparus après des années d'« hibernation », tel le Front des forces socialistes (F.F.S.).

Nul n'a oublié en effet à Alger les événements de 1963-1964, lorsque les partisans de M. Ait Ahmed tenaient le maquis, et l'on se méfie toujours d'un particularisme berbère qui fut abondamment exploité en Algérie comme au Maroc par la France.

Les dirigeants des étudiants de Tizi-Ouzou avaient multiplié, depuis le début de leur mouvement, les précautions et les mises au point pour écarter toute accusation de « berbérisme », d'« autonomisme » ou de manipulation par l'étranger. Ils étaient incontestablement sincères. Mais il est de fait que l'ancien des étudiants, qui s'adressait en principe à toute l'Algérie, n'a pas dépassé en influence les limites de la Kabylie, ce qui lui a donné inévitablement une coloration régionaliste. Tout aussi inévitablement, la répression, dont on ignore encore l'ampleur et la gravité, risque de s'ajouter à un long passé de méfiance et de suspicion réciproques.

(Lire nos informations page 3.)

"Le Monde" 22/04/1980



# Kabylie : Alger choisit la fermeté

Le Matin 22-4-80

## Activité très réduite à Tizi-Ouzou

Le calme semblait être revenu hier à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande-Kabylie, au lendemain d'une série de manifestations organisées par les étudiants. Toutefois, hier encore, l'activité dans la ville paraissait plus réduite que d'habitude.

De notre correspondante à Alger

À lire les affiches placardées dimanche dans l'enceinte de la faculté des lettres d'Alger, rue Didouche-Mourad, Tizi-Ouzou serait « terrorisée », ses rues sillonnées par les compagnies nationales de sécurité (CNS) et de « nombreux morts » seraient dénombrés.

Dans la même journée, on a pu aussi entendre quelque deux cents étudiants, massés

derrière les grilles, scander, une heure durant : « A Tizi-Ouzou, trente-deux étudiants assassinés. »

Le soir même, le ministère de l'Information démentait formellement : « Ni mort, ni blessé », tandis que l'agence officielle de presse annonçait la « fermeture provisoire de l'université de Tizi-Ouzou, en raison de l'empêchement, par certains éléments, de la reprise normale des cours, et la

poursuite de l'occupation illégale, par ces mêmes éléments, des locaux pédagogiques ».

Ainsi, était officialisé ce que l'on

du matin, dimanche, les forces de l'ordre avaient investi l'université et mis en place des policiers autour de l'hôpital, également en grève depuis le début du mois.

Ces derniers jours, le ministère de l'Enseignement supérieur avait lancé une mise en demeure pour que les cours reprennent samedi. Ceux qui ignoraient cette mise en demeure s'exposaient à être considérés « comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignant ». Le

mot d'ordre de grève a été respecté malgré cette menace. Le bouclage était donc inévitable, mais on ne l'attendait pas si tôt.

Un témoin digne de foi a pu constater, dimanche, dans les rues de Tizi-Ouzou, la violence des heurts entre plusieurs centaines de manifestants et les forces de l'ordre. Jets de pierres d'un côté, canon à eau et matraques de l'autre. Les arrestations ? Les nombres les plus fantaisistes sont avancés sans vérification possible. Mais ce même témoin a pu confirmer que tous les commerçants, par solidarité avec les manifestants, avaient fermé boutique. Un climat, donc, assez tendu, accentué par le bouclage des rues du centre-ville et une tentative avortée des manifestants pour occuper le siège du FLN.

À Alger, la méfiance règne et le ton des conversations entre arabophones et berbérophones a tendance à monter. Les autorités paraissent décidées à « normaliser la situation » avec fermeté.

Carmen Bader

Quotidien 22-4-80

## KABYLIE

### Lourd bilan à Tizi-Ouzou

À la suite de la fermeture dimanche soir de l'université de Tizi-Ouzou « nettoyée » par les forces de l'ordre algériennes, une vive émotion s'est emparée des milieux kabyles immigrés en France. On ne connaît pas de source officielle le bilan exact des victimes de cette opération, les étudiants expulsés faisant toujours état de trente-deux morts, mais les autorités affirmant qu'aucun blessé n'est à déplorer. À Paris, de source immigrée, on croyait savoir hier que des dizaines de morts et de blessés sont à déplorer parmi les étudiants qui revendiquent la reconnaissance de l'identité culturelle berbère. Le Comité pour la défense des droits culturels en Algérie (19, rue Jacob, 75006 Paris), s'élève pour sa part « contre la répression aveugle dont sont victimes (nos compatriotes), non seulement d'Alger et de Kabylie, mais aussi de Batna, Sidi-bel-Abbès, Oran et d'autres régions ». Ce comité appelle par ailleurs « l'ensemble de l'émigration à manifester sa solidarité en partant massivement au défilé du 1<sup>er</sup> mai », sous sa bannière.

## TIZI-OUZOU

"El Nouvel" 22/04/1980

# DEUX OFFICIERS DES SERVICES DE SECURITE GRAVEMENT BLESSES

## au cours des échauffourées qui ont suivi la fermeture du Centre universitaire

ALGER (aps). — Des rumeurs dénuées de tout fondement, sont répandues en ce qui concerne l'existence de morts à la suite de la fermeture du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou.

Ces rumeurs, apprend-on ont été répandues dans les milieux étudiants au moyen d'affiches murales, dans le but de créer la confusion et de semer l'inquiétude au sein des étudiants.

On apprend de source bien informée, que les échauffourées ayant suivi la fermeture du Centre Universitaire de Tizi-Ouzou, ont fait des blessés dont les plus gravement atteints ont été deux officiers du service de sécurité. L'un a été blessé à l'œil, l'autre a été atteint d'un traumatisme crânien. Un de ces officiers a été frappé par un étudiant étranger qui poursuit ses études au Centre Universitaire de Tizi-Ouzou.

Cette campagne résultant de rumeurs mensongères, a fait que certains jeunes se sont livrés à des actes de vandalisme à l'encontre des établissements publics de Tizi-Ouzou, les Galeries Algériennes, la station des véhicules publics et certains magasins et lieux privés qui ont été saccagés et pillés.

Les responsables sont formés qu'une partie des étudiants qui oc-

cupaient le Centre Universitaire, recevaient des instructions d'une organisation se trouvant à l'extérieur de l'université. Laquelle est en contact permanent avec l'étranger. ajoute-t-on de la même source.

Les membres de ce groupe ont été arrêtés. Neuf étudiants ont par ailleurs été interpellés au fins d'enquête.

Le nombre des personnes interpellées s'élève à trente.

## TROUBLES A EL KSEUR ET AMIZOUR : LES AUTEURS CONDAMNES A DES PEINES D'EMPRISONNEMENT

BEJAIA. (aps).

Des peines d'emprisonnement allant de un à cinq ans ont été prononcées par le tribunal d'El Kseur à l'encontre de vingt et une personnes accusées d'être à l'origine des troubles qui ont eu pour cadre les localités d'El Kseur et Amizour dans la wilaya de Béjaia.

Il s'agit des hommes Saadi Bouatem, Kherbache Ismaïl, Benkaci Abdelmadjid, Athmani Abdelkamel, Derradji Mustapha, Messlem Lyazid, Benmouhoub Abdelhatid, Oumbiche Abdenour, Haddad Arab, Djemai Boubekeur, Ramdani Kabah, Boudraa Ammar, Zaidi Hamid, Keroui Rabah, Boukeroui Lakhdar, Bouzidi Malek, Kernou Mebyouk, Khatri Mouloud, Felgoul Abderrazak, Attala Ammar et Ke-

nouci Mohamed Le nommé Abdeljelli Mouloud a été relaxé.

L'acte d'accusation portait principalement sur les faits suivants : lésation de monument, destruction de biens publics, outrage à fonctionnaire et rébellion. D'autre part des amendes de 2000 et 5000 dinars ont été infligées aux éléments condamnés par le tribunal qui a siégé en public dans son audience des flagrants délits.

Il est à signaler que, contrairement à certaines rumeurs qui ont été colportées, aucun élève d'établissement scolaire n'a été déféré devant la justice.

Au cours des agitations, qui se sont déroulées à El Kseur et Amizour, un emblème national a été brûlé et une stèle commémorative dégradée.



LA CULTURE EN QUESTION

# Algérie: les langues se délient

Dans un Maghreb en ébullition, l'Algérie manifeste une revendication qui, pour être relativement localisée, n'en est pas moins universelle par ses motivations et capitale par son intérêt : l'identité culturelle d'un peuple.

Comme on pouvait s'y attendre, la manifestation des étudiants de Tizi-Ouzou du 11 mars dernier, qui faisait suite à l'interdiction faite à l'écrivain M. Mammeri d'animer une conférence sur « La poésie kabyle ancienne » (voir S.F. du 25.3.80), a fait tâche d'huile en Kabylie, atteignant même Alger et Sétif.

A Alger, plusieurs manifestations d'étudiants ont eu lieu, mobilisées par les revendications des étudiants de Tizi-Ouzou : reconnaissance de la langue berbère et, au-delà, le droit de cité à l'expression populaire dans le pays.

L'entrevue entre les étudiants de Tizi-Ouzou et le coordinateur du parti unique, le F.L.N. d'une part, celle ayant réuni une délégation de neuf enseignants, « conviée » par le préfet de Tizi-Ouzou à une rencontre avec le ministre de l'Enseignement Supérieur d'autre part, auront pu laisser présager un apaisement et une bonne volonté susceptibles d'amorcer une négociation intelligente et réfléchie.

Mais, compte tenu des échos de la récente « mise au... point du chef de l'Etat, et de ce qu'il était absent du pays lors de ces « avances », il semble bien plus réaliste de conclure, soit à un déphasage d'opinion à l'intérieur du pouvoir, soit à une tactique « anesthésiante » mise en place en attendant le retour du chef de l'Etat.

Malgré la dynamique du soutien dont en particulier les travailleurs de tous les secteurs (la réussite de la grève du 16 avril est de ce point de vue fort significative) et la population de Kabylie ont consolidé le mouvement de revendication, le chef de l'Etat a, selon la presse (\*), clairement réaffirmé le triptyque idéologique des ulémites des années 80 : l'ordre et la syntaxe seuls ont évolué (\*\*).

Le parallèle fait entre la revendication populaire et les négociations actuellement en cours avec la France et les U.S.A. est un amalgame d'autant plus incongru que, de toute évidence, les étudiants de Tizi-Ouzou n'ont pas pu avoir prévu que la sortie en librairie du livre de M. Mammeri (aux Editions F. Maspero), qui a motivé leur invitation, allait avoir lieu juste avant cette affaire de gaz. Encore moins auront-ils pu dicter sa décision au Wali (Préfet) censeur juste à ce moment.

Ce refus, incompréhensible, de reconnaître le bon fondement d'un mouvement populaire exigeant l'officialisation et la promotion d'une culture authentiquement populaire cache-t-il une politique du pire, comme semble l'indiquer le renforcement des effectifs militaires et policiers en Kabylie et à ses alentours immédiats ?

Une répression tragique ? Un marché de dupes ? Ou, malgré tout, peut-on espérer une solution qui soit à la hauteur — et à l'honneur — de la meilleure Algérie ?

« Sans Frontière » se propose de donner ici quelques éléments de réflexions et d'information sinon absolument objectifs, du moins sincèrement et librement exprimés par des Algériens.

C'est notre premier apport à un problème qu'à l'instar d'autres médias et organismes nous n'avons peut-être pas, jusqu'encore, saisi dans toute sa complexité et profonde vérité.

Mouloud CHALAH  
Farid AICHOUNE

(\*) Voir « Le Monde » du 19 avril 1980, en dernière page.  
(\*\*) Le mot d'ordre d'alors, généralement attribué au Cheikh Ben Badis, chef de file du mouvement ulémiste, était : « L'Algérie est mon pays, l'Arabe est ma langue, l'Islam ma religion ». Le colonel Chadli Ben Djedid, chef de l'Etat a, lui, déclaré que l'Algérie était « un pays arabe, musulman, algérien ».

## Paris: soutien aux étudiants de Tizi-Ouzou

Un rassemblement a eu lieu lundi 7 avril devant l'ambassade d'Algérie à Paris. « Le berbère à l'école », « pour une culture authentiquement algérienne », « identité berbère = identité algérienne », « arabophones, berbérophones même combat » : quand un millier de personnes crie ceci, cela revêt un accent de vérité qu'il est inutile d'essayer de contester. Ce jour-là, les manifestants venus d'horizons différents s'étaient rejoints sur la base de revendications de l'identité culturelle et de la liberté d'expression en Algérie.

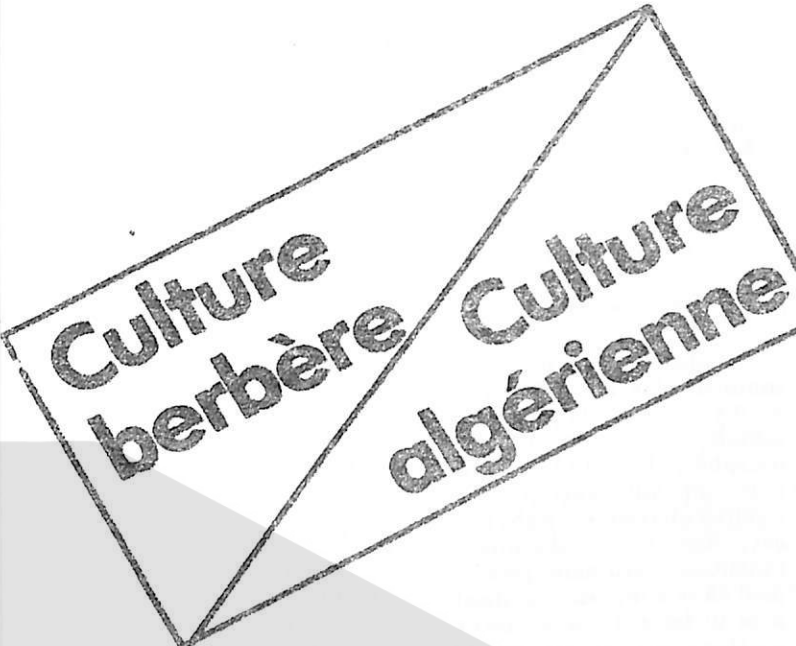
Ce ne fut en aucun cas l'initiative d'un parti politique et d'ailleurs, dans la manifestation, il ne fut permis à personne de récupérer le mouvement. Comme il fallait s'y attendre, l'ambassade refusa une entrevue avec la délégation détachée par les manifestants qui re-

présentaient plusieurs régions d'Algérie. Ceux-ci voulaient montrer que la revendication n'était pas le seul lot de la Kabylie mais qu'elle concerne toute l'Algérie, arabophone et berbérophone.

Qu'on ne s'y trompe pas : la revendication de l'identité berbère rencontre, un écho plus que favorable dans l'immigration algérienne qui a une longue tradition de lutte pour l'identité politique, économique et culturelle.

Cette manifestation qui s'inscrit comme un acte de solidarité avec les manifestations d'Algérie aura permis de montrer que les immigrés, conscients des acquis de la Révolution algérienne, suivent de très près ce qui se passe au pays et que la lutte pour le pain passe aussi par la liberté d'expression.

K.N.



Alger, mardi 8 avril.

Venant de la place du 1er Mai, où les traces de la manifestation du lundi 7 avril qui fit plusieurs blessés chez les manifestants, ne sont pas visibles, si ce n'est quelques voitures de police et de gendarmerie stationnant ici et là, je fus accueilli par un déferlement d'étudiants au niveau de l'ex-rue Charras, coupant net avec le relatif calme qui régnait plus tôt. Ce n'était pas vers le restau U que les étudiants se précipitaient : plus bas, un cordon de C.N.S. (\*), tenues bleues et visières baissées, barraient le boulevard Amirouche. Les traditionnelles chasses-d'eau anti-émeutes étaient là aussi. Pourtant aucune trace de manifestants sur le boulevard. Des flics en tenue normale obligeaient les gens à circuler, matraques à la main...

C'est en remontant la rue Didouche Mourad que les choses s'éclaircissent : les étudiants avaient tenté une marche des facultés centrales vers la Grande-Poste. Vite dispersée : les brigades anti-émeutes étaient là aussi. Matraquages et arrestations. Une grande partie des étudiants avait cependant pu regagner l'enceinte de l'université. Bouclés aussitôt par un cordon qui partira quelques temps plus tard. Les étudiants ne quitteront plus la faculté. Ras-

semblés derrière le grand portail et tout au long de la corniche qui donne sur la rue Didouche et la place Audin, tout l'après-midi, ils crieront les slogans réclamant le droit de cité à la culture berbère et à la culture populaire.

La foule était encore plus dense que d'habitude. Et pas seulement parce qu'on ne pouvait emprunter qu'un trottoir, car celui appartenant à la fac était interdit, comme si l'on craignait un plus étroit contact entre la population et les étudiants barricadés.

La chaleur est écrasante. La quasi totalité des magasins face à la fac étaient fermés. Sans doute, par crainte d'émeutes. Au milieu de la foule, de jeunes policiers obligeaient comme au boulevard Amirouche les gens à circuler. Devant moi, une matraque venait de s'abattre sur le dos d'un jeune adossé à un arbre : « Je te dis de circuler ». La rue était bien contrôlée. Deux catégories de flics : les « chiens méchants » qui manipulent avec dextérité la matraque et l'insulte, et les jeunes du service national beaucoup plus près de la population. Parmi les « chiens méchants », les inévitables « S.M. » (sécurité militaire), un discret talkie-walkie à la main.

Brusquement, un grand brouhaha : on venait d'ar-

rêter quelqu'un. Littéralement extirpés d'une petite « Renault 5 » rouge, un jeune et sa compagne sont ipso facto embarqués dans une voiture de S.M. « Police assassin », « Libérez nos camarades », « La police à l'usine », criaient les étudiants. La foule dehors n'a pas bougé. Elle n'a pas osé... « Circulez, circulez », les flics sont encore plus vigilants.

De l'autre côté de la rue, les étudiants continuaient de plus belle : « On est au Chili », « Police assassin ».

Azraïm  
(correspondance Alger)

(\*) C.N.S. : Compagnie Nationale de Sécurité (équivalente des C.R.S. d'ici), en principe dissoute par feu Boumediène à la suite d'un attentat contre lui.



## La part des causes

par R. SADI

Le problème de l'identité culturelle (et donc politique) actuellement posé en Algérie et potentiel, si on peut dire par les temps qui courent, à travers toute l'Afrique du nord ne date ni de la colonisation française, ni encore moins, de l'indépendance.

C'est un problème qu'a, de fait, posé et perpétué la série de colonialismes qui se sont succédés sur ce morceau d'Afrique béni des dieux.

L'explosion multiforme (manifestations, grèves, protestations écrites, etc., suivies des opérations répressives de routine, exception faite de ce « cordon sanitaire », comme le dit si délicieusement *France-Soir*, mis en place autour de la Kabylie), l'explosion multiforme, disais-je donc, que connaît l'Algérie actuellement n'est qu'un prolongement d'une série d'« incidents » (voir la chronologie ci-contre) mais aussi et sur-

avaient, dès le départ et ont encore des grands mérites et privilèges que « l'élite » leur retourne en dérision : ceux d'être parlés, déjà et en effet...

Au lieu de cela, un arabisme réactionnaire, archaïque et suranné, paré de la sacro-sainte bannière de l'Islam, a été injecté et imposé à un peuple qui ne l'a jamais ni connu, ni reconnu pour sien.

tout, la conséquence d'une contradiction capitale et quasi-unique dans l'histoire de l'Afrique du Nord :

Sur les années soixante, pour la première fois depuis quelque vingt siècles, l'Afrique du nord, certes encore morcelée en trois pays, se retrouvait néanmoins sinon libre de toute pression extérieure, du moins dirigée par des hommes (surtout) nés d'elle et se réclamant siens.

Malheureusement, cet acquis exceptionnel et historique n'a pas été exploité dans un sens qui, pourtant, allait de soi : redonner en toute priorité la parole à un peuple muré et baillonné depuis des siècles, des millénaires. Pour cela, il aurait été suffisant et il reste nécessaire - de valoriser l'une et l'autre des deux langues effectivement populaires en Afrique du nord : le berbère et l'arabe authentiquement local, lesquelles langues

D'où les événements en cours, comme disait pudiquement la presse lorsque vers les années 54-55, les Aurès et la Kabylie, justement, assumaient leur rôle historique et naturel de fer de lance de la lutte pour l'indépendance.

On comprendra dès lors qu'il est vain et illusoire d'espérer une solution immédiatement et intelligemment « négociée ».

## Non à la guerre civile

« Chaque matin, avant tout, je me préoccupe d'avoir la force d'attendre... ». Poème Targui.

Attendre... Nous n'en sommes plus là en Kabylie où il règne depuis plusieurs semaines une véritable atmosphère d'émeute. Ce que l'on appelait autrefois le « particularisme kabyle » est déjà rejeté d'emblée, l'identité nationale proclamée sans conteste. Le droit à la différence dans l'unité s'efface au profit de la généralisation des revendications (liberté d'expression, de pensée et d'opinion, reconnaissance et enseignement des langues populaires). Le peuple Amazigh, berbérophone et arabophone tient à sauvegarder sa civilisation et ses langues, ses valeurs et ses organisations sociales (que ni les invasions ni le temps n'ont pu entamer) au milieu de l'unification jacobine, utopiste, orientaliste et arabe. Replié sur lui-même farouche et rebelle à toute assimilation, l'« Agadir » kabyle est aujourd'hui le fer de lance d'un vaste mouvement national.

Dépassant une genèse immédiate du mouvement, soucieux de préserver les acquis de la révolution, il surprend incontestablement les autorités. Ayant prouvé leur force sur le terrain et leur disposition à négocier, les insurgés de Tizi-Ouzou, d'Ain-el-Hammam, d'Azazga, d'Alger, de Dra-Ben Khadda, de Bordj-Menaiel, de Sidi-Aïch, ont marqué

des points. En partageant sans réserves les positions prises à l'intérieur du pays, la manifestation de soutien organisée par le comité de défense des droits culturels devant l'ambassade d'Algérie à Paris a, elle aussi, marqué des points et ce, malgré les déclarations diffamatoires et l'hostilité déclarée de la presse écrite et télévisée. Les tentatives de récupération du mouvement ont toutes échoué. Le mouvement amorcé est purement culturel. Les moyens qui sont actuellement mis en œuvre pour endiguer cette poussée de fièvre qui descend des montagnes et commence à gagner d'autres régions du pays, à savoir les troupes spéciales qui quadrillent le territoire, les forces de police et de gendarmerie, les services de renseignements, les organisations de masse, la presse et la télévision, la délation et les arrestations arbitraires ne feront que renforcer et durcir le mouvement qui s'écartera dangereusement de la solution médiane pour n'envisager que les solutions extrêmes. Le combat passera alors dans la clandestinité où de jeunes et fervents nationalistes déterminés se regrouperont et se prépareront à l'action directe. Dans ces conditions, l'épreuve de force qui vient de commencer pourrait bien se prolonger et les « concessions » que fera la comité central du F.L.N. au mois de mai apparaîtront vaines et timorées.

Mammeri Voukhalifa

## Grève berbère

En faisant censurer par un gendarme le discours d'un poète, les autorités algériennes se sont fourré le doigt dans l'œil. Elles ont déclenché un mécanisme aux engrenages incontrôlables : le berbérisme.

Mouloud Mammeri est un écrivain de talent et un homme raisonnable. Il ne comptait pas enseigner aux étudiants la fabrication des cocktails Molotov. Sa causerie à l'université de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie, portait innocemment sur les poèmes kabyles anciens auxquels il avait consacré un ouvrage.

Avisés de l'interdiction, les étudiants ont bondi de fureur. « Encore un coup du pouvoir contre notre culture ! » Alors que les disques de chanteurs kabyles connaissent un grand succès en France, ils étaient introuvables à Alger. Des chaires de berbère, il y en a partout dans le monde mais pas dans les universités algériennes. Les jeunes défilèrent dans la ville en criant : « Non à la répression culturelle ! »

Depuis, l'agitation ne cesse pas. Elle a débordé sur Alger mais c'est surtout en Kabylie même qu'elle inquiète le gouvernement.

En 1963, à peine un an après l'indépendance, la Kabylie était entrée en dissidence sous la conduite de Hocine Aï Ahmed, un des neuf fondateurs du F.L.N. La sécession avait été vite jugulée par l'armée de Boumediène.

Les Algériens n'avaient d'ailleurs aucune envie, à peine sortis de sept ans de maquis, de plonger dans le chaudron d'une guerre civile. Mais l'âme kabyle n'avait pas été étouffée.

Dix-sept ans après, ça repart. Sur la pointe des pieds. Sans aucune violence ni revendication politique. Les étudiants, avec Mouloud Mammeri, se considèrent des Algériens comme les autres mais entendent qu'on reconnaisse le berbère, leur langue maternelle, comme « une composante de la culture nationale, avec l'arabe ».

Le pouvoir a cherché à reprendre les choses en main selon les procédés habituels : manifestations de masse contre « les provocations réactionnaires », télégrammes de soutien au gouvernement publiés dans la presse. La mayonnaise, cette fois, n'a pas pris. La protestation s'est amplifiée. Les trois grandes villes de la région, dans une grève sans faille, ont fait la preuve que la population était derrière les étudiants.

« N° Observateur » 21/4/1980

## Les autorités accusent des étudiants grévistes de Tizi-Ouzou de « contacts permanents avec l'étranger »

De notre correspondant

Alger. — Les autorités ont confirmé, lundi soir 21 avril, que des « échauffourées » avaient suivi l'intervention, la veille, des forces de l'ordre à l'université de Tizi-Ouzou. Ces accrochages, précise l'agence A.P.S., ont fait des blessés parmi lesquels deux officiers des forces de sécurité ; l'un d'entre eux aurait été frappé par un étudiant étranger.

Le ministère de l'Information a démenti cependant une nouvelle fois les rumeurs, circulant avec insistance dans la capitale, selon lesquelles les incidents auraient fait des morts. Ces bruits, a-t-il déclaré, « sont répandus par certains éléments dans le but de

déclencher des troubles et de justifier l'anarchie qu'ils tentent d'instaurer ». Selon l'A.P.S., cette « campagne de mensonges » aurait été à l'origine d'actes de vandalisme commis à Tizi-Ouzou même contre des établissements publics et des magasins qui auraient été saccagés et pillés.

L'agence précise que certains des jeunes qui occupaient le centre universitaire de la grande cité kabyle recevaient des instructions d'une organisation extrastudiantine. Celle-ci aurait été « en contact permanent avec l'étranger ». Vingt et une personnes, membres de ce groupe, ont été arrêtés tandis que neuf étudiants étaient interpellés « pour les besoins de l'enquête ».

Ces arrestations s'ajoutent à celles de quatre personnes appréhendées auparavant à Oued-Amizour, près de Bejaia, pour avoir, selon l'A.P.S., commis des « actes de vandalisme et même avoir brûlé l'emblème national ».

Des assemblées générales d'enseignants et d'étudiants se sont tenues lundi après-midi à la faculté des lettres d'Alger. Elles ont réuni au total quelque centaines de personnes. Vers 16 heures, deux groupes se sont formés, arabisants d'un côté, berbérophones de l'autre, et ont scandé des slogans. Cette petite poussée de fièvre n'a pas eu de suite et le calme est vite revenu. Les journalistes ne sont toujours pas autorisés à se rendre dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Les témoignages, recueillis lundi encore, ne permettent pas cependant de penser que les heurts entre policiers et manifestants aient pris un tour dramatique et ne font aucune allusion à une intervention de l'armée. — D. J.

« Le comité de défense des droits culturels en Algérie (revue *Esprit*, 19, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>), s'élève dans un communiqué contre « la répression aveugle dont sont victimes » des habitants « non seulement d'Alger et de Kabylie, mais aussi de Batna, de Sidi-Bel-Abbès, d'Oran et d'autres régions ». Le communiqué dénonce, d'autre part « toutes les manœuvres tendant à récupérer notre mouvement, qu'elles soient le fait d'individus manipulés par le pouvoir algérien, ou d'organisations groupusculaires comme le pseudo-Front uni de l'Algérie algérienne de Rachid Ali Yahia, qui n'a à aucun moment participé à la lutte sur le terrain aussi bien en France qu'en Algérie, et qui nous est entièrement étranger ».

Le comité précise que son but est « d'arriver progressivement avec tous les Algériens à imposer dans le pays un processus de démocratisation dont l'aspect culturel ne peut être qu'une composante ».



"Quotidien de Paris" 23/4/1980

# Kabylie : les autorités confirment les incidents de Tizi-Ouzou

## Le mouvement touche toutes les facultés algériennes

### Kabylie: une explosion culturelle qui se politise

**L**a Kabylie étant toujours isolée par une ceinture de sécurité policière, les Algérois viennent aux nouvelles à la Faculté des Sciences-économiques, au centre de la capitale. Il y a foule devant les grilles recouvertes de « dazibaos » par les étudiants berbères comme devant un mur de la démocratie pékinois. Il est ici très mal toléré par le pouvoir central, qui ne cesse de répéter, par « El Moudjahid » interposé que « le débat ne saurait se situer dans la rue ». Mais le « téléphone... kabyle » reste plus écouté par les habitants d'Alger (originaires à 60 % de cette province) que l'organe du FLN.

Les dazibaos font état de 32 morts dans le ratissage, par la police, du campus universitaire et de l'hôpital de Tizi-Ouzou, dans la nuit de samedi à dimanche. Chiffre incroyable qui n'est confirmé par personne. Le gouvernement concède qu'il y a eu un certain nombre de blessés dont... deux officiers. Un coup de téléphone à Tizi nous apprend qu'il y aurait eu surtout, arrestations massives des étudiants, enseignants et du personnel hospitalier, tous grévistes. Tout le monde aurait été transféré à Alger. Parmi eux, le chanteur Ait Menguelet qui, aux dernières nouvelles, n'aurait pas été interpellé à l'aéroport d'Alger mais dans son magasin de disques à Tizi, dimanche.

Lundi la faculté des Sciences économiques de la capitale était survoltée par deux réunions étudiantes apparemment opposées. Les « Berbéristes » d'un côté, les « Arabisants » de l'autre. Mais en fin d'après-midi, les deux groupes fusionnaient, comme par miracle, dans le même slogan: « De Annaba à Marnia (les frontières Est et Ouest) un seul peuple algérien ». Le mouvement « Kabyle » semble déborder sa région, chaque jour d'avantage, si on en croit le recensement des arrestations de manifestants étudiants ou lycéens: 400 à Batna (Aurès) ainsi qu'à Bejaia (petite Kabylie), à Oran (région purement arabophone, de Ben Bella) et à Sidi-Bel-Abbès (autre ville de l'Ouest, où enseigne Kateb Yacine qui s'est toujours spectaculairement revendiqué comme « berbère arabisé ».

Le ministre de l'information donne deux explications contradictoires concernant ces manifestations. D'une part, il s'agirait de « jeunes vandales qui mettent à profit le climat d'anarchie récemment créé pour piller des magasins et (paradoxalement) brûler l'emblème national ». Mais, par ailleurs, ils sont « télé-guidés par une organisation en contact permanent avec l'étranger ».

Il se confirme, en tout cas, pour plusieurs journalistes à Alger, que le « mystérieux comité » qui avait appelé à la grève générale de Tizi-Ouzou, il y a une semaine (suivie à 90 % par la population de la ville et des villages avoisinants) n'est autre que le « Front des Forces Socialistes » de Ait Ahmed. Peu bavard depuis son échec militaire de 1964, le FFS « est resté dans bien des cours ». Son objectif actuel se veut totalement non violent: « la démocratie des institutions ».

A Paris, le « Comité de défense des droits culturels berbères (revue Esprit, 19 rue Jacob) qui se disait le relais de celui de Tizi-Ouzou, s'est transformé en « Comité de défense des droits culturels en Algérie ». Le glissement est d'importance. Il dénote bien la politisation accélérée du mouvement. Des comités analogues se sont constitués, ce week-end, dans une dizaine de villes universitaires françaises. L'émigration a toujours eu un rôle important dans l'histoire de la résistance populaire algérienne.

J.L

"Libération" 23/4/1980

# LES MASQUES SONT TOMBÉS

Hier, ils disaient que le mouvement n'avait aucun contenu politique. Aujourd'hui, les preuves et les faits sont là. Non seulement, le mouvement a largement débordé son cadre, l'Université de Tizi-Ouzou, il s'est aussi accompagné d'actes de sabotage contre des biens publics, des institutions, d'incitation de jeunes au vandalisme et à la rébellion contre l'autorité de l'Etat; il s'est illustré également par des atteintes significatives et directes au drapeau national, aux monuments érigés en hommage aux martyrs de la lutte armée, contre des personnes.

Hier, ils prétendaient revendiquer une culture populaire qui est le patrimoine de l'ensemble du peuple algérien; aujourd'hui, ils insultent. Ils haïssent, ils s'attaquent à ce qui est la fierté de tout un peuple, à un capital que plus d'un siècle et demi de colonialisme sauvage n'a pu entamer: l'unité de la nation algérienne.

A présent, disons-le clairement, force est de reconnaître que personne n'est dupe des événements qui ont pris naissance à Tizi-Ouzou pour s'étendre à d'autres points de la wilaya. Si les « stratèges » qui sont à l'origine du complot actuel n'avaient pas trouvé en la personne de Mouloud Mammeri la pierre d'achoppement de leur ouvrage machiavélique, ils en auraient créé un autre.

On peut indiquer pour la petite histoire, et ceci est vérifié comme pour le reste de la machination dont nous fournirons en temps utile les preuves, que l'écrivain autour duquel a été monté tout le scénario n'avait jamais été invité par l'Université de Tizi-Ouzou à donner une conférence, ni même par les étudiants du centre.

Et comment d'ailleurs pouvait-il en être autrement quand on sait que

cet intellectuel savait quel accueil il lui serait réservé. Après avoir écrit une semaine auparavant dans un quotidien français qu'il ne voyait aucune différence entre la direction monarchiste marocaine et la direction politique algérienne, et assimilé l'Islam à un système d'oppression. « L'Islam à cet égard est pire que le christianisme... ».

Au point où en sont arrivées les choses, les masques sont tombés et ce qui n'était qu'hypothèse est devenue une navrante réalité.

Il n'y a, à présent, aucun doute possible sur l'origine étrangère de ce complot qui vise non seulement à attenter à l'unité nationale mais sans doute aussi — les tracts imprimés à l'Université, les pressions sur l'Inspection académique, sur des commerçants et différentes ATE, sous couvert de culture berbère, les slogans clamés par les manifestants et les cibles choisies par les auteurs de troubles — à délier l'autorité de l'Etat, paralyser l'administration locale et à instaurer dans le pays de graves événements, à la veille du prochain et décisif congrès du Parti.

Le fait qu'il s'agisse d'organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance est suffisamment révélateur des véritables desseins de ceux qui ont été les instigateurs de ces troubles.

C'est donc d'un problème politique qu'il s'agit et non d'une question culturelle laquelle a été précisément posée à l'extérieur.

Les objectifs poursuivis, nous le savons, sont essentiellement dirigés contre les options de l'Algérie, contre ses choix politiques et ses positions actives sur le plan international en particulier dans le

Monde arabe, en Afrique à l'égard des puissances et des gouvernements cherchant à dominer le Tiers-Monde.

Le fait que Tizi-Ouzou ait servi de théâtre à un tel projet et que la presse française, avec une parfaite synchronisation et une certaine ampleur ait appuyé le mouvement, voilà qui dévoile le vrai visage du complot, dont les Rachid Ait Yahia (de nationalité française) et consorts ne sont que les séides.

On ne saurait donc rester insensible à l'analyse et aux propos du Président de la République qui a donné un nom à de tels événements. La Révolution qui construit le socialisme et apporte la prospérité à tous les enfants de ce pays, utilisera une main de fer contre tous ceux qui tenteront de diviser notre peuple et de porter atteinte à nos acquis.

L'acceptabilisme n'est plus de mise dès lors que ces événements ont un but qui ne trompe personne: susciter des troubles de nature à entraîner des réactions de la part des services de sécurité et provoquer l'irréparable.

Des mains étrangères s'acharment en ce sens contre la Révolution algérienne. Nous sommes en présence d'actions criminelles et contre-révolutionnaires en face desquelles nous ne pouvons rester indifférents.

Pour les citoyens de ce pays, pour les travailleurs et la jeunesse, pour les moujahidines et les paysans, pour l'ensemble des forces sociales de la Révolution, la mobilisation et la vigilance militantes constituent la réponse appropriée aux mensonges et aux provocations anti-nationalistes des agents du colonialisme et de la réaction intérieure.

E. M.

"El Moudjahid" 23/4/1980

Le centre universitaire de Tizi-Ouzou avait été fermé dimanche en raison de « l'empêchement par certains éléments de la reprise normale des cours » et de « l'occupation des locaux pédagogiques », selon un communiqué ministériel. Les étudiants du centre, qui sont en grève depuis le 7 avril, occupaient l'établissement pour revendiquer la reconnaissance de la culture berbère.



**TROUBLES A EL-KSEUR ET AMIZOUR :  
21 COUPABLES CONDMANES**

ALGER (aps). — Le ministre de la Justice a déclaré, dans un communiqué publié mardi, que les peines prononcées à l'encontre des 21 personnes coupables des troubles survenus dans les localités d'El-Kseur et Amizour varient d'une à huit années d'emprisonnement.

L'acte d'accusation portait sur les délits suivants : dégradation de monuments, destruction de biens publics, outrage à fonctionnaire et rébellion. En outre, des amendes de 2.000 à 5.000 dinars ont été infligées aux éléments condamnés.

"El Moudjahid" 23/4/1980

**BREF ETRANGER  
Emeutes à Tizi-Ouzou**

Sous le titre « LES MASQUES SONT TOMBES », le quotidien algérien « El Moudjahid » a violemment dénoncé hier les « visées politiques » du mouvement des étudiants de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, et notamment mis en cause des « organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance ».

Ces accusations interviennent au moment où l'on apprend à Alger que la ville de Tizi-Ouzou, toujours interdite aux journalistes étrangers, a vécu une nuit et une journée d'émeutes lundi soir et mardi. Des barricades ont été érigées par des jeunes manifestants favorables à la reconnaissance officielle de la culture berbère.

Des habitants descendus des montagnes avoisinantes se sont joints aux étudiants. Les échauffourées entre forces de l'ordre et manifestants ont été particulièrement violentes à l'usine d'appareils électroménagers « Sonelec », toujours occupée par son personnel. Mais, dès dimanche dernier, le bureau du FNL et le gouvernement s'étaient prononcés pour la « fermeté ».

"Les Echos" 24/4/1980

**Les députés des wilayas de Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou et d'Alger appellent les citoyens à se mobiliser pour la Révolution et l'unité nationale**

L'ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE REUNIE SOUS LA PRESIDENCE DE M. RABAH BITAT ET EN PRESENCE DE M. ABDELGHANI

ALGER (aps) — Les députés de l'Assemblée Populaire Nationale, des wilayas de Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou, Alger se sont réunis mardi au siège de l'APN sous la présidence de M. Rabah Bitat, membre du Bureau Politique, président de l'Assemblée Populaire Nationale en présence de M. Abdelghani, membre du Bureau Politique, Premier ministre et vice-président de l'APN.

Après avoir entendu un exposé du président de l'APN sur les événements actuels que connaît la région de Tizi-Ouzou et après avoir entendu les explications détaillées présentées par le Premier ministre et à la lumière du large débat qui a suivi les députés présents :

— « Condamnent avec force toutes les tentatives et manœuvres que trament les ennemis de la Révolution socialiste pour porter atteinte aux acquis de la Révolution et à l'unité nationale.

— « Renouvellent leur soutien au contenu du dernier discours du frère Chaâbi Bendjedid, Président de la République, Secrétaire général du Parti du Front de Libération National

— « Expriment particulièrement avec la plus grande vigueur leur appui à la sauvegarde de l'unité nationale et de la personnalité algérienne.

— « Sont convaincus que cette unité est le fruit du combat mené par le peuple algérien depuis toujours, qui, pour l'atteindre, a sacrifié un million et demi de martyrs.

— « Sont convaincus que l'Algérie qui a lancé le mot d'ordre de la libération politique, économique et culturelle est devenue la cible de l'acharnement des ennemis de la Révolution algérienne.

— « Lancent à tous les citoyens un appel à davantage de vigilance et d'efficacité pour faire échouer les complots ourdis par les ennemis de la Révolution et visant à porter atteinte à ses acquis.

— « Demandent à tous les citoyens de se mobiliser sous l'étendard du Front de Libération Nationale pour la défense de la Révolution et de l'unité nationale et de se dresser en un seul rang contre tous ceux qui essaient de toucher à ses principes sacrés ».

**TIZI-OUZOU**

**Nouveaux actes de provocation**

Tizi-Ouzou a été, hier, le théâtre de nouvelles et graves provocations de la part de groupes d'exaltés qui ont cette fois-ci pris pour cible des édifices publics. S'acharnant à défier l'autorité, à braver les forces de sécurité chargées de faire respecter l'ordre, ils ont tenté de brûler le siège du Commissariat National du Parti, de saccager l'hôtel « Le Baloua » et la gare routière et d'incendier un autocar de la SNTV et des véhicules appartenant au Parti. Déjà le 18 mars dernier, ces auteurs de troubles s'étaient manifestés par des actes de vandalisme à Azazga où ils ont brisé les vitres des établissements d'enseignements moyen et secondaire et détruit les plaques de signalisation routière et les enseignes lumineuses de toutes les administrations ainsi que celles des commerçants et de la sûreté de la ville.

Depuis, pareils méfaits devaient se répéter dans plusieurs localités de

la wilaya, notamment à Ain-El-Hammam, Boghat, Béni-Douala, Tizi-Rached et Larbaâ Nath Irathen.

A Amizour et à Sidi-Aïch, dans la wilaya de Béjaïa, des éléments de même acabit se sont livrés à des faits de nature aussi grave s'en prenant aux édifices publics qu'ils ont saccagés et à des panneaux de signalisation qu'ils ont arrachés, et blessant un veilleur de nuit.

De telles atteintes à l'ordre public ne pouvaient évidemment être tolérées. Elles relèvent de la justice qui n'est déjà prononcée sur quelques-uns de leurs auteurs à qui des sanctions ont été infligées.

Le dernier mot revient à la loi qui se doit de protéger tous nos acquis révolutionnaires contre ceux qui aujourd'hui font manifestement le jeu, par des actes irréflicables, de forces réactionnaires qui s'acharnent contre la stabilité et l'unité nationale de notre pays.

"El Moudjahid" 23/4/1980

**DES EMEUTES A TIZI-OUZOU POUR OBTENIR LA RECONNAISSANCE DE LA CULTURE BERBÈRE**

La tension persistait hier en début d'après-midi à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, après plusieurs jours de violentes échauffourées entre une bonne partie de la population et les forces de l'ordre, tandis qu'à Alger plusieurs centres universitaires étaient en grève de solidarité.

Tizi-Ouzou présentait un visage de désolation : rues jonchées de voitures incendiées, de vitrines de magasins brisées, de papiers et de débris divers ayant servi aux manifestants. Plusieurs bâtiments officiels ont été saccagés et des dossiers administratifs éparpillés. La villa du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, M. Kharoubi, ancien Wali (préfet) de la Wilaya,

a été pillée ainsi que les grands magasins et les deux grands hôtels touristiques de la ville, « Le Baloua » et le « Lala Khedidja ».

Les caves de ces établissements, notamment, ont été démenagées par les manifestants qui ont vidé sur place ou emporté les stocks de bière et de vin : denrées particulièrement rares dans un département « sec » (sauf pour les touristes).

Au cours de la nuit de mardi à mercredi, des témoins ont entendu des rafales d'armes automatiques tirées par des gendarmes juchés sur les toits et les terrasses, apparemment dans un but d'intimidation.

Mercredi ont été effectuées de nouvelles arrestations à domicile de personnes suspectées d'avoir

joué un rôle dans les événements. Selon des renseignements concordants de sources privées locales, les affrontements ayant suivi la fermeture de l'université auraient fait de nombreux blessés et certain nombre de morts des deux côtés.

Le « black-out » total imposé à la presse étrangère et le refus obstiné des autorités de confirmer ou de démentir les informations de source étudiante ou d'autres personnes ayant assisté aux événements facilitent la propagation des rumeurs.

Mercredi matin, le quotidien « El Moudjahid », a fait état des échauffourées et des pillages attribués à des « groupes d'exaltés » et à un « complot d'origine étrangère » visant « non seule-

ment à attenter à l'unité nationale mais sans doute aussi à défier l'autorité de l'Etat, à paralyser l'administration locale et à instaurer dans le pays de graves événements à la veille du prochain et décisif congrès du parti ».

Le fait que ce quotidien pro-gouvernemental commente ainsi les événements de Tizi-Ouzou montre, selon les observateurs, que le gouvernement et le parti prennent l'affaire très au sérieux.

Dans ces conditions, on peut s'attendre à des mesures énergiques pour restaurer l'ordre rapidement dans une région qui a toujours — sous couvert de revendications culturelles ou autres — posé des problèmes au pouvoir central.

"La Nouvelle République" 24/4/1980



Algérie

Émeutes à Tizi-Ouzou

La ville de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, a vécu une journée d'émeutes lundi soir et mardi, a-t-on appris hier soir de sources dignes de foi à Alger.

Dans la ville, toujours interdite aux journalistes étrangers, plusieurs barricades ont été érigées par de jeunes manifestants favorables à la reconnaissance officielle de la culture berbère. De nombreux magasins et la plupart des bâtiments officiels ont été saccagés. Des témoins oculaires ont assisté à des scènes de pillage et à l'incendie de plusieurs voitures officielles et d'autobus de transport public.

Les principales artères de Tizi-Ouzou sont jonchées de vitres brisées, de pierres et d'objets disparates ayant servi aux manifestants. Aux étudiants et aux jeunes, s'étaient joints des adultes et des habitants descendus des montagnes avoisinantes.

Pendant ces deux derniers jours, de nombreuses personnes auraient été blessées, mais il a été impossible de savoir si les affrontements ont fait des morts.

Quadrillée par l'armée

Quoi qu'il en soit, selon un universitaire algérien arrivé hier à Marseille, Tizi-Ouzou est quadrillée par l'armée depuis dimanche.

Selon son récit, qu'il a essayé d'asseoir sur le plus grand nombre d'informations, des blindés stationnent aux portes du chef-lieu de la Kabylie et deux bataillons de parachutistes ont pris position dans la ville, s'ajoutant au dispositif policier.

L'hôpital de Tizi-Ouzou, a encore affirmé ce témoin, a été complètement pris en main par l'armée et tout le personnel civil algérien a été mis à l'écart. Certains membres du personnel

soignant ont même été arrêtés. Le personnel hospitalier de Tizi-Ouzou s'était joint à la grève des étudiants et lycéens.

Outre les très nombreuses interpellations effectuées au cours des manifestations et affrontements avec les forces de l'ordre, plusieurs dizaines d'habitants de la ville ont été arrêtés, pour la plupart à leur domicile : une vingtaine d'universitaires, au moins six médecins de l'hôpital, des militants d'unités de production industrielle où il y avait eu des mouvements de grève...

Plusieurs dizaines d'autres personnes sont recherchées et se cachent. Enfin, le témoin estime qu'après ces événements, toute la communauté universitaire de Tizi-Ouzou risque d'être radiée ou révoquée et frappée d'interdits professionnels.

«Je suis absolument formel, a-t-il conclu, c'est la population de Tizi-Ouzou qui fait grève et qui est descendue dans la rue, et non pas seulement des groupes d'oppositionnels ou de lycéens. On ne conçoit pas, d'ailleurs, un tel dispositif de répression s'il ne s'était agi de quelques centaines de lycéens, étudiants et enseignants».

« Visées politiques »

A la suite des premiers incidents, immédiatement après la fermeture du centre universitaire de la ville, le bureau politique du F.L.N. et le gouvernement s'étaient réunis dimanche et s'étaient prononcés pour « la fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents ».

Et sous le titre : « Les masques sont tombés », le quotidien « El Moudjahid » affirmait que le mouvement des étudiants de Tizi-Ouzou avait des visées politiques.

Le journal soulignait notamment qu'il s'agissait d'un « complot d'origine étrangère qui vise non seulement à attenter à l'unité nationale, mais aussi à défier l'autorité de l'Etat ».

« El Moudjahid » mettait, enfin, nommément en cause des « organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance ».

ALGERIE  
Emeute à  
Tizi Ouzou  
L'agitation berbère  
s'intensifie

La tension persistait hier en début d'après-midi à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la grande Kabylie, après plusieurs jours d'émeute et de violentes échauffourées entre une bonne partie de la popu-

lation et les forces de l'ordre, tandis qu'à Alger plusieurs centres universitaires étaient en grève de solidarité. L'agitation berbère prend un tour aigu en Algérie.

PAGE 3

Le Progrès 24.4.1980

La contestation kabyle  
tourne à l'émeute

La tension persistait hier à Tizi-Ouzou, après plusieurs jours de violents affrontements entre les forces de l'ordre et une bonne partie de la population, alors qu'à Alger plusieurs centres universitaires étaient en grève de solidarité.

Le chef-lieu de la Grande Kabylie présentait un visage de désolation : rues jonchées de voitures incendiées, de vitrines de magasin brisées, de pavés. Plusieurs bâtiments officiels ont été saccagés et des dossiers administratifs éparpillés. La villa du ministre de l'enseignement primaire et secondaire a été pillée, de même que les grands magasins et deux grands hôtels.

« Tizi-Ouzou est quadrillée par l'armée depuis dimanche, a affirmé hier à Marseille, un universitaire algérien, arrivant d'Alger.

Selon son récit, qu'il a essayé d'asseoir sur le plus grand nombre d'informations, assure-t-il, des blindés stationnent aux portes du chef-lieu de la Kabylie et deux bataillons de parachutistes ont pris position dans la ville, s'ajoutant au dispositif policier.

L'hôpital de Tizi-Ouzou, affirme encore ce témoin, a été complètement pris en main par l'armée, dimanche, et tout le personnel civil algérien a été mis à l'écart. Certains membres du personnel soignant ont même été arrêtés.

Interdiction est faite aux journalistes et à la presse internationale de se rendre à Tizi-Ouzou, rappelle le témoin, qui estime probable, quoique très difficile à vérifier, l'information selon laquelle les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, dimanche et lundi

à Tizi-Ouzou, auraient fait des morts.

Il tient, en revanche, « de façon très sûre », que, à la fin de la journée de dimanche, quelque 500 ou 600 blessés ont été reçus à l'hôpital de Tizi-Ouzou. « L'hôpital débordait de partout, les blessés attendaient dans les couloirs, dans la cour », précise-t-il.

Outre les très nombreuses interpellations, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, pour la plupart à leur domicile : une vingtaine d'universitaires, au moins six médecins de l'hôpital et des militants d'unités de production industrielle où il y avait eu des mouvements de grève (Sonelec de façon certaine, Sonitrex très probablement).

Plusieurs dizaines d'autres personnes sont recherchées et se cachent. Enfin, ce témoin estime qu'après ces événements, toute la communauté universitaire de Tizi-Ouzou risque d'être radiée ou révoquée et frappée d'interdits professionnels.

« Je suis absolument formel, poursuit cet universitaire, c'est la population de Tizi-Ouzou qui a fait grève et qui est descendue dans la rue, et non pas seulement des groupes d'oppositionnels ou de lycéens. On ne conçoit pas, d'ailleurs, un tel dispositif de répression s'il ne s'était agi que de quelques centaines de lycéens, étudiants et enseignants ».

Sur les motivations des manifestants, le témoin est formel : « le mouvement est toujours resté un mouvement culturel pacifiste et n'a jamais pris un caractère insurrectionnel ou séparatiste ».

L'agitation berbère en Algérie  
Emeutes à Tizi-Ouzou

appartenant semble-t-il aux forces de l'ordre.

La ville de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, a vécu une nuit et une journée d'émeutes lundi soir et mardi.

Dans la ville, toujours interdite aux journalistes étrangers, plusieurs barricades ont été érigées par de jeunes manifestants favorables à la reconnaissance officielle de la culture berbère.

De nombreux magasins et la plupart des bâtiments officiels ainsi que l'hôtel « Balaloua » ont été saccagés. Des témoins oculaires ont assisté à des scènes de pillage et à l'incendie de plusieurs voitures officielles, d'autobus de transport public et, à l'entrée de la ville, de quatre « Land Rover », appartenant semble-t-il aux forces de l'ordre.

Les principales artères de Tizi-Ouzou étaient jonchées de vitres brisées, de pierres et d'objets disparates ayant servi aux manifestants. Aux étudiants et aux jeunes, s'étaient joints des adultes et des habitants descendus des montagnes avoisinantes. Les échauffourées entre forces de l'ordre et manifestants ont été particulièrement violentes à l'usine « Sonelec » (appareils électro-ménagers), toujours occupée par son personnel.

Pendant ces deux derniers jours, de nombreuses personnes auraient été blessées, mais il a

été impossible de savoir si les manifestations ont fait des morts.

A la suite des premiers incidents, immédiatement après la fermeture du centre universitaire de la ville, le bureau politique du F.L.N. et le gouvernement s'étaient réunis dimanche et s'étaient prononcés pour « la fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents ».

Le président Chadli tout en reconnaissant le droit d'expression à la culture berbère, indiquait de son côté clairement qu'il ne tolérerait pas que les revendications s'expriment dans la rue.

Le journal souligne notamment qu'il s'agit d'un « complot d'origine étrangère qui vise non seulement à attenter à l'unité nationale, mais aussi à défier l'autorité de l'Etat ».

« El Moudjahid » met nommément en cause des « organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance ».



Nuwa -  
24.4.80

# Le gouvernement dénonce la machination étrangère en Kabylie

## La grève des cours s'étend à Alger

envoyée spéciale permanente :  
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

ALGER, 23 avril. — La situation semble s'être aggravée hier mardi à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la grande Kabylie où des manifestations se sont produites opposant une partie de la population aux gendarmes et à l'armée. Le quotidien « El Moudjahid » qui titre en première page : « Nouveaux actes de provocation à Tizi-Ouzou », écrit aujourd'hui que des groupes d'exaltés ont pris pour cible des bâtiments publics ainsi que les vitrines et enseignes des magasins. Le siège du commissariat national du parti FLN a été incendié, le principal hôtel de la ville, « le Beloua », sacqué, ainsi que la gare routière et plusieurs autres édifices publics. Des autobus et des véhicules ont été également incendiés. « El Moudjahid » précise que pareils méfaits se sont répétés dans d'autres localités de la wilaya ainsi que dans plusieurs villages de la wilaya voisine de Bejaia, chef-lieu de la petite Kabylie.

Le quotidien voit dans la succession des événements qui se déroulent depuis quelques semaines en Kabylie une « machination orchestrée de l'étranger pour attenter à l'unité nationale, défier l'autorité de l'Etat, paralyser l'administration locale et instaurer dans le pays de graves événements à la veille du prochain et décisif congrès du parti... Les objectifs, poursuit « El Moudjahid » sont essentiellement dirigés contre les options de l'Algérie, ses choix politiques et ses positions actives sur le plan international. » Il précise que les preuves du complot, qui serait le fait « d'organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil », seront prochainement rendues publiques.

A Alger, la situation reste calme mais dans la plupart des établissements universitaires les étudiants n'assistent plus aux cours et tiennent des assemblées générales pour discuter de la situation. Un mouvement de protestation contre les méthodes répressives employées contre les grévistes de Tizi-Ouzou, que ce soit à l'université, à l'hôpital ou dans certai-

nes entreprises, notamment la Soneldec, se développe dans les milieux universitaires de la capitale.

Il semble d'ailleurs que ce soit l'intervention des forces de l'ordre dans la nuit de samedi à dimanche à Tizi-Ouzou qui ait déclenché en Kabylie l'engrenage de la violence, cela à un moment où le dialogue paraissait pouvoir s'instaurer entre les autorités et les grévistes à propos de leurs revendications sur la revalorisation de la langue et de la culture berbères.

L'HUMANITE — VENDREDI 25 AVRIL 1980

# Les événements de Kabylie

## Une organisation installée à Paris est à l'origine des troubles, déclare le ministre de l'Enseignement supérieur

envoyée spéciale permanente :  
FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

ALGER, 24 avril. — « Les événements de Tizi-Ouzou ont fait une quarantaine de blessés parmi les étudiants et les membres du service de sécurité », a déclaré hier soir à la télévision le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Bererhi, qui a démenti formellement les rumeurs faisant état de morts. Il a précisé que 32 individus, dont une dizaine d'étudiants, avaient été arrêtés. « Leurs liens directs avec un bureau étranger installé à Paris ont été prouvés », a ajouté le ministre. Des précisions sur ce bureau, considéré comme le cerveau organisateur de ce groupuscule d'étudiants, qui se réclament d'un mouvement autonome seront apportées ultérieurement.

Le ministre, qui s'adressait à l'ensemble du personnel, des étudiants et des enseignants algériens, a déclaré que les événements de Tizi-Ouzou faisaient partie d'un plan préétabli,

## « Contact » à Paris

Les services algériens de sécurité ont démantelé une organisation qui s'était « infiltrée » dans le mouvement des étudiants de Tizi-Ouzou et dont « les liens directs avec un bureau installé à Paris ont été prouvés ». « Des précisions seront données ultérieurement », a déclaré à la télévision algérienne le ministre de l'Enseignement supérieur. Selon le ministre, l'objectif de cette organisation est de « saper l'unité nationale dans le cadre d'un plan préétabli s'appuyant sur des problèmes marginaux tels que l'emploi de la langue berbère ».

D'autre part, le quotidien El Moudjahid affirmait hier, « en toute certitude », qu'il n'y a eu aucun mort au cours des échauffourées qui ont eu lieu à Tizi-Ouzou.

« Le Matin et Paris » 25/4/1980

# Alger accuse la France et le Maroc d'avoir organisé les émeutes en Kabylie

Jean-Louis MORILLON

IL fallait s'y attendre : Alger accuse la France et le Maroc d'avoir organisé les émeutes de Kabylie. Aucune preuve n'a été présentée à l'appui de cette version qui annonce peut-être une nouvelle phase de tension avec Paris.

Les journées d'émeutes qui viennent de dévaster Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, ont décidé le président Chadli à lancer une violente offensive contre les Berbères, mécontents de l'arabisation à marche forcée du pays.

Pour justifier la répression — la Kabylie est en état de siège — rien n'est plus classique que la thèse du complot étranger, déjà avancée mercredi par le quotidien du F.L.N. « El Moudjahid ».

L'hebdomadaire « Algérie

Actualités », qui, lui non plus, ne publie rien sans l'accord du gouvernement, a été plus précis jeudi : les contestataires sont « des éléments anti-nationaux dont les documents qui seront publiés ultérieurement prouvent la manipulation par le S.D.E.C.E. ».

Il n'est pas impossible, craint-on maintenant, que quelques-uns des trois cents Français présents à Tizi-Ouzou soient soupçonnés par la Sûreté algérienne d'être des agents du Service français de documentation et de contre-espionnage.

D'autant plus que le mouvement berbérophone a pris naissance dans les écoles et qu'une centaine de ces Français sont des enseignants.

Dans une interview diffusée mercredi soir par la télévision algérienne, le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Bererhi, a révélé l'arrestation de 32 habitants de Tizi-Ouzou, parmi lesquels une dizaine d'étudiants « dont les liens di-

rects avec un bureau installé à Paris ont été prouvés ».

M. Bererhi, pour apparaître crédible, a affirmé connaître l'adresse exacte et le numéro de téléphone de ce mystérieux bureau, « cerveau organisateur du groupuscule d'étudiants qui se réclament d'un mouvement autonome ».

## En exil

Il vrait qu'il existe deux organisations qui luttent pour l'instauration d'une véritable démocratie en Algérie. Faute d'être admises par le régime du parti unique, elles sont surtout actives à l'étranger. Il s'agit du Front des forces socialistes d'Ait Ahmed et du parti de la révolution socialiste de Mohamed Boudiaf, deux « chefs historiques » du F.L.N., l'un et l'autre kabyles et aujourd'hui en exil.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a préféré insinuer que Paris et Rabat ont ensemble planifié les troubles en Kabylie. Les récentes déclarations du roi Hassan II sur un règlement prochain au Sahara occidental auraient été faites « en prévision des événements de Tizi-Ouzou et après de nombreux entretiens avec les responsables français », a affirmé M. Bererhi, en faisant clairement allusion aux trois rencontres entre le souverain chérifien et M. Giscard d'Estaing fin mars.

Ces graves allégations entrent dans le cadre d'une vaste campagne d'intoxication lancée à Alger pour isoler les Kabyles.

LE FIGARO  
VENDREDI 25 AVRIL 1980

## points de repère

### ● Kabylie : Alger accuse Paris

Dans une interview télévisée, le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhak Bererhi, a annoncé mercredi soir l'arrestation de 32 suspects parmi lesquels une dizaine d'étudiants « dont les liens directs avec un bureau étranger installé à Paris ont été prouvés ». Le ministre a estimé que les récentes déclarations en France du roi Hassan II sur un règlement prochain de la question du Sahara occidental auraient été faites « en prévision des événements de Tizi-Ouzou » et « après de nombreux entretiens avec les responsables français ».

Depuis le début de l'agitation en Kabylie, la presse algérienne s'attache à convaincre ses lecteurs de l'existence d'une complicité, voire d'une manipulation par une « main étrangère », sous-entendu la France ou ses services. Désormais, Paris est explicitement accusé. « Ce sont (les contestataires) des éléments antinationaux dont des documents qui seront publiés ultérieurement prouvent la manipulation par le S.D.E.C.E. », affirmait hier l'hebdomadaire « Algérie Actualités ».



KABYLIE

# Alger accuse la France

Cinq jours après les premiers affrontements de Tizi-Ouzou, alors que la situation demeure très tendue dans la ville, la revendication culturelle berbère a pris une dimension politique algérienne et risque d'affecter les relations entre Alger et Paris.

La presse gouvernementale algérienne accuse, en effet, ouvertement la France d'abriter des organisations qui seraient les « instigatrices » des troubles en Grande Kabylie. Pour le *Moudjahid*, ces organisations y trouvent « bon accueil et une certaine assistance ».

De son côté, le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhak Brenhi, a révélé que les services de sécurité algériens avaient réussi, ces derniers jours, à démanteler une organisation « infiltrée » dans le mouvement étudiant de Tizi-Ouzou et obéissant aux instructions d'un « bureau » installé à Paris. Des précisions, a-t-il dit, seront apportées ultérieurement sur ce « bureau », considéré par les autorités algériennes comme le « cerveau organisateur des groupuscules étudiants se réclamant d'un mouvement autonome ».

Le gouvernement algérien n'hésite pas à lier les troubles de Grande Kabylie à la dernière visite du roi Hassan II du Maroc à Paris et aux négociations difficiles sur la révision des prix du gaz naturel algérien vendu à la France.

Ainsi, le ministre de l'Enseignement supérieur a déclaré en substance que le roi du Maroc avait laissé entendre à ses inter-

locuteurs français que de prochains troubles en Grande Kabylie allaient faciliter le règlement du conflit du Sahara occidental.

Parallèlement, le président Chadli Bendjedid, faisant, il y a une semaine, allusion aux événements de Tizi-Ouzou, a souligné qu'ils seraient la conséquence des pressions exercées sur son pays depuis l'ouverture des négociations avec la France et les Etats-Unis sur les prix du gaz naturel algérien.

A Tizi-Ouzou même, le problème numéro un, maintenant, est celui du ravitaillement de la population (environ 100.000 habitants) : denrées alimentaires, essence, tabac, etc... disparus à la suite des pillages des jours précédents. Jeudi matin, les manifestations ont cessé pratiquement, laissant place à une lourde atmosphère de deuil.

Toute activité semble suspendue dans la ville. Les magasins sont fermés et la plus grande partie de la population s'est retranchée chez elle. Les pompiers se sont employés toute la journée à effacer les traces des affrontements des jours précédents.

Des patrouilles de gendarmes parcourent les rues désertes, tandis que des renforts de police casqués et armés de boucliers — surnommés les « gladiateurs » par la population locale — restent en état d'alerte.

Malgré de nombreux contrôls d'identité aux abords immédiats de la ville, l'accès y est toujours possible et on peut également en sortir.

révision des prix du gaz naturel algérien vendu à la France. En fait, il n'est pas possible de faire entendre à ses interlocuteurs français que de prochains troubles en Grande Kabylie aient facilité le règlement du conflit du Sahara occidental.

A Tizi-Ouzou même, le problème numéro un, maintenant, est celui du ravitaillement de la population (environ 100.000 habitants) : denrées alimentaires, essence, tabac, etc. disparus à la suite des pillages des jours précédents. Jeudi matin, les manifestations ont cessé pratiquement, laissant place à une lourde atmosphère de deuil.

Toute activité semble suspendue dans la ville. Les magasins sont fermés et la plus grande partie de la population s'est retranchée chez elle. Les pompiers se sont employés toute la journée à effacer les traces des affrontements des jours précédents.

Des patrouilles de gendarmes parcourent les rues désertes, tandis que des renforts de police casqués et armés de boucliers — surnommés les « gladiateurs » par la population locale — restent en état d'alerte.

Malgré de nombreux contrôls d'identité aux abords immédiats de la ville, l'accès y est toujours possible et on peut également en sortir.

# ALGER ACCUSE LA FRANCE D'ABRITER LES ORGANISATIONS "INSTIGATRICES" DES TROUBLES DE GRANDE KABYLIE

Cinq jours après les premiers affrontements de Tizi-Ouzou, alors que la situation demeure très tendue dans la ville, la revendication culturelle berbère a pris une dimension politique algérienne et risque d'affecter les relations entre Alger et Paris.

La presse gouvernementale algérienne accuse ouvertement la France d'abriter des organisations qui seraient les « instigatrices » des troubles en Grande Kabylie. Selon le quotidien « El Moudjahid », ces organisations y trouvent « bon accueil et une certaine assistance ».

De son côté, le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhak Brenhi, a révélé que les services de sécurité algériens ont réussi, ces derniers jours, à démanteler une organi-

sation « infiltrée » dans le mouvement étudiant de Tizi-Ouzou et obéissant aux instructions d'un « bureau » installé à Paris. Des précisions, a-t-il dit, seront apportées ultérieurement sur ce « bureau », considéré par les autorités algériennes comme le « cerveau organisateur des groupuscules étudiants se réclamant d'un mouvement autonome ».

Le gouvernement algérien n'hésite pas à lier les troubles de Grande Kabylie à la dernière visite du roi Hassan II du Maroc à Paris et aux négociations difficiles sur la révision des prix du gaz naturel algérien vendu à la France.

Ainsi, le ministre de l'Enseignement supérieur a déclaré en substance que le roi du Maroc avait laissé entendre à ses inter-

locuteurs français que de prochains troubles en Grande Kabylie allaient faciliter le règlement du conflit du Sahara occidental.

Parallèlement, le président Chadli Bendjedid, faisant, il y a une semaine, allusion aux événements de Tizi-Ouzou, a souligné qu'ils seraient la conséquence des pressions exercées sur son pays depuis l'ouverture des négociations avec la France et les Etats-Unis sur les prix du gaz naturel algérien.

A Tizi-Ouzou même, le problème numéro un, maintenant, est celui du ravitaillement de la population (environ 100.000 habitants) : denrées alimentaires, essence, tabac, etc... disparus à la suite des pillages des jours précédents. Jeudi matin, les manifestations ont cessé pratique-

ment, laissant place à une lourde atmosphère de deuil.

Toute activité semble suspendue dans la ville. Les magasins sont fermés et la plus grande partie de la population s'est retranchée chez elle. Les pompiers se sont employés toute la journée à effacer les traces des affrontements des jours précédents.

Des patrouilles de gendarmes parcourent les rues désertes, tandis que des renforts de police casqués et armés de boucliers — surnommés les « gladiateurs » par la population locale — restent en état d'alerte.

Malgré de nombreux contrôls d'identité aux abords immédiats de la ville, l'accès y est toujours possible et on peut également en sortir.

La 1<sup>ère</sup> République 25.4.1980

NICE-MATIN — Vendredi 25 Avril 1980

## Les événements de Kabylie risquent d'affecter les relations Paris-Alger

Cinq jours après les premiers affrontements de Tizi-Ouzou, alors que la situation demeure très tendue dans la ville, la revendication culturelle berbère a pris une dimension politique algérienne et risque d'affecter les relations entre Alger et Paris.

La presse gouvernementale algérienne accuse ouvertement la France d'abriter des organisations qui seraient les « instigatrices » des troubles en Grande Kabylie. Selon le quotidien « El Moudjahid », ces organisations y trouvent « bon accueil et une certaine assistance ».

De son côté, le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhak Drarhi, a révélé que les services de sécurité algériens ont réussi, ces derniers jours, à démanteler une organisation « infiltrée » dans le mouvement étudiant de Tizi-Ouzou et obéissant aux instructions d'un « bureau » installé à Paris. Des précisions, a-t-il dit, seront apportées ultérieurement sur ce « bureau », considéré par les autorités algériennes comme le « cerveau organisateur des groupuscules étudiants se réclamant d'un mouvement autonome ».

Le gouvernement algérien n'hésite pas à lier les troubles de Grande Kabylie à la dernière visite du roi Hassan II du Maroc à Paris et aux négociations difficiles sur la révision des prix du gaz naturel algérien vendu à la France.

Ainsi, le ministre de l'Enseignement supérieur a déclaré en substance que le roi du Maroc avait laissé entendre à ses interlocuteurs français que de prochains troubles en Grande Kabylie allaient faciliter le règlement du conflit du Sahara occidental.

Parallèlement, le président Chadli Bendjedid, faisant, il y a une semaine, allusion aux événements de Tizi-Ouzou, a souligné qu'ils seraient la conséquence des pressions exercées sur son pays depuis l'ouverture des négociations avec la France et les Etats-Unis sur les prix du gaz naturel algérien.

Pour « El Moudjahid », cette « atmosphère de menaces et cette escalade dans le mensonge ressemblent étrangement à celles qui ont suivi la nationalisation », en 1971, des compagnies pétrolières françaises opérant en Algérie.

### Tizi-Ouzou en deuil

A Tizi-Ouzou même, le problème numéro un, maintenant, est celui du ravitaillement de la population (environ 100.000 habitants) : denrées alimentaires, essence, tabac, etc. disparus à la suite des pillages des jours précédents. Hier matin, pratiquement, laissant place à une lourde atmosphère de deuil.

Toute activité semble suspendue dans la ville. Les magasins sont fermés et la plus grande partie de la population s'est retranchée chez elle. Les pompiers se sont employés toute la journée à effacer les traces des affrontements des jours précédents qui avaient fait 36 morts selon les opposants berbères.

Des patrouilles de gendarmes parcourent les rues désertes, tandis que des renforts de police casqués et armés de boucliers — surnommés les « gladiateurs » par la population locale — restent en état d'alerte.

Malgré de nombreux contrôls d'identité aux abords immédiats de la ville, l'accès est autorisé, sauf aux journalistes étrangers.

Alors que la situation demeure tendue à Tizi-Ouzou, la revendication culturelle berbère a pris une dimension politique qui risque d'affecter les relations entre Alger et Paris.

La presse gouvernementale algérienne accuse en effet ouvertement la France d'abriter les organisations qui seraient les « instigatrices » des troubles en Grande Kabylie. Et pour « Algérie Actualité », les contestataires « sont manipulés par le S.D.E. ».

De son côté, le ministre algérien de l'Enseignement supérieur, M. Abdelhak Brenhi, a révélé que les services de sécurité algériens avaient réussi, ces derniers jours, à démanteler une organisation « infiltrée » dans le mouvement étudiant de Tizi-Ouzou et obéissant aux instructions d'un « bureau » installé à Paris. Des précisions, a-t-il dit, seront apportées ultérieurement sur ce « bureau », considéré par les autorités algériennes comme le « cerveau organisateur des groupuscules étudiants se réclamant d'un mouvement autonome ».

Le gouvernement algérien n'hésite pas à lier les troubles de Grande Kabylie à la dernière visite du roi Hassan II du Maroc à Paris et aux négociations difficiles sur la révision des prix du gaz naturel algérien vendu à la France.

Parallèlement, le président Chadli, faisant, il y a une semaine, allusion aux événements de Tizi-Ouzou, avait souligné qu'ils seraient la conséquence des pressions exercées sur son pays depuis l'ouverture des négociations avec la France et les Etats-Unis sur les prix du gaz naturel algérien.

Pour « El Moudjahid », cette « atmosphère de menaces et cette escalade dans le mensonge ressemblent étrangement à celles qui ont suivi la nationalisation », en 1971, des compagnies pétrolières françaises opérant en Algérie.

A Tizi-Ouzou même, le problème numéro un, maintenant, est celui du ravitaillement de la population (environ cent mille habitants) : denrées alimentaires, essence, tabac, etc., disparus à la suite des pillages des jours précédents. Hier matin, les manifestations ont cessé pratiquement, laissant place à une lourde atmosphère de deuil. Toute activité semble suspendue dans la ville. Les magasins sont fermés et la plus grande partie de la population s'est retranchée chez elle.

Des patrouilles de gendarmes parcourent les rues désertes, tandis que des renforts de police casqués et armés de boucliers — surnommés les « gladiateurs » par la population locale — restent en état d'alerte.

La voix du Nord 25/4/1980

## L'agitation en Kabylie: Alger accuse la France



Etudiants berbères contre intégristes arabes

# La nouvelle rébellion de la Kabylie

*Le président algérien, Benjedid Chadli, est également engagé dans deux parties de bras de fer. A l'extérieur, il veut imposer à ses clients un doublement du prix du gaz naturel, issu des profondeurs du Sahara. Sur le sol national, il lui faut mettre fin à ce qui prend de plus en plus des allures d'insurrection : les troubles en Kabylie et à Alger même, qui ont pour origine la défense de la langue et de la culture berbères.*

## « Un complot d'origine étrangère »

Le problème n'est pas récent, les Berbères ayant toujours fait valoir leur droit d'ancienneté au Maghreb où ils étaient installés bien avant les Arabes. Mais il a été rallumé par des étudiants intégristes. Ceux-ci se sentent intellectuellement très proches de la révolution iranienne et ils exigent que l'arabe littéraire s'impose totalement en Algérie dans l'enseignement, dans l'administration et dans la vie courante. Or, les Berbères au nombre d'environ 3,5 millions, sinon même davantage, ont toujours voulu que leur langue à eux soit officiellement reconnue en tant que seconde langue nationale. Ils opposent le slogan d'« Algérie algérienne » à celui d'« Algérie arabe ».

La situation est devenue tout à fait explosive à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie, qui vient d'être le théâtre en quelques semaines d'une longue suite d'émeutes. On s'est durement affronté dans les rues, près des édifices publics, à l'université — en grève depuis le mois dernier — entre de jeunes manifestants et les CNS (compagnies nationales de sécurité) qui n'hésitent pas à employer les grands moyens. Il y aurait eu des morts (plusieurs dizanes, selon certaines rumeurs), des centaines de blessés mais les journalistes étrangers sont mis dans l'impossibilité de vérifier quoi que ce soit, l'accès de la ville leur étant interdit.

On sait seulement que mardi dernier, vingt et une personnes ont été jugées en audience des flagrants délits, car c'est un communiqué du ministère de la Justice qui l'a annoncé. Quant au quotidien gouvernemental « El Moudjahid », il a attribué la responsabilité de cette situation à un complot d'origine étrangère « qui vise non seulement à attenter à l'unité nationale, mais sans doute aussi à défier l'autorité de l'Etat, à paralyser l'administration locale et à instaurer dans le pays de graves événements à la veille du prochain et décisif congrès des partis ».

## Les berbérophones d'Alger

Ces instigateurs suspectés seraient des « organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance ». Décidément, la main des « impérialistes » se retrouve partout.

rebelle antifranaise du 1er novembre 1954 a précisément pris naissance en Kabylie et dans les Aurès.

L'un des neuf chefs historiques de la révolution, Hocine Ait Ahmed, en exil depuis 1964, parlant au nom d'un « front des forces socialistes » s'est exprimé hier à ce sujet à la télévision française pour stigmatiser « le caractère fasciste de la répression devant des manifestations dont tout le monde s'accorde à dire qu'elles ont été pacifiques ». Il a dénoncé les « méthodes staliniennes mises en oeuvre, réaffirmant que les revendications des Berbères ne sont pas d'ordre politique et se situent uniquement au niveau culturel et linguistique.

Mais pour le président Chadli, « l'Algérie est un tout indivisible » et ne saurait être question de tolérer le moindre commencement de séparatisme. En réalité, face à un gouvernement très centralisé, bureaucratique et jacobin, des régions qui ont un caractère spécifique, voudraient obtenir un peu plus d'autonomie. A Alger même, une partie de la population est d'origine berbère et comprend mieux le français que l'arabe littéraire, très différent du parler populaire. Or, tous ces berbérophones, des étudiants surtout à la recherche des racines de leur passé, ont dû avaler bien des couleuvres depuis quelques années. Comme par exemple, la suppression à l'université d'une chaire de langue berbère assumée par l'écrivain Mouloud Mammeri, celui pré-

cisément dont la voiture avait été arrêtée le 10 mars dernier à quelques kilomètres de Tizi-Ouzou où il devait donner une conférence sur la poésie kabyle ancienne. C'est ce incident qui avait soulevé l'irritation d'une population qui voit en Mammeri une sorte de barde légendaire et de mainteneur d'une très ancienne culture.

Au lendemain de l'interdiction de prendre publiquement la parole qui lui fut signifiée par le préfet local, les premières banderoles ont fait leur apparition dans les rues. Depuis, la tension monte de jour en jour et on paraît s'enfoncer dans l'incompréhension et l'entêtement.

C'est d'autant plus grave que dix-huit mois après le conseil de la révolution qui dirige le pays paraît divisé en plusieurs tendances et que le président Chadli a bien du mal à maintenir la cohésion de son équipe. Le silence officiel et le black-out imposés à la presse favorisent la propagation de bruits incontrôlables colportés de bouche à oreille, ce qui ajoute encore à la confusion.

D'un côté, on continue d'augmenter les prix de l'énergie, on commente aussi ce qu'on s'est dit à la « conférence de refus » à Tripoli. De l'autre, la population connaît dans sa vie quotidienne des difficultés matérielles incontestables auxquelles les récents désordres n'apporteront évidemment pas de solution.

Charles HENRY

L'Est Républicain 25/4/1980

Mardi 6 Mai 1980

SAUSFATIÈRE

ALGERIE

## DETOURNEMENT DE ...MANIFS!

ça sont le gaz

Pour les tous jeunes, on rappelle en effet que c'est dès octobre 1956 que la France, soi-disant championne d'un certain nombre de droits essentiels - ceux de l'homme y compris? - dont, naturellement, les très républicains droits d'opinion et de circulation, a détourné un avion de la ligne Rabat-Tunis, dans lequel, il est vrai, se trouvaient cinq Algériens qui avaient le tort de penser que, « 2 000 ans, ça suffisait! ». N'est-ce pas Kateb? Bonjour!

Mais à présent que le détournement d'avion est devenu le pain quotidien des contestataires et des presses en tous genres, le génie de la France Eternelle se doit de se situer ailleurs...

Donc, un peu à l'improviste, mais il y avait le feu, il faut dire, le Comité pour la défense des droits culturels en Algérie a appelé à une « marche silencieuse sur l'ambassade algérienne à Paris, à partir du métro Kléber ». Il serait injuste de dire que l'interdiction de cette manifestation, communiquée moins de 24 heures avant l'heure H (prévue pour 15 heures, le 26 avril) sous forme de décret préfectoral aux organisateurs, était certainement due à quelque réflexe (à défaut de réflexion) à relent plus ou moins raciste : trois autres manifestations, dont une devant l'ambassade d'URSS, une autre devant l'ambassade d'Argentine et une troisième de ce même comité de défense allaient être interdites pour le Premier Mai!

Mais les conditions de l'interdiction et ce qui s'ensuivit, donnaient raison à El Moudjahid, le « Grand quotidien national d'information » algérien, officiel ou officieux, on ne sait plus, au moins sur un point : il y avait des relents de gaz dans l'air...

Donc, catastrophés mais dans l'ensemble calme, les organisateurs essayèrent de « rattraper » la bavure de leur mieux, en particulier en se pointant aux métros Boissière et Kléber pour informer le peuple des nouvelles de dernière heure. Dans l'ensemble, cela s'est bien passé : bien du monde était venu, l'explication et les commentaires du comité comprises, à ceci près qu'il n'a pas été toujours évident d'expliquer que ce n'étaient pas des membres de l'« Amicale » qui invitaient les gens à reprendre le métro, dans le calme.

Ceci dit, de nombreuses personnes quittèrent le métro et tombèrent dans la souricière mise en place à la bouche du métro d'abord, entre les métros Kléber et Etoile ensuite.

Et la noria des fourgons et des bus gris de commencer. Le pacifique et pédestre « Kléber-Hamelin » était transformé en un dense et mouvementé « Kléber-Vincennes ».

## Priorité à l'amicale

A partir de là, c'est la routine, sauf qu'il est bon de signaler les points suivants :

— Avec chaque tournée, au moins un membre du service d'ordre de la manifestation s'était porté accompagnateur volontaire, alors que la police les avait plus ou moins « épargnés ». Ce fut une excellente chose, et la plupart d'entre eux furent les derniers à quitter le centre de tri vers minuit.

— La télé s'était déplacée mais, repartie trop tôt, elle rata l'« embarquement » de quelques 350 « typés » à cinquante mètres de la place Charles-de-Gaulle comme on l'appelle.

— Pour de nombreux Algériens, c'était là une réédition : ils avaient connu « octobre à Paris » en 1961. — Non seulement, aucune des personnes embarquées n'avait manifesté mais encore nombre d'entre elles ont été cueillies dans le quartier « au jugé », par des voitures de police banalisées qui « rondaient ». D'où, d'ailleurs, l'embarquement de quelques Iraniens, Marocains, etc.

L'Amicale des Algériens en Europe était venue en force, pour « contre-manifester » semble-t-il.

Malheureusement, la carte d'adhésion à cette honorable institution, n'est pas encore de ces signes distinctifs que les limiers en tenue de la Cité décèlent du premier coup d'œil. Résultat : les « militants » furent aussi embarqués, même pas dans des fourgons spéciaux. Il faut cependant rendre hommage à l'efficacité de nos services diplomatiques : dès la première heure, les « cadres » - ou le personnel diplomatique? - furent nommément appelés et libérés, puis le gros des troupes put sortir sur présentation de la carte magique. Le peuple n'avait pas beaucoup apprécié, mais la police fut intraitable : les ordres étaient les ordres. A tel point que de nombreux « amicaux » qui, prudence calculée ou étourderie, avaient omis de se munir de leur carte de fidélité, furent refoulés et durent suivre la filière populaire du commun : relevé d'identité, mini-interrogatoire, photographie, fichier informatique, etc.

J'apprends qu'un autre lot a été dirigé sur le Commissariat de St Lazare. Dernières sorties : dimanche vers 2h du matin.



# Scènes d'émeutes en Kabylie

Les violences de Tizi Ouzou pourraient avoir de graves conséquences pour l'avenir de l'Algérie

Jean-Louis MORILLON

**V**ÉHICULES incendies, rues jonchées de débris et de projectiles, magasins saccagés, barricades : la Kabylie vient de connaître des scènes d'émeutes qui risquent d'avoir de graves conséquences en Algérie.

Les violences commencent lundi soir à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie. Des milliers d'étudiants descendent dans la rue pour protester contre l'entrée des forces de l'ordre dimanche dans l'université en grève.

Défenseurs de leur langue berbère, menacée par l'obligation de l'arabe classique, ces jeunes ne sont pas isolés. De

nombreux paysans sont, en effet, venus des montagnes voisines et ils se joignent aux protestataires étudiants ; les commerçants baissent leurs rideaux de fer et les ouvriers se mettent en grève. Les slogans sont toujours les mêmes depuis plus d'un mois : « Halte à la répression », « Respect pour notre culture », « Vive la liberté d'expression ».

L'intervention des Compagnies Nationales de Sécurité provoque l'explosion de colère : les manifestants ripostent à coups de bouteilles et de pierres. Les quelques magasins restés ouverts sont pillés. Quatre voitures de la police sont incendiées à l'entrée de Tizi-Ouzou.

Le commissariat national du parti unique est attaqué et des voitures appartenant aux cadres du F.L.N. brûlent. La mise à sac, peut-être encoura-

gée par des provocateurs, touche également la gare routière et un hôtel.

## Téléphone coupé

Les échauffourées reprennent, toujours aussi dures, mardi. Autour de la SONELEC se déroule une véritable bataille rangée. La police tente plusieurs fois de prendre d'assaut la vaste usine de fabrication d'appareils ménagers où plusieurs centaines d'ouvriers sont retranchés. Tout est désolé.

Pendant plus de 24 heures, les ambulances ne cessent de transporter les blessés - et certains témoins - vers l'hôpital de Tizi-Ouzou, aux mains de médecins militaires depuis l'évacuation lundi du personnel civil en grève.

A Alger, la tension est soudain montée mercredi. Les étudiants berbérophones de la capitale ont placardé des affiches dénonçant « la prise d'assaut à la batonnnette de l'université de Tizi-Ouzou », « il y a eu 32 morts », assurent-ils. Les autorités ont vigoureusement démenti ce sanglant bilan.

Toutes ces rumeurs qui échauffent les esprits à Alger deviennent de plus en plus difficiles à vérifier. D'innombrables policiers bouclent la Kabylie. Rares sont ceux qui peuvent sortir de cette région pour témoigner et personne ne peut non plus y entrer sans raisons impératives.

Les nombreux habitants de la capitale qui ont de la famille en Kabylie ont d'autant plus dans l'angoisse que le téléphone est coupé. Même les trains qui, plusieurs fois par

jour, partaient d'Alger et mettaient deux heures et demie pour parcourir les cent kilomètres vers Tizi-Ouzou sont suspendus. Le service des bus a également été suspendu.

## Un fief d'Aït Ahmed

Pour la première fois, « El Moudjahid », a cependant reconnu mercredi que les troubles sérieux ont gagné de nombreuses localités de Kabylie. De nouvelles et graves provocations de la part d'exaltés ont eu lieu à Ain-el-Hammam, Bohhni, Bent-Douala, Tizi-Rached et Larba-Nait-Iraïhel, écrit le quotidien du FLN qui vilipende le « complot politique mené par des organisations implantées en France où elles trouvent un bon accueil et une certaine assistance ».

« El Moudjahid » vise sans doute le Front des Forces socialistes « d'Aït Ahmed, l'un des « chefs historiques » de l'insurrection de 1954 qui, dès 1963 est entré en rébellion en Kabylie contre le président Ben Bella.

Après l'écrasement de ces maquis par l'armée du colonel Boumediène, M. Ahmed s'est réfugié en Europe, mais il a gardé une certaine influence dans son fief régional.

Le régime du président Chadli est-il ébranlé ? Les Kabyles berbères ne représentent que 3 des 18 millions d'Algériens et le mécontentement n'a pas contaminé pour l'instant d'autres zones.

Mais le successeur de Boumediène influencé par les durs du FLN a manifestement choisi la manière forte pour remettre au pas les Kabyles. La tâche ne sera pas facile.

## L'agitation berbère

### La Kabylie demeure isolée du reste de l'Algérie après les émeutes de Tizi-Ouzou

La crise ouverte par la revendication culturelle berbère s'aggrave en Algérie. Selon l'Agence France-Presse, la ville de Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande-Kabylie, a vécu une nuit et une journée d'émeutes lundi soir et mardi quand des barricades ont été érigées par de jeunes manifestants favorables à la reconnaissance officielle de la culture berbère, qui s'opposaient aux forces de l'ordre. De nombreux magasins auraient été saccagés et des véhicules incendiés dont, selon certaines informations, quatre Land Rover de la police.

La Kabylie est soumise à un strict contrôle l'isolant du reste du pays et aucun journaliste n'est autorisé à s'y rendre.

Le ministère de la justice a annoncé, le mardi 22 avril, que vingt et une personnes accusées, en audience des flagrants délits, de « rébellion et destruction de biens publics » en Petite-Kabylie ont été condamnées à des peines de un à huit ans de prison.

A Alger, la tension demeure vive dans les milieux universitaires.

De notre correspondant

Alger. — La Kabylie semble quasiment isolée du reste de l'Algérie, et l'inquiétude grandit dans la capitale où l'on s'interroge sur la situation régnant dans la région. Il paraît désormais difficile, sinon impossible, de se rendre à Tizi-Ouzou par le car ou le train, le trafic ayant été suspendu ou tout au moins considérablement ralenti. Les liaisons téléphoniques sont coupées. Les véhicules circulant encore étaient, mardi, soigneusement contrôlés et les identités des occupants relevées à de nombreux barrages.

Selon certains voyageurs, la route aurait même été barrée

dans la soirée après Thenia, et les voitures seraient détournées en direction de Bouira. Toutes ces précautions et le silence total observé par les autorités redonnent du crédit aux informations diffusées depuis deux jours dans les milieux universitaires selon lesquelles l'intervention des forces de l'ordre, dans la nuit de samedi à dimanche, contre les étudiants occupant l'université se serait déroulée avec une grande violence et aurait fait de nombreuses victimes. Ces nouvelles ont certes été démenties de la façon la plus nette par le ministère de l'Information, mais les rumeurs n'en continuent pas moins à circuler avec de plus en plus d'insistance.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 6.)

Les témoignages fragmentaires recueillis se recoupent désormais sur plusieurs points. Ils confirment notamment la violence des affrontements qui se seraient déroulés à l'usine SONELEC (Société nationale d'électricité), où des heurs entre policiers et ouvriers auraient fait de nombreux blessés, dont certains graves. Les ouvriers, qui avaient proclamé leur solidarité avec les étudiants et les enseignants en grève pour réclamer avec eux la reconnaissance de la langue et du patrimoine culturel berbère, auraient manifesté à la suite de l'occupation par la police du campus Hasnaoua et de la cité universitaire d'Oued-Aïssi et auraient livré aux forces de l'ordre une véritable bataille rangée.

Il semble se confirmer également que les médecins de l'hôpital de Tizi-Ouzou, qui avaient également exprimé leur soutien aux étudiants et avaient créé avec le reste du personnel un « comité de vigilance », ont été appréhendés et remplacés par des médecins militaires.

Quelques dizaines d'étudiants étrangers de l'université de Tizi-Ouzou, parmi lesquels des Africains, ont été évacués vers les autorités, d'abord vers Tihzirt,

sur la côte kabyle, puis vers la cité universitaire de Ben-Aknoun, sur les hauts d'Alger. Le centre scolaire dépendant de l'ambassade de France, qui accueille à Tizi-Ouzou les enfants des coopérants, a été provisoirement fermé.

A Alger, le climat reste tendu dans la plupart des centres et cités universitaires où se succèdent des meetings d'étudiants et des assemblées générales d'enseignants. Plusieurs résolutions ont été adoptées à l'université d'Alger, notamment pour « protester contre la répression », « exiger la libération des personnes emprisonnées », demander la réouverture de l'université de Tizi-Ouzou et « exiger que la lumière soit faite sur la nature des événements qui se sont déroulés et que des sanctions soient prises contre les responsables ». De nouvelles assemblées générales devaient avoir lieu mercredi. A la faculté centrale à Alger, une manifestation regroupant quelques centaines d'étudiants a été rapidement dispersée par la police en début d'après-midi. Dans presque toutes les universités de la capitale, des meetings ont également réuni des étudiants scandant des slogans sur l'arabisation et l'unité nationale. Les différents groupes n'en sont pas venus aux mains.

DANIEL JUNQUA.



## NATIONALISMES

Autour de la ville, un cordon sanitaire de blindés et d'hélicoptères

# Trois jours d'émeutes à Tizi-Ouzou

C'est comme en 1963, à l'époque du FFS, c'est l'invasion militaire de la Kabylie » halète mon interlocuteur au téléphone avant que nous ne soyons définitivement coupés. Il n'est plus possible de rejoindre Tizi-Ouzou, au creux de la cuvette, ni par la route, ni par le train, ni par le fil : toutes les liaisons sont interrompues. Seuls y ont accès les blindés et les hélicoptères de l'armée.

Mais les informations transpirent « par la montagne » et convergent vers la faculté des Sciences-éco d'Alger, bastion du « repère berbère ». La foule s'y agglutine, inquiète (60% des algérois sont kabyles) et répand les rumeurs les plus alarmantes. Elles sont régulièrement confirmées 48 heures plus tard par la presse internationale.

Ce qui est certain : Tizi-Ouzou vient de vivre trois jours d'émeutes ininterrompues. Tout a commencé dans la nuit de samedi à dimanche avec l'invasion policière de son campus.

Les étudiants l'occupaient depuis la conférence interdite de Mouloud Mammeri, il y a 5 semaines. Leur ministre leur avait intimé l'ordre de reprendre les cours ce samedi 19 avril au plus tard. Ils n'en tiennent pas compte. A 1h du matin c'est l'assaut.

Des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations y compris d'étudiants africains.

Des enseignants sont interpellés à leur domicile. 30 personnes sont officiel-

lement emmenées à Alger pour « intelligence avec l'étranger » (ce qui, à Alger, se traduit : appartenance au FFS de Ait Ahmed).

Mais, depuis la grève générale de la ville, le 16 avril, les deux gros complexes industriels limitrophes sont également occupés par leurs ouvriers solidaires des étudiants : la Sonitex (textile) et la Sonolec (appareils ménagers). L'hôpital les a précédés de peu. La police y intervient donc également, vers 3H du matin, ce dimanche. L'hôpital est vidé de son personnel qui est remplacé par des militaires, du service de santé. Six médecins sont emmenés de force. Les deux usines résistent toute la nuit ; il y a des batailles rangées aux portails.

A l'aube de dimanche (jour ici non ferié) la population vient aux renseignements, s'attroupe dans les rues. Les magasins ferment en signe de protestation, suivis par plusieurs établissements publics. La gendarmerie fait rouvrir de force un café. C'est le détonateur. Les lycéens sortent des frondes, dressent plusieurs barricades, rejoints par la foule. Vers midi des troupes hélicoptérées, venues de la capitale, prennent position aux quatre entrées de la ville et convergent vers le centre. Il y aurait, semble-t-il, un début de fusillade et quelques morts. Des témoins parlent de 600 blessés amenés à l'hôpital (maintenant aux mains de l'armée).

Le lundi est plus calme.

Des blindés tiennent tous les carrefours, la gendarmerie patrouille avec des chiens, deux bataillons de « commandos » (tireurs d'élite) font leur apparition. Mais en fin de journée une voiture officielle est lapidée par un groupe de jeunes. Celui-ci grossit rapidement, met le feu à quatre land-rover et deux cars de CNS (les CRS algériens). Riposte policière. Accrochages violents, quelques tirs de mitrailleuse et nouvelles barricades qui durent, cette fois, toute la nuit.

Mardi matin la population afflue vers Tizi de tous les douars de la montagne. Elle est stoppée par des barrages de l'armée. Echauffourées en rase campagne. Les gens refluent, répandent la nouvelle dans toute la province. Deux manifestations interrompent toutes les activités à Azazga et Larbaa-Nath-Irathen. Certains réussissent à gagner Tizi par les champs. Les rues y sont noires de monde. La foule y envahit la gare routière renverse des cars, s'attaque au siège du parti et à l'hôtel « Beloua » où déjeunent les notables de l'administration centrale. Les deux immeubles sont entièrement saccagés ainsi que quelques magasins appartenant à des « kabyles de service », trop favorables au régime. L'état major des forces de l'ordre, apparemment débordé, fait appel à de nouveaux renforts.

Au même moment, à Alger, 21 jeunes gens de la vallée de la Soummam, en Petite Kabylie arabophone, comparaissent devant un tribunal d'exception pour « dégradation d'édifices publics et d'emblème national ». Ils réclamaient la reconnaissance de la langue berbère et de « l'arabe algérien » en remplacement de « l'arabe oriental imposé par le pouvoir et que seule comprend l'aristocratie ». Plusieurs ont été condamnés à 8 ans de prison et 5000 dinars d'amende. « Les masques sont tombés, titre El Moudjahid. La justice sera implacable à l'égard de ceux qui défient l'autorité de l'Etat. Ils sont les agents conscients ou inconscients d'un complot d'origine étrangère qui veut attenter à l'unité de la nation ».

On s'agglutine sur les trottoirs de la capitale. Les peines prononcées sont tellement disproportionnées que même les plus modérément chadistes s'affolent : « Il n'y a pas qu'un problème kabyle. Il faut d'abord soigner la démocratie ».

Erik LANDAL

A Paris, le « Comité de défense des droits culturels en Algérie » (relai de celui de Tizi-Ouzou) appelle à une marche sur l'ambassade d'Algérie, le samedi 26 avril à 15 H depuis le métro Kléber.

LIBERATION LE 24 AVRIL 1980

De violents affrontements dégénéralent en émeutes opposent Berbères et forces de l'ordre à Tizi-Ouzou

# Algérie : la Kabylie en état de siège

Tizi-Ouzou, capitale provinciale de la Kabylie, a été le théâtre, lundi soir et dans la journée de mardi, de violentes émeutes qui ont mis aux prises des milliers de manifestants — armés de gourdins, de frondes et de pierres — et les forces de l'ordre algériennes. La province rebelle est désormais isolée du reste du pays, et aucun journaliste n'est autorisé à y pénétrer. Le quotidien d'Alger El Moudjahid, organe officiel du pouvoir, se bornait hier à signaler « de nouvelles provocations » des étudiants berbérophones.

Barricades dans les principales artères de Tizi-Ouzou, véhicules militaires incendiés, vitrines en éclats, rues désertes jonchées de pierres, la ville rebelle de Kabylie offrait hier, à la suite d'une soirée et d'une journée d'affrontements, le spectacle terrible d'un lendemain d'émeutes.

Interdite aux journalistes, la ville est désormais complètement isolée du reste du pays et les témoignages parviennent seulement d'Alger où des voyageurs ont pu donner des précisions sur les conditions dans lesquelles a éclaté la rébellion.

Dimanche soir, on s'en souvient, la police délogeait brutalement les étudiants grévistes de l'université de Tizi-Ouzou qui déclamaient ouvertement la reconnaissance de leur identité culturelle. Une opération qui aurait fait de nombreuses victimes (on parle de 200 blessés).

Après avoir démenti, les autorités d'Alger devaient d'ailleurs

admettre hier que deux policiers au moins ont été blessés dans ces affrontements. D'autres incidents violents ont également eu lieu le même jour dans d'autres points de la ville de Tizi-Ouzou, également touchés par la grève et notamment à l'hôpital central. Dès lundi, le climat se dégradait dans la capitale de la Kabylie, où, jusque-là, les manifestants avaient toujours affirmé qu'ils se borneraient à une action non-violente.

### Nombreuses victimes

Dans la soirée, plusieurs barricades ont été dressées pour interdire le passage aux Land Rover de patrouilles. Puis ce fut brutalement l'émeute. Descendus des montagnes avoisinantes avec des gourdins, des frondes et des armes de fortune, des paysans et des jeunes gens se sont joints aux étudiants qui commençaient à s'attrouper

dans le centre de Tizi-Ouzou. Peu à peu, la violence s'est emparée des manifestants qui ont lapidé les vitrines, s'en prenant notamment aux édifices publics, aux voitures officielles et aux autobus. Selon des témoins, quatre Land Rover ont été incendiées à l'entrée de la ville. Les heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre — qui ont dû être renforcées — ont été particulièrement violents à l'usine SONELEC (électroménager) toujours occupée par son personnel.

Selon des témoignages recueillis à Alger, ces affrontements auraient fait de très nombreuses victimes, mais on se refusait hier à confirmer de source officielle de telles informations.

Selon le journal officiel El Moudjahid, des groupes « d'exaltés » auraient tenté de brûler le siège du commissariat national du parti. El Moudjahid confirme par ailleurs que des événements de ce type se sont déjà déroulés ces derniers jours dans de nombreux villages kabyles, tels Aïn-El-Hammam, Beni-Douala, Boghni, Tizi-Rached et Larba-Naït-Irathen.

### La réaction du FLN

Après avoir tenté de minimiser la situation et s'être efforcé d'ouvrir un processus de concertation pour désamorcer la crise grave qui couvait en Kabylie, il apparaît aujourd'hui que le gouvernement a choisi la

fermeté et, d'une certaine façon, la vérité sur la réalité des troubles.

Dès dimanche soir, le bureau politique du FLN avait, en effet, affiché sa volonté de réagir vigoureusement « contre toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents ». Plus précis, El Moudjahid a mis en cause « des organisations implantées en France où elles trouvent bon accueil et une certaine assistance ». Quoi qu'il en soit, le mouvement berbérophone trouve de toute évidence une large audience dans toute l'Algérie, où plus de 20% de la population parlent le berbère, et notamment à Alger, où une vive tension continuait hier de régner dans les milieux universitaires partiellement en grève.

Pour sa part, le Comité de défense des droits culturels en Algérie, qui a joué un rôle non négligeable dans le déroulement des événements depuis l'interpellation du poète kabyle Mouloud Mammeri (ce qui a mis le feu aux poudres le 10 mars) publie de nombreux communiqués à Paris pour exiger la libération immédiate des détenus et interpellés (dont une liste non exhaustive est publiée) et appelle « toutes les forces démocratiques à soutenir le peuple algérien dans sa juste lutte pour le recouvrement d'une véritable démocratie ».

J.-F. M.

"Quotidien de Paris" 24/4/1980



# Climat d'émeute en Kabylie

*A Tizi-Ouzou, les affrontements entre les forces de sécurité et les jeunes berbérissants auraient fait des morts*

Depuis dimanche, jour où les forces de l'ordre ont investi son université, Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande-Kabylie, vit dans un véritable climat d'émeutes, rapportent les agences de presse internationales à Alger. Lundi, mardi et probablement hier encore, de très violents affrontements ont opposé les forces de sécurité aux jeunes manifestants berbérissants, soutenus par des Kabyles descendus de leurs montagnes, et bénéficiant de la complicité de la population. Le nombre des blessés est très important. Il est impossible d'apprécier celui des morts. Alors que la Kabylie, où de multiples arrestations ont eu lieu, est complètement isolée — et interdite aux journalistes —, une certaine tension est perceptible à Alger, aux alentours de la faculté de droit principalement.

De notre correspondante à Alger

Alger, des nouvelles transmises par des témoins de toute sorte filtrent chaque jour un peu plus, fissurant le mur de silence derrière lequel tentent de se retrancher les autorités. Le climat, dans les facultés et les cités universitaires, s'alourdit en raison des prises de positions opposant arabisants et berbérissants.

Le pouvoir, malgré une déclaration du président Chadli appelant à la « fermeté face à toutes les manœuvres du colonialisme et de ses agents », semble hésiter encore quant à la marche à suivre en Kabylie.

"Le Matin" 24/4/1980

C'est ainsi que jusqu'à présent, seules les brigades anti-émeute et les gendarmes sont intervenus à Tizi-Ouzou. Malgré les barricades qui, selon des témoins dignes de foi, jalonnent les artères de la ville, malgré le harcèlement régulier de jeunes manifestants contre les barrages policiers, malgré les dégâts causés à certains édifices publics (siège du Parti, gare routière, hôtel Balaloua...), malgré les tentatives d'incendie de véhicules (quatre Land-Rover des forces de l'ordre), malgré la fermeture de tous les magasins en signe visible de solidarité, l'attentisme prévaudrait encore, du côté des autorités.

Mais jusqu'à quand ? La question reste entière sur la meilleure politique : le laisser-faire ou la répression à tout va. Mais au fil des jours, la tension monte aux alentours, jusqu'à 100 km à la ronde du chef-lieu de la Kabylie. Le quotidien algérois a d'ailleurs publié hier une liste de noms de localités en proie aux troubles. Avant-hier, c'était la liste de vingt et une personnes arrêtées en Petite-Kabylie et condamnées d'un à huit ans de prison pour « rébellion et destruction de biens publics »

qui avait été livrée au grand public. En tout état de cause, elle n'est pas close. D'autant plus que chaque jour, selon les mêmes témoins, les habitants des montagnes descendent vers Tizi-Ouzou et se joignent aux manifestants bénéficiant de la complicité évidente de la population.

A la Sonelec (fabrique d'électroménager employant plus d'un demi-millier de personnes), des heurts très violents auraient eu lieu. C'est d'ailleurs sur le nombre des morts que les informations divergent le plus. Mais tout laisse à penser qu'il y en a eu, car depuis trois jours on a largement dépassé le cadre de simples « échauffourées ».

L'éditorial d'*El Moudjahid*, si besoin était, apporte une confirmation sur l'étendue des événements. Sous le titre « Les masques sont tombés », le quotidien fustige les « étrangers à l'origine de ce complot qui vise non seulement à attenter à l'unité nationale mais sans doute aussi (...) à défier l'autorité de l'Etat (...), à la veille du prochain et décisif congrès du Parti ».

L'appel « à la vigilance et la mobilisation militante », lancé aux citoyens, parachève ce texte encadré sur trois colonnes.

Une chose paraît claire : l'occupation par les forces de l'ordre du centre-ville de Tizi-Ouzou, de l'université, le remplacement à l'hôpital des médecins civils par des médecins militaires risquent de provoquer l'extension des émeutes en Kabylie.

« La normalisation de la situation », évoquée dimanche dernier par le premier ministre, M. Abdelghani, n'est pas encore pour demain...

Carmén Rader

## « Les événements de Tizi-Ouzou visent à saper l'unité nationale » déclare M. Brerhi à la RTA

ALGER, (apso).

M. Abdelhak Brerhi, membre du Comité Central, ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique s'est adressé hier soir aux étudiants, enseignants et personnel de l'université algérienne pour leur présenter une analyse politique des événements qui ont connu la wilaya de Tizi-Ouzou. Dans sa déclaration à la télévision algérienne, M. Brerhi a dévoilé les dessous de ces événements qui, selon lui, visent à saper l'unité nationale dans le cadre d'un plan préétabli. Ce plan, a encore précisé le ministre, a été tramé par les milieux impérialo-réactionnaires hostiles à la révolution algérienne et qui tentent de semer la division dans les rangs du peuple. Les besoins de ces milieux s'appuient sur des problèmes marginaux tels l'emploi de la langue berbère, des dialectes ou bien le patrimoine populaire algérien.

M. Brerhi a ensuite évoqué les tentatives qu'il a entrepris pour établir un dialogue direct avec les étudiants de l'université. A ce propos, il a signalé la vision étroite de certains d'entre eux, qui vont jusqu'à demander la révision de la Charte nationale.

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a ensuite déclaré qu'après

toutes ces tentatives, il ne fait aucun doute que des intentions sordides animaient un groupuscule d'étudiants, notamment après les actes de vandalisme dont ils ont été les auteurs. Ce qui d'ailleurs, a dit le ministre, a amené les autorités à décider de la fermeture du centre universitaire.

Après avoir évoqué le patrimoine populaire soulevé par les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou, M. Brerhi n'a pas manqué de souligner l'esprit démocratique qui doit caractériser toute discussion ayant trait à cette question, loin de toute violence ou provocation. Mais, elle doit se dérouler dans un cadre organisé, a insisté le ministre.

Ces événements ont fait, a précisé le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, une quarantaine de blessés parmi les étudiants et les membres du service de sécurité. Par ailleurs 32 individus dont une dizaine sont des étudiants ont été arrêtés et dont les liens directs avec un bureau étranger installé à Paris ont été prouvés. Des précisions sur ce bureau considéré comme le cerveau organisateur de ce groupuscule d'étudiants qui se réclament d'un mouvement autonome, seront apportées ultérieurement.

Dans son analyse politique des événements de Tizi-Ouzou, le ministre a souligné que la question de la culture populaire n'était qu'un prétexte tendant à créer une forme d'instabilité. A cet égard M. Brerhi a rappelé le discours prononcé par le Président Chadli Bendjedid tout récemment dans lequel il a réaffirmé que la culture populaire est un acquis du peuple et également une partie intégrante du patrimoine national.

En évoquant les facteurs qui ont contribué sur le plan extérieur à attiser ces événements, M. Brerhi a rappelé à ce propos le long séjour de Hassan II à Paris et les nombreux entretiens qu'il a eus avec les responsables français. Il a également rappelé les déclarations du roi du Maroc, dans la capitale française, selon lesquelles la question du Sahara Occidental est en voie d'être réglée en prévision des événements de Tizi-Ouzou.

M. Brerhi a également cité d'autres facteurs qui ont amené les partisans de l'impérialisme et de la réaction à être à l'affût de toute occasion pour porter atteinte à la Révolution socialiste algérienne qui œuvre à la consolidation de la personnalité arabo-islamique.

Parmi les facteurs qui ont intensifié les craintes des pays capita-

les figurent la visite effectuée par le Président de la République, Secrétaire Général du Parti dans certains pays arabes, ainsi que la tenue du sommet du Front de la Liberté et de la Résistance à Tripoli et la politique indépendante africaine prônée par l'Algérie.

Le ministre a ensuite évoqué les différentes pressions dont l'Algérie est l'objet dans les domaines du pétrole et du gaz, avant de réaffirmer que la Révolution est en mesure de protéger ses ressources naturelles quel que soit le prix. L'Algérie, a encore réaffirmé M. Brerhi, est déterminée à aller de l'avant pour réaliser ses programmes de développement au profit des masses. Il a par ailleurs lancé un appel à la nécessité de mobiliser pour faire face à toute tentative réactionnaire et de remédier aux problèmes dans un cadre adéquat dans un esprit démocratique, sans pour autant avoir recours à l'anarchie.

Après avoir mis l'accent sur la personnalité nationale qui doit caractériser l'université algérienne, M. Brerhi a conclu son allocution en lançant un appel à la nécessité de préserver et de consolider l'unité nationale et de demeurer vigilant pour faire échec à toute tentative visant à porter atteinte à la glorieuse Révolution algérienne.

"El Moudjahid" 24/4/1980



effectuées clandestinement avec des journalistes français.

**LE MENSONGE :** Ils se sont rendus au près des paysans montagnards de la wilaya pour leur dire que leurs enfants scolarisés dans les CEM, les lycées et l'Université de Tizi-Ouzou « avaient été abattus » par les services de sécurité.

**LA VERITE :** C'est une ignominie dont seuls-peuvent se vanter coupables des ennemis mortels de l'Algérie, ceux qui ont pour objectif de semer la haine dans les cœurs et la division entre notre peuple.

**LE MENSONGE :** Ils ont répandu la rumeur dans les foyers de la wilaya qu'on allait les priver de la Chaîne en langue berbère à la radio et on leur a dit que la langue arabe était la seule responsable de cela. On leur a montré ensuite la voie à suivre : détruire les enseignes en langue nationale mais préserver celles en langue française.

Des mensonges de ce genre prolifèrent et trouvent curieusement accueil chez les esprits passionnés ou crédules, du genre de ceux qui ont cru à l'histoire de la vieille ressuscitée de l'hôpital Mustapha. Ils démontrent pour les x-épiques les caractéristiques du complot, un complot préparé à l'avance outre-mer et qui dispose malheureusement d'agents actifs en notre ven. Les victimes de ce complot, parti d'un postulat culturel, tentent d'imposer une remise en cause de nos opinions et de notre système politique. La chanson des sirènes libérales était prête, et il s'est trouvé même quelques commerçants et grossistes à se joindre au chœur. Faut-il un dessin encore ?

E. M.

murs de l'université d'Alger par des éléments perturbateurs annonçant la mort de 32 étudiants alors que nous sommes en mesure d'affirmer en toute certitude qu'il n'y a pas eu un seul mort pour l'ensemble des événements qui ont été créés depuis plusieurs semaines dans la région.

**LA REALITE :** Il s'agit de 32 individus qui ont été arrêtés, dont une dizaine d'étrangers reconnus pour leur participation aux actions nationales et aux dégradations que nous avons rapportées dans notre précédente édition. Nous

## MENSONGES

pourrions affirmer la quasi totalité parmi ces individus, ceux qui ont été blessés des suites de leur affrontement avec les services de sécurité, sont tous soignés dans un établissement hospitalier et qu'aucun d'entre-eux n'est dévenu en cellule.

**LE MENSONGE :** La fermeture de l'Université a été interprétée comme une atteinte à l'ensemble de la communauté universitaire.

**LA VERITE :** La majorité vicière de cette communauté reconnaît, comme nombre d'étrangers l'ont admis devant notre envoyé spécial, qu'ils n'étaient plus en mesure de contrôler le mouvement du fait de l'emprise totale qu'exercent sur eux une poignée d'agitateurs qui avaient monopolisé la parole et s'étaient vengés dans l'organisation de conférences de presse

Des personnes de « bonne foi » nous ont téléphoné pour tenter de donner une explication aux actes de vandalisme et aux dégradations commises notamment à Tizi-Ouzou : A les entendre ce serait le fait de la colère des « citoyens » après l'intervention des services de sécurité à l'université.

A entendre certaines personnes, le déclenchement de violences et d'actes de vandalisme qui a eu pour théâtre la ville de Tizi-Ouzou cette semaine aurait pour origine l'intervention des services de sécurité à l'université et la fermeture de ce centre.

Le mensonge qui s'inscrivait dans une série de nouvelles de type intox semblent avoir trouvé une certaine résonance dans certains esprits.

**LA REALITE :** Les services de sécurité ont évacué le centre universitaire le 10 avril dernier alors que les agitateurs ont commencé à opérer en plusieurs points de la wilaya de Tizi-Ouzou et dans la wilaya de Béjaïa en se livrant à des actes de sabotage et d'atteinte aux biens publics et ceci, au lendemain du 10 mars, « jour J » dont le prétexte était l'intervention de la conférence de M. Mammert.

Il est bon de savoir que les auteurs de l'infamante action de Oued Amizour -- la destruction du drapeau national -- et ceux qui ont souillé une sièle érigée en l'honneur des martyrs -- ne sont autres que des HARKIS.

La justice a tranché déjà sur cet incident grave en donnant un châtimement approprié à ses auteurs.

**LE MENSONGE :** Des affiches collées aux

## La main de l'impérialisme

Par Mohamed BENCHICOU

Qu'y a-t-il derrière le refus des Français et des Américains d'accepter un prix rémunérateur du gaz que leur vend notre pays ?

Pourquoi tant d'acharnement, tant de haine, tant de calomnies envers un peuple et un pays qui ne font que réclamer leur dû ? Pourquoi cette campagne de presse, cette escalade dans le mensonge, cette atmosphère de menaces qui ressemblent étrangement aux semaines qui ont suivi la nationalisation du pétrole en 1971 ?

La réponse, la seule, est que derrière l'image rassurante d'une table de réunion et des sourires destinés aux photographes, derrière les chiffres et les propos creux, il y a la main de l'impérialisme, du capitalisme international, la même main qui manipule la réaction nationale à chaque fois que notre peuple mène une bataille dans la lutte qui le mènera au socialisme. Il y a là la stratégie de bloquer le progrès économique et l'indépendance. Car enfin, voyons les données et les chiffres.

Les experts occidentaux eux-mêmes reconnaissent que le marché impose un réajustement du prix du gaz. La demande a nettement progressé depuis le temps où on considérait cette source d'énergie comme marginale et qu'on la sous-payait en conséquence. Aux Etats-Unis, qui font tant de difficultés pour payer le juste prix réclamé par l'Algérie, on consomme de moins en moins de pétrole et de plus en plus de gaz qui couvre déjà 28 p. cent de l'utilisation totale d'énergie. En Europe occidentale, le gaz entre pour 17 p. cent de la consommation totale, et ce pourcentage est appelé à augmenter en flèche.

De plus, et c'est un facteur très important qui milite en faveur du réajustement du prix, le gaz n'est plus utilisé dans ces pays industrialisés comme simple substitut à certains produits (fuel-oils lourds), donc facultatif, mais comme un produit quasi stratégique dans l'industrie, puisqu'il remplace les distillats moyens. Il est donc tout à fait logique, du point de vue économique, de revaloriser le prix d'un produit qui contribue fortement à l'augmentation de la valeur ajoutée en Occident, et dont le producteur doit être rémunéré en conséquence.

Et, c'est essentiel à souligner, les experts, les dirigeants, les spécialistes occidentaux n'ignorent cet état de fait que lorsqu'il s'agit de l'Algérie.

Aussi n'avons-nous pas entendu les sirènes de « L'Aurore » et de « France Soir » lorsque l'Indonésie, en 1978 (déjà), vendait au Japon le GNL à un prix lié à celui du pétrole.

Aussi n'avons-nous pas lu la haine, les mêmes calomnies dans les feuilles de ces plémittifs revanchards quand Abou Dhabi a aligné son GNL sur le pétrole

brut 39 degrés API, le portant de 2 dollars à 5,39 dollars le million de BTU.

Aussi n'avons-nous pas constaté cette campagne calomnieuse lorsqu'en 1979 le Mexique réussit à faire admettre aux Etats-Unis (eh oui !) le principe de l'indexation du prix du gaz sur celui du pétrole.

Pourquoi alors ces appels à l'émeute et ce langage menaçant, aujourd'hui que l'Algérie demande un réajustement du prix du gaz sur le cours du marché ?

La vérité, celle qui s'impose après l'analyse objective de la situation, est que nous sommes en présence d'une stratégie concertée de l'impérialisme et des principaux meneurs du capitalisme international pour nuire à l'effort de développement de l'Algérie parce que ce développement se conçoit sur des bases plus claires.

La volonté de décentraliser la planification, de la démocratiser et de l'élaborer selon des principes scientifiques, la volonté de réduire l'assistance étrangère, de consolider et d'assainir le secteur de l'Etat, de contrôler les investissements, les perspectives qui s'offrent de renforcer sérieusement l'indépendance économique, reflétées par les discours officiels, sont autant d'indices qui n'arrangent pas l'impérialisme conscient que ce sont autant de jalons plantés dans la voie de l'indépendance totale de l'Algérie, donc d'une rupture totale avec lui.

« L'Aurore », « France Soir », « Le Figaro » et le reste de la presse occidentale auraient certainement tenu le même silence qu'ils ont tenu pour les autres pays exportateurs de gaz, si l'Algérie ne s'engageait pas, de plus en plus profondément, dans la voie d'une économie indépendante, malgré les chantages de l'Occident, malgré les graves atteintes à son pouvoir d'achat, malgré les manipulations et l'introduction de la confusion.

Les idéologues du capitalisme auraient certainement respecté le mutisme complaisant si notre pays ne jouait pas un rôle unificateur et dynamique au sein de FOPEP et au sein du Mouvement des non-alignés, s'il n'y avait pas en son sein des forces démocratiques de plus en plus puissantes qui savent séparer le bon grain de l'ivraie. S'il allait réinvestir les revenus des hydrocarbures non pas pour la construction d'écoles, des hôpitaux, de logements, d'usines, mais dans les secteurs profitables pour l'Occident qui reprendrait d'une main ce qu'il a concédé de l'autre.

C'est à toutes les forces patriotiques de considérer ces pressions sur le gaz comme une nouvelle offensive de l'impérialisme et que son succès, finalement, ne sera qu'une nouvelle bataille gagnée dans la lutte pour le progrès social.

Mohamed BENCHICOU



LES ÉMEUTES DE TIZI-OUZOU

Les autorités s'en tiennent à la thèse du « complot »

De notre correspondant

Alger. — La situation restait tendue, mercredi 23 avril, à Tizi-Ouzou, mais il semble que la fréquence et l'intensité des heurts entre jeunes manifestants et forces de l'ordre aient un peu diminué. Selon les témoignages recueillis auprès de coopérants étrangers qui ont gagné Alger, la ville présenterait un aspect désolé. Après deux journées consécutives d'affrontement, les deux hôtels, le Belloua et le Lalla Khedidja, sont largement endommagés; la villa du ministre de l'enseignement primaire et secondaire, M. Mohammed Kharroubi, ancien wali du département, particulièrement impopulaire, aurait été incendiée; les ouvriers de la Sonelec continuent à occuper leur usine dévastée après la farouche résistance qu'ils ont opposée dimanche matin aux forces de l'ordre qui voulaient les déloger. Les travailleurs auraient menacé de faire sauter la centrale électrique du complexe en cas de nouvelle attaque. Les commerces restent fermés et la région connaît quelques difficultés de ravitaillement, notamment en essence, toutes les cuves des stations-service étant vides. Des renforts militaires auraient été acheminés vers la Kabylie.

La capitale est restée, ainsi que les jours précédents, entièrement calme, une certaine fièvre se manifestant seulement dans les enceintes universitaires. La grève lancée pour protester contre la répression est inégalement suivie. Les cours sont complètement arrêtés dans les facultés de lettres et de sciences économiques dans le centre-ville. Ils ont, en revanche, assez largement repris à l'université des sciences et techniques de Bab-Ezzouar.

Un « alibi culturel »

Les autorités s'attachent à démontrer que les troubles en Kabylie ne perturbent en rien la conduite habituelle des affaires. La télévision a ainsi longuement rendu compte dans la soirée du départ du président de Sierra-Leone, M. Siaka Stevens, au terme d'une visite officielle de trois jours, avant d'aborder ce qu'il est convenu d'appeler les « événements de Tizi-Ouzou ». Aucune précision n'est cependant donnée sur leur ampleur non plus que sur leur déroulement exact. Mais les commentaires politiques à tra-

« L'Humanité » du 26 avril, sous la plume de son envoyée spéciale permanente à Alger, cite longuement El Moudjahid à propos des troubles en Kabylie, puis conclut : « Il semble d'ailleurs que ce soit l'intervention des forces de l'ordre, dans la nuit de samedi à dimanche à Tizi-Ouzou qui ait déclenché en Kabylie l'engrenage de la violence, cela à un moment où le dialogue paraissait pouvoir s'instaurer entre les autorités et les grévistes à propos de leurs revendications sur la revalorisation de la langue et de la culture berbères. »

vers l'ensemble des médias mettent l'accent sur l'existence d'un « complot » antinational et antipatriotique dont on annonce d'ores et déjà détenir les preuves, qui seraient prochainement rendues publiques. La tournure prise par les événements démontrerait, selon les autorités, que les revendications culturelles invoquées par les étudiants berbérophones et ceux qui les soutiennent ne constituent qu'un « alibi » et un « prétexte » à une opération politique dont « les tenants et les aboutissants ont été mis au jour ». Pour les autorités algériennes, ces « tenants » ne peuvent se trouver qu'à l'étranger. L'éditorial du

TROIS CENTS FRANÇAIS DONT UNE CENTAINE D'ENSEIGNANTS

La communauté française de Tizi-Ouzou compte environ trois cents membres, dont une centaine d'enseignants répartis pour moitié entre les établissements d'enseignement secondaire et l'université et quelques coopérants techniques. Soixante-dix environ fréquentent l'école implantée par l'ambassade de France à leur intention; elle a été fermée par mesure de précaution. Les coopérants ont pour consigne permanente de ne se mêler en rien aux problèmes politiques internes du pays, et pas de chez eux. Aucun d'entre eux n'aurait été blessé, ni quelque façon que ce soit aux événements. — D. J.

Moudjahid de mercredi oriente vers Paris, sans toutefois imputer directement le gouvernement français. Il s'en prend seulement « à des organisations implantées en France », où précise-t-il aussitôt, elles trouvent « bon accueil » et « une certaine assistance ».

Bien que des éditorialistes reconnaissent parfois la « légitimité » de certaines revendications culturelles étudiantes, les dirigeants n'en réaffirment pas moins leur détermination de ne rien céder sur l'enseignement de la langue berbère, jugée contraire à la politique d'arabisation accélérée adoptée lors de la dernière réunion du comité central du P.L.N.

DANIEL JUNQUA.

« Le Monde » 25/4/1980

Après les heurts sanglants qui ont fait plusieurs morts et des centaines de blessés

Kabylie : Alger dénonce un complot

Une chape de silence est tombée sur la Kabylie, toujours entourée d'un véritable cordon sanitaire militaire — comme le rappelle notre envoyé spécial — qui interdit systématiquement le passage à tout étranger, et surtout aux journalistes. Après les très violents heurts entre les manifestants berbères et les forces de l'ordre d'Alger, qui se sont déchaînées dans la journée de mardi, une vive tension continue de régner dans la province rebelle. A partir des témoignages recueillis à Alger auprès des rares personnes arrivées de Tizi-Ouzou, il se confirme que les affrontements successifs ont effectivement fait quelques centaines de blessés et plusieurs morts dans chaque camp. Mais tout le personnel civil de l'hôpital de

de notre envoyé spécial Philippe DUFAY

Alger, jeudi. — « On te fait chier parce que tu es matriculé en Kabylie. » L'entrée en matière est rapide. Le bruit de l'avion est encore dans les oreilles, qu'il a suffi de doubler une Land de la police pour que le premier autochtone rencontré vous vide son sac. Pourtant, on ne lui en demandait pas tant. On s'était même promis d'éviter d'aborder le sujet, du moins, comme ça, tout de suite. On nous a prévenus : « Ils sont très chatouilleux là-dessus. » Mais le petit bonhomme ébouriffé, souriant et gouailleur qui sialome entre les phares, a lui-même spontanément ouvert le feu. « Un massacre, que ça a été là-bas. Les gens, ils en ont marre. Ils peuvent bien envoyer leurs flics et l'armée, cette fois, on ira jusqu'au bout. » Décidément en retard, on pose tout de même la question. La réponse vient aussitôt : « Bien sûr que je suis

kabyle; et je peux le dire que cette fois, s'ils veulent la guerre, ils l'auront. Nous, on était les premiers ici; eux, les Arabes, ils disent le contraire. Ils font apprendre aux gosses dans les écoles que ce sont eux qui sont arrivés les premiers. Ils se foutent de nous. Et Jugurtha? Nous, les Berbères, on est une race. Même si ta race c'était d'être juif, t'es fier quand même d'elle. »

Prétextes et pressions

« Cette fois, c'est pas seulement les étudiants, c'est tout le monde qui veut que ça change, qu'on reconnaisse notre culture et nos droits. Quand les gens se battent avec des bâtons ou des bouteilles contre des gars armés de fusils et de baïonnettes, c'est vraiment qu'ils en ont assez. On

Tizi-Ouzou en grève ayant été expulsé dès dimanche soir et remplacé par du personnel militaire (des médecins civils auraient même été tués, car ils refusaient d'être évacués), il est toujours impossible de savoir combien de personnes ont été hospitalisées ces derniers jours dans la capitale kabyle quadrillée par des blindés.

Le Comité de défense des droits culturels en Algérie, créé à Paris il y a environ un mois, a appelé, pour sa part, « l'ensemble de la population immigrée (NDLR : plus de 50% de berbérophones) à participer massivement à une marche pacifique sur l'ambassade d'Algérie à Paris samedi à 15h », fixant le rassemblement au métro Kléber.

est 14 millions sur les 18 millions d'Algériens à être berbérophones. Alors, il ne faut plus nous mépriser. Moi, j'irai à Tizi demain; ils ne peuvent tout de même pas m'empêcher de voir mon père et ma mère. Ils ont tout coupé: le gaz, le téléphone, l'électricité et ont envoyé l'armée. T'as des barrages tous les deux kilomètres. Ils ne laissent passer que les femmes et les vieux, mais les jeunes, les moins de trente ans, wallou! Ça ne fait rien, il y a encore un train par jour qui va là-bas. Faut voir ce qu'on leur a mis! Ils ont bien eu déjà sept morts. On leur a pris quatre voitures de flics et on les a brûlées comme ça à l'entrée de la ville.

Ici, à Alger, il n'y a que les étudiants qui bougent. C'est pas comme en Kabylie. Ici, c'est bourré de flics. A la radio, ils disent n'importe quoi. Nous, on rigole. Les Arabes, ils nous font rigoler. N'empêche que si les étudiants n'avaient pas man-

festé, Mammeri, ils l'auraient tué. Mais, comme ils ont cédé, alors, nous, cette fois on est décidé à aller jusqu'au bout. »

La voix, et l'auto immatriculée 15, Kabylie, disparaissent dans la nuit. Aujourd'hui, c'est jeudi, l'équivalent d'un samedi français. Alger s'engourdit pour le week-end. Mercredi soir, M. Abdelhak Brerhi, ministre de l'Enseignement supérieur et membre du Comité central du FLN, a frappé sur la table. Il a, devant les caméras de la télévision, dénoncé « le plan tramé par les milieux impérialo-réactionnaires hostiles à la révolution algérienne qui tentent de semer la division dans les rangs du peuple ». Le ministre a désigné les coupables de cette machination: un groupe d'étudiants-vandales ayant des liens directs avec un bureau étranger installé à Paris.

Qualifiant de « prétexte » les revendications culturelles ber-

« Quotidien de Paris » 25/4/1980



bères, M. Brerhi a rappelé les déclarations du roi Hassan II du Maroc, lors de son séjour en France, selon lesquelles « la question du Sahara occidental est en voie d'être réglée, en prévision des événements de Tizi-Ouzou ». Il a également évoqué les craintes des pays capitalistes après la participation du chef de l'Etat algérien au « Sommet de la fermeté » à Tripoli, et les multiples pressions dont l'Algérie est l'objet dans les domaines du gaz et du pétrole.

### Tizi-Ouzou isolée

Pour les autorités algériennes, pas de doute, l'Algérie est victime d'un sombre complot tendant à déstabiliser le pays. Le journal pro-gouvernemental *El Moudjahid* consacrait hier près d'un tiers de sa « une » aux événements. Sous le titre choc « BIENSONGES », l'éditoria-

liste du quotidien algérois désignait sans hésitation les fauteurs de troubles : Paris, Rabat et leurs valets. « Il est bon de savoir, écrit *El Moudjahid*, que les auteurs de l'infamante action de l'Oued Amizour - la destruction du drapeau national et la profanation d'une stèle érigée en l'honneur des martyrs - ne sont que des harkis, et, poursuit le quotidien en gros caractères, la justice a tranché déjà sur cet incident, en donnant un châtement approprié à ses auteurs. »

Alger, on le voit, prend très au sérieux les événements actuels.

Et l'on peut redouter qu'une crise vienne à éclater avec Paris, deux mois à peine après l'aimable visite de M. Benyahia en France. En attendant, Tizi-Ouzou, capitale de la Grande-Kabylie, est totalement coupée du reste du monde.

Ph. D.

"Quotidien de Paris"  
25/4/1980

## DEBORDEMENT

### Les rumeurs toujours non confirmées font état de centaines de blessés et de nombreuses arrestations

# Tizi Ouzou toujours coupée du monde

Rues jonchées de voitures incendiées, de vitrines brisées, de pavés et de débris divers, plusieurs bâtiments officiels sacagés, dossiers administratifs éparpillés : la tension paraissait mercredi à Tizi-Ouzou tandis qu'à Alger plusieurs centres universitaires étaient en grève de solidarité. Le black-out total imposé à la presse étrangère et le refus des autorités de confirmer ou de démentir les informations de sources étudiante ou d'autres personnes ayant assistées aux événements facilités évidemment la propagation de toutes les rumeurs.

Des personnes suspectées d'avoir joué un rôle dans les événements semblent cependant avoir été arrêtées chez elles. Quatre étudiants du « Comité de coordination » de la faculté d'Alger auraient également été arrêtés il y a trois jours. Jeudi matin, le *Moudjahid* affirmait de son côté qu'il n'y avait eu « aucun mort » au cours des échauffourées de Tizi Ouzou. La veille, le quotidien algérien faisait état d'un « complot d'origine étrangère » visant non seulement à « attenter à l'unité nationale », mais à paralyser l'administration locale et à instaurer dans le pays de « graves événements à la veille du prochain et décisif congrès du parti ».

La thèse du « complot » était reprise jeudi matin par le ministre algérien de l'enseignement supérieur : M. Brerhi affirmait en effet à la télévision que les services algériens de sécurité avaient démantelé une organisation qui s'était « infiltrée » dans le mouvement des étudiants de Tizi Ouzou et dont les « liens directs avec un bureau installé à Paris ont été prouvés ». On attend évidemment les « précisions ultérieures » promises par le ministre de l'Enseignement...

En attendant, on doit se contenter des témoignages de

personnes venant d'Algérie. Un universitaire algérien arrivé mercredi soir à Marseille décrit ainsi Tizi Ouzou comme une ville quadrillée par l'armée depuis dimanche. « Des blindés stationnant aux portes du chef-lieu de la Kabylie, et deux bataillons de parachutistes ont pris position dans la ville s'ajoutant au dispositif policier » affirme ce témoin.

L'hôpital de Tizi Ouzou, affirme ce témoin, a été complètement pris en main dimanche par l'armée. Tout le personnel civil algérien a été mis à l'écart, certains membres du personnel soignant ont même été arrêtés, poursuit-il en estimant « probable quoiqu'il soit difficile à vérifier l'information selon laquelle les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre dimanche auraient fait des morts ».

Cinq à six cents blessés auraient en tout cas été reçus à l'hôpital de Tizi Ouzou qui « débordait de partout ». Plusieurs dizaines d'habitants de la ville ont été arrêtés, pour la plupart à leur domicile : une vingtaine d'universitaires (le témoin en a dressé une liste), au moins six médecins de l'hôpital, des militants d'unités de production industrielle où il y avait eu des mouvements de grève. Sonoloc de façon certaine, Sonitez très probablement.

Plusieurs dizaines d'autres personnes sont recherchées, et se cachent. Enfin ce témoin estime qu'après ces événements, toute la communauté universitaire de Tizi Ouzou risque d'être radiée ou révoquée, et frappée d'interdictions professionnelles.

« Je suis absolument formel, poursuit cet universitaire, c'est la population de Tizi-Ouzou qui a fait grève et qui est descendue dans la rue et pas seulement des groupes d'oppositionalistes ou de lycées. On ne concevrait pas d'ailleurs un tel dispositif de répression s'il ne s'était agi que de quelques centaines de lycéens, étudiants et enseignants.

"Libération" 25/4/1980

pratiquement assigné à résidence, a été traîné dans la boue par un article du *Moudjahid* (« les donneurs de leçons ») qui le compare à Jacques Soustelle. Sa réponse, très digne, n'a pas été publiée. Une pétition qui en réclame la parution a recueilli plusieurs centaines de noms. Les signataires sont recherchés et interrogés. Et le *Moudjahid* poursuit imperturbable : « Si les stratégies qui sont à l'origine du complot actuel n'avaient pas trouvé en la personne de Mouloud Mammeri la pierre d'achoppement (sic) de leur ouvrage machiavélique, ils en auraient créé un autre ». Un autre ou des milliers ?

J.L.

### BERBERE

Alors que le calme est revenu à Tizi-Ouzou

# Kabylie: Alger brandit la thèse du complot

Le tour est joué ! Pas question pour le gouvernement Chadli de reconnaître la légitimité de la révolte des étudiants kabyles. « Ils sont télégués de Paris et Rabat ! ».

Alors que le calme est revenu à Tizi-Ouzou, pour la première fois, on pu voir tout cela à la télévision pendant 40 minutes. Le reportage était suivi d'un édifiant « procès de Moscou » où un manifestant de Tizi avouait, les yeux baissés, avoir agi sur instigation de l'étranger. Le gouvernement n'a donc pas commis l'erreur de 1963 : couper longuement la Kabylie du reste du monde, ce qui y transforma un début de révolte en guerre civile. Mais sa thèse actuelle du « complot international » ne paraît guère plus judicieuse pour calmer les esprits. D'autant que « l'investigateur » choisi par les médias algériens est assez ridicule. Il s'agit de M. Rachid Ali Yahia, avocat à Paris. Cet ancien membre de la direction du mouvement nationaliste algérien avait tenté en 1948, de le faire éclater sur la question berbère. Il a créé, il y a quelques années un « Front de l'Unité algérienne » qui a diffusé quatre tracts depuis sa naissance et ne s'est guère additionner plus remé.

Conscientieusement que le mal est chez elle, dans sa propre jeunesse, la Sécurité Militaire algérienne a, parallèlement, entamé un silencieux décapitation du mouvement étudiant et de l'intelligentsia berbère de la capitale. Depuis quelques jours tous les militaires qui n'avaient pas fait leur service militaire sont incorporés d'office, y compris les dispensés.

Rachid Bellil, le plus proche collaborateur de Mouloud Mammeri, au Centre de recherches anthropologiques, a été discrètement enlevé. Son vieux maître, conscientieusement que le mal est chez elle, dans sa propre jeunesse, la Sécurité Militaire algérienne a, parallèlement, entamé un silencieux décapitation du mouvement étudiant et de l'intelligentsia berbère de la capitale. Depuis quelques jours tous les militaires qui n'avaient pas fait leur service militaire sont incorporés d'office, y compris les dispensés.

Autre piste pour les journaux d'Alger : le Maroc. C'est plus classique. Le roi vient ironiquement d'y donner le coup d'envoi d'un Institut d'études berbères. « Nous demandons notre langue et la démocratie » disent les étudiants de Tizi-ouzou. « On ne revendique pas une culture pour la mettre aussitôt en prison ».

"Libération" 26/4/1980

Il se présentait récemment à France-Inter comme l'inspirateur du mouvement des étudiants kabyles. Ceux de Paris (2ème ville de Kabylie après Alger, puisqu'elle compte 300 000 « enfants du pays ») ont immédiatement réagi en le dénonçant comme un agent du SDECE. Que le gouvernement français ait envie de mettre un peu d'huile sur le feu au moment où les négociations sur le gaz d'Haasi R'Mel sont au point mort peut se comprendre. Il vient toutefois d'interdire la marche sur l'ambassade d'Algérie pré-

près ses « Trois Glorieuses », Tizi Ouzou est de nouveau calme mais en deuil. Les magasins restent fermés. L'alimentation, l'essence et le tabac manquent. « A cause des pillages, disent les autorités, « à cause du blocus militaire » disent les habitants. Les routes sont maintenant couvertes mais on ne compte pas moins de trente barrières sur les 100 km qui séparent Alger de la préfecture Kabyle. Les rues de cette dernière sont vides. N'y déambulent que des « uniformes » : des gendarmes avec chiens, des brigades anti-émeutes avec boucliers (les gens d'ici qui ne les avaient jamais vues les ont baptisées « les gladiateurs ») et les pompiers.

Ceux-ci ont fort à faire pour débarrasser la ville des tonnes de débris tombés des immeubles dévastés par la foudre. « Méfait » le plus spectaculaire : l'incendie de la villa de l'ancien « procureur » de la province, M. Kharroubi (présent président aujourd'hui ministre) détecté pour avoir sanctionné les fonctionnaires surpris à piler le berbère et interdiction de la bière dans une région « dévouée par les maudites habitudes de l'émigration ».



# Les images présentées à la télévision confirment l'ampleur des affrontements de Tizi-Ouzou

Tizi-Ouzou. — Des vitrines éventrées, des bus calcinés, des bus calcinés, de rues jonchées de débris : l'Algérie tout entière a pu, à la veille du sacro saint week-end, constater la « casse » provoquée par les « éléments antinationaux et antipatriotiques » qui, trois jours durant, ont défié l'autorité des forces de l'ordre dans le centre de Tizi-Ouzou. La télévision algérienne, jusqu'à présent fort avarae d'informations sur les troubles de Kabylie — complaisamment « gonflés » assurait-on par la presse étrangère, et surtout française — leur a consacré jeudi soir 23 avril quelque quarante minutes de reportages et de commentaires.

Les images délibérément insistantes des dégâts causés dans la ville par des « trublions manipulés » auront peut-être, comme il convenait, soulevé l'indignation des bons citoyens. Mais elles témoignent aussi a posteriori de la violence et de l'ampleur d'affrontements que les autorités s'attachaient il y a peu à minimiser.

Le feu vert donné aux médias officielles pour rendre compte sur place des événements indique, en tout cas, que le gouvernement estime avoir repris le contrôle d'une situation qui, admet-on discrètement, lui avait bel et bien échappé. De fait Tizi-Ouzou a vécu jeudi une journée sans heurts, mais la ville est loin d'avoir repris son animation habituelle.

Des barrages dressés sur les routes au pourtour de la ville contrôlent les allées et venues et interdisent encore le passage aux journalistes étrangers. Nombre d'habitants ont cependant pu sortir pour aller se ravitailler et,

## De notre envoyé spécial

dans l'après-midi, les Kabyles de la capitale de retour au « pays » pour le week-end, formaient de longues queues aux divers postes de contrôle installés entre Alger et Tizi-Ouzou.

Retour à l'ordre ou simple répit ? Il est encore trop tôt pour trancher avec certitude. La répression brutale déclenchée dimanche contre les étudiants qui occupaient leur université et les ouvriers qui s'étaient déclarés solidaires, loin d'étouffer aussitôt le mouvement, a au contraire attisé la révolte et suscité l'émeute.

## Calmé à Alger

Les témoignages concordants et dignes de foi attestent qu'au plus fort des troubles, surtout dans la journée de mardi, une large majorité de la population de la ville et des villages avoisinants soutenait activement les jeunes les plus déterminés à l'affrontement. Mais la « rafle » opérée sur le campus et les arrestations qui ont suivi n'ont-elles pas aussi « décapité » le mouvement en le privant de tous ceux qui depuis six semaines, alimentaient et conduisaient la contestation ?

Les autorités ont mis sur l'essoufflement rapide des manifestants. Elles ne veulent encore voir dans ces événements qu'une effervescence sans lendemain, totalement isolée du reste du pays. De fait, les relatis espérés et attendus par les jeunes Kabyles à Alger ou dans d'autres régions berbérophones (Aurès), ont fait défaut. La capitale est restée parfaitement calme, malgré certaines tensions dans les centres

universitaires, et rien n'indique que les Chaouias des Aurès se soient à quelque moment sentis concernés par la colère des « frères berbères ».

Rassurés d'être ainsi parvenus à confiner le mouvement au bastion kabyle, les dirigeants algériens s'emploient désormais à isoler en son sein les « pyromanes », rejetant d'emblée — et non sans un certain dédain — les motivations culturelles, considérées ici comme un simple habillage. Les autorités entendent désormais étayer leur thèse du complot tramé et organisé à l'étranger. Seule « pièce à conviction » présentée, le témoignage-interrogatoire d'un enseignant arrêté à Tizi-Ouzou, diffusé jeudi soir par la télévision.

Parlant un français maladroitement précieux, ce « meneur » a longuement expliqué comment il avait été, depuis des années, « manipulé » par une organisation dirigée de Paris par un avocat kabyle naturalisé français, M. Rachid Ali Yahia. Déjà pris à partie à plusieurs reprises par la presse algérienne, ce dernier semble devoir être présenté comme l'« ome du complot ». Il n'est pas inconnu à Alger : militant du Mouvement nationaliste au lendemain de la guerre, il aurait, en 1949, tenté de prendre le contrôle de sa Fédération de France avant d'être écarté sous l'accusation de « berbérisme ».

La silhouette du « chef d'orchestre » peut paraître un peu terne. Aussi s'empresse-t-on dans maints commentaires de l'entourer d'alliés plus menaçants : du sans oublier — cité notamment par *Algérie-Actualités* — le SDECE français...

DOMINIQUE POUCHIN.

## « Les faits sont têtus »

El Moudjahid accuse des « organisations implantées en France » d'être derrière les émeutes de Tizi-Ouzou. Que certains opposants cherchent à tirer parti de l'effervescence actuelle ne fait pas de doute. Qu'ils aient réussi à provoquer un soulèvement de leur seul fait paraît peu probable ou alors cela reviendrait à leur accorder une puissance et une influence que le gouvernement algérien leur a toujours déniées. Ce qui, au demeurant, correspondait assez à la réalité. L'hebdomadaire *Algérie-Actualités* met, pour sa part, en cause des étudiants et des « éléments antinationaux » manipulés par les services français en coopération avec les services marocains.

Déjà, au début de 1976, Alger avait fait état d'une opération du même genre : elle n'avait trouvé aucun écho au sein de la population, et les comploteurs avaient été arrêtés, jugés et condamnés. L'Algérie fait partie de ces pays du tiers-monde dont le

peuple, trempé dans une longue et dure guerre de libération, a apporté la preuve de sa maturité en maintes circonstances difficiles. En outre, entre 1965 et 1976, année de sa mort, le président Boumediène et son équipe ont édifié un Etat fortement structuré, qui a toujours déjoué les complots inspirés ou organisés à partir de l'étranger.

Cela étant, il existe bien un « malaise kabyle » et il remonte à plusieurs années. C'est par une série de maladroresses et en faisant la sourde-oreille chaque fois que le signal d'alarme était tiré que les autorités l'ont laissé s'amplifier, donnant à leurs adversaires la possibilité d'exploiter la situation. Les premiers symptômes du malaise étaient apparus au grand jour lors du débat sur la Charte nationale. A l'époque, nombre d'orateurs kabyles mais aussi arabes avaient regretté, au nom de la rigueur et de la vérité historique, que les origines berbères

du pays aient été escamotées dans le texte fondamental : ce substrat socio-culturel n'était, en effet, évoqué que par allusions.

Alors que le pouvoir cite souvent cette phrase du cheikh Ben Badis « l'Algérie est ma patrie, l'arabe ma langue, l'islam ma religion », certains s'étaient chargés de rappeler que le penseur religieux, considéré comme un des inspirateurs du mouvement national, affirmait aussi : « La personnalité algérienne repose sur un trépied, l'éthnie berbère, ma langue arabe et la religion musulmane ». Deux ans plus tard, le malaise était encore plus nettement perceptible.

Tous les Kabyles reconnaissent volontiers que l'Etat a assuré un essor économique sans précédent dans leur région, mais il suffisait de converser un moment avec eux pour percevoir combien était vive leur frustration au niveau de l'identité culturelle. Diverses mesures y avaient contribué. Rappelons, entre autres, la suppression de la chaire de Kabylie

à l'université d'Alger, l'interdiction faite à des chanteurs kabyles de se produire chez eux, alors qu'ils pouvaient librement le faire à Oran ou à Alger, la nomination à Tizi-Ouzou d'un wali (préfet) qui se refusait à parler le kabyle, qui était pourtant sa langue maternelle, même avec de vieux paysans dont c'était le seul moyen d'expression... Plusieurs hauts fonctionnaires, dont on ne pouvait soupçonner la loyauté, et même des ministres, nous disaient alors, faisant allusion à leur origine : « Nous ne pouvons rater notre mère. » Personne ne pensait, ni ne pense pourtant, à une solution « séparatiste », jugée irréaliste et, au demeurant, non viable.

Les autorités s'étonnaient alors de voir des journalistes étrangers s'intéresser à un problème qui, selon elles, « n'existait pas » et donc, de parler d'un malaise « inexistant ». Pourtant, comme le déclarait un militant du F.L.N. au cours du débat sur la Charte : « Ceux qui persistent à nier la barbarie finissent par recréer la barbarie inventé par le colonisateur, et nos ennemis sauront bien en tirer parti pour nous opposer les uns aux autres. Si, on revanche, on accepte de regarder la réalité en face, sans complexes, on s'apercevra alors qu'il n'existe pas vraiment de problème kabyle et tout ira mieux. »

Ce propos avait été rapporté à l'époque dans un numéro du *Monde* (2-3 juillet 1978) qui n'avait pas été mis en vente en Algérie. C'est le cas à chaque fois que les « événements » de Kabylie sont évoqués. Pourtant, ce n'est pas en accusant la presse étrangère de malveillance et en l'interdisant — comme ce fut le cas lors de la maladie du président Boumediène, maintes fois démentie officiellement — que les responsables supprimeront les réalités qui les dérangent. Comme disait Lénine, « les faits sont têtus ».

PAUL BALTA.

## Kabylie : la marche sur l'ambassade d'Algérie à Paris annulée

La préfecture de police a interdit hier, la manifestation « pacifique » à laquelle appelait aujourd'hui le « Comité de défense des droits culturels en Algérie », au motif que celle-ci était de nature à troubler l'ordre public. Rappelons que le comité en question a lancé ces derniers jours un appel « à l'ensemble de la population immigrée », pour une marche sur l'ambassade d'Algérie à Paris, ceci à la suite des derniers événements de Kabylie. Devant l'interdiction du préfet de police, les organisateurs demandent à leurs sympathisants de renoncer à leurs projets pour éviter des troubles préjudiciables à la cause défendue, et qui risqueraient d'entraîner des expulsions.

"Le Monde" 26/4/1980 suite

"Quotidien de Paris" 26/4/1980





**L'irréductible fait berbère**

# J'ai vu la révolte kabyle

par Christian d'Epenoux

L'irréductible berbère aura été le cauchemar de l'autorité en Algérie. Avant et après l'indépendance. C'est en Kabylie, en 1871, que la première révolte anticoloniale fut déclenchée. En Kabylie encore que, en 1963, l'opposition à Ben Bella s'opéra par les armes. Six millions de Berbères en Algérie, dont 4 millions de Kabyles : le tiers de la population. Et la moitié de la colonie algérienne en France.

Les Berbères se plaignent de voir « depuis trop longtemps » leur langue,

leur civilisation, leurs coutumes oubliées au nom de l'unité nationale. Et au profit de l'enseignement exclusif de l'arabe, destiné à prendre la place du français. En 1973, fermeture de la chaire de berbère à l'université d'Alger. Déjà, des premiers remous étouffés. Le 10 mars dernier, interdiction d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur la poésie kabyle. Ce qui déclenche une série de manifestations de plus en plus graves.

Elles ne prennent pas, pour l'instant,

de caractère séparatiste, comme ce fut le cas naguère. Mais, en filigrane de leurs revendications culturelles, les Berbères évoquent un double malaise : celui de leur sous-représentation dans l'appareil du parti. Et peut-être même les orientations politiques de l'Etat...

Notre envoyé spécial, seul journaliste présent à Tizi-Ouzou, a vu comment la plus grave de ces émeutes tournait à l'insurrection.

Pages suivantes : le reportage de Christian d'Epenoux.

Tizi-Ouzou, 22 avril : l'émeute prend de l'ampleur. Les forces de l'ordre défendent le centre de la ville (ci-dessous).



## Kabylie

De notre envoyé spécial à Tizi-Ouzou  
Des colonnes de fumée noire au-dessus de la ville, des détonations, des bruits de vitres brisées, les cris de fureur des manifestants, quelques rares voitures qui refluent du centre à toute vitesse, des jeunes gens surexcités qui tapent sur mon taxi pour l'empêcher d'avancer... Beaucoup de blessés, et vraisemblablement des morts. Mardi 22 avril, à 11 heures, j'arrive à Tizi-Ouzou en pleine émeute. D'Alger, les autorités observaient un black-out complet, se contentant d'évoquer pudiquement, à travers l'officiel « El Moudjahid », « des atteintes à l'ordre public ». Ce que nous avons découvert, mon chauffeur kabyle et moi, en pénétrant dans la ville interdite aux journalistes, c'est un état de siège et d'insurrection.

D'Alger à Tizi-Ouzou, cinq barrages de police, puis de gendarmerie, ralentissent ou contrôlent les voitures. Le dernier, le plus rigoureux, se situe à 10 kilomètres du chef-lieu de la Grande Kabylie. Papiers, examen minutieux de la voiture, puis Mouloud, le chauffeur, demande candidement s'il se passe quelque chose à Tizi-Ouzou. La voiture franchit, finalement, le dernier barrage : officiellement, je suis un visiteur venu de France voir mon cousin coopérant.

Un peu plus loin, à Dra-Ben-Khedda, dernier bourg avant Tizi-Ouzou, tous les rideaux sont fermés. Un vieux Kabyle, à qui nous demandons ce qui se passe, explique avec véhémence que le mouvement de protestation gagne en Kabylie, et lance au chauffeur : « Dis à Alger que nous irons jusqu'au bout avec acharnement. » Une vieille femme nous demande de la conduire en ville : elle n'a plus de provisions. Elle est allée en stop manger chez sa sœur. Elle exprime une vive inquiétude : « Qu'est-ce qu'ils vont nous faire demain ? »

## Le saccage de la gare routière

Tizi-Ouzou se dresse soudain, encaissée entre ses collines au bout de la route. Et immédiatement devant, les fumées et les affrontements que l'on aperçoit au niveau des premières maisons. Entre deux séries de détonations et à part ces colonnes opaques qui s'élèvent au-dessus des maisons, la ville semble morte. Usines fermées, marché vide, chantiers désertés : quand le silence s'installe, il est total, oppressant.

A pied, en longeant les murs, nous pénétrons dans la grande rue qui mène au centre. A gauche, la gare routière moderne est complètement saccagée.

Des C.n.s. (les C.r.s. algériens) nerveux, mais qui semblent paralysés, dépassés, bouclier et fusil lance-grenades fumigènes à la main, sont regroupés devant l'entrée, autour de leur véhicule grillagé. Dans la cour, un gros car de la Société nationale des transports, renversé sur le côté, brûle en dégageant de hautes flammes rougeâtres. L'avenue est un champ de bataille : des boulons, des barres de fer, des milliers de pierres de tous calibres. Entre trois barricades édifiées à la hâte avec des poutrelles, un petit groupe de manifestants harcèle un fourgon de gendarmerie qui tente, en zigzaguant, de remonter l'avenue à grands coups d'accélérateur. Surgis de derrière un mur, des jeunes révoltés, avec une audace inouïe, le front entouré de bandages parfois sanglants, tentent de l'encercler : une grêle de moellons s'abat sur la carrosserie. Cinquante mètres plus haut, de vieux pneus flambent sur le macadam. Les émeutiers ont répandu de tout sur la chaussée : du fuel, des barils de graisse, pour faire patiner les véhicules des Forces de l'ordre...

## Genou à terre

Nous progressons vers la place du Rond-Point, centre nerveux de la ville. Autour du jet d'eau, des casques brillent au soleil : il y a là, en rangs, regroupés autour des engins blindés, armés de canons à eau, de 200 à 300 gendarmes mobiles, tenant au poing des lance-grenades et des fusils. Quatre Land Rover brûlent autour de la place, les roues en l'air. Les jeunes assaillants s'approchent de plus en plus, faisant pleuvoir sur eux une grêle de projectiles. Soudain, tout le premier rang des Forces de l'ordre met le genou à terre et déclenche à tir tendu un barrage de grenades lacrymogènes. Une rafale de mitraillette, une autre dominant le vacarme. J'apprendrai plus tard, par la bouche de plusieurs témoins, que les Forces de l'ordre, jusqu'à ce jour au moins, se contentent de tirer à blanc ou en l'air.

La confusion est extrême. Une vague d'assaut de gendarmes tente de dégager la place, les engins lanceurs d'eau progressent en crachant d'énormes jets, et les manifestants refluent dans le désordre. Nous nous réfugions dans un immeuble : derrière leurs persiennes, des familles observent la rue et racontent. Toute vie est bloquée depuis trois jours. On ne peut plus se ravitailler. On vit sur les réserves. Des femmes inquiètes dont les maris travaillent à Alger leur ont demandé de ne pas revenir à Tizi-Ouzou. Certains sont des fonctionnaires qui se déplacent à bord de voitures officielles : identifiées par les manifestants, elles seraient immédiatement renversées et brûlées.

et leurs occupants malmenés. On apporte un jeune blessé, le visage en sang. Une femme ferme sa porte : elle ne veut pas avoir d'histoires. Une autre, très vite, offre de l'eau et du désinfectant sur le palier, mais va s'enfermer elle aussi dans son appartement. « Ça va très mal, me dit-elle à la hâte, mais il faut comprendre, nous ne pouvons pas prendre de risques. » Ici, dans ce quartier central hérissé d'immeubles modernes, dominant la discrétion et la prudence. Aucune prise de parti, aucune opinion n'est formulée. On me dit qu'il faut se méfier, qu'une dénonciation est possible : à tel ou tel étage, des chefs de famille travaillent dans la Police ou pour l'Etat algérien. On ne m'a pas vu. On ne veut pas me voir.

A la faveur d'une accalmie, nous reprenons notre progression. Pour découvrir toute l'ampleur de l'émeute. Le centre devenu inaccessible, il faut le contourner par des ruelles, par des jardins, immédiatement aidés par une population amicale. Plusieurs boulevards convergent vers le centre, en rayons de bicyclette, descendant de la haute ville vers le Rond-Point. C'est cette haute ville, dont les maisons dominent le centre en escaladant la colline, qui est le véritable bastion de l'émeute.

## Un camp retranché

Ici, on entre dans une vaste forteresse dont les manifestants sont totalement maîtres. Spectacle incroyable au regard des vagues rumeurs entendues à Alger. Un, deux, sept boulevards — toutes les artères — sont du haut en bas hérissés de barricades. Vieilles charrettes, portes, matériaux de construction, bennes à ordures renversées, vieux portails, arbres sciés et abattus. Toute cette partie de la ville, de loin la plus importante, est devenue un camp retranché. De barricade en barricade, les vagues des jeunes assaillants, qui ont tous entre 10 et 20 ans, descendent vers le Rond-Point et bombardent le service d'ordre, qui barre les accès vers le centre. Une contre-attaque des gendarmes et une riposte à la grenade lacrymogène les refoulent une barricade plus loin... J'ai vu des femmes, des jeunes filles alimenter en « munitions » (pierres, silex, morceaux de ferraille, etc.) les jeunes Kabyles surexcités. Dans une rue adjacente, où les manifestants viennent entre deux assauts se reposer et soigner leurs yeux brûlés, un vieillard armé d'une barre de fer s'approche et me crie : « Monsieur, c'est la lutte finale. Nous avons vaincu le colonialisme, nous pouvons aussi vaincre ceux d'Alger. » Un autre dira, les larmes aux yeux : « Même pendant le siège de la Kabylie



## ALGERIE

Notre envoyé spécial a pu entrer dans la capitale de la Grande Kabylie.

Il a rencontré une population résolue à continuer le combat malgré l'ampleur de la récente répression

# Un étudiant de Tizi Ouzou : « Le massacre a fait 32 morts »

« Quotidien de Paris »  
28/4/1980

par Philippe DUFAY

**TIZI-OUZOU.** — La vie a seulement repris ce week-end dans la capitale de la Grande Kabylie. Timidement les boutiques ont levé leurs rideaux et quelques voitures se fraient difficilement un passage parmi les véhicules des forces de l'ordre. Tizi-Ouzou est en effet totalement quadrillée par la gendarmerie. De lourds camions blindés surmontés de canons à eau remontent l'avenue centrale, tandis que de très nombreux fourgons et jeps grillagés bloquent les carrefours. Les bâtiments publics, dont certains portent encore la marque des « journées chaudes », bénéficient d'une protection accrue. Des soldats, le doigt sur la gâchette, interdisent l'entrée des administrations. D'autres militaires déambulent, le fusil en bandoulière, au milieu des passants silencieux. La ville ne semble pas avoir trop souffert des émeutes ; mises à part les enseignes cassées et la gare routière où plus un carreau ne tient — et où des carcasses de bus incendiés témoignent des récentes violences — on ne devinerait pas que toute une ville s'est insurgée au début de la semaine. Les autorités ont pris soin, il est vrai, de faire disparaître au plus vite les slogans — en français — qui, mercredi encore, recouvraient les murs. Lieu de départ des événements, le centre universitaire, situé à la sortie ouest de la ville, est totalement bouclé par l'armée. Son accès est impossible et ce n'est qu'à une certaine distance que l'on peut apercevoir les dégâts causés par les très violents affrontements.

L'atmosphère est lourde. Après presque quinze jours de lock out, la ville semble un peu étourdie. Un marchand de souvenirs a rouvert boutique sans trop s'attendre sans doute au passage des touristes. « Un printemps », de Benoît Méchin, côtoie les écrits du président Boumediène dans la vitrine d'un libraire. Le boucher, lui, a sorti des quartiers entiers de mouton. Une retrouvaille. Aucun vivre n'était arrivé de l'extérieur pendant deux semaines. « Les gens se sont débrouillés », nous confiera l'un d'entre eux. « Les gens comptaient sur les étudiants pour qu'ils fassent quelque chose, et ceux-ci étaient sûrs d'être suivis. Le walid (préfet) d'avant avait bien compris le danger et s'était toujours opposé à l'installation d'un centre universitaire ici. Ce centre a trois ans. C'est la première fois que cela va aussi loin. Mais maintenant on ne reculera plus. Les examens de cette année sont fichus. » C'est un étudiant qui parle. Il parle beaucoup en général, et

spontanément malgré la multitude de policiers en civil et d'indicateurs de tout poil. Ils ont envie que l'on sache ce qui s'est passé, en dehors des « mensonges officiels ».

Un autre : « Là où ça a été très fort, c'est dimanche, dimanche soir, quand les militaires — il y avait même un commando qu'ils ont ensuite fait disparaître — ont attaqué la cité universitaire. Ils sont entrés et nous ont massacrés. Trente-deux morts. Les autorités nient, mais il y a trente-deux morts, pour l'essentiel des étudiants, à la morgue de Tizi. »

— Est-ce que les forces de l'ordre ont tiré ?

— Certaines, oui, aux barrages à la sortie de la ville, mais seulement dans les jambes. Ils ont construit des barrages pour empêcher les montagnards de nous rejoindre, mais beaucoup sont passés par la forêt.

— C'est l'armée ou la police qui a rétabli l'ordre ?

— Au tout début, quand on s'est mis en grève pour protester contre l'arrestation de Mouloud Mammeri, ils ont envoyé les flics de Tizi, mais le « walid » les a vite enlevés quand ça s'est gâté, vu que les flics, ils étaient kabyles aussi, et puis les gens les connaissaient. Alors les « bleus » sont arrivés (anciens CNS), et puis l'armée, dimanche. Oui, il y a eu des chars et des automitrailleuses. Mais, comme cela excitait encore plus la population, ils les ont vite fait repartir. Et les bleus ont reçu des renforts.

Mais les autorités ont essayé de dialoguer ?

— Oui, le ministre de l'Enseignement supérieur est venu samedi au campus. On l'a laissé entrer seul, mais pas sa délégation. Il nous a dit que la situation dépassait sa compétence et

Galerias algériennes, la villa de l'ancien préfet, ont été saccagées et pillées, et les voitures administratives incendiées. Des banderoles ont surgi un peu partout : « Vive la liberté, vive la victoire ! »

Mardi soir, à la tombée de la nuit, au moment où l'émeute, comme chaque soir, se calmait, les révoltés semblaient maîtres de la ville, à l'exception du petit noyau central. Sous l'œil des militaires armés qui discutaient et paraissaient fraterniser, des centaines de manifestants ont pillé l'hôtel d'Etat Sidi Balloua et emporté triomphalement des centaines de caisses de bière, de vin, d'alcool, de jus de fruits.

« Il ne se passe presque rien »

Plus grave encore apparaît la mobilisation de la montagne kabyle, d'où j'ai vu descendre 2 000 manifestants, venus à pied des douars environnants pour prêter main-forte à l'émeute : d'Ain el-Hammam (Michelet), de Larbaâ-Nath-Iraten (Fort-National), d'Azazga, de Beni-Douala. Armés, comme les jeunes citadins, de barres de fer, de gourdins, de pioches. Jusqu'en milieu de semaine, en tout cas, à part l'assaut brutal du campus, les Forces de l'ordre ont fait preuve d'un remarquable sang-froid. La moindre faute de manœuvre peut déboucher sur une tragédie, si elle n'est pas déjà consommée. Le chiffre, maintes fois recoupé, de 400 à 440 blessés est déjà avancé de bonne source.

Mais, surtout, la contagion a gagné toute la Kabylie. Des incidents graves ont eu lieu à Bejaïa (Bougie), à Bouira, à Azazga. Et reconnus maintenant par la presse officielle, impuissante à obliquer plus longtemps le silence, mais qui accuse « des forces contre-révolutionnaires manipulées de l'étranger ». Ces tentatives seront brisées « d'une main de fer », écrit mercredi « El Moudjahid ». Or, officiellement, deux jours plus tôt « il ne se passait presque rien à Tizi-Ouzou ». Mardi soir, à et alors que des gendarmes demandaient avec inquiétude : « Mais que se passe-t-il donc là-bas ? », la grande rue de Dra-Ben-Khedda, calme le matin, était occupée par des centaines de jeunes surexcités qui ont lapidé notre voiture.

Alger peut-il longtemps ignorer ou tolérer cette vague de fond kabyle, qui s'appuie sur un particularisme ancestral face au pouvoir central, sur une revendication culturelle berbère maladroitement étouffée par le pouvoir ? Et que se passera-t-il, si le gouvernement réagit durement, au nom de l'unité nationale ? Que se passera-t-il quand Alger, l'autre grande ville kabyle, apprendra la vérité ? CHRISTIAN D'EPENOUX ■

militaires venus d'Alger, comme si l'on voulait écarter à tout prix des témoins directs. Et, compte tenu de la violence des accrochages (les autorités algériennes reconnaissent que des membres des Forces de l'ordre ont été gravement atteints), il est impossible que le camp d'en face n'ait pas subi des pertes sévères.

« Si vous les voyez, prenez-les »

Aux premières nouvelles, le mouvement de protestation s'est répandu dimanche, à l'aube, comme une traînée de poudre, et les premières barricades se sont formées. Après des séries d'escarmouches, l'émeute véritable a commencé lundi matin. Les Forces de l'ordre, renforcées de la veille, ont alors entrepris de monter à l'assaut de la vieille ville, mais se sont heurtées à une telle résistance qu'elles ont dû reculer vers le centre, d'où elles n'étaient toujours pas sorties mardi. On a assisté, alors, à des scènes incroyables. Encerclés par les manifestants, des groupes de soldats ont tenté de parlementer avec les insurgés, en les convainquant qu'ils n'étaient pas contre eux et que ce combat les dégoûtait. Ils ont alors jeté leurs armes et dit aux assaillants : « Si vous les voyez, prenez-les. » Après discussions, les jeunes Kabyles ont refusé cette offre, puis ont accompagné les militaires derrière les barricades.

Ce jour-là, puis le lendemain matin, plusieurs bâtiments administratifs ou publics, dont le siège du F.L.N., la gare routière, la sous-préfecture, les

par l'Armée française, même pendant l'opération « Jumelles », jamais, Monsieur, nous n'avions vu cela. » « C'est trop, c'est trop, me hurle aux oreilles un groupe de jeunes manifestants. Nous recommencerons chaque jour jusqu'à la victoire ! »

Tout s'est déclenché vers 1 heure du matin, dans la nuit de samedi à dimanche, au campus de Tizi-Ouzou. Une centaine d'étudiants de garde y occupaient le centre universitaire, en grève depuis le 7 avril, malgré l'ordre gouvernemental de reprendre les cours. Selon tous les témoins, l'assaut nocturne des C.N.S. et des gendarmes mobiles a été d'une brutalité inouïe. « Sauvagerie, massacre », ai-je entendu des dizaines de fois. Les Forces de l'ordre auraient immédiatement frappé à coups de crosse, tapant aveuglément — à coups de baïonnette, ajoutent les autres.

C'est là, toujours selon de nombreux témoignages concordants, que des étudiants auraient été blessés si gravement qu'ils auraient succombé peu après, ou que certains seraient morts sur le coup. Un témoin, dont l'information est confirmée par des médecins, est formel : ces morts ont été transportés à la caserne, puis à la morgue, gardée militairement. Leurs corps et leur nombre même auraient été soigneusement cachés à la population. On parle d'une trentaine de morts et même plus, sans que j'aie pu obtenir de preuve absolue. Il se trouve, néanmoins, que les jeunes médecins de la Faculté ont été arrêtés dans la même nuit, en pyjama, à leur domicile, et conduits vers une destination secrète. Ils ont été remplacés, à l'hôpital, par des médecins



Quot. de P. 28/4/80 (suite)

qu'il en parlerait au gouvernement.

— Et si le président Chadli lui-même était venu, comme naguère le président Boumediène chez les grévistes des autobus ?

— Même s'il avait osé venir, les gens ne l'auraient pas laissé passer.

#### Col des Genêts

Ici, le ton n'est plus au compromis. Policiers et passants se regardent en chiens de faïence. « Cela va se répéter », affirment les étudiants. Les étudiants d'Alger vont descendre ici pour nous aider. L'année universitaire est fichue pour tout le monde. »

Côté officiel, on déclare en

revanche que les choses se tassent. Le journal *El Moudjahid* accorde progressivement moins de place aux événements. La presse gouvernementale continue d'accuser les officines d'exilés algériens en France d'avoir monté l'affaire avec la complicité des services secrets et la bienveillance des médias français. Pour Alger, une poignée d'agitateurs a tenté de réveiller le régionalisme kabyle et berbère pour entamer l'unité du pays. Les étudiants de Tizi-Ouzou se cabrent contre cette interprétation.

« Il ne s'agit pas du tout de régionalisme, ni même à la limite d'un combat culturel.

L'histoire de Mammeri est de la culture berbère, c'est vrai, et dans une certaine mesure un prétexte ou un détonateur. La vérité, c'est le ras-le-bol général, et pas seulement kabyle. Voyez les trois mois de grève des arabisants ! Les étudiants qui font une licence arabisée n'ont aucune chance de trouver du boulot. Pire encore que pour nous, les bilingues. Ici, rien ne va ; les gens en ont marre et, quand on le leur dit, ils nous envoient les flics. »

En treillis bleu, casque et rangiers, deux grands ouillards

moustachus balancent leur matraque. Parade d'intimidation. Les passants font mine de ne pas les voir. Les vieux chuchotent dans leur burnous, les jeunes, une écrasante majorité, déambulent, oisifs, par petits groupes sages.

Il fait plutôt froid, aujourd'hui, en Kabylie, et les montagnes boisées qui encerclent la ville rappellent certains coins d'Europe centrale. Difficile de déjeuner : « Le restaurant est réservé aux militaires » répondront aimablement plusieurs aubergistes.

Tizi, l'ex-« Col des Genêts » du temps des Français, est devenu une ville de garnison. Pas question d'accoster les uniformes. On n'est pas spécialement les bienvenus ici. Mieux vaut rester mêlé à la population et regarder déambuler l'occupant. « Tout le monde s'y est mis », raconte un étudiant en médecine qui repart avec nous sur Alger. « Les gars de la Sonelec, ceux de la Sonetex, et puis les ouvriers de la latorie de Draa ben Khedda (ex-Mirubeau), la petite commune d'à-côté. Ceux-là se sont mis en grève les derniers. Ils n'étaient pas au courant.

#### « Impérialo-nostalgiques »

« Ils ont même protesté parce qu'ils étaient tenus dans l'ignorance. Ça, c'est populaire, ça ne peut pas être monté de l'extérieur, comme disent les autorités ». Le train côtoie depuis un moment la route. Des camions, des autocars : « Ce sont les ouvriers de la Sonetex qui vont manifester. » Un barrage de police : « Quand je suis rentré d'Alger mercredi, j'ai été contrôlé quatorze fois dans le train. » Là, une vingtaine de camionnettes grillagées bleu et blanc, dans une cour de bâtiment moderne : « C'est le centre d'apprentissage de la Sonelec ; là les jeunes sont formés. Aujourd'hui, ils ont un aperçu de leur avenir... »

L'étudiant parle ouvertement en plaisantant, et se trouve sans doute surveillé. C'est toute l'Algérie, ce cache-cache entre les gavroches moqueurs et la répression. Plus tard, notre compagnon de route se réveillera, le ballotement du train incitant vite à la sieste. « Oh, c'est fatigant de cogner ! ». Sourires.

Terminus, Alger. Les bâtiments rouges et blancs de la faculté des sciences-éco cogitent une « riposte nationale ». Les locaux de la Sûreté centrale, proches, bourdonnent, tandis que les « rotos » d'*El Moudjahid* n'en finissent pas de dénoncer les « impérialo-nostalgiques » de l'autre côté de la Méditerranée. A cent kilomètres de là, Berbères, Arabes, Alsaciennes, les grandes cigognes de Tizi s'appêtent à émigrer.

Ph. D.

# Après les « 3 glorieuses » Tizi-Ouzou est devenu la capitale de la Grande Kabylie du reste de l'Algérie

Trois jours d'émeute ont coupé où circulent les plus folles rumeurs  
Libération  
30-1/5/1980

Le contrepoint des événements de Tizi-Ouzou la semaine dernière, Alger a reçu, lundi, la visite d'une mission française chargée de négocier l'épineux problème de l'augmentation du prix du gaz liquéfié dont la France est l'un des principaux acheteurs. A Alger, la « crise berbère » a surpris et les collaborateurs de l'ambassadeur de France sont perplexes : une agitation berbère dans l'immigration algérienne serait un problème de bonne négociation. Alors Paris fait preuve de bonne volonté : la « Comité de défense des droits culturels » vient d'être interdite par le ministère de l'Intérieur. Les Filles-du-Calvaire à Bastille... ce premier mai 1980 de



De notre envoyé spécial en Kabylie.

Pourrait-on couper Orléans du monde si la faculté était en révolte ? Tizi-Ouzou par contre, à 100 km d'Alger, vit toujours être parenthèses depuis la « grande journée » du 22 avril. Et ce n'est pas *El Moudjahid*, le quotidien national qui ouvrira, ne serait-ce qu'une légère brèche dans la non-information, que subit la population. Alors « la langue de bois » de l'organe du parti unique crée la rumeur. Les rumeurs les plus folles traversaient Alger vendredi. « De 5 à 100 morts à Tizi », « véhicules blindés en Haute-Kabylie, jeunes femmes violées et évacuées à la balonnnette, usines ravagées, etc... L'absence de pluralisme, le discours « révolutionnaire », le charabia des déclarations ministérielles et des éditos du *Moudjahid* sont sans doute une partie des raisons de l'explosion kabyle, du « Printemps de Tizi » comme on dit déjà.

Les journalistes ont trouvé le joint : pas la peine de tenter de gagner la capitale kabyle par la route, le chemin de fer qui relie les deux villes en 2 H 15 est le meilleur moyen.

Première constatation de « l'étranger » après les événements : deux populations cohabitent en s'ignorant. Le peuple de Tizi qui se balade et se ravitaille — Alger toute affaire cessante a pourvu à l'abondance des denrées — les gendarmes et les CNS (les CRS algériens) qui déambulent peinaris, souriants et même un peu trop. La consigne officielle est appliquée au pied de la lettre.

Alors la ville. Le nettoyage est terminé. La gare routière est toujours en plein vent : les vitres ne sont pas encore arrivées d'Alger, mais boutiques et hôtels sont avagés par des cartons d'emballage, des feuilles de contreplaqué et des planches. L'effet des images, que tous les Algériens ont pu voir sur les écrans de la TV nationale, est encore perceptible dans la ville coincée entre ses montagnettes. Les voitures incendiées, renversées, érigées en barricades, les tas de pneus brûlés par les jeunes manifestants ont disparu. De-ci, de-là dans les caniveaux, les montagnes de cristaux, de verres pilés des vitrines, des panneaux lumineux rédigés en arabe ont été déblayés. Les deux hôtels de la chaîne nationale, réservés aux touristes, coopérants étran-

gers et fonctionnaires de l'Etat, le « Baloua » et le « Lala Khadidja » sont toujours vides : systématiquement pillés, leurs caves ont été vidées de leurs stocks de vin et de bière.

« On ne boit pas à Tizi », le Wali — préfet — a décrété depuis belle lurette que le département devait être sec... La villa du ministre de l'enseignement Kharrubi, l'ex-préfet de la Wilaya, elle aussi a durement souffert. La cité universitaire reprend lentement vie après l'offensive policière de la semaine écoulée. Par contre, on retape les divers locaux que possède le FLN dans la ville, qui furent la cible privilégiée de la foule en colère.

Par contre, malgré la destruction systématique des panneaux « publicitaires » rédigés en arabe, les habitants de Tizi ont bien retrouvé le chemin des commerces alimentaires qui croulent sous les victuailles. On achève de remettre en route les « Galeries algériennes » — grands magasins d'Etat — et la foule stocke la nourriture comme en prévision d'un futur inquiet.

Les grévistes de l'ONALAIT ont repris le travail et chance inaccoutumée le lait frais est d'abord réservé à la wilaya : « ceux » d'Alger se contenteront quelque temps, et un peu plus nombreux, du lait « Gloria » en boîte made in France.

Pour l'heure, les gendarmes se prélassent sur les bancs proches de la mosquée et les flics en civil, nombreux comme des poux, ne rendent pas facile la prise de contact avec les gens... D'Alger, la rumeur colportait une grève générale pour lundi. Et ce lundi fut un jour tranquille comme un autre. Alger, aurait-elle pris, une

fois de plus, ses désirs pour la réalité.

### rien d'un mouvement régional

Mes interlocuteurs sont beaucoup plus précis que le *Moudjahid* qui ne note qu'une quarantaine de blessés la semaine dernière. « L'hôpital n'a pas désempli et le personnel n'était pas en nombre suffisant : tous les médecins berbères étaient arrêtés. Les coopérants soviétiques ont eu à soigner environ 300 blessés dont une cinquantaine gravement. Mais c'est vrai par contre que seuls « les gladiateurs » — les CNS — et les gendarmes sont intervenus. L'armée n'était pas loin mais on n'a pas fait appel à elle ». « Les gladiateurs », les hommes des brigades spéciales « à la française », casqués de hautes translucides et de boucliers ont chargé les émeutiers à la grenade lacrymogène et avec un long bidule dur et habillé de métal. Mais en tout cas, il n'est pas possible de déterminer si oui ou non on compte des victimes... Trente-deux personnes ont bien été arrêtées, 10 étudiants, des jeunes chômeurs, et de petits fonctionnaires de l'université, pour la plupart. Un certain nombre de membres « du Comité de coordination » ont été transférés à la Sûreté à Alger.

Les quelques « militants » rencontrés tiennent particulièrement à « transmettre » leurs analyses du mouvement : « A Alger et en France, on a fait croire que le mouvement était « régional ». L'Etat s'est appuyé

avec force sur les informations de la presse française allant dans ce sens. C'est très grave pour nous. La presse algérienne n'avait pas besoin d'un tel soutien objectif : ils ont réveillé la peur du peuple algérien en faisant croire que nous voulions détruire, faire sécession. A Alger même, de nombreux étudiants progressistes ont même hésité à soutenir notre mouvement pour ces raisons. Certes, l'intense mouvement culturel berbérophone a permis les conditions de l'explosion mais quels étaient les slogans qui « portaient » les manifestations depuis le 14 avril : « liberté d'expression », « pluralisme politique ».

### printemps

A Alger et à Tizi, les observateurs les plus lucides du mouvement des 22-23-24 avril parlent plutôt d'une « révolte à la soixante-huitarde » : « Ces événements gustent la plupart des grandes villes algériennes. Bien sûr, les interdictions, la répression culturelle dont sont victimes les Berbères ont créé un humus sur lequel s'est développé très vite un mouvement réunissant toutes les contradictions et les crises de notre société. La pénurie, l'étouffement culturel que vivent les jeunes de la seconde génération, l'impudence et le compartement des bureaucrates, la médiocrité et la servilité du personnel de l'administration. Et d'ailleurs ce mouvement qui marque une véritable rupture idéologique dans la société algérienne n'a pas encore de débouchés politiques. Et c'est cela que l'Etat et ses forces de répression ne parviennent pas à compren-

"libération"  
30-1/5/1980

dre. Ce mouvement de printemps échappe à la rationalité des clans politiques ».

Une indication pourrait venir à l'appui de cette thèse. *El Moudjahid*, le samedi 26, accréditait la thèse d'un complot étranger en présentant la photo et les déclarations d'About Arezki. Ce fonctionnaire à l'université de Tizi-Ouzou, arrêté par les services de sécurité, est ancien étudiant berbère en France. Il a mis largement en cause l'avocat parisien Ali Yahia donnant ainsi au mouvement des 22-23-24 sa coloration « services spéciaux ». Manque de chance : Alger et Tizi-Ouzou ont franchement rigolé : About Arezki était détenu par la police algérienne depuis la fin mars...

Désormais la thèse du complot est totalement abandonnée. Elle ne fit un déjeuner de soleil qu'un seul jour dans les media officiels. Alors on s'interroge... et le désarroi des uns et des autres affleure partout dans cette société politique fragmentée en multiples tendances où l'affrontement des clans échappe à la compréhension d'un peuple qui n'a comme seuls interlocuteurs que la marée déferlante des bureaucrates qui sévissent partout.

Les trois journées de Tizi-Ouzou, si elles « ne débouchent pas politiquement » actuellement ont déjà acquis la sympathie passive des petites gens, des jeunes et des couches réprimées. Qu'il s'agisse des étudiants arabisants victimes de l'ostracisme d'un discours arabo-islamique institutionnel totalement ouvert sur le système des valeurs européennes et anglo-saxonnes, des ménagères qui ne se procurent qu'avec difficulté du lait, du vin blanc, des fromages, des œufs à un dinar pièce et des taxis algérois qui ne se retrouvent plus dans un Alger au nom de rues rédigées en arabe classique.

Oui, décidément, ces badauds de la place du Rond-Point à Tizi-Ouzou, malgré les gendarmes et les CNS, ont sous leur air rigolard, l'impression d'avoir frappé un grand coup dans la fourmillière politique. On est inquiet dans les riches villas d'El-Biar, sur les hauteurs d'Alger. Ce printemps 80 est une étape étrange.

Alain DUGRAND



Sous Fruits  
6/5/1980

# Tizi Ouzou: la révolte de l'espoir

## Correspondance de Tizi Ouzou

Le canon du PM du motard se balance à 5 cm du nez du conducteur. Ça y est, 4ème barrage de gendarmerie franchi depuis Alger. Tizi-Ouzou est à 10 minutes. C'est lundi 21 avril et il est 5 heures quand nous tournons autour de la place du Road-Point. Quelques cailloux et du verre brisé çà et là sur la route et une quinzaine de C.N.S. en tenue veillent encore autour de l'immeuble de l'UGTA.

Quelques heures plus tard je suis réveillé par des cris. Des groupes de 5 à 10 jeunes marchent tranquillement au milieu de la rue, quelques vieux s'y mêlent. Je me précipite à la fenêtre. C'est pour voir une première charge rapide qui fait refluer tout le monde vers la mosquée. Il est 9 heures. Un ami arrive et nous raconte les derniers événements. L'avant veille les gendarmes sont intervenus à la faculté occupée (celle-ci se trouve à 5 km à la sortie de la ville). Le 4th du matin, tous les occupants endormis ils frappent, visant la tête avec les crosses des kalashnikovs. Il y a 340 blessés dont beaucoup gravement fracturés du crâne yeux arrachés. Voilà d'où vient la nouvelle des 32 morts entendue tout au long de ces 4 jours : il est tout à fait probable qu'il y ait eu des morts vu la gravité des blessures. D'autres nouvelles circulent également: les filles auraient été violées, les chiens auraient été lâchés... Ce matin seuls quelques panneaux routiers sont tordus et aplatis sur la chaussée.

Nous sortons. Les groupes se forment et se déforment, pas de hâte apparente ni d'énerverment. Les flics interviennent qu'aux ordres et les manifestants peuvent les approcher de près. Arrivés aux alentours de la Wilaya vers le midi l'agitation est grande.

Quelques poutrelles métalliques et autres matériels sont en travers des rues formant des mini barricades.

Une femme nous crie avec de grands gestes quelque chose en berbère je me fais traduire : « Allez-y tous ! Tapez fort ! ». Au détour d'une petite rue les flics qui ont amenés un de leur camion auto-pompe ne semblent pas très à l'aise. Les canons à eau balayent rapidement la foule, des jeunes pour la plupart armés de bâtons de fer de frondes traditionnelles et de quelques mini cocktails molotov fabriqués dans des bouteilles de soda.

Beaucoup de flics en civil traînent un peu partout. A un carrefour derrière la poste gardée par des hommes casqués de blanc PM et Kalashnikovs munis du chargeur, nous nous attardons un peu. Les flics arrivent chargeant de façon dispersée, quelques grenades à main explosent sur notre droite. Des vieux assis accroupis devant leur logis nous font signe de nous éloigner. Nous sommes bien trop voyants. Tout au long de ces journées nous entendons souvent les vieux nous dire sans aucune animosité : « Rentez chez vous c'est plus prudent » et les jeunes « alors vous venez avec nous vous battre ? ». Les flics sont un peu partout, souvent quelques uns qui chargent entre les baraquements d'une vieille cité. Intermède de couscous

aux fêtes. Ici c'est la grève générale depuis le « massacre » de la faculté. Toutes les boutiques ont store baissé. J'essaie de savoir comment la population se ravitaillait. Cela fait 48h. pour l'instant pas de problème.

Nous nous rendons chez un ami d'où nous pourrions assister aux affrontements de l'après-midi. C'est à une des sorties de la ville. Là jusqu'à 19h les gens se battent autour d'une maison en construction. Les flics ont l'avantage du terrain, ils sont en haut d'une pente ils peuvent jeter leurs grenades à main plus loin. Les manifestants ripostent avec des projectiles divers et les frondes visent juste. Certains s'approchent à 10m des CNS. Un camion autopompe arrive en haut de la pente mais ne peut avancer il serait trop vulnérable dans ce petit chemin de terre. Plusieurs jeunes me racontent qu'un groupe d'officiers commandant les opérations du secteur a été encerclé quelques instants plus tôt par des manifestants qui les ont finalement laissés passer.

Tout à coup des discussions s'engagent entre forces de l'ordre et manifestants: quelques flics jettent leur matraque en direction des manifestants et leur demandent de venir s'approcher. Quelques flottements et un des plus actifs s'avance. Nous pensons à un piège.

Juste derrière c'est la campagne : quelques groupes se reposent à l'ombre des figuiers et des oliviers. La situation évolue, les flics laissent passer les gens et les affrontements cessent. Nous en profitons pour regagner le centre. Les barricades ont grandi et se sont multipliées elles atteignent toutes 1m50, et les arbres coupés à la rage s'em mêlent avec les poteaux électriques.

Beaucoup de débris jonchent les rues. Les affrontements se sont déroulés partout dans la ville avec comme limite l'avenue principale: au nord les quartiers populaires autodéfendus et barricadés au sud la caserne, le tribunal.

## L'unité nationale

Survient un groupe de manifestants avec en tête une seule handerole (la seule que je verrais durant tous les événements) y est inscrit en français et en arabe au-dessous: « Vive l'unité nationale ! ». Ils avancent vite dans l'avenue principal et sont bientôt 2000. A la gendarmerie devant laquelle ils passent, c'est la prise d'arme et la levée du drapeau. Voilà quelques heures, ce même drapeau a été brûlé par les manifestants. Les forces de l'ordre n'interviennent pas et les jeunes et souvent très jeunes qui sont là crient : libérez les étudiants. Rencontre d'un enseignant français qui parle du malaise dans les lycées. Certains élèves ont en effet déjà « disparus » et lui-même semble très affecté de ces faits. Nous nous séparons, deux gros flics en civil tournaient autour de nous cherchant à écouter les nouvelles que nous échangeons. Reconfirmation du nombre de blessés, il dit 440 à 500, et dont la gravité de certains, parlent de plaies faites par balonnettes aux membres et au ventre qui lui auraient été décrites par un

collègue français travaillant à l'hôpital. Rien de plus à propos des morts sinon que tout le monde indique le nombre de 32.

La manif revient, il est à peu près 19h. Depuis déjà un quart d'heure beaucoup de cars et de Landrover sont partis derrière eux et les contournent mais pas d'interventions. Les jeunes continuent de demander la libération de leurs camarades. Un car de police qui arrive droit sur la manif est encerclé mais les manifestants le contournent et donnent à peine quelques coups dans la tête. Cela ressemble vraiment à de la provocation. Des groupes de jeunes discutent avec les « darakis » en armes autour de la gendarmerie. J'en vois même un qui seul s'explique avec beaucoup de gestes entouré d'une vingtaine de flics et de gendarmes. Encore des cars qui foncent sur la manif et ramènent vers la caserne. Des jeunes sautent et s'accrochent aux grilles quelques secondes d'où ils essaient de briser les vitres; et ressaient vite : quelques dizaines de mètres plus loin c'est la caserne ...

Parti en quête d'information si possible plus sûr, nous revenons à la nuit. Les rues sont calmes, seuls les convois de gendarmes-flics n'arrêtent pas de circuler. L'ambiance est tendue. Ce silence... Lorsque nous rentrons chez nous, nous sommes seuls dans les rues, il est minuit passé. Nous croisons les Galeries Algériennes dont les vitres ont été cassées et « aveuglées » par des cartons mais en se penchant à l'intérieur je vois quelques matous-berbères se faufiler entre les piles de shampoings jaunes et pisser d'aise sur les boîtes de conserves.

Des marquages sur la chaussée « herbes vivront » au tube d'encre de ronéo. Nous arrivons au rond-point. Quelques CNS nous dévisagent vraiment surpris. Beaucoup de débris partout sur la voie publique. Quelques vitres cassées à l'immeuble du FLN. Nous rentrons nous coucher. Réveillés mardi dès 9h par les cris dans la rue. Même scène qu'hier.

Nous parcourons la ville, les barricades sont toutes conséquentes, le feu est mis à de vieux pneus. Des rouleaux de grillage de fer à béton sont étendus verticalement barrant sur 2,50m les rues. Seul un petit passage sur un côté permet de circuler.

La population déjà très nombreuse continue à occuper les rues, ils commentent la journée d'hier. Nous arrivons chez notre ami. Ils nous font chercher de l'essence et un véhicule pour circuler. Là, un de ses amis qui vient de faire 30 km à pieds à travers les montagnes pour lui apporter... du pain. C'est tout naturel explique-t-il. Il fait presque ça tous les jours. Mais aujourd'hui c'est particulier, une grande manif est prévue à Tizi en début d'après-midi, et il nous montre des colonnes d'hommes descendants des collines environnantes. 6000 montagnards nous dira-t-on plus tard. Nous prenons la direction des Montagnes du Djurdjura qui se détachent maintenant sur un fond de ciel bleu. La journée sera belle le soleil est là. Nous croisons des groupes

de jeunes hommes certains sont partis depuis la veille.

## Un guide curieux

L'un nous raconte qu'il y a un mois aux Beni Yenni (petit village au flanc du Djurdjura) les cars de la SNTV ont été attaqués par les habitants et cassés. Alger, a depuis cessé de faire parvenir ceux-ci.

Aux portes de la ville plusieurs pierres et boulons sifflent à mes oreilles; mais je ne vois pas les lanceurs. Un homme pantalon et blouson de jean environ la quarantaine, la moustache noire, arrive vers nous et nous demande qui nous sommes. Après lui avoir expliqué, ils nous proposent de nous escorter. Il fait un signe à des collègues. Je vois une fronde se déplier (une simple bande de cuir souple) derrière un mur au bout d'un bras. Au moins cinquante mètres. De temps à autre, notre « guide » ramasse une pierre et la lance dans les fourrés. Nous n'apercevons rien. Il nous explique que des hommes sont là munis de frondes, de projectiles et de barres. Cela va durer jusqu'à la grande caserne de pompiers à l'extérieur de la ville... Ceux-ci sont en grève également avec occupation et auto-défense. Ils nous expliquent que toute la population est contre les violences.

Les ouvriers occupent avec piquets de grève. Un tas de pierres et de barres à la porte de l'usine.

Il nous quitte là et nous remet une signature sur une

feuille de carnet. C'est un laissez-passer. Nous allons à 10km et pouvons rencontrer des obstacles... Un vieux maquisard attend les arrivants et leur donne les premières consignes: visez ceux qui portent des mitraillettes avec des pierres. Quelques explosions retentissent les premières grenades. Des fumées noires s'élèvent, les vieux pneus qui brûlent. Une deux trois colonnes au-dessus de la ville. Les cigognes qui avaient fait leurs nids sur les pylônes électriques autour du FLN s'écartent de Tizi et planent boudeuses au-dessus des champs humides. Aux alentours les femmes vont laver le linge d'un pas tranquille, les troupeaux paissent,

des gosses nous font un brin de conduite, et nous montrent de derrière l'université Oued Aissi. De nombreux cars et camions kakis forment un barrage derrière les grilles. Sur la route qui relie les montagnes de nombreuses 404 et 504 bâchées bondées de montagnards se dirigent vers la ville. Sur l'autre route un important convoi de gendarmerie avance lentement.

En début d'après-midi, les véhicules devant nous font précipitamment demi-tour à l'entrée de la ville. Un convoi de darakis, une vingtaine de cars et landrovers, deux autopompes avancent et stoppent tout, autour des hommes courent dans la campagne. Les gendarmes descendent avec d'abord des chiens bergers allemands tenus en laisse. Une trentaine. Tout ce qui se trouvait là a été mis en travers de la route pour stopper les forces de l'ordre. Nous continuons sans nous occuper des flics.

La bagnole force pour passer un arbre. On gêne au maximum la progression des gendarmes qui nous obligent à aller sur la droite: une route qui monte en direction du chantier de la nouvelle mosquée. Tout autour ce sont les champs et les gendarmes ne poursuivent qu'eux-mêmes.

Ils sont attaqués sur leurs côtés depuis les champs. Je remarque l'air crispé des meneurs de chiens en casquette. Nous continuons vers la ville mais stop là on ne passe plus, une barricade de terre de 1,80m sur toute la largeur de

la route. La pelle mécanique qui a servi à cet usage est en travers.

## Tout ce qui est cassable...

Les hommes nous proposent de soulever la bagnole pour la lui faire franchir. Mais ils renoncent bien vite, il faudrait d'abord déblayer. Par derrière, les gendarmes se sont encore avancés sur la route. Ils sont bien vulnérables au jeu de pierres. Dans les mains des hommes des faucilles, des pelles et des fers à béton. Les vieux qui sont descendus avec leurs pétroires ont été priés de retourner...

Demi-tour nous prenons à droite au carrefour et continuons ainsi jusqu'au prochain barrage de Darakis qui nous obligent à prendre un chemin de traverse. Nous allons traverser comme ça tout le quartier nord les gens soulevant à chacune des vingt barricades franchies la voiture que nous laissons à la sortie opposée. Toute la population masculine est dehors. Quelques filles également. Mais ce sont des étudiantes. Sur les barricades, de vieux pneus flambent un peu partout. La casse est énorme. En quelques heures, tout ce qui est officiel a été systématiquement cassé, pillé, brûlé. La gare routière est dévastée sur les deux étages : toutes les vitres cassées, bureaux, classeurs et paperasses évacués par les fenêtres. Autour un feu allumé s'est éteint. La villa de l'ancien wali, actuel ministre de l'enseignement a été attaquée et brûlée. Les écoles ont leurs vitres cassées. Tout ce qui est cassable l'a été. Des tonnes de papiers officiels sont répandus sur la chaussée. Des gosses ramassent quelques classeurs et partent fiers de leur butin. Un homme sort de la nouvelle bibliothèque avec un bureau en bois sur son dos. Les CNS sont à 100m occupés sur leur droite. Ils nous empêchent de passer et nous faisons le détour par la place du rond-point. Là le spectacle est tout à fait digne des meilleures journées parisiennes : 8 R16 retournés entièrement brûlés devant le FLN. Un camion auto-pompe finit de se consumer entièrement dé-

truit. Les rues sont couvertes de pierres, briques, verres brisés sur une épaisseur de 10cm. Les flics certains assis par terre à l'abri semblent avoir dégusté. Le cinéma a été dévasté les deux hôtels également. Du siège du FLN, il ne reste que les murs et le toit. Tout l'intérieur a été sorti les dossiers déchirés. Les affrontements vont durer encore tard jusque dans la soirée. Des gendarmes viennent relayer les CNS derrière le siège du FLN. Deux sont équipés d'une sorte de fusil d'assaut avec lance grenade anti-personnelle, un troisième, porte deux petits caisses grises. D'autres ont la balonnette au canon du Kalashnikov.



## Témoignage de TiziOuzou

Rentrés dans la maison, les flics nous ordonnent de fermer volets et fenêtres. J'observe accroupi depuis un balcon : les gens qui sont abrités dans des chantiers voisins d'où ils dirigent leurs attaques. Cela durera ainsi jusqu'à 23h. Nous ressortons à cette heure là : dans notre dos à 15 m les paroles échangées dans les talkies-walkies par les gendarmes. On passe seuls au milieu de la rue. Devant la mosquée un vieil homme allongé sur le dos au milieu de la chaussée s'est assoupi les pieds nus réchauffés par la lueur orangée d'un pneu qui finit de brûler. Il est à 200m des flics protégé par un de ces grillages en travers qui ne se voit plus la nuit qu'en arrivant dessus. Nous faisons un rapide tour et voyons dans la cité autour de la poste toujours gardée, les gens s'agglutiner les uns chez les autres, pour se nourrir et échanger les informations. Lorsque nous remontons je vois la 505 blanche du tribunal (Break aménagée en cellule à l'arrière) remonter vers les quartiers nord escortée par deux Landrovers. Puis deux coups de feux nets : et la 504 redescend à toute allure précédé des deux Landrovers bombardés de pierres et roulant sur le tapis de projectiles. Quelques instants plus tard je vois dans l'immeuble en face des gens qui observent de derrière les volets, allument et éteignent rapidement la lumière dès qu'il y a du passage dans la rue. Il semble que la peur s'est installée. Nous pensons à une ratonnade systématique des flots aux alentours. De fait, au cours de la nuit je verrai plusieurs scènes de ce type. Quelques civils accompagnés de darakis se précipitent dans un immeuble qui est devant et où il y a un passage marchand et en ressort à chaque fois avec un prisonnier. Très rapidement. Aucun

bruit. Aucun cri. Ce silence est horrible. Pas précipités sous la fenêtre, 4 gendarmes courent vers l'immeuble de l'UGTA. Il est trois heures du matin. Le lendemain la situation reste inchangée : barricades, partout les gens contemplent l'importance des combats et de la casse. Les affrontements continuent encore mais le plus gros est passé. Maintenant les montagnards repartent, les gens parlent. La bannière « Vive l'Unité nationale » reste accrochée à la barricade devant la wilaya. On me parle de plantes de pieds brûlées. Nous quittons Tizi en fin de matinée, à Bordj Menaël, tous les panneaux routiers cassés ont été évacués sur les bords de la chaussée. La caserne de gendarmerie a son enseigne cassée. Toute la population est dehors. Nous avons croisé plusieurs convois de flics qui se dirigent vers Tizi Ouzou. Six barrages de gendarmes contrôlent les véhicules dans cette direction mais nous laissent passer vers Alger.

Mercredi soir à Alger, plusieurs groupes courent dans les rues presque désertes criant « Berbères vivront ».

Le lendemain je sens les regards souvent agressifs peser sur moi. Je surprendrai le patron de l'hôtel visitant ma chambre. Pas gêné, il ne s'explique même pas.

Louis PAGES

Scous Frautièro  
6/5/1980

Face aux manquements de la presse française — mais pouvait-il en être autrement alors que le téléphone vers l'étranger était coupé et Wilaya (préfecture) de Grande Kabylie et que tous les journalistes étaient refoulés — et face à la paranoïa dangereuse de la presse algérienne, un groupe de témoins a décidé de rapporter ce qu'il a vu. Ce qui va suivre est le récit des principales journées d'émeutes à Tizi-Ouzou. Les informations ont été recoupées par 2, 3 témoignages ou plus. Nous avons rejeté tout élément non recoupé. Enfin, nous sommes prêts à témoigner sous serment de la véracité de nos affirmations.

## Samedi 19 avril

Suite à la grève générale du mercredi précédent, le mouvement de grèves universitaires s'étend aux établissements secondaires de toute la Wilaya. Certains sont occupés (lycée Amirouch de Tizi, lycée d'Azanga). L'hôpital de Tizi se met en grève et les ouvriers de la Senelec proche, bougent.

Les mots d'ordre dénoncent la répression subie par les étudiants d'Alger et revendiquent les droits culturels ainsi que la liberté d'expression.

Les étudiants et, depuis plusieurs jours les ouvriers commencent à s'organiser en Conseils gérant leurs établissements.

« El Moudjahid » fait paraître un article très conciliant : « Combattre les préjugés et les forces anti-nationales », où il est dit : « Nous avons rencontré en Kabylie des jeunes gens et des jeunes filles d'une grande sincérité profondément attachés à l'unité nationale... et aux options socialistes du pays... Les étudiants disent qu'il faut préserver le patrimoine culturel, c'est légitime ». Mais les C.N.S. (Compagnies nationales de sécurité, équivalent des C.R.S.) sont de plus en plus nombreuses en ville. Les gendarmes ont reçu des renforts. De nombreux barrages sont installés sur les routes menant à Tizi-Ouzou. Jusqu'à ce jour, le mouvement a été absolument non-violent. Un ultimatum a été télégraphié aux étudiants pour qu'ils cessent d'occuper le campus.

## Dimanche 20

VERS 1H DU MATIN

L'opération « Mizrama » est déclenchée. Les forces de l'ordre (CNS) investissent le campus d'Asnaoua (périphérie de Tizi). Aucune réaction des étudiants surpris dans leur sommeil et sauvagement massacrés dans leur lit. Dehors les chiens sont lâchés. Des chasses à l'homme rattrapent les fuyards. Certains sautent du premier étage de la cité, en slip. Les étudiants étrangers ne sont pas épargnés. Libanais, Mauriciens, Congolais sont roués de coups, leur argent et leurs papiers volés. Un Libanais n'a pas reparu à ce jour. Les CNS frappent principalement la tête. Pendant ce temps, des professeurs sont arrêtés à leur domicile.

ENTRE 4 ET 5H

Les CNS attaquent l'hôpital. Ils ont des listes de personnes à arrêter et le plan des lieux. Ils arrêtent les infirmiers et les médecins. Cinq d'entre eux manquent toujours. Parmi eux le docteur Louna Aouci.

DE 7H30 A 11H

Des ambulances vont se diriger vers l'hôpital sans discontinuer tandis que les étudiants arrivent souvent en slip, pieds nus, vêtus de couvertures, couverture de boue, l'air hébété ou horrifié. On dénombre pour la journée 443 blessés. Blessures à la tête, aux bras, aux coudes, au bassin. Morsures. Nombreuses fractures. Les tempes et les yeux sont souvent touchés. Il ne peut pas ne pas y avoir eu de morts. Malgré l'insistance de « El Moudjahid » à affirmer qu'il n'y a pas eu un seul mort (vendredi-samedi 25-26 avril pages 1 et 3), certains noms sont prononcés. On aurait vu dimanche matin, dans les locaux de la protection civile (en dehors de Tizi) des corps recouverts d'une couverture. Une trentaine, c'est le nombre qui revient le plus souvent mais il est dans l'état actuel des choses, encore invérifiable.

DE 8H A 8H30

La nouvelle de l'attaque se répand dans la ville jusqu'aux lycées qui n'ont pas été investis.

DE 9H30 A 10H

Des groupes d'étudiants et d'habitants sillonnent la ville et appellent à la grève générale totale. Aussitôt, avec une discipline remarquable, TOUS les magasins ferment. Les entreprises aussi. Les administrations sont désertées y compris la Wilaya. Tizi-Ouzou ville morte, le restera sans défaillance 4 jours. Les entreprises hors de la ville (Sonitex, Sonelec) ont fermé aussi.

10H30 - 11H

Les lycéens la main dans la main descendent en ville pour manifester. Des échauffourées auront lieu partout, spécialement vers l'hôpital, dans l'avenue Abane Ramdane (artère principale), la rue Houari Boumediène et vers la haute-ville. Toute la journée, matraquages et arrestations arbitraires. L'après-midi sera à partir de 16h assez calme. La ville est quadrillée.

22H

Des cars quittent la gare routière via l'hôpital. Ils en ressortiront à 23h30 remplis de blessés, traverseront la ville pour une destination encore inconnue. Au moins 6 cars Mercedes et Berliet.

## Lundi 21

8H

Les forces de l'ordre curieusement sont absentes des points chauds de la ville.

8H A 9H

Des barricades commencent à s'élever dans la haute-ville vers le cinéma « Le mondial » et en face de la gare routière.

9H30

L'avenue Abane Ramdane est pratiquement vide. Seules quelques patrouilles de gendarmes vont et viennent, baïonnette au canon.

10H15

L'avenue A. Ramdane est interdite par les forces de l'ordre. Les « Galeries algériennes » (super-marché) ont été pillées. Le scénario se reproduit : pillages ou provocations pour discréditer le mouvement ? (Un témoin a vu des CNS briser les portes du Centre Artisanal le mardi). Des manifestations de jeunes se répandent dans toute la ville aux cris de : « A bas la répression » et « Libérez les étudiants ». 200 hommes, en rangs disciplinés, un vieillard en tête refusent que ceux de Tizi-Ouzou grossissent leur groupe. Ce sont les habitants du village de Beni Douala qui viennent protester silencieusement contre la répression et les morts.

VERS 16H

Deux groupes de manifestants se rejoignent vers l'hôpital, se dirigent vers Asnaoua (campus), en reviennent munis de banderoles. Des blessés quittent l'hôpital et se joignent à la manifestation. Une marée humaine les rejoint. Tantôt les forces de l'ordre les laissent passer, tantôt il y a de gros accrochages. Les villages entourant Tizi descendent en ville et résistent violemment dans la haute-ville. Dans l'après-midi, la gare routière est pillée et la villa du ministre des enseignements primaire et secondaire (l'ancien préfet) est saccagée. Sa voiture brûlée. Des renforts arrivent toute la nuit. Au petit matin, des arrestations à domicile ont lieu.

Résumé 8/5/80



## Mardi 22

3ème journée de grève générale totale. Celle des affrontements les plus violents. Les barricades continuent à s'édifier dans la haute-ville. La veille, les CNS ont essayé d'intervenir en vain.

10H A 11H

Une manifestation traverse la ville vers Asnaoua. On revient en force avec une forêt de drapeaux algériens et de banderoles pour la libération des prisonniers, l'arrêt de la répression, la liberté d'expression. Elles proclament « Imazighen » (les hommes libres = les Berbères). Quand les CNS chargent à revers, de durs combats ont lieu vers la Maison de la Culture, l'hôtel « Djurdjura » et la haute-ville. Une nouvelle fois les villageois descendent de la montagne armés de barres de fer. Barricades dans toute la ville. Ambulances silencieuses. Toute la journée. Certaines scènes atroces. D'autres franchement comiques. L'après-midi seront pillés : « Algérie-Presses-Services », « La Société Algérienne d'Assurances », « La Maison de l'Artisanat », le siège du parti, l'hôtel « Belloua », le cinéma « Le Mondial ». Brûlés : un camion équipé de canons à eau et les voitures officielles du parti. Elles sont toutes immatriculées à Alger. La passivité des forces de l'ordre pendant ces pillages est remarquable. Elles se contentent d'assister à ce spectacle hallucinant. Des pilliers ivres s'enfuient avec des tapis, des caisses de bouteilles, les valises et les habits des touristes de l'hôtel. Innombrables feux de pneus. Des voitures brûlent. Le télescripteur d'APS gît au milieu de la chaussée parmi des milliers de dossiers éparpillés. Ceux des assurances et surtout du parti. Pour certains, ce sera une occasion de consommer de l'alcool et de voir le luxe réservé à la bourgeoisie et aux membres du parti. Ces pillages sont le fait de jeunes qui semblent s'attaquer aux symboles du pouvoir et à ses abus. Sans compter les provocations destinées à discréditer le mouvement. Les biens privés sont intacts. On verra même une boulangerie sans rideau de fer échapper aux affrontements.

## Mercredi 23

4ème journée de la grève générale totale. La nuit a été troublée par l'intense activité des camions des forces de l'ordre. Le matin, la ville est calme malgré un essai de manifestation vers le cinéma « Le Mondial ». Les autorités utilisent les haut-parleurs de la mosquée pour appeler la population au calme. Toute la journée, des voitures banalisées de la police font des arrestations. Des patrouilles quadrillent la ville. Les affrontements auront lieu en dehors de la ville entre les forces de l'ordre et les manifestants venant de Tizirt (au bord de la mer). La ville de Dra Ben Khedda où est installée l'énorme usine Sonitex est le théâtre de violences. (Signalisation détruite. Cinéma saccagé).

## Jeudi 24

Retour au calme progressif. Dès midi, les magasins d'alimentation ouvrent, la ville est nettoyée. Des accrochages violents ont lieu dans la campagne entre les forces de l'ordre et des manifestants des Ouadhias, de l'Arbaa-Nait-Irathen (ex-Fort national) et d'Aïn-el-Hammam (ex Michel). Les « Galeries Algériennes » rouvrent avec cette fois une abondance de biens oubliée depuis longtemps.

## Vendredi 25

La ville est quadrillée. La R.T.A. filme les saccages, l'abondance se poursuit aux « Galeries ».

Un groupe de Kabyles et de coopérants français

NOTES : \* « Mizrana », du nom du maquis Kabyle imprenable pendant la guerre d'Algérie, où les moudjahidin avaient installé leur hôpital !!!  
\* Voir aussi Libé du 30 avril - 1er mai.

libération 8/5/80

## Des français pour les Kabyles

Cinquante-neuf intellectuels français ont envoyé mardi 6 mai un télégramme au Président de la République algérienne Chadli Benjedid. Ils expriment leur inquiétude devant le maintien en détention de nombreux universitaires, médecins, ouvriers, artistes arrêtés au cours des événements d'Alger et de Tizi-Ouzou. Ils questionnent sur la thèse du « complot » invoqué par les autorités algériennes au sujet d'un mouvement culturel large et pacifique. Ces amis de l'Algérie indépendante demandent la libération de tous les détenus. Parmi les signataires : Fromanger, P. Bourdieu, G. Deleuze, A. Geismar, F. Guattari, D. Jacoby, La Bollardière, M. Nadeau, D. Seyrig, J. Rancière.

libération 8/5/80

## "NORMALISATION"

### Algérie

## Le calme est revenu à Tizi-Ouzou

Après les émeutes de ces derniers jours, la ville de Tizi-Ouzou, toujours quadrillée par l'armée et la police, semblait avoir retrouvé son calme vendredi 25 avril. L'agence Associated Press rapporte que des étrangers, qui ont passé la journée dans la ville, ont indiqué que les activités avaient repris normalement et que la population circulait librement dans les rues, où les barricades ont été levées.

D'autre part, dans une déclaration faite à Paris à l'A.F.P., M. Hocine Ait Ahmed, leader du Front des forces socialistes (F.F.S.), a lancé vendredi un appel « au calme et à la sérénité » à ses compatriotes. « Il importe que jamais que tous les patriotes, où qu'ils se trouvent, opposent à la violence élitique leur détermination pacifique, afin d'engager le processus irréversible de démocratisation et de dialogue que nous n'avons jamais cessé de réclamer jusqu'à ce jour », a-t-il souligné.

A Paris, la préfecture a interdit la manifestation pour la défense de la culture berbère, qui devait avoir lieu ce samedi au métro Kléber, a annoncé un membre du Comité de défense des droits culturels en Algérie. Selon la préfecture, a-t-il précisé, cette manifestation risquait de troubler l'ordre public. A la suite de cette interdiction, les organisateurs ont demandé à leurs sympathisants de renoncer à la marche pacifique de protestation « contre la répression ayant suivi les récents événements », qui devait être organisée sur l'ambassade d'Algérie.

## CORRESPONDANCE

### Liberté linguistique et droit des peuples

M. Hocine Ait Ahmed, un des chefs historiques de la révolution algérienne, et auteur d'un ouvrage qui vient de paraître aux éditions L'Harmattan, « L'Aïro - fascisme, nous avait adressé, avant de lancer son appel au calme, un texte intitulé « La liberté linguistique et le droit des peuples », dont voici les principaux extraits :

(...) « La langue et la civilisation berbères sont l'objet d'enseignement ou de recherche, notamment dans les universités de Paris, d'Aix-en-Provence, de Vienne, d'Utrecht, de Prague, de Tokyo, de Michigan et de Los Angeles : elles n'ont pas droit de cité dans la cité berbère en Algérie.

« Il s'agit d'une revendication linguistique, le droit d'apprendre à l'école sa propre langue maternelle et de la voir réhabilitée comme langue nationale aux côtés de la langue arabe. L'affirmation de l'identité culturelle a été un ressort de libération puissant parce que enracinée dans le conscient et l'inconscient individuel et collectif ; elle est un impératif commun à tous les hommes ; elle fait à l'Etat national une obligation, non d'abstention, mais d'impulsion politique et de soutien financier à la langue berbère au même titre qu'à la langue arabe ; car si l'Etat colonial a relégué celle-ci au rang de langue étrangère et enseignée au compte-gouttes, il a complètement banni la langue berbère.

« Comme dans tous les combats libérateurs marqués par l'exaltation de l'unité politique face aux manœuvres coloniales de division et par le paroxysme activiste, les patriotes berbères ont fait front autour de la langue arabe avec l'espoir que l'Etat national, dont ils se persuadaient qu'il serait un Etat démocratique, l'Etat de tous les Algériens sans discrimination, prendrait à cœur leur culture qui fait partie du patrimoine national.

« Aidez-nous à traverser le fleuve après on verra », le fleuve est traversé qui fut l'enfer pour les populations rurales principalement. Dix-huit ans après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, voilà qu'il est interdit à un écrivain algérien de faire une conférence sur la poésie kabyle. Cet acte d'intolérance qui touche la sensibilité de populations pétrées de poésie et de valeurs démocratiques fut un révélateur de l'intolérance politique. Il donne sa signification plénière à la suppression de la chaire de berbère créée à l'université d'Alger et fait apparaître brutalement l'engrenage dialectique qui lie le monopole politique au monopole économique et culturel et qui a permis par une bureaucratisation forcée la naissance de la nouvelle classe.

### Un Etat folklorique ?

Prenant le contre-pied des « berbéristes », un lecteur, M. Mohamed Chouicha, nous écrit :

« Quant à cette deuxième langue nationale réclamée par certains nostalgiques, laquelle faudrait-il choisir ? Le berbère de la Petite Kabylie ? Celui de la Grande Kabylie ? Le berbère chaoui de l'est du pays ? Celui des Aurès ? Le targui ? Le mozabite ? Cela en fait déjà six, et nous ne pourrions préférer un dialecte à un autre sous le prétexte de la majorité... Nous aurions ainsi plus de six langues nationales. Comme cela, nous vivrions de... « pain et d'olives fraîches », goûtant à la diversité et aux différences culturelles dans la grandeur d'un Etat folklorique. Le bonheur, quoi ! Et puis, si ça ne marche pas au niveau de l'unité nationale, c'est-à-dire à celui de la construction de l'Etat, il n'y aura qu'à faire appel... au français pour mettre d'accord tout ce beau monde, puisque c'est seulement depuis que le français ne règne plus (tout à fait) en maître que... (...) ».

De son côté, M. Sadek Sellam écrit à propos de l'enseignement éventuel de l'arabe dialectal :

« Considérer l'arabe classique comme une langue étrangère à l'Algérie au même titre que le français relève tout à la fois de la fantaisie, du défilé à l'histoire, et du mépris à l'égard des Algériens non berbérophones et même des berbères arabophones (...) Tous ceux qui ont étudié l'arabe dialectal en Algérie avant 1962 se souviennent du caractère à la fois folklorique et hétéroclite de cet enseignement, où chaque phrase se composait de quelques mots provenant de l'arabe classique et de beaucoup d'autres dérivés directement du français. »

« Le Monde »  
27-28/4/1980



# La presse française et les événements de Tizi-Ouzou

Le rôle joué par la presse française lors des événements de Tizi-Ouzou, bien que déjà abordé par la presse nationale, mériterait sans risque de répétition inutile d'être à nouveau évoqué. Et pour cause. Car en analysant les motivations ayant poussé cette presse à l'hystérie anti-algérienne, l'on relève d'abord et avant tout l'acharnement que met cette presse à poursuivre son intox au moment même où le calme revient progressivement une fois dévoilés les plans machiavéliques tendant à transformer un problème au départ de nature culturelle en une contestation tous azimuts, hors du cadre organique, et mettant en jeu l'unité nationale.

Par le passé, ce rôle dévolu aux médias français n'avait pas de quoi surprendre sachant par avance — excepté une minorité de journaux — l'apathie à fleur de peau (et d'occasions) que leur inspire viscéralement l'Algérie, son peuple, ses réalisations. Voilà qu'aujourd'hui l'intox n'est pas seulement modulé pour atteindre des proportions difficilement imaginables mais trouve une place très large pour exacerber ce qui logiquement ne devrait pas l'être car, quoique en pense cette presse si avide de sensationnel, les événements ont été circonscrits dans le calme et la dignité dans un esprit d'unité contre les tentatives de division et de diversion.

D'avantage que la presse écrite dont l'impact est par la force des choses relativement limité, les stations de radio françaises d'Etat comme France-Inter ou les périphériques, ont poursuivi, parce que facilement captée en Algérie, une campagne d'intoxication avec un zèle et une hargne pour le moins inopportuns pour le sujet « informatif ». Bien malheureusement, les sirènes de la division ont trouvé partiellement un écho au niveau de certaines mentalités non débarrassées des vestiges d'une francophilie de mauvais aloi et pour qui les acquis du socialisme sont un obstacle à leur voracité connue.

Pour éclairer ces esprits qui « jugent » que la presse algérienne a beau jeu « d'accuser » la presse

étrangère, rappelons qu'il est loisible pour tout observateur averti de comparer cet acharnement contre l'Algérie et son unité nationale avec le silence complice que ces mêmes médias observent dès qu'il s'agit de problèmes purement « français », le dernier en date étant celui de la Martinique où les bruits de bottes de 400 gendarmes français envoyés à la rescousse à Pointe-à-Pitre n'ont pas eu — à l'inverse des événements de Tizi-Ouzou — les honneurs de la « une » des journaux parisiens.

Dans le même ordre d'idées, comment ne pas s'étonner du parti-pris flagrant d'une certaine presse dite de gauche et dont le rôle à une époque de la Révolution algérienne n'est pas prêt de s'effacer de la mémoire du peuple algérien. Ajoutons à cela que de « Libération » au « Matin » — en passant par les habituels nostalgiques de l'Algérie française comme « L'Aurore » ou « France-Soir » — ce fut un concert si bien orchestré pour nous rappeler n'étant pas dupes, que dix-huit ans après l'indépendance, certains outre-méditerranée n'ont pas encore digéré la perte de l'Algérie, leur défaite et la volonté des Algériens de se libérer de toute tutelle qu'elle soit économique ou à fortiori — culturelle. C'est cette vérité qu'il faut évoquer dans la conjoncture actuelle sans oublier pour autant le silence en permanence complice que cette même presse observe au moment des razzias et des crimes que subit depuis juillet 1962 la communauté algérienne en France.

Rien, absolument rien aujourd'hui, ne saurait surprendre notre vigilance, encore moins notre mémoire, encore faut-il qu'en conclusion il soit permis d'attirer l'attention sur les tenants et aboutissants véritables de la manœuvre ainsi engagée depuis Paris avec de formidables moyens pour une « cause » perdue d'avance. L'Algérie est et restera unie, capable de relever les défis, et contrairement aux espérances des oiseaux de mauvaise augure, n'est pas et ne sera pas « à feu et à sang ». C'est là le meilleur camouflet à opposer aux éternels perroquets de tous bords.

El Moudjahid 28/4/1980

ALGER. (aps).

M. Mohammed Zerguini, membre du Comité Central, ministre des Postes et Télécommunications a réuni samedi après-midi à la salle des réunions du ministère de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat, les hauts fonctionnaires et les directeurs centraux du ministère des P. et T. ainsi que les délégués du syndicat national des postes.

Le ministre analysant les événements qui se sont produits à Tizi-Ouzou en a expliqué les objectifs réels en faisant apparaître leurs liens avec les campagnes orchestrées par une certaine presse étrangère.

« Chaque action révolutionnaire provoque une contre-offensive de la part de la réaction et du colonialisme... », a-t-il dit notamment avant de rappeler les campagnes de presse similaires qui ont eu lieu à la suite de la proclamation de la Révolution agraire, la nationalisation des richesses naturelles, la médecine gratuite et l'arabisation.

Le ministre a ensuite fait un rappel historique sur les tentatives du colonialisme, après l'occupation du

pays, de détruire tous les aspects de la personnalité nationale, qui se distingue et se fonde sur la culture arabo-islamique enracinée au cœur du peuple algérien.

M. Zerguini a par ailleurs expliqué l'acharnement des ennemis de la Révolution algérienne par leur hostilité aux positions fermes de l'Algérie dont sa détermination à maîtriser totalement ses richesses à défendre son droit à relever les prix de l'énergie, soutenir la cause palestinienne et la Révolution iranienne, sa position vis-à-vis des accords de Camp David, sa solidarité avec la lutte du peuple sahraoui et avec tous les mouvements de libération dans le monde, ce qui suscite l'hostilité du colonialisme. Il a appelé à davantage de vigilance et de mobilisation, car, a-t-il déclaré, « la lutte ne s'est pas encore achevée et le colonialisme n'a pas jeté les armes ».

M. Zerguini a conclu en précisant : « Il faut tirer les enseignements de ces événements, car la question concerne l'unité et la souveraineté nationale qui ne souffrent aucun compromis ».

# Algérie : trêve en Kabylie

Les forces de l'ordre ont repris le contrôle de Tizi-Ouzou après les émeutes de la semaine dernière, mais le malaise berbère reste profond

La vie a maintenant repris son cours normal à Tizi-Ouzou et en Kabylie, et cela depuis plus de quarante-huit heures déjà. Mais, vendredi, on pouvait encore facilement se rendre compte de la violence des affrontements qui, pendant quatre jours, ont opposé les forces de sécurité à des milliers de manifestants qui étaient soit des étudiants ou des lycéens, soit des montagnards kabyles descendus des douars avoisinants.

De notre envoyé spécial à Tizi-Ouzou

EN arrivant d'Alger, à l'entrée du chef-lieu de la Grande Kabylie, encore imprégné de l'odeur piquante des gaz lacrymogènes, la gare routière, où plusieurs cars ont été incendiés, à toute ses vitres brisées par les manifestants. Un peu plus haut, c'est l'hôtel Beloua, dont l'intérieur a été saccagé et le bar pillé. Plus loin, c'est un vaste entrepôt de matériel agricole dont toutes les vitres ont volé en éclats, tout comme celles des lycées de garçons et de filles. A la sortie de la ville, vers Bejata (ex-Bougie), on peut voir les épaves calcinées d'une dizaine de voitures officielles appartenant à la mairie ou au parti FLN. Un canon à eau des brigades anti-émeutes a été, lui aussi, détruit par le feu. Des lampadaires ont été arrachés, des poteaux de signalisation complètement piés. Malgré un effort de nettoyage intensif effectué dès jeudi, des pierres, des morceaux de verre, des traces d'incendie étaient encore visibles vendredi dans les rues de Tizi-Ouzou, à maints endroits de la ville.

C'est dimanche 21 avril que les émeutes ont commencé. Quelques heures auparavant, exactement à 2 h 30 du matin, l'armée algérienne avait investi la cité universitaire de Tizi-Ouzou.

Plusieurs étudiants ou étudiantes affirment que les militaires n'ont pas hésité à « aller à la baïonnette » ou à lancer leurs chiens bergers allemands pour s'emparer de la faculté, en grève depuis plusieurs semaines, ou de l'usine Sonelec, occupée par ses deux mille cinq cents ouvriers en si-

gne de solidarité avec les étudiants. Dimanche à l'aube, plus de quatre cents blessés (fractures, morsures de chien) étaient enregistrés à l'entrée de l'hôpital de Tizi-Ouzou, dont les médecins civils ont été remplacés par des militaires.

Ce n'est qu'à la fin de la matinée que la capitale de la Kabylie a appris ces « événements ». Les commerçants baissaient alors leurs stores et un peu plus tard, des centaines de manifestants, armés de pierres, de manches de pioche ou de barres de fer, encouragés par les youyoues des femmes kabyles, commençaient à saccager les bâtiments officiels, à piller certains magasins d'Etat, comme les Nouvelles Galeries algériennes, et à harceler les forces de l'ordre.

La bataille ne cessait qu'à la tombée de la nuit. Elle reprenait le lendemain, lundi, et continuait les deux jours suivants, principalement entre midi — heure d'arrivée des habitants de la montagne — et la tombée de la nuit, où les manifestants décrochaient pour regagner à pied leurs hameaux. Le jeudi a été une journée « ville morte » et ce n'est que le vendredi que les commerçants ont relevé leurs rideaux de fer et les cafés rouverts leurs portes.

Si tous les barrages de gendarmerie entre Alger et Tizi-Ouzou ont été levés, de très importantes forces de sécurité continuent de quadriller systématiquement la ville : outre les forces de police habituelles, une bonne trentaine de cars grillagés bleus ou blancs des brigades anti-émeutes stationnaient vendre-

di aux principaux carrefours. On pouvait voir en outre d'importantes forces de gendarmerie patrouiller dans la ville, alors que l'armée occupait l'université et la wilaya (préfecture). Ce dispositif est encore en place.

La presse algérienne ne cesse de dénoncer le « complot impérialiste contre l'Algérie révolutionnaire et socialiste » et reproche très violemment à la presse française d'avoir fait état de nombreux morts. A Tizi-Ouzou de nombreuses personnes affirmaient pourtant vendredi qu'elles avaient vu plusieurs tués, mais les autorités algériennes l'ont encore démenti hier avec vigueur : « Il n'y a pas un seul mort parmi les manifestants ni parmi la communauté universitaire. Par contre, il y a de nombreux blessés du côté des éléments des forces de sécurité », a déclaré le préfet de Tizi-Ouzou, qui n'a fait aucune allusion au nombre de blessés parmi les manifestants ou les étudiants, et qui n'a

donné aucune précision sur le nombre d'arrestations, pourtant important, en Kabylie mais aussi à Alger.

Dans la masse des « disparus », il est bien évidemment difficile de faire la part des gens en fuite, des personnes arrêtées et des éventuels morts. Le pouvoir algérien aurait intérêt à pratiquer une politique d'information plus précise, mais il a donné aux journalistes en poste à Alger l'ordre de ne pas quitter la capitale, sauf autorisation spéciale.

Selon plusieurs témoignages, y compris celui du quotidien *El Moudjahid*, bien d'autres localités de la Kabylie ont connu des troubles graves au début de la semaine dernière. Notamment à Azagga, Ain-el-Hamman (ex-Michelet), Goghni, Tizi-Rached et Larbaa-Nath-Irathen (ex-Fort-National).

Aujourd'hui, on s'attend en Algérie à une trêve. A cause des très importantes forces de sécurité qui ont été en-

voquées en renfort dans toute la Kabylie. Mais le malaise demeure profond en Kabylie. Il a, bien sûr, des motivations culturelles. Les Berbères se disent brimés par la politique d'arabisation qui a reçu une nouvelle impulsion au mois de décembre dernier. Mais le mécontentement a aussi des raisons économiques et sociales. Nombre de Kabyles se disent excédés des « décisions arbitraires » du pouvoir central et trouvent scandaleux le « niveau de vie très élevé » des cadres du FLN, qui ont plusieurs maisons et roulent en Mercedes ou en BMW.

Pour beaucoup, le calme qui est revenu ne serait en fait qu'une trêve si le pouvoir ne prend pas les mesures qui s'imposent. C'est la raison pour laquelle la réunion du comité central du FLN, prévue pour le 3 mai, est attendue avec beaucoup d'intérêt en Kabylie et dans l'Algérie tout entière.

Jacques de Vernis

"Le Matin" 28/4/1980

M. ZERGUINI : EL Moudjahid 28/4/1980

Les questions d'unité nationale et de souveraineté ne souffrent aucun compromis



Samedi, au centre de tri de Vincennes jusqu'à minuit. Le « Comité de défense des droits culturels en Algérie », dans un communiqué dénonce l'action de l'« Amicale » des Algériens et de la police française, et demande aux organismes nationaux, le refus d'une commission d'enquête en Algérie. (Photo Hadji)

## BERBERES

Un millier de personnes au rassemblement kabyle, malgré son annulation

# 200 Kabyles interpellés et fichés à Paris

**D**ès le début des événements de Tizi-Ouzou, en mars, des étudiants et enseignants kabyles de Paris et des travailleurs immigrés berbères avaient créé un « Comité de défense des libertés culturelles en Algérie » (1). Ils organisèrent, il y a quinze jours, une première manifestation devant l'ambassade d'Algérie, qui réunit plusieurs centaines de personnes. Ils en attendaient des milliers (300 000 Kabyles vivent à Paris) à la marche prévue samedi dernier sur le même objectif. Le regroupement fut interdit in extremis par la préfecture de police. Les organisateurs passèrent la nuit à sillonner les banlieues pour décom-

mander. Il y avait pourtant, samedi à 15 H, près d'un millier de personnes agglutinées autour du métro Kléber. Une centaine de membres de l'Amicale des Algériens en Europe (antenne de l'ambassade) déboula de l'Etoile dans l'intention visible de cogner. Les CRS et la police municipale interviennent avant le choc et embarquent la moitié de la foule. Direction : le centre de tri de Vincennes.

① inutile d'insister, les photos ne "sortent" pas...

Ceux qui y présentent leur carte de l'Amicale sont relâchés immédiatement, après un coup de fil de l'attaché militaire de l'ambassade. Les autres sont longuement photographiés, fichés, questionnés jusque vers minuit. Pas de menaces d'expulsions apparentes. Les sans-papiers sont bruyamment parrainés par leurs compagnons. Les policiers, corrects, semblent s'amuser des contradictions internes d'un pays détesté : « Cette fois, tu relâches les basanés et tu gardes les rouquins », « Voilà qui permettra à Giscard d'obtenir quelques m3 de gaz en plus », commente, en sortant, un responsable du Comité.

Au même moment, Hocine Aït Ahmed, « chef historique » kabyle et leader en exil du Front des Forces Socialistes, faisait une déclaration à l'AFP. Pas de France, où il ne veut pas entrer pour ne pas donner d'alibis supplémentaires au

gouvernement Chadli dans sa thèse du complot franco-marocain. « Il importe plus que jamais, dit-il, que tous les patriotes, où qu'ils se trouvent, opposent à la violence étatique leur détermination pacifique pour que s'engage un processus irréversible de démocratisation ».

Un appel au calme d'autant plus justifié que la

direction du FFS « à l'intérieur » semble avoir été partiellement décapitée par les vagues d'arrestations, en Kabylie et à Alger, méticuleusement menées, depuis un mois, par la Sécurité militaire du colonel Merbah.

J.L.

1) Revue Esprit, 19 rue Jacob, Paris 6ème.

Libération

28.4.1980

CULTURE  
Kabylie : au nom de la justice  
N° obs. 28/4/1980

Depuis le 10 mars 1980, les amis de l'Algérie suivent, avec une consternation croissante, le déroulement des événements de Kabylie et la fatalité de l'absurde qui semble les conduire.

Au départ, la police interdit une conférence sur la poésie — celle d'un écrivain célèbre, Mouloud Mammeri. Suivent des manifestations, des arrestations, des grèves, des blessés. On parle même de plusieurs morts.

Les manifestants sont des étudiants kabyles et, pour qui les connaît, il est évident qu'aucun d'eux n'imaginerait ne souhaite une partition de son pays ; quant au gouvernement algérien, il ne peut pas davantage désirer qu'une banale maladie policière transforme des revendications culturelles compréhensibles en brûlot politique — un brûlot dont, comme toujours, nul ne prévoit ce qu'il consumera. (La maladresse en question n'est d'ailleurs pas un privilège exclusif des autorités locales de Tizi-Ouzou et, en cette Année du Patrimoine, rares sont encore les Etats qui se la refusent.)

Admettre l'existence d'une culture kabyle en Algérie ou d'une culture celtique en France, en quoi cela peut-il gêner l'expansionnisme de grandes langues comme l'arabe ou le français, qui, l'une et l'autre, sont étayées depuis près de mille ans par des grammaires impératives et des Etats unifiés ? C'est simplement reconnaître en Europe et en Afrique les droits du premier occupant : la survie du celtique, la plus ancienne de nos langues, et celle du berbère, ancêtre des parlers actuels de l'Afrique du Nord, et ainsi rendre justice à un patrimoine humain très précieux et probablement menacé bien plus par les mouvements de nos civilisations encombrantes que par des interdictions préfectorales.

GERMAINE TILLION

## Algérie

# Tizi-Ouzou vit sous le régime de la liberté surveillée

De notre envoyé spécial

Tizi-Ouzou. — A première vue, tout est rentré dans l'ordre. Un ordre pesant, kaki et bleu même : policiers et gendarmes, des hommes en uniforme quadrillent, sillonnent, occupent la ville de toute part. Tizi-Ouzou vit aujourd'hui en liberté surveillée : la ville murmure, dans une ignorance feinte de ses « gardiens ». Les forces de l'ordre ont d'évidence reçu consigne de se faire aimables, ouvertes, tendres presque. Mais la polémique du sourire ne paraît pas très payante : prudence ou peur diffuse, on s'écarte du zinc quand rentrent deux ou trois policiers, juste venus pour un verre de thé ou de limonade, et l'on préfère, ça et là, chanter de trottoir quand, de l'autre côté, les gendarmes sont vraiment trop nombreux.

Le grand nettoyage est déjà presque terminé. Et l'étranger, ignorant des derniers troubles, aurait peine à imaginer que Tizi vient de vivre une « petite révolution ». Certes, la gare routière, grand bâtiment bleu-vert à l'entrée de la ville, attend encore le vitrier. Mais les carcasses calcinées des leurs, cartons et planches ont bouché les trous. Sur la grand-tallée dans l'ancien hôtel de ville, très vieille France provinciale, paraît presque intacte : les émeutiers se sont contentés de la « vider ».

Un peu plus loin, dans le square ombragé qui jouxte la mosquée, des gendarmes au repos somnoient sur les bancs de pierre ou s'arrachent le journal... pour les mots croisés. Chacun passe et repasse autour d'eux, dans une indifférence muette. La file s'allonge quand, au tabac-kiosque, les boîtes à chiques viennent d'arriver. C'est la rue...

La ville tout entière semble soudain sur-approvisionnée. Les cageots de légumes sont pleins à tous les étals. Le marché de gros n'en a depuis fort longtemps jamais vu tant affluer en si peu de temps. « La colère a du bon », marmonne un petit marchand en guettant alentour si de mauvaises orailles l'écoutent. « C'est étonnant, simple réflexe ou sage précaution, l'abondance soudain pousse tout le monde à acheter et à acheter beaucoup : la semoule au quintal, légumes et fruits par cageots entiers. C'est vrai, bien des gens font des ré-

serve », assure une jeune infirmière. « C'est qu'ils attendent la suite : tout n'est peut-être pas encore dit... »

La surveillance étroite en uniforme ou en civil rend prudent et avare de commentaires, mais elle n'empêche pas la rumeur de se propager. Une nouvelle grève pour ce lundi ? Un nouveau round le 1<sup>er</sup> mai ? Quelques rencontres plus discrètement aménagées, avec des jeunes « militants du mouvement » n'infirment, ni ne confirment. « Les gens s'agitent, ne s'estiment pas vaincus », explique un fonctionnaire. « Il y a une peur diffuse mais aussi une fierté d'avoir, à la Kabylie, su répondre du tac au tac... » L'essentiel, renchérit un de ses amis, c'est que personne n'est plus dupe. On n'avale plus l'intox et le bourrage de crâne d'Alger. C'est là l'énorme changement.

Les confidences de ceux qui se risquent à parler montrent que tout n'est pas vraiment rentré dans l'ordre, au moins dans les esprits. Et si l'on prend le recul, la véritable mesure des événements de la semaine dernière, à mi-chemin entre l'épopée soixante-huitarde et l'émeute incontrôlée, nul ne saurait en dessiner déjà les suites immédiates et les retombées plus lointaines. Le feu n'est pas tout à fait éteint à Tizi. Les conséquences de l'explosion sont difficiles à discerner à Alger. Mais qui dirait que ces « trois glorieuses » kabyles resteront sans lendemain ? « C'est peut-être fini pour cette fois, mais ça recommencera un jour », jure notre fonctionnaire. « Ils ne veulent pas régler le problème ? Peut-être ne peuvent-ils pas ? Mais alors, ils ne seront jamais sûrs de nous ! »

DOMINIQUE POUCHIN.

● Deux cents Algériens interpellés à Paris puis relâchés. — Les deux cents Algériens qui avaient été interpellés samedi 26 avril, aux abords de l'ambassade d'Algérie, rue Hamelin, à Paris, ont tous été relâchés dans la soirée, après les vérifications habituelles d'identité, indiquent-on de source policière. Ils avaient participé à une manifestation organisée par le comité de défense des droits culturels en Algérie et interdite par la préfecture de police.

« Le Monde » 29/4/1980

95



## De nouvelles conversations s'engagent en vue d'apurer le contentieux franco-algérien

M. Bruno de Leusse, secrétaire général du Quai d'Orsay, rencontre, ce lundi 28 avril, à Alger, M. Benouniche, directeur pour l'Europe au ministère algérien des affaires étrangères. Ils doivent faire le point des négociations engagées depuis le début de l'année pour tenter de venir à bout du contentieux qui empoisonne les relations entre les deux pays. Ces conversations, dont le principe avait été décidé en juin 1979 lors de la visite à Alger de M. Jean François-Poncet, avaient été relancées après la venue à Paris, en janvier 1980, de M. Benyahia, ministre algérien des affaires étrangères, qui s'était longuement entretenu avec M. Giscard d'Estaing.

Six groupes de travail avaient été constitués : main-d'œuvre et émigration, questions de personnes, sécurité sociale des Français en Algérie, retour en Algérie des archives de la période coloniale ramenées en France. Les responsables français et algériens de ces groupes participent à la rencontre de ce lundi, ce qui permettra un très large échange de vues.

Les négociateurs se sont donnés jusqu'au 14 juillet, dernier délai, pour parvenir à un accord. Il semble qu'ils n'aient pas trop de ce temps pour y parvenir.

Après des débuts difficiles, les discussions auraient permis cependant, ces dernières semaines, de dégager quelques points de convergence et un canevas de règlement du problème de la sécurité sociale aurait été mis au point.

La France pourrait s'engager à relever substantiellement le montant des allocations familiales versées aux enfants de travailleurs algériens restés au pays. Celles-ci seraient même fixées à un taux très légèrement supérieur à celui appliqué actuellement aux Marocains et aux Tunisiens alors qu'il lui est depuis des années très largement inférieur. En revanche, l'Algérie renoncerait à demander un rappel qui aurait entraîné pour Paris le versement de plusieurs centaines de millions de francs. Les Algériens s'étant montrés très conciliants à ce propos entendent obtenir des compensations dans le domaine de l'émigration pour eux vital puisque touchant les personnes. Ils ont déjà acquis la certitude que les Algériens installés en France avant 1962 seraient particulièrement protégés, mais les discussions paraissent maintenant figées. Paris maintenant ses exigences concernant la fixation d'un quota annuel significatif de départs, et Alger refusant toute mesure autoritaire et insistant sur la libre détermination des intéressés.

La volonté d'aboutir paraît de part et d'autre bien réelle. Les difficultés surgies ces derniers temps entre les deux pays n'ont pas entravé les négociations, et l'on s'est efforcé de conserver un bon climat. Elles n'ont pas manqué, cependant, qu'il s'agisse du différend entre G.D.F. et la Sonatrach sur le prix du gaz, de l'affaire de Gafsa, ou plus récemment encore des événements de Kabylie. Le feu couve en permanence sous la cendre, et les suspicions sont bien promptes à renaître. Le dialogue politique instauré depuis un an s'est cependant poursuivi sans relâche, notamment par l'intermédiaire des ambassadeurs, M. Sahnoun à Paris et M. Ménilon à Alger. Récemment encore, les responsables du ministère algérien des affaires étrangères ont reçu la visite de M. Jean-Baptiste, conseiller de M. Giscard d'Estaing, venu les informer des objectifs et des initiatives concernant le « dialogue ». Enfin, les dernières prises de position du président français, et particulièrement les déclarations faites par lui au cours de sa tournée au Proche-Orient ont trouvé à Alger un écho favorable.

DANIEL JUNQUA.

Rue Didouche Mourad

## Destination inconnue

Alger

Services de sécurité, extrême-droite arabo-intégriste (1) : même combat

Il se passe des choses absolument effarantes en Algérie et à Alger particulièrement, surtout depuis la prise d'assaut du campus de Tizi et de l'hôpital civil. On sait maintenant ce qui a suivi la réponse violente du pouvoir face

aux revendications légitimes et face au combat non-violent de la jeunesse algérienne pour le respect des droits culturels.

A Alger et ailleurs, la police est passée à l'action, après une période de neutralité trompeuse qui a permis à beaucoup, certes, d'exprimer leur opinion sur le forum de la démocratie qu'est devenu le perron de la bibliothèque universitaire de la fac centrale (rue Didouche Mourad).

Oui, les services dits de sécurité instituent l'insécurité depuis maintenant une semaine (le discours de Chadli n'y est pas pour rien. Il a donné en quelque sorte le feu vert à la répression).

A Alger, le comité de coordination, élu démocratiquement en assemblée générale (et cela depuis les premières manifestations et l'occupation de

Une ambiance de menace planait. Prendre la parole pour condamner le pouvoir ou les mensonges de la presse et de la télévision ; ou tout simplement déclarer légitimes les différentes revendications, c'est faire preuve d'un courage certain et s'attendre à la répression. Ce qui n'a pas manqué d'arriver à mes deux camarades, dont je tairai le nom dans le cas où ils seraient relâchés.

Voilà, en quelques mots, l'intervention de l'un d'eux : « Pendant que des étudiant(e)s se font massacrer à la baïonnette à Tizi Ouzou, il est de notre devoir de dépasser nos malentendus et d'agir en êtres humains. Le sang a coulé aujourd'hui à Tizi, demain, ce sera ici (Alger), Oran, Blida, ou ailleurs. Le pouvoir a montré son véritable visage fasciste et sanguinaire... »

La faculté est cernée de toutes parts de cars et de policiers prêts à agir. Il se produit un incident. Des opposants au mouvement (une trentaine) pénètrent dans le haut de la faculté et lancent des pierres. C'est alors la débâcle devant notre refus de riposter.

Certains de ces perturbateurs lancent des cailloux pendant que d'autres appellent les policiers à pénétrer à l'intérieur de l'enceinte universitaire pour saboter le mouvement et la faire fermer.

Il faut dire que bon nombre de la population a été informé réellement de ce qui se passe par l'affichage mural et le cri des slogans de la majorité des étudiants sur les balcons de la faculté.

Vers 18h, nous descendons tous les trois vers la rue Hamani (ex rue Charras) quand deux individus, l'air lueur décidée et le regard menaçant, s'approchent de nous, la main sous le veston, prêts à tirer leurs engins meurtriers. Ils nous intiment l'ordre de nous arrêter et invitent mes deux camarades à monter dans un break Peugeot qui démarre aussitôt pour une destination inconnue.

Ce cas est un parmi des dizaines d'autres. La répression sanglante est bien commencée. Le pouvoir se retranche derrière des principes absurdes où le dialogue est banni.

Un étudiant d'Alger

(1) On dénomme ainsi les étudiants de langue arabe (qu'ils soient arabophones ou berbérophones) influencés par l'idéologie de l'arabisme et des « frères musulmans » intégristes.

TIZI-OUZOU

## Opération sourire

Normalisation à Tizi-Ouzou après les convulsions qui ont agité la principale cité kabyle. Une normalisation qui a commencé par la répression brutale et se poursuit par la manière douce. Tizi-Ouzou comme par enchantement croule sous des montagnes de victuailles acheminées d'urgence et les policiers hier impitoyables sont, paraît-il, devenus de doux agneaux convertis au dialogue « chaleureux ». De leur côté, les autorités font ce qu'il faut pour effacer les traces matérielles de l'insurrection et éliminer ce qui a permis son déclenchement. De passage à Tizi-Ouzou en début de semaine, le ministre de l'éducation.

M. Abdelhak Brehri aurait promis la création d'une chaire de berbère à Tizi-Ouzou et la réouverture de celle d'Alger ainsi qu'une plus large place à la culture berbère dans les médias officiels. Des concessions qui pourraient permettre, estime-t-on dans les milieux universitaires de la ville, de rouvrir les portes de la faculté, si les derniers détenus sont libérés prochainement.

Liberation 2/5/1980

l'université de Tizi) assure ainsi le soutien. Il participe à l'explication des revendications et à leur portée nationale, essayant de contrecarrer les tentatives du pouvoir d'isoler « l'affaire » de Tizi-Ouzou et d'en faire un problème régional et régionaliste (talant même jusqu'à accuser de séparatiste).

Ce comité, composé d'une quinzaine de membres se trouve réduit à deux ou trois membres. Les autres ont été enlevés, soit aux alentours de l'université, soit dans leurs domiciles, pour des destinations inconnues.

La majorité des étudiant(e)s qui ont pris la parole au cours des différents meetings (à l'exception des membres de la célèbre UNJA : Union de la jeunesse algérienne) sont arrêtés.

Parallèlement aux enlèvements de la police officielle, une forme de milice s'est constituée aux côtés universitaires de Ben Aknoun, faisant le travail de la police officielle. Celle-ci est composée en majorité d'étudiants arabisants (arabo-intégristes de la faculté de droit de Ben Aknoun) plus ou moins rattachés à un certain parti BAATH (?) moyen oriental, en liaison directe avec les services de sécurité et la complicité des administrations des cités. Elles fournissent les numéros de chambres des étudiants remarqués lors des différents meetings. Ils sont enlevés en pleine nuit. Destinations inconnues. Depuis le début avril, plusieurs corps ont été trouvés dans Alger et les environs.

Il est absolument impossible d'avoir des précisions (des noms) sur les gens enlevés de cette façon. Car parallèlement, les arrestations officielles (disons par la police en tenue) ne se font pas de main forte. C'est vrai à Alger comme à Oran, Tizi-Ouzou ou Batna.

Voilà ce qui m'est arrivé personnellement. Le lundi 21 avril vers 17h se tenait une assemblée générale devant la bibliothèque. J'y étais avec deux camarades.

"Liberation" 2/5/1980

"Le Monde" 29/4/1980

LE FIGARO  
LUNDI 28 AVRIL 1980

## points de repère

### ● Algérie : normalisation à Tizi-Ouzou

La vie a repris son cours normal à Tizi-Ouzou où gendarmes et forces anti-émeutes restent sur place, tandis que des bulldozers déblayent débris divers et carcasses de voitures, selon des récits de voyageurs. Alger dément que les émeutes de la semaine dernière aient fait des morts, mais convient d'une trentaine de blessés. Selon la presse algérienne, les cerveaux du « complot impérialiste » se trouveraient en France.

Malgré l'interdiction, samedi à Paris, d'une manifestation devant l'ambassade d'Algérie où 200 défenseurs des « droits culturels algériens » ont été interpellés, les relations franco-algériennes sont en froid à la veille de la visite à Alger d'une délégation du quai d'Orsay pour faire le point sur les commissions de travail instituées après la visite à Paris du ministre des Affaires étrangères Mohamed Benyahia.



## BERBERISME

# Deux journalistes français expulsés d'Algérie

**A**lger. Le ministre de l'enseignement supérieur, M. Brehri aurait annoncé l'ouverture d'une chaire de berbère à l'université de Tizi-Ouzou et la réouverture de celle d'Alger, où enseigne l'écrivain Mouloud Mammeri. Le ministre aurait également annoncé qu'une place plus large serait désormais réservée à la culture berbère dans les médias algériens. L'Université de Tizi-Ouzou pourrait réouvrir dans les jours prochains. Enfin, M. Brehri a annoncé que l'arabisation serait appliquée avec beaucoup plus de subtilité et bien plus progressivement qu'auparavant...

Jean-Luc Majouard et Jean-Claude Chauchard, journalistes indépendants Montpéliérains ont été expulsés par les autorités algériennes le jeudi 1er Mai. Voici leurs témoignages :

« Nous sommes arrivés le dimanche 27 avril, sans encombre, à l'aéroport Houari-Boumediène, en possession d'une caméra 16mm et de magnétophones. Nous avons pris contact le 29 avril avec des étudiants en sciences, membres du Comité de coordination. Une Assemblée Générale s'y est tenue de 14 à 18h. Oui, la fuc est en grève depuis 26 jours, sur la question kabyle. Vers 18h nous avons convenu d'un accord pour un rendez-vous le lendemain mercredi 30 à 10h. Il s'agissait de réaliser une interview sur le fait berbère.

A 10h nous fûmes interpellés par 3 policiers en civil et conduits à la Sécurité Urbaine. Nous avons été interrogés, l'un après l'autre, cinq heures durant et « baladé » de bureaux en bureaux. Tous les flies liés au « Le Monde » et « Libé » qui sont bien évidemment interdits par la censure à Alger. On voulait connaître nos contacts à Alger... Nous avons juste pu dire que l'amphithéâtre de la fac de Sciences était bourré lors des Assemblées Générales... Vers 16h nous avons été conduits auprès du chef de cabinet du ministre

de l'Information, qui nous a informé qu'en vertu d'une loi de 1962, tout journaliste étranger en visite en Algérie était tenu de recevoir une accréditation des autorités algériennes pour pouvoir travailler.

La discussion a duré 2h. Le fonctionnaire a tenu des propos insultants contre le « Monde » et l'Agence France-Presse. Plus tard nous avons été conduits à l'Hôtel l'« Alet » ou paradoxalement on nous a laissés libres de circuler jusqu'au lendemain. Nous nous sommes baladés dans Alger sans aucun problème. Nous attestons que les arrestations sont nombreuses dans les milieux universitaires.

Pendant la manifestation du 1er Mai, que nous avons suivie des fenêtres de « l'Alet », nous avons vu la police qui entourait le cortège embarquer un groupe de personnes qui portaient une banderole en arabe. Non, nous n'avons pu en comprendre le sens. A l'aéroport, nous avons été conduits à l'appareil par deux policiers en civil. Notre passage devant les douaniers a été assez « accéléré ». Les douaniers étaient rigolards. On ne nous a confisqué ni notre matériel, ni les bandes magnétiques et les films qui s'y trouvaient...

A.D.

*Libération*  
3-4/5/1980

## DROIT DE REPONSE

# Le PRS et la Kabylie

Dans votre article du 30.04/80, J.L. Hurst met en cause Boudiaf et le PRS dans les termes suivants : « Boudiaf est assez discrédité : il s'est réfugié chez Hassan II, le PRS de la fur d'Alger est sectaire, celui de Paris est divisé sur la question berbère. » On s'étonne que de telles affirmations soient faites sans enquêtes préalables. En présentant Boudiaf comme un homme discrédité, J.L. Hurst ne fait que reprendre à son compte la propagande du pouvoir algérien contre les opposants. L'opinion de Hurst n'est plus celle d'un journaliste. Quant au PRS qui serait divisé sur la question berbère, le journaliste de « Libération » aurait fait son travail s'il avait tenu compte du comité du PRS du 21 avril 1980 qui

affirmait clairement : « Quoi de plus juste que de revendiquer la liberté d'expression et d'information, l'exercice des droits démocratiques les plus élémentaires. Quoi de plus juste que de revendiquer la préservation et la promotion du patrimoine culturel et de la langue berbère considérées comme partie intégrante du patrimoine culturel et linguistique algérien. » « Une seule langue, une seule religion, un seul parti - voilà le nouveau mot d'ordre de cette entreprise de caparisation »

Quel intérêt Libération a-t-il à substituer des affirmations non fondées à la véritable information ?

Secrétariat du Collectif National du PRS

*Libération*  
3-4/5/1980

## En Algérie

### UNE CHAIRE DE BERBÈRE SERAIT CRÉÉE A L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Alger (A.F.P.). — Le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brehri, qui s'est rendu récemment à Tizi-Ouzou — où la situation est calme ce vendredi 2 mai, — aurait annoncé des mesures d'apaisement aux étudiants qui ont été à l'origine des troubles.

Il aurait notamment promis la création d'une chaire de berbère à l'université de Tizi-Ouzou et la réouverture de celle d'Alger. Il aurait également annoncé qu'une plus large place serait faite à la culture berbère dans les médias algériens. Enfin, des assurances auraient été données au sujet de l'arabisation qui serait appliquée d'une manière beaucoup plus progressive que prévu.

Dans ces conditions, estime-t-on dans les milieux universitaires de la ville, l'université pourrait rouvrir ses portes dans les prochains jours.

*Monde* 3-5-1980

La première session de l'année du comité central du F.L.N., organe souverain du parti et de l'Etat, s'ouvre ce samedi 3 mai à Alger. Les quelque deux cents membres de cet organisme, qui vont se réunir au Palais des Nations, doivent examiner trois dossiers d'inégale importance : le tourisme, l'agriculture et la seconde phase du programme d'arabisation. Les débats seront d'autant plus animés sur ce dernier point qu'ils surviennent au lendemain des « événements de Tizi-Ouzou », concluant eux-mêmes l'action menée pendant près de deux mois par la communauté universitaire kabyle, pour obtenir des autorités la reconnaissance de la « culture berbère » et l'ouverture d'une réflexion au niveau national sur la culture « populaire ».

La pression exercée par une minorité soucieuse de préserver une « identité » et une « différence » toujours vivaces n'est certes pas de nature à remettre en question des orientations qui ont fait l'objet d'un très large consensus et sont consignées dans la Charte nationale, Bible

du régime. Il ne peut y avoir qu'une langue nationale, l'arabe, dont l'enseignement et l'usage doivent être méthodiquement et systématiquement poursuivis. Cet arabe, et c'est là à Alger dans les milieux officiels un second point qui ne prête pas à discussion, ne saurait être « dialectal », le parler populaire n'étant qu'un arabe abâtardi, simplifié et truffé de mots étrangers, le plus souvent français. « Il n'y a qu'un seul arabe », nous disait récemment un haut fonctionnaire et il doit être restauré dans toute sa pureté. Mais nombreux sont ceux qui admettent la nécessité de progresser dans cette voie sans précipitation et de ménager des transitions, la grande majorité des cadres du pays s'exprimant encore essentiellement en français et craignant qu'une arabisation trop brutale n'enlève leur mise à l'écart ou ne les élimine de certaines responsabilités.

## « Épanouir les cultures populaires »

Si l'enseignement du « berbère » est totalement exclu, ainsi que l'a rappelé récemment le ministre de l'enseignement supérieur dans un débat à la télévision, des efforts doivent être faits pour que les berbérophones ne se sentent pas « brimés ». Il faut, écrivait récemment un commentateur d'El Moudjahid, que toutes les cultures populaires, et pas seulement celles de la communauté kabyle, soient non seulement « préservées », mais puissent même s'« épanouir ».

Juqu'où faut-il aller dans cette voie sans risquer de menacer l'unité nationale ? Comment développer, notamment à la télévision, une production originale de qualité qui évite le recours aux réalisations étrangères notamment proche-orientales ? Comment déterminer les prochaines étapes et les prochains objectifs de l'arabisation ? Quelle place assigner aux langues étrangères — particulièrement au français — dont le président Chadli vient de rappeler l'utilité pour une ouverture sur le monde extérieur ? Telles sont quelques-unes des délicates questions dont le comité central doit avoir à nouveau discuter. Les échanges seront sans doute d'autant plus animés que les participants porteront presque inévitablement des appréciations différentes et parfois critiques sur l'action des autorités locales ou nationales dans la « mini-crise » de ces derniers semaines.

Bien qu'apparemment de caractère technique, le dossier agricole n'est pas moins brûlant. Fait rare et nouveau, il a suscité ces derniers temps dans la presse des polémiques ouvertes. Le marasme de l'agriculture n'est plus un mystère pour personne. La production stagne désespérément et en matière de céréales, par exemple, elle n'a guère varié depuis le début du siècle. Les rendements restent très bas, les terres se dégradent, les vergers et les vignes devraient être largement renouvelés. Dans certaines régions la situation est qualifiée par les autorités elles-mêmes de « catastrophique ». C'est ainsi que, dans la plaine de Mascara, en Oranie, quelque 10 000 hectares de bonnes terres se sont transformés en marécage, le système de drainage ayant été laissé à l'abandon. La remontée des sels a foudroyé les arbustes à la racine. 20 000 autres hectares risquent de subir à brève

LE MONDE — Dimanche 4 - Lundi 5 mai 1980  
Le Comité Central du F.L.N. se saisit principalement du dossier agricole



DOSSIER BRULANT

Chadli rejette la francophonie « expression du colonialisme »
Algérie: le parti unique l'« affaire Kabyle » et l'agriculture

La politique d'arabisation, les problèmes de l'agriculture et la restructuration des entreprises d'Etat. Ces trois thèmes ont dominé la session du comité central du FLN algérien - parti unique - ouverte samedi dernier. Officiellement les « événements de Tizi-Ouzou » n'étaient pas à l'ordre du jour, mais le président Chadli les a plus qu'évoqués...

« Nous disons oui au patrimoine culturel en tant qu'acquis de l'ensemble du peuple et non au patrimoine qui serait le monopole d'une région ou d'un groupe ». Chadli a ensuite rendu hommage aux services de sécurité pour le rôle qu'ils ont joué pendant les événements de Grande Kabylie...

Enfin, la « restructuration » des entreprises d'état pourrait avoir des implications politiques directes, dans la mesure où l'on envisage l'éclatement de la plupart des sociétés nationales : Sonatrach (Hydrocarbures), CNAM (navigation maritime), Sonitex (textiles), etc. ; en remettant en cause des « fédérations »...

0851 5-5 1980

Des domaines d'Etat ?

Un rapport de la commission économique du F.L.N., présidée par M. Belaïd Abdesselam, propose la constitution sur les terres « autogérées », partout où cela est possible, de vastes domaines d'Etat qui seraient organisés et gérés selon des méthodes industrielles...

Ces propositions ont suscité dans certains milieux un tollé et leurs auteurs ont été accusés de vouloir « brader les actifs » et de « faire le jeu de la réaction et de la bourgeoisie ».

découpage des domaines les plus vastes et le développement du système coopératif. Les divergences sur les solutions à mettre en œuvre sont donc profondes. Les débats seront d'autant plus vifs qu'ils s'insèrent dans une bataille politique beaucoup plus vaste.

Le comité central se trouve donc devant des choix difficiles. Le résultat de ses travaux conditionnera assez largement le grand congrès économique du parti qui doit se réunir au début de l'été prochain pour adopter le nouveau plan quinquennal.

DANIEL JUNQUA.

Algérie

Le président Chadli Bendjedid dénonce « la francophonie en tant qu'expression du colonialisme »

Alger (A.F.P.). - Président, samedi 3 mai, la séance d'ouverture de la session du comité central du F.L.N., M. Chadli Bendjedid a dénoncé « la francophonie en tant qu'expression du colonialisme économique et culturel ».

Monde 6. 5. 1980

« Nous disons oui au patrimoine culturel en tant qu'acquis de l'ensemble du peuple et non au patrimoine qui serait le monopole d'une région ou d'un groupe ». Après avoir stigmatisé « les colonialistes qui s'arrogent le droit de protéger et de préserver une partie de cette nation »...

Le chef de l'Etat a ensuite rendu hommage aux « moudjahidin » (combattants de la guerre d'Algérie) et aux services de sécurité pour le rôle qu'ils ont joué pendant les récents événements de Grande Kabylie.

Tout en réaffirmant « l'attachement de l'Algérie à la civilisation arabo-islamique », le président Chadli a indiqué qu'un « dossier culturel sera ouvert et sera débattu de la même manière dont ont été étudiés les autres dossiers » dans le cadre des institutions du pays.

échéance le même sort. On pourrait multiplier ces exemples.

Il faut donc réagir si l'on ne veut pas, compte tenu d'un accroissement démographique qui reste l'un des plus forts du monde, consacrer une part croissante des revenus pétroliers et gaziers à l'importation de produits alimentaires.

Sur quelles bases doit s'opérer le redressement ? Faut-il remettre en cause l'existence d'un large secteur socialiste couvrant environ la moitié des terres ? Quel sort réserver surtout aux quelque vingt-trois mille fermes des anciens colons français regroupées depuis 1963 en deux mille domaines « autogérés » et qui occupent, sur 2 millions d'hectares environ, les meilleures terres du pays ?

100



## UNE TACHE DEMOCRATIQUE

Par la nature des problèmes que pose son application, par les aspects politiques, idéologiques, par les exigences de liens multiples établis ou appelés à s'établir avec le développement socio-économique, par le cadre idéal qu'elle offre à la rénovation et au progrès culturel, enfin par la place qu'elle occupe comme facteur d'unité nationale, la langue arabe, la généralisation de son utilisation aura conduit les membres du Comité Central à prendre des décisions et à formuler des résolutions d'une importance exceptionnelle. Des décisions que notre peuple attend avec un intérêt tout aussi exceptionnel, s'agissant d'un sujet qui reste au centre des préoccupations, s'agissant aussi d'un dossier que chaque Algérien doit prendre en charge dans sa quotidienneté. Parce que fondamentalement, comme l'écrit la Charte nationale, « la langue arabe est un élément essentiel de l'identité culturelle du peuple algérien ».

Il n'y a pas lieu de revenir en détail sur les agressions, les réclusions, les occultations, sur les dégradations subies par le colonialisme, ni sur les graves dommages qu'elles présentaient au sortir de l'enfer colonial. Mais sans cette référence on ne peut expliquer les exigences actuelles, ni les progrès, ni les faiblesses aussi. L'immense tragédie vécue par le peuple algérien, il l'a d'abord vécue dans les mutilations de la personnalité à travers la paupérisation de sa langue nationale. Sa restauration, son intégration dans l'édification du pays, nécessitent la mise en place d'un processus qui s'insère, malgré quelques avatars dans le courant révolutionnaire global. La réappropriation par notre peuple de sa langue nationale est une exigence historique, certes, mais les étapes par lesquelles elle doit passer pour sa généralisation à tous les secteurs des activités de la vie nationale ont nécessité des débats, des méthodes d'application appropriées, parallèlement aux autres tâches d'édification. Il s'agit maintenant d'analyser lucidement et l'on se plaira à l'écrire : scientifiquement, une telle application.

Avant d'aborder ces aspects qui sont autant de thèmes d'un débat national, il est important de souligner que les progrès réalisés, par l'arabisation, ainsi que toute avance de la Révolution dans ce domaine particulièrement sensible et significatif, est exploitée et présentée par les milieux réactionnaires et néo-colonialistes de la francophonie comme une atteinte à la culture populaire ou autre.

Notre propos n'est pas fortuit quand on sait les formes de dépendance que pourront prendre les inféodations aux cultures impérialistes. Car l'arabisation est une tâche à lier à beaucoup de choses : liens avec les tâches révolutionnaires, avec les acquis populaires, avec les progrès de la démocratisation. Cette langue qui n'a pas seulement fait rêver les poètes, mais aussi les scientifiques, les révolutionnaires, les masses populaires et patriotiques ne doit pas être utilisée comme un paravent par les ennemis de la Révolution. L'expérience a montré à quels calculs sordides, et à quelles manipulations elle a donné lieu. N'avons-nous pas vu les réactionnaires l'utiliser au nom de la religion, comme un cheval de bataille ? Les excès, les zèles paranoïaques, les analyses à courte vue, les affectivités chauffées à blanc mobilisées autour de simplismes idéologiques les plus douteux, ont donné lieu à de faux

clivages, à des phénomènes de rejet, dont nous aurions bien pu nous passer.

L'absence d'un plan clair, de méthodes scientifiques a accentué les tendances à l'éclectisme au niveau de l'expression et de l'émanation idéologique pure, à la bureaucratisation, au suivisme de mauvais aloi, au maintien de certaines carences au niveau pédagogique. Le bilan qu'auront effectué les différentes instances du pays et, actuellement, au niveau du Comité Central permettra de mieux cerner tant au niveau idéologique, scientifique, que social les nouvelles exigences et les données qui sont apparues en dix-huit années d'indépendance.

Les décisions qui seront retenues tiendront compte de la nécessité de dépasser les faux clivages entre arabisants et francisants, de définir le cadre unitaire d'une tâche nationale qui reste l'exigence principale de la Révolution. Et c'est précisément, à la lumière des événements vécus par notre peuple que s'impose l'impératif pour les révolutionnaires de prendre davantage et entièrement en charge cette entreprise de longue haleine. Les divisions stériles entre arabisants et francisants sont typiques du genre de situations nuisibles à la généralisation de l'utilisation de la langue nationale qui est une tâche progressiste et démocratique. Car à travers cette généralisation c'est le combat de tout notre peuple contre l'ignorance, c'est l'unité des forces révolutionnaires acquises au socialisme.

Le président Boumediène disait, voici cinq ans presque, jour pour jour, à la conférence nationale de l'arabisation, ceci : « Nous voulons faire évoluer cette langue, l'enrichir, en faire un véritable instrument de réflexion, de science, de travail. Nous voulons que cette langue accède à toutes les exigences de l'époque... Le jour où cette langue sera un outil de travail et de communication dans les usines pétrochimiques de Skikda et au complexe d'El-Hadjer, ce jour-là notre langue sera la langue du fer et de l'acier. »

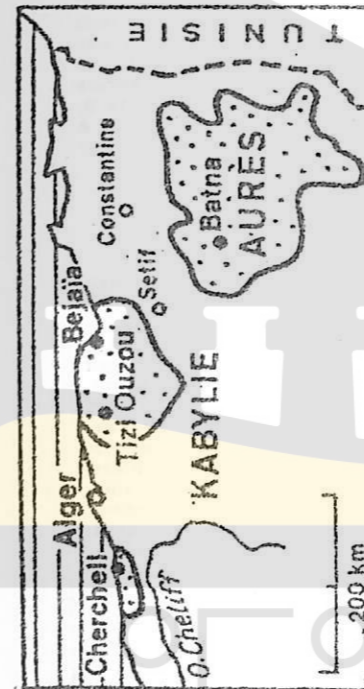
Le dossier de l'arabisation mettra donc l'accent sur les moyens à mettre en place pour faire accéder la langue nationale à une telle rénovation, à cette promotion qui doit aller de pair et au rythme de notre développement socio-économique. Cette entreprise de rénovation, à l'heure du débat démocratique, à la concertation, ne devra souffrir ni de la passivité des uns, ni de la démagogie des autres, mais être le motif de mobilisation des forces acquises au socialisme autour des problèmes de la culture. Touchant à notre être le plus sensible, la langue nationale doit recouvrer sa plénitude, sa fonction essentielle, qui est de cimenter l'unité, dans ses profondeurs, de notre peuple, d'être, grâce aux traditions révolutionnaires, ouverte au progrès, à l'épanouissement de toutes les expressions authentiquement populaires. D'être la matrice de nos aspirations à la justice, à la démocratie, à la lutte contre les étroitesse et les sectarismes.

La tâche de rénovation est immense. Chaque Algérien devra veiller à ce que la langue nationale soit le foyer diffuseur de la culture. C'est pourquoi le plan national de généralisation de l'utilisation de la langue nationale doit pour donner à la langue sa dimension véritable, intégrer un plan d'alphabétisation, le taux d'analphabétisme étant de plus de 50 pour cent en Algérie. L'enjeu est grand dans le contexte de lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste, au moment où la culture — reposant sur une technologie très avancée — est le cheval de Troie de pénétration impérialiste des temps modernes.

Dans cette lutte, encore une fois, la langue arabe peut engager un combat anti-impérialiste de premier plan. C'est la plus sûre voie pour prétendre à l'universel.

E. M.

ANALYSE  
ET  
COMMENTAIRES



Les zones pointillées localisent les populations berbérophones de l'Est algérien : Kabyles et Chaouis. Des îlots subsistent à l'Ouest et au Sahara : Mizabites de la région de Ghardaia et Tounaregs du Hoggar.

"L'Aurore" 10/04/1980

Au-delà des manifestations d'Alger et de Tizi-Ouzou

## Algérie : l'irréductible fait berbère

Les autorités algériennes démentent que la répression des manifestations « berbéristes » qui se déroulent, depuis lundi, à Alger et à Tizi-Ouzou, aient provoqué un mort et des blessés graves.

Cependant, la grève des berbéristes (et de certains arabophones qui se sont déclarés solidaires) semble se poursuivre à l'université d'Alger. Les mouvements d'opposition (clandestins) commentent sévèrement l'événement. Il s'agit, déclare le Front uni de l'Algérie algérienne, de « dénoncer la politique antinationale de l'Algérie arabe... pratiquée par le pouvoir en place... pour la remplacer par une politique authentiquement nationale qui respecte l'indépendance et l'identité du pays ». Quant au Front des forces socialistes de M. Hocine Aït Ahmed, il demande : « Comment peut-on se réclamer du socialisme, parler de retour aux sources et de démocratisation de la culture quand on nie l'existence d'une culture nationale dont, au surplus, les patriotes ne peuvent nier la contribution à la lutte de libération ? »

« Berbère », « arabe » : ces mots qualifient d'abord des langues, certainement pas des ethnies cohérentes, ni des nations. Le berbère est l'idiome le plus anciennement connu au Maghreb, des rivages de l'Atlantique jusqu'aux confins égyptiens, de la Méditerranée au fleuve Niger. Un idiome si original, si « autochtone », que personne n'a pu l'apparenter scientifiquement à une autre famille linguistique : il est le socle culturel de cette contrée immense ; il fait sa singularité. Les hordes barbares venues d'Europe à la chute de l'Empire

romain l'ont toutes successivement adopté. Il ne reculera très lentement, et avec beaucoup de répugnance, qu'à partir du VIIe siècle, à mesure de la propagation de l'islam, encore que les berbérophones d'aujourd'hui soient, à quelques rares exceptions près, aussi bons musulmans que les arabophones, d'ailleurs minoritaires si l'on considère l'ensemble des populations qui se réclament du prophète Mahomet.

Que représente la berbérité aujourd'hui, en Algérie ? Certainement plus de 4 millions de per-

sonnes, de 15 à 20 % de la population, si l'on se réfère (même en les pondérant), aux derniers recensements qui aient tenu compte de la différence linguistique. Beaucoup plus, si l'on considère que quantité de jeunes Berbères, du fait de l'effort de scolarisation, sont devenus pratiquement francophones depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, tout en conservant un lien plus ou moins lâche avec leur langue d'origine.

Dès avant 1954, leur problème d'identité culturelle allait créer de graves frictions au sein du Mouvement nationaliste algérien. En 1948, Messali Hadj dé-

nonçait « les berbéro-matérialistes » ! En 1962, Ben Bella, en ressasant : « Nous sommes arabes, nous sommes arabes ! », allait choquer profondément les populations kabyles et chaouis (Aures) qui, sur le terrain, avaient fourni le plus gros effort de guerre. Leur résistance devait insensiblement se fortifier sous Boumediène, plus profondément acquis aux thèses des arabisants que son prédécesseur. Elle allait se manifester sporadiquement à Alger, une ville où les Kabyles sont désormais, en majorité et dans tous les secteurs modernes, peu soucieux d'« orientation ». Car le problème est là. Le

président Chadli Benjedid n'est pas confronté à un problème strictement linguistique. On l'interpelle, du côté « arabisant intégriste », comme du côté « berbériste contestataire » sur la véritable nature du nationalisme algérien. Au slogan « Algérie arabe », répond celui d'« Algérie algérienne » des Berbères qui ont soif de retour aux sources, qui veulent bien, pour la plupart, être le produit de trois cultures (la leur, l'arabe et la française) mais qui refusent de ne dépendre que d'une seule et d'être réduits au rôle de minorité folklorique. Eux qui se considèrent comme

les Algériens les plus authentiques, en même temps que les plus progressistes.

De tout temps, ils se sont appelés eux-mêmes « Imazighen », ce qui signifie « hommes libres », et ils inclinent naturellement vers des formes de régime démocratiques, peu courantes en Orient. Beaucoup de leurs compatriotes arabophones, mais Berbères à l'origine, obéissent au même réflexe et souhaitent que l'Algérie reste culturellement « métisse ». C'est, sans doute, l'originalité fondamentale de la situation actuelle.

Jean-Marc Kalfleche.



## ALGER: MANIFESTATION EN FAVEUR DE LA CULTURE BERBERE

● La manifestation kabyle qui a eu lieu lundi dernier à Alger, et au cours de laquelle une centaine de jeunes ont été interpellés, n'était pas la première. Le mois dernier déjà, plusieurs centaines de manifestants s'étaient regroupés dans la capitale, rue Larbi Ben M'Hidi et place de l'Emir Abdelkader, devant le siège du parti FLN. Ils portaient des banderoles réclamant le droit à leur langue et à leur culture; quelques engins fumigènes les avaient dispersés. Ce qui a le plus surpris les Algérois, c'est que leurs banderoles portaient des slogans non seulement en français, mais aussi en kabyle, dans l'alphabet tifinagh que les Touaregs ont conservé depuis deux millénaires. Il est peu probable que cette agitation publique débouche sur des troubles plus conséquents; elle est cependant révélatrice du profond malaise linguistique des Algériens de langue kabyle. Le kabyle, qui n'a pas plus de rapports avec l'arabe que le breton n'en a avec le français, est parlé par environ deux millions de personnes mais ne fait l'objet d'aucun enseignement et n'est pas reconnu comme langue nationale. Tout au contraire, des efforts intensifs d'arabisation se sont portés sur l'Algérie entière, sans égard pour les minorités linguistiques. Au nom de la spécificité nationale, le pouvoir ne veut pas tolérer une spécificité régionale.

## Quand les Berbères descendent à Alger

Selon les autorités algériennes, il n'y aurait pas eu de victime à la suite des heurts qui, lundi, ont opposé à Alger, plusieurs centaines d'étudiants aux forces de l'ordre. Du côté des manifestants, par contre, on faisait état d'un mort et de cinq blessés graves dont plusieurs auraient sombré dans le coma. De toute façon, il y a eu des échauffourées durant lesquelles la police, semble-t-il, est intervenue trop brutalement. Il a pour origine des revendications culturelles berbères, face à une arabisation de plus en plus poussée dans l'administration et l'enseignement, imposée de force à une partie de la population qui tient à conserver la langue de ses origines ethniques.

Cette effervescence « berbérissante », toujours plus ou moins latente, a resurgi à la suite d'un

incident qui s'est situé le 10 mars dernier, à Tizi-Ouzou, la capitale de la Kabylie. L'écrivain Mouloud Mammeri devait y prononcer une conférence sur la poésie kabyle ancienne. Or, à 10 km de la ville, sa voiture fut interceptée par la police qui le conduisit chez le « wali » (le préfet) où on lui fit comprendre, fort courtoisement d'ailleurs, qu'il valait mieux remettre sa causerie à plus tard, car dans le contexte actuel, elle risquait de provoquer des troubles. Mouloud Mammeri est un auteur célèbre en Algérie. Il a notamment recueilli et mis en forme plus de trois cents poèmes anonymes, publiés sous le titre « Les laefra. Poèmes de Si Mohand », traduits en français pour les éditions Maspéro. En 1973, le cours de berbère qu'il donnait à l'université d'Alger avait été supprimé sans préavis.

### La mémoire collective d'un peuple

Les Berbères furent les premiers occupants de l'Afrique du Nord, où ils s'installèrent dès la préhistoire. Au fil des siècles, ils ont toujours résisté farouchement à toutes les pénétrations étrangères, luttant tour à tour contre les Carthaginois, les Romains, puis enfin les Arabes venus de l'Est. Ces derniers se sont installés avec leurs troupeaux dans les plaines, tandis que les Berbères, longtemps insoumis, s'étaient réfugiés dans les montagnes. Par la suite, ils se convertirent à l'islam, mais en manifestant toujours une indépendance d'esprit qui se retrouve dans la littérature orale populaire, et dans la mémoire

collective d'une communauté originale forte encore de trois millions de personnes.

Au lendemain du veto imposé à M. Mammeri, des étudiants avaient défilé dans les rues de Tizi-Ouzou, portant des banderoles où l'on avait écrit: « Halte à la répression culturelle ». « Nous en avons assez de l'injustice ». « Le berbère est notre langue ». C'est que d'autres révoltes avaient déjà été interdites précédemment, notamment pour la venue du chanteur kabyle Ait Mengoullat, et la représentation d'une pièce de Kateb Yacine: « La Guerre de 2000 ans ».

### Différence culturelle

Ces étudiants, qui veulent notamment que le berbère soit admis dans les écoles comme deuxième langue nationale, avaient donc transporté lundi leurs revendications dans Alger même, et c'est là que les choses ont mal tourné, avec des blessés, des arrestations. Il y a eu aussi une manifestation, mais sans incident celle-là, à Paris, tenue à quelque distance de l'ambassade d'Alger.

Le comité central du FLN, parti unique en Algérie, doit se réunir,

début mai, et il se peut que d'ici là on assiste à d'autres démonstrations publiques menées par ceux qui réclament « le droit à la différence culturelle ». Un opposant au régime en place, Hocine Ait Ahmed, en exil depuis 1964, tenterait de récupérer ce mouvement à son profit, mais sans grande chance de succès, semble-t-il. Car le problème n'est pas politique, même si des difficultés matérielles se greffent aujourd'hui sur ces questions très spécifiques de langue et de culture.

Charles HENRY.

"France-Soir"  
10.4.1980

Mécontentement  
en Kabylie

## Risque de « printemps chaud » en Algérie

Jean-Louis MORILLON

L'ALGERIE connaît un début de « printemps chaud », et le nom de la Kabylie, évocateur de maquis inexpugnables et de rébellion revient au premier plan, ce qui a toujours été un signe annonciateur d'orages.

Personne ne peut prévoir jusqu'où pourrait déferler cette vague de mécontentements. On remarque, en tout cas, qu'il a suffi de peu de choses pour mettre le feu aux poudres dans cette Algérie du colonel Chadli qui s'efforce pourtant d'être plus « moderne » et plus « libéral » que son prédécesseur Boumediène.

Tout est parti de Tizi-Ouzou il y a quatre semaines. Le 10 mars, le Wali (préfet) de cette capitale de la Grande Kabylie interdit une conférence en apparence bien anodine: un écrivain assez renommé, Mouloud Mammeri, devait parler à l'Université de « la poésie kabyle ancienne ».

Mais, pour le représentant du pouvoir central, ce thème avait des relents subversifs: depuis l'indépendance, Alger accorde la priorité à l'arabe au détriment du français, mais aussi du berbère, parlé par une forte minorité, surtout par les remuants Kabyles. Et, en 1973, M. Mammeri, précisément, s'était soudain vu privé de sa chaire d'enseignement de la langue berbère à l'Université d'Alger.

Depuis ce geste maladroit du Wali de Tizi-Ouzou, les troubles se multiplient en Kabylie. Dans cette région pauvre et montagneuse, à une centaine de kilomètres d'Alger, les lycéens et les étudiants descendent dans la rue pour défendre la « démocratie culturelle », mais aussi, ce qui peut paraître déjà plus inquiétant pour le colonel Chadli, des paysans et des ouvriers se mobilisent sur le même thème.

Renforts  
de gendarmes

Des incidents sérieux se produisent en particulier à Aïn El Hamman, ex-Michelet, village natal de Ait Hamed qui a dirigé, de septembre 1982 à octobre 1983, une insurrection ouverte de la grande Kabylie contre Ben Bella.

En exil depuis seize ans à Paris, Ait Hamed suit avec beaucoup d'intérêt les événements actuels dans lesquels son parti clandestin, le Front des forces socialistes, semble jouer un rôle discret.

« Les manifestations spontanées qui réclament le respect de la langue berbère s'intègrent dans un vaste mouvement de revendication politique et sociale », a-t-il déclaré.

Malgré l'envoi de renforts de gendarmes en grande Kabylie, les manifestations ont gagné Alger cette semaine. Des centaines d'étudiants et d'enseignants favorables au berbère, ou tout simplement sans doute hostiles au régime, ont tenté, lundi dernier, de sortir en cortège de l'université centrale pour atteindre la grande poste voisine.

Les policiers ont chargé avec une rare violence ces contestataires pacifiques: de nombreux blessés sont tombés dans la rue Didouche-Mourad (ex-Michelet).

Une centaine de jeunes ont été embarqués à coups de matraque dans les fourgons et ont entendu à Alger des slogans peu courants: « Policiers assassins! ». « Halte à la répression! ».

### Décus par l'après Boumediène

Même si la plupart des étudiants arrêtés ont été relâchés dès mardi, les esprits restent échauffés: les rumeurs affirment qu'un ou plusieurs tués auraient été relevés après l'attaque de la police. Et les démentis officiels semblent impuissants face à ces nouvelles explosives. D'importantes forces de l'ordre encerclent l'université où se succèdent des meetings de protestation.

Après avoir espéré, pendant un an, une certaine ouverture, beaucoup d'Algériens ont été déçus, ces derniers mois, par l'après Boumediène. Le président Chadli a, en effet, cédé aux éléments durs et souvent intégristes musulmans qui ont mené une longue grève, en décembre dernier, pour imposer une politique de marche forcée vers l'arabisation totale du pays.

N<sup>o</sup> 115 Littéraires 10/4/1980

"Les Dépêches" 10/4/80



# Les Berbères en lutte contre l'oppression culturelle

Le lundi 7 avril, le gouvernement algérien réprimait durement une manifestation d'étudiants berbères à Alger: une centaine d'arrestations, plusieurs blessés graves, et peut-être un mort.

Les manifestants — dont certains étaient venus spécialement de Tizi-Ouzou, en Kabylie, à une centaine de kilomètres de là — revendiquaient surtout que leur langue et leur culture soient reconnues officiellement comme algériennes, au même titre que l'arabe, et en particulier que la langue berbère soit considérée comme « seconde langue nationale ».

Leurs banderoles réclamaient: « Culture et langue berbères », « Démocratie culturelle », « Culture populaire », « Liberté d'expression », « Le berbère n'est-il pas une langue algérienne ? ».

Cette manifestation venait à la suite d'autres, organisées depuis un mois, pour obtenir l'annulation de l'interdiction faite le 10 mars dernier à Mouloud Mammeri — écrivain, auteur de divers romans sur la Kabylie, notamment *L'opium et le bâton* — de tenir une conférence sur « La poésie kabyle ancienne » aux étudiants de Tizi-Ouzou. Ces manifestations d'étudiants, de lycéens et aussi, semble-t-il,

d'ouvriers, ont été suivies d'arrestations de manifestants et de militants berbères.

Sans doute ceux qui ont manifesté sont-ils une minorité, parmi les quelque trois millions de Berbères que compte l'Algérie (soit 20 % de la population). Mais le malaise qu'ils expriment est peut-être ressenti par l'ensemble de cette communauté.

Car le régime algérien est une dictature qui n'accorde le droit d'expression qu'au seul parti unique, pro-gouvernemental. Dans ce cadre, les oppositions politiques sont interdites, étouffées, bien sûr. Mais les minorités culturelles le sont exactement de la même façon; tant il est vrai qu'un régime dictatorial ne peut tolérer la moindre expression démocratique, quelle que soit sa nature, politique ou culturelle. Le régime autoritaire et centralisé tient à tout décider, à tout contrôler.

Ainsi, la seule langue officielle de l'Etat algérien est l'arabe. Les gouvernants mettent l'accent sur l'« arabisation », piétinant le fait que la langue de près d'un cinquième de la population est le berbère, et non l'arabe.

Et la revendication des étudiants berbérophones, qui veulent que leur langue ait officiel-

lement droit de cité, se heurte à la répression policière, de telle sorte que cette revendication culturelle prend le caractère d'une épreuve de force politique avec le régime, même si les manifestants, sans doute, ne l'ont pas voulu au départ.

L'Algérie n'est certes pas le seul pays au monde où un problème de ce genre se pose, où une minorité culturelle est opprimée par un pouvoir central. Ce n'est certainement pas le pays où ce problème se pose avec le plus d'acuité.

Mais on peut mesurer, avec ces événements, où la logique de la dictature conduit les gouvernants algériens. Ces hommes qui, des années durant, ont dû lutter les armes à la main contre l'oppression sanglante du colonialisme français, qui bafouait leur culture et leur aspiration à l'indépendance politique, eh bien ces mêmes hommes sont aujourd'hui engagés dans la répression contre la minorité berbère. A leur tour, ils oppriment un autre peuple. Les gouvernants algériens n'en sont certes pas à mener une guerre coloniale contre les Berbères; les choses n'en sont pas là. Mais leur intolérance, liée à leur choix politique, peut les conduire jusque-là.

Joëlle GERARD

## Un problème pour l'Algérie : Le fait berbère

La solution des problèmes posés par le fait berbère engage l'avenir du Maghreb tout entier

La « question berbère » fut parfois brûlante, au Maghreb, sous le régime colonial. Elle s'était assoupie. Son actuel réveil, en Algérie, n'avait sans doute rien de fatal. Mais, en fonction de l'évolution récente, il ne saurait étonner.

En interdisant, le 10 mars, à Tizi-Ouzou, la conférence de M. Mouloud Mammeri sur « la poésie kabyle ancienne », et en réprimant le 7 avril, à Alger, des manifestations estudiantines « berbéristes », les autorités algériennes ont révélé la persistance d'un particularisme kabyle. Sans doute avaient-elles eu tort, naguère encore, de minimiser, voire de nier, cette donnée régionale. Mais elles ont raison de contester aujourd'hui l'importance et la signification que d'aucuns, à l'extérieur, attribuent à cette affaire.

Si le particularisme des Kabyles, fraction du peuple berbère, resurgit depuis quelques années et cherche à se manifester, c'est sous le fait de divers facteurs de caractères différents.

Tout d'abord, l'époque est aux revendications des cultures minoritaires. Trop de Kabyles lisent, en français, des articles qui exaltent le réveil de l'occitan ou du breton à l'encontre du français, pour ne pas songer à un sursaut de la langue berbère en concurrence avec la langue arabe.

Mais, dans le dessein tout à fait justifié de donner son vrai rang à la langue nationale, l'Algérie se consacre aujourd'hui, de façon apparemment hâtive, à une arabisation, qui doit s'étendre en tous domaines. Cet effort ne peut cependant modifier du jour au lendemain l'état présent des choses, caractérisé par la rémanence administrative du français et son utilité en matière technique et de relations extérieures.

### Les Kabyles et la langue arabe

D'où le désarroi et les grèves des étudiants des cycles arabisés, souvent issus de milieux modestes, et qui n'aperçoivent pas encore de perspectives d'embauche. D'où aussi l'angoisse de tant d'Algériens qui ne connaissent pas encore bien l'arabe littéraire, et craignent d'être tôt ou tard privés d'emploi. Or les Kabyles, de parler maternel berbère, figurent en nombre parmi ces arabophones médiocres, usagers préférentiels du français.

Or, il y a en Europe et surtout en France, en particulier autour des rapatriés ou d'immigrés, un surcroît d'intérêt pour les études berbères. Ces préoccupations, sur le plan culturel, se couvrent

pour objectif de restaurer l'archaïque alphabet Tifinhar des Berbères sahariens, elle administre elle-même la preuve de son caractère inoffensif. Mais l'exploitation politique de pareilles tendances n'a pas tardé à être tentée par les adversaires extérieurs du gouvernement algérien. Les récentes déclarations d'un des principaux opposants algériens en exil, M. Hocine Ait Ahmed, ne laissent aucun doute sur les buts ainsi poursuivis.

Les positions des uns et des autres se comprendront peut-être mieux si, dépassant l'actualité, on s'inquiète de l'origine et des développements historiques du « fait berbère ».

### Des phénomènes de contact très complexes

D'où sont venus les Berbères ainsi nommés par les Grecs parce que leurs idiomes les surprenaient? Sont-ils d'origine indo-européenne, sémitique ou hamitique? On n'en sait rien qui soit sûr. Mais l'histoire des Berbères, durant les deux derniers millénaires, est bien connue.

« Les races berbères, qui peuplaient (le Maghreb) depuis les temps reculés ont été remplacées par les invasions arabes (à partir) du V<sup>e</sup> siècle de l'Hégire (notre XI<sup>e</sup> siècle). Les Arabes ont, grâce à leur nombre et à leur force, épousé les Berbères d'une grande partie de leur territoire, et partagé le reste avec eux. »

L'auteur de ces lignes n'est autre que Ibn Haldoun, le célèbre écrivain, homme d'Etat et sociologue arabe du XIV<sup>e</sup> siècle, dont le *Discours sur l'histoire universelle* est aisément accessible grâce à l'excellente traduction récente de Vincent Monteil (1).

### La politique du Dahir berbère

Lorsque les Français pénétrèrent à partir de 1830 en Algérie, de 1908 au Maroc, ils vinrent au contact de ces Berbères, groupés dans les montagnes ou émigrés en ville, qui forment aujourd'hui 15 % et 40 % de la population respective de ces deux pays. L'armée puis l'administration tinrent compte de ces particularismes en sens divers. Et, bien que les zéloteurs et combattants de l'indépendance maghrébine se soient rencontrés chez les Berbères comme chez les Arabes, quelques politiciens français de la fin de l'époque coloniale imaginèrent de susciter un « berbérisme politique » à l'encontre des mouvements de libération. Cependant, un des meilleurs connaisseurs, spécialiste des

cait, il y a un quart de siècle, en des pages qui restent partiellement valables, le caractère mythique et fallacieux du « berbérisme » ainsi projeté.

L'islamisation lacunaire de certains cantons kabyles d'Algérie donna, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à des missionnaires catholiques et protestants, l'idée de s'y implanter. Ainsi se constituèrent de petites chrétientés berbères qui, de très longue date, ont d'ailleurs cessé de s'étendre. Nombre de ces chrétiens kabyles sont passés en France après l'indépendance de l'Algérie, mais non pas tous. Un chrétien kabyle a occupé, durant quelques années, sous le président Boumediène, un important poste ministériel.

Du temps du protectorat français au Maroc, le Dahir ou décret berbère de 1930, suscita une immense émotion dans le monde musulman. Ce texte restreignait l'application du droit musulman en pays berbère, en avalisant les coutumes et juridictions locales et en attribuant aux tribunaux français compétence en appel et en matière pénale. Dans l'esprit du protectorat, il ne s'agissait pas d'ingérence religieuse mais de jeu politique sur les diversités locales; cette mesure méconnaissait, cependant, le caractère global d'un Islam et les susceptibilités d'un nationalisme tous deux en plein éveil.

Après un demi-siècle, les élites arabes se souviennent encore de ce Dahir oublié en Occident, et cela contribue à expliquer l'extrême sensibilité des pouvoirs arabes aux « questions berbères ».

Toutefois, au Maroc, les particularismes de fait sont, aujourd'hui encore, assez bien supportés: la monarchie a des attaches tribales berbères; le pluralisme politique permet à une formation comme le « Parti populaire » de se recruter en fait dans la montagne berbère. Le peu de zèle officiel pour l'instruction primaire moderne ajourne les problèmes linguistiques au degré supérieur.

En Algérie, pour les raisons particulières indiquées ci-dessus, la « question berbère » soulève actuellement beaucoup plus de difficultés. Sans doute peut-on penser que, dans ce pays comme dans d'autres et particulièrement en France, plus de bienveillance devrait être montrée à l'égard d'authenticité culturelle locale. Mais les réactions d'un gouvernement féru, comme celui d'Alger, d'unité nationale, et désireux d'éviter l'exploitation politique et sociale de revendications culturelles, doivent être considérées avec le souci de tenir compte de toutes les données d'un problème complexe.

Pierre RONDOT

(1) Editions Sindbad, 1978, 1 440 pages; voir page 81.



Alger est calme, mais la défense de la culture berbère, qui agite la Kabylie et son chef lieu Tizi-Ouzou, depuis plus d'un mois, faisait encore régner hier une vive tension. Toujours en grève, les enseignants, étudiants et lycéens de cette région à l'est de la capitale ne cessent d'affirmer que leur mouvement est limité au domaine culturel. Ils ont d'ailleurs refusé la paternité d'un tract qui, lundi à Alger, appelait à une grève générale de solidarité pour hier. Les autorités algériennes ont cependant pris l'affaire très au sérieux, à en juger par le renforcement du dispositif de sécurité qui quadrille maintenant la Kabylie. Entre Alger et Tizi-Ouzou, les barrages et contrôles d'identité sont nombreux. Mardi, un journaliste de l'AFP et un reporter de France-Inter ont été interpellés alors qu'ils venaient de sortir de l'université de Tizi-Ouzou. Ils ont été interrogés pendant plus de deux heures avant d'être reconduits hors de Kabylie. Pour tenter de calmer les esprits, Alger a envoyé le ministre de l'Enseignement supérieur dialoguer lundi avec les étudiants de Tizi-Ouzou et a annoncé que le dossier culturel serait examiné, à partir du 6 mai, par le comité central du FLN. Notre collaborateur Henri Lauret fait le point sur les raisons de la colère kabyle, après un séjour en Algérie.

La circulation est dense, à proximité de la grande poste d'Alger. Une foule innombrable arpente les trottoirs de la rue Didouche-Mourad. Indifférente, sans précipitation. Des jeunes gens surtout : la grande faculté est à cent mètres à peine. Un vieil Algérois, qui m'accompagne, grommelle : « Tout est calme, mais on sent bien qu'il se passe quelque chose ici. » Pourtant, on aperçoit tout juste trois ou quatre policiers de bleu vêtus. Ce week-end, les étudiants algérois ont remis leurs slogans dans leurs cartables.

Il y a une semaine, à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Grande Kabylie et centre de la contestation kabyle, des contre-manifestants ont défilé dans les rues. Ils étaient plusieurs milliers, assure la télévision, à protester contre « cette poignée de Berbères, ces égarés qui remettent en cause l'unité algérienne (...), ces valets de l'impérialisme à la solde de l'étranger... » Un étudiant, rencontré à l'intérieur de la faculté, hausse les épaules : « Personne n'est dupe. Cette démonstration a été organisée de toutes pièces par le pouvoir. On parle d'égarés ? Alors, il y a beaucoup d'égarés. Trop, sans doute ! »

De fait, à Alger, où la population kabyle est particulièrement nombreuse, on s'interroge. Et si la braise berbère, qui s'est rallumée il y a quelques semaines, donnait, cette fois, plus qu'un feu de paille ?

Dans la capitale, les tracts circulent, les textes passent de

main en main. Sous le manteau : on redoute la répression. Les mêmes thèmes reviennent, tels que les formule cet appel des enseignants et des travailleurs des universités d'Alger et de Bab-Ezzouar, des chercheurs et des travailleurs de l'Office national de la recherche scientifique. Le peuple algérien, peut-on lire, n'est pas composé d'ethnies étrangères les unes aux autres, « il n'y a que des expressions diverses de la culture du peuple algérien ».

Or cette diversité assure la richesse de la culture nationale. « Exclue du système socio-éducatif, cette culture populaire se trouve étouffée et marginalisée. »

La culture berbère étouffée ? C'est le fond du problème. « Lequel n'a rien à voir avec les intentions séparatistes que l'on nous prête, explique ce professeur. Songez qu'il n'est pas possible à un Algérien d'étudier la langue berbère en Algérie. Alors qu'il existe des chaires de berbère dans plusieurs grandes villes étrangères, et jusqu'à Moscou. »

On veut maintenir cette culture « dans un folklorisme qui la condamnerait à terme », renchérit un chercheur. Et il accuse : « Le gouvernement en est conscient et il fait mine de ne pas comprendre la portée politique d'un problème qui ne date pourtant pas d'hier. Pis, aujourd'hui, il sanctionne : des jeunes gens ont été arrêtés parce qu'ils avaient dans la poche l'alphabet berbère... » Une bavure, sans doute, mais elle est édifiante.

Mais aussi chez les Chaouias des Aurès ou chez les Touaregs.

En 1973, le cours de langue berbère que donnait Mouloud Mamraoui à l'université d'Alger est supprimé. En 1977, on empêche le chanteur Ait Menguellat de se produire à Tizi-Ouzou. L'an dernier, interdiction de monter la pièce de Kateb Yacine, *la Guerre de deux mille ans*. Pour ces imazighen (hommes libres), c'en est trop.

La berbèrité représente au moins quatre millions de personnes, près de 20 % de la population algérienne. Tant que l'expression de la contestation était le fait d'une « minorité d'intellectuels » ou de mouvements sporadiques, « le pouvoir pouvait en prendre à son aise. Ce n'est plus le cas. Bien sûr, il y a eu un débat au moment de l'élaboration de la Charte nationale sur nos problèmes. Je vous mets au défi d'y trouver aujourd'hui le mot berbère ». Celui qui parle ainsi est un poète kabyle. « Comment nous reprocher, dès lors, de nous exprimer hors des structures légales ? »

Forts, bien sûr, de l'appui des francophones, mais aussi de celui de certains arabophones, les berbérophones veulent semer le vent de la « révolution culturelle ». « Depuis que Ben Bella a proclamé, en 1962, "nous sommes arabes", les temps ont changé. Arabes, soit. Mais Algériens, Berbères, aussi. Et ça, le pouvoir affecte de l'oublier », tonne ce professeur qui se lance dans une critique violente de la politique d'arabisation à outrance menée depuis 1962.

Les étudiants qui nous entourent, dans la cour carrée de la faculté, en rajoutent. « L'enseignement obligatoire

Dès la fin des années 1940, le mouvement berbère avait pris corps. Marquant ses distances avec l'islam et l'arabisme. La Kabylie, pour autant, ne fut pas la dernière à s'insurger contre le colonisateur français. Après l'indépendance, priorité fut, « naturellement, donnée à la construction politique du pays ». En développant le thème unitaire, Ben Bella, puis Houari Boumediène, très sensible aux thèses des arabisants, ont mis au rebut les problèmes posés par les particularismes régionaux. Or ceux-ci n'ont pas cessé d'exister. En Kabylie, qui compte bon nombre d'intellectuels formés à la française, « mais pas forcément francophones »

de l'arabe classique est une aberration ! » « Vous avez déjà essayé d'acheter des tomates en arabe littéraire ? » demande celui-ci. « Un de mes amis voulait louer un âne, l'autre jour. Il n'a pas réussi à se faire comprendre. On apprend une langue qui ne permet même pas de monter sur un âne... »

Au cinéma, au théâtre, c'est en algérien que l'on s'exprime. « Sinon, les spectateurs fuieraient... » Alors, pourquoi privilégier l'arabe classique, dont certains arabophones eux-mêmes désa-

vouent l'utilisation exagérée à la télévision ? « Parce que c'est la langue de la culture, accuse ce professeur de Tizi-Ouzou. Ce qui veut dire que c'est la langue d'une classe. » Et il croit distinguer, dans « le silence des milieux officiels, la volonté de préserver un acquis politique ».

Quant à l'assertion selon laquelle cette contestation culturelle est « manipulée de l'étranger », elle fait bondir les responsables kabyles. « Nous ne récusons absolument pas la société socialiste algérienne, affirme l'un

d'eux. Nous voulons, au contraire, que le socialisme permette à tous de s'exprimer librement. » Mais reconnaître l'identité culturelle des Kabyles reviendrait à créer un phénomène politique majeur qui ne manquerait pas de susciter des tensions à l'intérieur du régime que préside Chadli Benjedid. Ceux qui réclament aujourd'hui le « droit à la différence » ne méconnaissent pas la portée politique de leur revendication. En Algérie. Et dans le monde arabe.

Henri Lauret

"Le Natni" 17.4.80 (suite)

ECHANGES

Kabylie: tentatives de dialogue et surveillance policière

« Atmosphère de franchise » ont déclaré les étudiants et les enseignants de Tizi-Ouzou après s'être entretenu avec le ministre de l'enseignement supérieur M. Abdelhak Brerhi. L'entretien s'est déroulé à l'intérieur même des locaux de l'Université en grève mais aux yeux des observateurs, il aurait porté plus sur un « échange d'informations » que sur un véritable traitement des problèmes de fonds. Ce premier pas des autorités lié à la promesse faite par Mohammed Yahiaoui, coordinateur du FLN d'examiner le dossier culturel algérien lors du prochain comité central laisse néanmoins entendre que le dialogue est désormais possible. Pour autant, l'effervescence en faveur de la culture berbère, retombée depuis trois jours à Alger,

gagne en profondeur à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie. Un tract diffusé lundi dans la faculté des Sciences économiques d'Alger appelait à une grève générale de solidarité pour mercredi. Malgré la prise de position du comité de grève des étudiants de Tizi-Ouzou qui affirme être étranger à cette initiative, quatre contrôles de police ont été établis entre la capitale algérienne et le chef-lieu de la Kabylie.

Dans le même temps, un journaliste de « France-Inter » et le correspondant de l'AFP arrivés hier après-midi à Tizi-Ouzou ont été interpellés, conduits au commissariat et ramenés à la limite de la Willaya. Des précautions qui semblent indiquer que si l'heure est au dialogue, elle est aussi à la fermeté.

LIBERATION LE 17 AVRIL 1980



Le Monde 18.4.1980

## Tribune internationale

### Pour comprendre les manifestants

par MBAREK REDJALA (\*)

**A**VEC ou sans arrestations, avec ou sans blessés, avec ou sans morts, les manifestations qui se sont déroulées à Alger et dans plusieurs autres villes et bourgades de Kabylie illustrent l'ambiguïté du régime politique algérien, qui soutient à juste titre les peuples luttant pour leur indépendance, mais, hélas ! refuse obstinément à quelque six millions de berbérophones algériens le droit d'accès à leur langue et à leur culture. Or les ambiguïtés ont été de tout temps porteuses de désordre dont les auteurs ne sont pas ceux que l'on voudrait nous faire croire.

Toute la presse, aussi bien étrangère que nationale, reconnaît que les manifestants d'Alger, de Tizi-Ouzou, de Fort-National, de Drael-Mizan et d'ailleurs, en Algérie, sont des étudiants, des lycéens, dans leur très grande majorité. Elle souligne de la même manière le contenu essentiellement culturel des slogans émis par les manifestants ou contenus dans les tracts qu'ils ont distribués. « Droit de cité pour la culture berbère », « diversité culturelle », « pluralité des langues », « véritable culture populaire », « culture populaire algérienne », etc., ont été les slogans de ces jeunes Algériennes et Algériens, qui n'envoient nullement de renverser le régime en place ou de mettre en cause sa légitimité. Bien mieux, pour bien montrer que leurs revendications sont purement d'ordre culturel et linguistique, ils n'ont pas hésité à rejeter sans aucune ambiguïté toute tentative de récupération politique par les partis d'opposition.

Je vois dans ce comportement un signe de maturité de notre jeunesse, qui, refusant de se laisser manœuvrer aussi bien par ceux qui gouvernent que par les opposants, pose les problèmes auxquels elle est quotidiennement confrontée dans les écoles primaires, dans les lycées et dans les universités, pour tout dire dans la vie tout court. Et cette jeunesse n'est pas seulement berbérophone. En effet, dans les slogans relevés par la presse nationale et internationale, il n'est pas seulement question de langue et de culture berbères, mais aussi et surtout de culture algérienne, donc de culture authentiquement nationale véhiculée par l'arabe populaire et le berbère, langues méprisées et reléguées dans une république populaire. Une pareille revendication est plus que légitime, elle est sacrée. Et sa sacralisation ne relève pas du domaine de l'affectif. Elle trouve ses fondements dans la réalité algérienne, qui est arabo-berbère par les langues et par les traditions. Aussi les arabophones sont-ils concernés au même titre que leurs concitoyens de langue et de traditions berbères.

**I**L faut que l'on sache que notre enseignement, à tous les échelons, est donné en français et en arabe dit classique, langues étrangères aussi bien pour les arabophones dont la langue maternelle est l'arabe populaire que pour les berbérophones dont la langue maternelle est le berbère. Autrement dit, et sans trop m'étendre, l'enfant algérien doit, dès le premier jour de son entrée à l'école, renoncer à sa langue naturelle, s'attaquer à deux langues qui lui sont étrangères et que ne parlent et n'écrivent ni ses parents ni tous ceux au contact desquels s'est formée sa jeune personnalité. Pour accéder à la culture écrite et avoir quelque espoir de se réaliser socialement, il lui faut renoncer à tout ce qui a été son moi durant les cinq ou six premières années de son existence. Et la culture à laquelle il s'efforcera d'accéder ensuite sera étrangère et véhiculée par des langues étrangères. Les événements que nous vivons actuellement sont le résultat direct de cette politique culturelle irrationnelle.

Les jeunes Algériens, dont on se plaint à juste titre, qu'ils sont l'avenir du pays, ne peuvent plus supporter cette contrariété de leur esprit et de leur cœur dès leur plus jeune âge, de se sentir frustrés de leur moi leur vie durant dans l'espoir d'être quelque chose qu'ils ne seront jamais. Il faut donc les aider en prenant en charge leurs revendications au lieu de leur envoyer des escadrons de police. Contrairement à ce que la presse parfois dit et écrit, ces jeunes sont l'élément le plus ouvert de la nation, l'élément capable d'être soi-même tout en demeurant curieux de ce qui se passe chez l'autre. Ces jeunes Algériennes et Algériens ne sont ni contre la français ni contre l'arabe classique, ils veulent construire l'avenir de l'Algérie sur des bases algériennes. En faire des ennemis de la nation relèverait d'un comportement suicidaire. J'ose espérer que le président de la République, qui ne manque pas de bon sens, saura trouver une solution équitable à ce « problème d'ampleur nationale », selon même une déclaration de l'A.P.S. du mardi 8 avril.

(\*) Agrégé d'arabe classique, chargé de recherches au C.N.R.S.

En Algérie la tension monte dangereusement chez les Kabyles en lutte pour obtenir la reconnaissance de leur identité culturelle

# La révolte des Berbères

par Jean-François MONGIBEAUX

Les étudiants et enseignants de Tizi-Ouzou, appuyés par l'ensemble des étudiants du secondaire de la ville et plusieurs écoles primaires affirmaient toujours hier limiter leurs actions au domaine culturel. Les responsables du comité de grève soulignaient en particulier qu'ils n'ont rien à voir avec le tract diffusé dans la faculté de sciences économiques d'Alger et appelant à une grève générale de solidarité.

L'effervescence en faveur de la reconnaissance de la culture berbère semble gagner en profondeur à Tizi-Ouzou, chef-lieu de la Kabylie.

La nervosité des autorités s'est manifestée par des barages sur les routes menant à Tizi-Ouzou. Cependant, les forces de l'ordre continuaient à rester discrètes dans le centre de la ville et aux abords de l'université.

Tout a commencé le 10 mars dernier. Ce jour-là, deux hommes en voiture se rendent à Tizi-Ouzou. L'un d'eux est inquiet, il a reçu à minuit un coup de téléphone menaçant. Mais le but est proche, la capitale de cette Kabylie dont il est originaire n'est plus qu'à 10 km. Soudain, c'est le piège. Des chicanes, des gendarmes, il faut s'arrêter. Et c'est justement lui qui est recherché, lui Mouloud Mammedi, écrivain algérien renommé. Conduit manu militari de la petite ville de Dra Ben Khedda, où il vient d'être interpellé, jusqu'à Tizi-Ouzou, où il devait donner une conférence sur les poèmes kabyles anciens (1), l'universitaire apprend, sans grande surprise, les motifs de son arrestation : il menace l'ordre public ! Il sera expulsé sur Alger le jour même, mais cet incident a mis le feu aux poudres.

### La plus grave crise intérieure

Les Kabyles, en majorité des étudiants, descendent dans la rue. Ils demandent, ils exigent,

la reconnaissance de leur identité berbère. Jamais on n'avait vu ça dans l'Algérie démocratique et socialiste du président Boumediène. Depuis, les manifestations, les cortèges, les grèves, en Kabylie, mais aussi à Alger, n'ont guère cessé. Et l'on parle de la plus grave crise intérieure qu'ait jamais affrontée l'Algérie indépendante. Pour mieux comprendre l'accès de fièvre kabyle, qui traduit à coup sûr un malaise profond, il faut replacer le problème berbère dans son contexte général. Une mêlée qui brûle depuis des siècles dans un baril de poudre...

« En 62, chez nous en Kabylie, il y a des gens qui n'avaient jamais entendu parler arabe. » Cette constatation d'un jeune immigré, aujourd'hui responsable d'un centre culturel berbère à Paris, donne une des facettes du problème. Une autre, moins orthodoxe, est exhibée avec complaisance, et de plus en plus souvent, chez les Berbères de toutes conditions. « L'invasion arabe du XI<sup>e</sup> siècle n'a pas dépassé Tunesia »

Avant le Djihad (guerre sainte), il n'y avait, comme tout le monde le sait, que des Berbères dans le Maghreb. Or ceux-ci ont été progressivement arabisés, par la langue, par la religion, mais pas par une arrivée massive des Arabes ! Ce sont « eux » qui ont été absorbés par les Berbères, et non l'inverse ! Qui tient ces propos qui feront frémir tout historien ? Un simple chauffeur de taxi kabyle à Paris, qui ajoute : « Cela, « ils » évitent de le dire dans les écoles à Alger. Ce n'est pas bon pour l'unité nationale, n'est-ce pas ? »

### Le refuge dans la montagne

Mais la question, pour ne pas dire le problème, de l'identité berbère, ne date pas d'aujourd'hui. Sans remonter à l'Antiquité, où l'on a vu le premier et le dernier authentique royaume de Berbérie, celui de Massinissa (le beau-père de Jugurtha) périr de ses divisions, sans recenser les diverses invasions de l'Afrique du Nord, phénicienne, arabe, turque, et enfin française, on ne peut que constater une irréductible pérennité de la langue et de la culture berbères, réfugiées au fil des assauts extérieurs dans des zones de plus en plus sauvages (montagnes ou déserts), survivant en s'accommodant tant bien que mal des successifs apports des conquérants de l'Est ou du Nord, bref sauvagardant à défaut d'autre chose, l'âme du peuple.

« Le Quotidien de Paris »  
17/04/1980



Cette âme a pour dernier véhicule une langue. Et c'est sur ce support incontestable que se sont retrouvés aujourd'hui les chantres de l'identité berbère (1).

*«J'ai rencontré un Touareg malien, des Libyens, des Djerbiens, des Schleuhs marocains. Je n'ai eu avec eux aucun problème de communication. Nous parlons la même langue. Si vous voulez, dans certains cas, c'est un peu comme si un Marseillais parlait avec un Alsacien. Rien de plus!»*

Ce jeune Kabyle qui anime une coopérative d'édition de publications et de disques en berbère, témoigne de la formidable vivacité de cette langue qui a survécu dans tout le Maghreb, parfois en vase clos durant des siècles, jusqu'à aujourd'hui où elle suscite un considérable regain d'intérêt (3).

#### L'arabisation à marche forcée

Or, que se passe-t-il en Algérie? Avant même la lutte de libération nationale, la question de l'identité culturelle avait déjà donné lieu à de vives discussions parmi les chefs historiques du FLN. Mais c'est en 1962 que Ben Bella, arabo-phonie distingué, commença à «chatouiller» sérieusement les Berbères algériens, qui ont pourtant apporté une très large contribution à la lutte armée.

En effet, on s'en souvient, les premiers slogans du premier président de l'Algérie indépendante allaient consacrer l'appartenance de El Djezaïr au monde arabe. Et pour passer des actes aux paroles, si l'on peut dire, il lance une campagne d'arabisation intense. Boumediène, entouré d'une élite formée au Caire, reprend cette entreprise à corps perdu.

Il s'agit de donner au pays une langue nationale qui ne soit ni l'arabe dialectal, que les intellectuels arabophones algériens, formés au Caire, à Bagdad ou ailleurs, dénoncent avec un certain mépris, ni bien sûr le français, «la langue du colonialiste», ni enfin le berbère, sans fournir d'explication satisfaisante à ce dernier propos.

#### Etouffer le «fait» berbère

*«La fuite en avant continue» explique un intellectuel kabyle réfugié à Paris. «Avec la faillite économique d'un système monolithique qui a toujours refusé le dialogue pour faire aboutir coûte que coûte un modèle de développement artificiel, on comprend mieux le dessein initial: imposer l'arabe moyen-oriental comme langue nationale pour faire oublier les diversités du pays, créer une population «arabisée» et coupée de ses propres traditions, et étouffer le «fait» berbère.»*

Il est de fait, en effet, que le renouveau de la culture berbère auquel appellent des hommes aussi divers que les jeunes chanteurs dénaturés plus ou moins par le star system à l'occidental, que de vieux poètes, tel Mouloud Mammeri, ou que les chercheurs qui se consacrent depuis peu à la recherche d'un alphabet berbère «moderne», pour faire de cette langue un outil

efficace (ce que ne permet pas l'alphabet ancien, le tifinagh) traduit un phénomène très inquiétant pour le pouvoir «jacobin» algérien.

#### Un comité pour la défense des droits culturels

Le problème posé par les Kabyles, qui demandent «pour le moment pacifiquement» la reconnaissance de leur identité culturelle et l'enseignement du berbère, n'est à coup sûr pas un simple problème linguistique. Les slogans lancés dans toute la Kabylie et même à Alger, en berbère et en français, tels que «culture berbère, culture algérienne», «liberté d'expression», «démocratie», etc., ne seraient-ils que des signes avant-coureurs d'une vague de revendications plus précises?

Un certain Comité pour la défense des droits culturels en Algérie vient de voir le jour à Paris sous l'égide «d'aucun parti politique» porte de Pantin, tandis que se produisait le chanteur kabyle Aït Menguella, interdit en Algérie. Les aspirations de ce comité sont aujourd'hui spécifiquement culturelles, ouvertement. Le seront-elles toujours demain?

*«Ce n'est pas du tout dans une vision passéiste que j'accomplis mon travail» souligne le poète Mammeri, qui ajoute: «Si une culture est réelle, elle est libératrice...»*

J.-F. M.

(1) Œuvres de Mouloud Mammeri l'Opium et le Bâton (10/18). Une grammaire berbère (Maspéro) et, récemment, Poèmes kabyles anciens (Maspéro).

(2) Ces chanteurs sont édités à la coopérative ouvrière de production Imedyazen, ainsi que des publications culturelles (11, rue de Lesdiguières, 75004 Paris).

(3) Deux cents étudiants, six cents lycéens en France.

## Une famille éclatée

De la presqu'île de Siwa, en Egypte, jusqu'aux îles Canaries, c'est ainsi que l'on s'accorde généralement à délimiter la zone d'influence berbère en Afrique.

Parmi les quelque 20 millions de personnes qui parlent aujourd'hui le berbère, les deux plus importantes communautés sont implantées au Maroc (40% de la population) et en Algérie (près de 20% de la population). La langue reste le seul «ciment» authentique de cette vaste famille éclatée aux quatre coins du Maghreb et réfugiée au cours des siècles dans des îlots linguistiques plus ou moins peuplés: Kabylie, Aurès, M'Zab pour l'Algérie, Atlas, notamment, pour le Maroc, Sud saharien pour les Targuis algériens, maliens et nigériens, Sahara occidental

pour les R'Guibats (ethnies sahraouies, etc.).

Des études anthropologiques entamées dans l'entre-deux-guerre ne semblent pas avoir apporté de résultats décisifs sur l'identification d'une «race» berbère. Des examens sanguins, notamment, n'ont rien prouvé à ce niveau. Certains chercheurs se bornent à noter que de nombreux spécimens doligocéphales (yeux bleus, cheveux clairs, etc.) sont remarquables aux Canaries (les Guanches), en Kabylie et dans l'Atlas.

Seule la langue, dont l'origine demeure mystérieuse (sémitique, indo-européenne, chamannique, voire même nordique?) permet à ces diverses communautés, parfois forts dissemblables) de ressentir le sentiment d'appartenir à un ensemble homogène.

## Un art original et vivace

L'art berbère, très caractéristique, s'est perpétué à travers les siècles, malgré des conditions souvent hostiles, de façon tout à fait remarquable. Georges Marçais (*la Berbérie musulmane et l'Orient au Moyen-Age*) le définissait ainsi: «L'art des Berbères est un art abstrait, une pure création de l'esprit, guidé par un instinct profond et des traditions sans âge.» Les premiers témoignages dont on dispose résident surtout dans des œuvres architecturales demeurées mystérieuses, tels les monuments funéraires de Medracen, près de l'ex-Constantine, où le tombeau dit de la chrétienté, près d'Alger, où telles des fortes (*tighremt* ou *ksar*) toujours ornées de grandes frises géométriques.

Mais dans l'ensemble, les Berbères se sont cantonnés dans les arts mineurs, y témoignant avec originalité d'un goût très sûr. La sculpture sur bois, la bijouterie et l'orfèvrerie, la ferronnerie (poignards et canons de fusils finement ciselés) sont toujours très répandus dans les diverses communautés berbères, restant exclusivement aux mains des hommes. La poterie, quant à elle, qui «pourrait rivaliser avec les vases de la Grèce antique», dit Georges Marçais, demeure l'attribut des femmes.

Sur le plan musical, il existe également une très ancienne tradition berbère, qui fait intervenir divers instruments à cordes et de percussion. Mais la jeune génération des chanteurs berbères (Aït Menguellet, Nouara, Taos Amrouche, Djamel Allam, etc.) a volontiers recours à la guitare, parfois électrique, pour interpréter des morceaux «modernes» actuellement très appréciés dans les fêtes populaires.



## Le mouvement s'étend

Après le succès de la grève générale qui a paralysé la Kabylie mercredi, le mouvement pour la reconnaissance de l'identité kabyle et l'enseignement officiel du berbère semble progressivement se politiser et faire tache d'huile dans toute l'Algérie. La police, par diverses interpellations et expulsions, témoigne de la nervosité du gouvernement devant une situation qui pourrait devenir explosive. En effet, il semble que le flot de revendications plus ou moins spontanées auquel on assiste actuellement en Algérie ait utilisé le « tremplin » linguistique — et plus généralement culturel — pour atteindre à la contestation politique pure et simple. Ce sont les entreprises d'Etat SONEGAZ et SONELEC (gaz et électricité), ainsi que les hôpitaux publics, qui ont massivement suivi le mot d'ordre de grève générale en Kabylie.

Mais il faut surtout remarquer que le mouvement semble s'être étendu à Alger, où la SONACOME (industries métalliques) et la SONITEX (textile) seraient également le théâtre de mouvements revendicatifs.

Des villes non berbérophones, telle Annaba (ex-Bône) se sont également « marquées » politiquement en envoyant des messages de soutien, par la voie de leurs étudiants, aux grévistes de Tizi-Ouzou. Enfin à l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne), une scission — fait sans précédent — est née à la suite d'une motion minoritaire adressée par des « dissidents » aux étudiants de Tizi-Ouzou.

Mais, fait significatif, le relais a été repris en France, où l'Union nationale des étudiants algériens de Paris aurait fait parvenir une motion de soutien à leurs camarades de Kabylie.

A Paris, également, le professeur Mbarek Redjala, agrégé d'arabe classique et chargé de recherches au CNRS, a diffusé un texte dans lequel il remarque que les événements actuels débordent le cadre spécifiquement berbérophone. « Il n'est pas seulement question de langue et de culture berbères, remarque-t-il dans ce tract, mais aussi, et surtout, de culture algérienne, donc de culture authentiquement nationale véhiculée par l'arabe populaire et le berbère, langues méprisées et refoulées. » Le professeur Redjala ajoute : « Une pareille revendication est plus que légitime, elle est sacrée. »

C'est dans ce contexte explosif que le *Quotidien* publie une interview exclusive de M. Aït Ahmed.

**LE QUOTIDIEN.** — Ne craignez-vous pas qu'un réveil des particularismes compromettent le processus d'intégration actuellement engagé en Algérie ?

**AIT AHMED.** — Le problème qui se pose à tous les pays émergents du tiers monde est effectivement de réussir ce processus d'intégration nationale. L'unité politique réalisée à la veille de l'indépendance ne recouvrait pas forcément une unité sociologique. Dans la plupart des pays en question, il y a des communautés ethnolinguistiques. Par conséquent, ce droit à l'autodétermination, au sens de l'accession à la souveraineté intérieure et extérieure, n'est qu'une étape qui doit être suivie par le respect de la promotion du droit à l'autodétermination en tant que processus de démocratisation politique, économique et culturelle. Le 18 avril prochain sera le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Conférence de Bandung (\*) qui est un événement historique considérable. La charte publiée par cette conférence se réfère aux droits de l'homme et des peuples. Or, les Etats ne sont pas les peuples, ils ne sont pas les nations. Vingt-cinq ans après cette conférence qui a reconnu au peuple algérien le droit à l'autodétermination, on assiste à un déferlement de violences étatiques et d'oppressions dans le tiers monde. C'est que le droit à l'autodétermination a été confisqué par les Etats. Il s'agit de la confiscation publique des libertés linguistiques et syndicales, notamment. Par conséquent, il ne s'agit pas de particularismes en Algérie. Il s'agit de redonner au peuple algérien les libertés physiques qui lui permettent de rester maître de son destin. Par contre, je dénonce l'encouragement donné par le pouvoir aux particularismes nés dans la capitale, notamment au niveau des options économiques, sociales et culturelles. Je m'explique : la destruction de l'agriculture, la marginalisation des masses rurales, l'exode rural, la fuite vers les villes, a encouragé les mauvais régionalismes. Car il en existe ! Comme il existe de mauvais nationalismes et de mauvais socialismes. Il s'agit là d'un déplacement de loyalisme vers les féodalités civiles ou militaires qui expriment le désarroi de tout un peuple.

**Le Quotidien.** — Dans ces conditions, comment réagiriez-vous à une éventuelle ouverture du gouvernement actuel en direction de l'opposition, et plus précisément dans votre direction ?

**A.A.** — Nous avons toujours été pour le dialogue. Depuis la disparition de Boumediène, nous avons recherché la discussion pour permettre la création d'une vie politique saine dans notre pays, pour rechercher en commun les voies graduelles d'une démocratisation des mœurs politiques, des structures économiques et de la vie culturelle. A

ce propos, il était normal que près de deux décennies après l'indépendance, je me sois prononcé pour l'enseignement de la langue berbère, jusqu'ici exclue de l'école algérienne. Par conséquent, nous sommes toujours disposés à la discussion. Nous avons été raisonnables, malgré des propos déraisonnables et des polémiques dont les opposants ont été l'objet. Et nous sommes prêts, de nouveau, à apporter notre contribution pour que notre pays échappe à ce vent de folie que connaît le tiers monde, et dont les superpuissances assument une large responsabilité.

**Le Quotidien.** — Vous vous dites partisan de l'action non violente pour faire aboutir vos revendications. Mais si la répression contre les Berbères se radicalisait, quelle serait votre attitude ?

d'Algérie en vue de la démocratisation des structures du pays.

**Le Quotidien.** — Un état, quel qu'il soit, a besoin d'une langue nationale, et notamment dans ses relations avec l'extérieur. Si vous disposiez du pouvoir de décision, quelle serait, selon vous, la langue la mieux adaptée au développement économique, culturel et social de votre pays ?

**A.A.** — Ce que beaucoup d'observateurs ignorent, c'est que le modèle de croissance sauvage « industrialiste » qui a prévalu, a instauré une véritable distribution de travail inégalitaire, si j'ose dire. Les langues étrangères aux technocrates, l'arabe et une culture au rabais aux bureaucrates, et le berbère... aux oubliettes ! L'option linguistique a une dimension politique et culturelle, et jusqu'à maintenant, c'est l'option technocratique qui a été la justification du monopole culturel, économique et politique. La surbureaucratiation est à la fois la cause et la

**A.A.** — Je dois rendre hommage ici à la maturité politique de ceux qui se battent pacifiquement pour la reconnaissance officielle de leur langue. C'est-à-dire en définitive pour la reconnaissance de l'homme par l'homme. Je rends hommage à leur sang-froid en dépit des provocations dont ils font l'objet. Notre mouvement, dont les options idéologiques, économiques et politiques sont connues, et qui cherche par ailleurs à redonner au peuple algérien les libertés qui lui permettent de reconquérir sa souveraineté, est pour une stratégie populaire. Il est contre toute forme élitiste de la lutte, et surtout contre toute espèce de terrorisme — je dirai de contre-terrorisme — face à une éventuelle terreur étatique. Le combat linguistique doit s'intégrer dans toutes les luttes sociales et politiques de toutes les régions

conséquence de l'émergence d'une nouvelle classe qui veut se substituer au peuple algérien, considéré comme entité abstraite, pour la dépossession des droits de l'homme et des libertés publiques. L'arabisation a donné de mauvais gestionnaires. Elle est intimement liée à la centralisation forcée dont la nouvelle classe a besoin pour s'ériger. Par conséquent, la langue berbère peut fonctionner comme langue nationale. Il est exclu en tout cas que l'on puisse envisager une berberisation de l'enseignement avec les mêmes méthodes d'improvisations qui ont caractérisé l'arabisation. Il s'agit pour les intéressés d'édifier eux-mêmes les normes et les institutions de l'enseignement du berbère qui nécessitera des décades de mise en place. Et qui permettra de mobiliser l'ardeur de notre jeunesse.

(\*) **NDLR.** M. Aït Ahmed dirigeait la délégation algérienne qui s'est rendue à Bandung en avril 1955.

## Une liste noire

Les berbérophones ont de tout temps été victimes, de façons indirectes ou ouvertes, de manifestations d'intolérance. Cette situation s'est notablement aggravée ces dernières années.

● 1973 : suppression de la chaire de berbère à l'université d'Alger, tenue par le professeur Mouloud Mammeri (quelque 300 étudiants suivaient les cours malgré des difficultés d'horaire).

● 1974 : trois morts à la Fête des cerises à Larba N'ath Iraten

(Kabylie). Les chanteurs berbères prévus au programme avaient été interdits de micro.

● Depuis cette date, des manifestations culturelles auxquelles doivent participer des artistes berbères sont régulièrement interdites.

● Juin 1979 : des chanteurs mozabites et touaregs, invités au Premier Festival berbère à Paris, n'ont pas eu de visas de sortie.

● Janvier 1980 : des chanteurs des Aurès — le groupe Azrou —

"Le Quotidien" 18/04/1980

Par Jean-François MONGIBEAUX

M. Aït Ahmed, qui faisait partie du fameux « groupe des 22 » qui a préparé et animé la lutte armée en Algérie, vit aujourd'hui en exil quelque part en Europe. Dès 1963, ce chef historique du FLN, qui est d'origine kabyle, se heurte avec Ben Bella, dont il conteste la conception autoritaire du pouvoir. Il prend alors la conception Kabylie, son sanctuaire, et cette région ne sera réduite que par les chars d'Alger. Depuis, Aït Ahmed vit dans une semi-clandestinité. Auteure d'une thèse sur les droits de l'homme dans les années 70, essayiste distingué d'un ouvrage d'analyses originales *l'Afro-fascisme* (Editions de l'Harmattan), Aït Ahmed suit de très près, mais dans l'ombre, l'évolution de la situation dans son pays. Il a accepté de livrer au *Quotidien* une interview exclusive sur les événements qui secouent actuellement la Kabylie en particulier et l'Algérie en général.



# DES LENDEMAINS MENAÇANTS

"Le Quotidien  
de Paris"

19/4/1980

par Jean-François MONGIBEAUX

Commentant à Alger les récents incidents qui ont secoué la Kabylie, le président Chadli Bendjedid a affirmé que le gouvernement algérien « ne marchandera pas l'unité nationale » du pays et « combattra tous ceux qui tentent de la remettre en cause ».

Faisant allusion, sans la citer, à la grève des étudiants de Tizi-Ouzou pour la reconnaissance officielle de la culture berbère, le président Chadli a affirmé avec force que « la question d'être arabe ou de ne pas l'être ne se pose plus » en Algérie qui « est un pays arabe, musulman, algérien ». « L'Algérie est un tout indivisible ».

Il a souligné à cet égard que « le patrimoine culturel national n'est la propriété exclusive d'aucune région ni d'aucun groupe » et il a rejeté « l'exploitation de ce patrimoine à des fins politiques ».

Par ailleurs, les étudiants en grève de l'université de Tizi-Ouzou ont rejeté à l'unanimité en assemblée générale, la mise en demeure du ministère de l'Enseignement supérieur algérien de reprendre leurs cours à partir du samedi 19 avril.

D'autre part, les étudiants ont annoncé la formation d'un « comité populaire de coordination ». La situation est redevenue normale à Tizi-Ouzou après la grève générale de mercredi, la première de cette ampleur depuis l'indépendance de l'Algérie.

La poésie, on le sait, est toujours subversive. Mais en accusant le 10 mars le poète berbère Malloud Mammeri d'attenter à l'ordre public, les autorités d'Alger ont révélé qu'une crise sérieuse couvait en Kabylie. L'arrestation — temporaire — du responsable de « la révolution culturelle » berbère a effectivement mis le feu aux poudres.

Depuis des semaines, des années, les Kabyles souffraient incontestablement de manœuvres vexatoires. Pis, d'un régime discriminatoire. Pourquoi interdire systématiquement certains récitals donnés en berbère ? Pourquoi faire régner la prohibition de l'alcool dans ce seul département d'Algérie, pas plus, ni moins, touché que d'autres par ce fléau ? Pourquoi, surtout, avoir supprimé, à Alger, il y a sept ans, la chaire de berbère qui suscitait un intérêt sans cesse croissant chez

Mais, soudain, pour un incident en vérité secondaire, qui a d'ailleurs surpris l'intéressé lui-même, le poète Mammeri, qualifié à Paris par des immigrés kabyles, de « héros involontaire », voilà que le peuple entier, étudiants, paysans, ouvriers, descend dans la rue et exige haut et fort — sans violence toutefois — le droit à la différence !

## La marche forcée vers l'arabisation

Pour bien comprendre cette singulière situation, il faut savoir qu'une échéance grave se prépare. A la suite de la longue grève menée par ailleurs par des étudiants arabophones, le gouvernement, pressé par la tendance « dure » des intégristes, accepte de hâter l'arabisation du pays. Le programme prévoit l'arabisation totale de l'en-

seignement en 1981, de l'administration en 1982 et de l'intégralité de la nation en 1985, c'est un peu une marche forcée vers un Etat mythique. Un Etat qui, dans cinq ans, ferait partie intégrante du monde arabe par le truchement d'une langue « orthodoxe ». Or la décision officielle de mettre ce programme en œuvre pourrait être prise le mois prochain à Alger à l'occasion de la réunion prévue du comité central du Parti.

Cette éventualité, qui n'est pas faite pour plaire aux berbérophones qui, on le sait, revendiquent le droit d'étudier « leur » langue, a dû influencer sur la spontanéité des événements de Kabylie.

Mais toutes les manifestations, toutes les grèves, tous les cortèges, ont été présentés à Tizi-Ouzou et à Paris comme des « sursauts populaires » non contrôlés. Les étudiants grévistes de Kabylie, interrogés, ont immédiatement proclamé leur indépendance vis à vis de n'importe quel parti politique d'opposition. Il est vrai que *El Moudjahid*, le journal officiel d'Alger, accuse ceux-ci d'être manipulés ou récupérés par des « officines » réfugiées à l'étranger.

## Le rendez-vous de Pantin

A Paris, en tout cas, les Kabyles qui auraient pu jouer de près ou de loin un rôle sur les événements en cours contestent évidemment formellement cette interprétation.

Le 30 mars, porte de Pantin, tandis que se produit sur scène le jeune chanteur berbère, Aït Menguellet, un tract est distribué dans la foule de ses fans. Signé d'un certain comité pour la défense des droits culturels en Algérie, il dénonce les atteintes à la liberté d'expression et revendique, dans des termes vigoureux, une culture « authentiquement nationale ». Qui est derrière ce tract ? La question s'est immédiatement posée. Et le groupe anonyme qui l'a édité et qui invite à un

rassemblement devant l'ambassade d'Algérie le 7 avril, publie alors une seconde épreuve de l'appel, mais cette fois en y ajoutant : « Ce rassemblement n'est sous l'égide d'aucun parti politique ! »

Le jour dit, quelques centaines d'Algériens sont au rendez-vous, malgré un « filtrage » des militants de l'Amicale des travailleurs algériens en Europe (proche du FLN) qui décourage les arrivants de participer à la manifestation, comme l'ont indiqué à la presse certains Kabyles immigrés. Mais « qui » est derrière le tract ? On n'en sait toujours rien.

Une des seules structures organisées d'opposition, le FFS (Front des forces socialistes) de M. Aït Ahmed (1), interviewé dans le *Quotidien* d'hier, ne

revendique pas la paternité du mouvement, se bornant à remarquer que de nombreux slogans utilisés par les manifestants sont les siens depuis des années.

## Le bain de sang ?

Dans ce climat d'incertitude, la psychose ne manque pas, et certains intellectuels kabyles immigrés en France se prononcent plutôt pour le test. « Il existe aujourd'hui un rapport de forces en Algérie entre les intégristes et les berbérophones », explique l'un d'eux, « il est du plus grand intérêt du pouvoir de tester ce rapport de forces — pour en jouer — et dans ces conditions, il n'est pas impossible qu'il ait donné un coup de

pouce au mouvement auquel on assiste actuellement. »

Diviser pour mieux régner ! C'est l'une des formules que nous avons le plus souvent entendue au cours de cette enquête. Arabophones, classiques et populaires, berbérophones — dont certains, comme de le chef de la sécurité militaire, participent au pouvoir — l'Algérie de 1980 est toujours une vaste mosaïque peuplée de cris et de chuchotements. Un chauffeur de taxi kabyle — encore un ! — aura le mot de la fin. Un mot terrible : « Pourvu que tout cela ne finisse pas, une fois de plus, dans un bain de sang. »

(1) « Le Front uni de l'Algérie algérienne » de M. Ali Yahia est favorable à l'enseignement public du berbère.

# Un foisonnement de publications

Par le truchement d'associations culturelles, sont diffusées de nombreuses publications consacrées au mouvement berbérophone.

Parmi ce foisonnement sensible surtout en France, nous avons pu noter une revue en français et en tiffinagh (l'alphabet ancien) à vocation internationale nommée *Lien*. Son but est de servir « de lien au peuple amazir (berbère) en France et ailleurs, par la coordination de l'information, de la réflexion et de la recherche ». Dans son dernier numéro, *Lien* écrit notamment : « Pourquoi une telle association en France ? Parce que c'est l'un des pays qui comprend une forte minorité d'Amazir (2 millions de personnes originaires d'Afrique du Nord) désireuse de

préserver son particularisme au sein de la communauté française. »

Une autre publication importante, *Tisuraf*, est un bulletin d'études du groupe d'études berbères de l'université de Paris-VIII. *Tisuraf*, qui précise que les articles publiés n'engagent que leurs auteurs, est publié en français et en berbère, cette langue étant ici translittérée en alphabet latin.

Pour leur part, les ateliers berbères de production et de diffusion *Imedyazen*, dont nous avons déjà parlé ici le 17 avril, publient au coup par coup divers documents à caractère strictement culturel, telle une bande dessinée en berbère (transcrit en alphabet latin) et des œuvres pédagogiques

variées. *Imedyazen* est aussi un lieu de rencontre et d'exposition où « l'on peut voir tout ce qui se fait dans le domaine de la culture berbère ».

Certaines autres publications naissent et meurent au gré des événements, la publication berbérophone immigrée étant par définition peu stable. *Afud*, par exemple, était un journal ronéotypé à caractère satirique, qui a disparu récemment.

Au Maroc, enfin, vient de paraître une revue berbère, *Amazigh*, qui est animée par le ministre des PTT. Aux îles Canaries, il nous a également été signalé une publication qui s'intéresse aux Guanches et à leur langue, très proche du berbère.

## L'Exil kabyle, de Mohand Khellil Le sens du clan

L'Exil kabyle que nous fait connaître Mohand Khellil (1), c'est d'abord un exil de l'intérieur. Et c'est là le plus grand mérite de cette passionnante enquête dans les milieux berbères immigrés en France. L'auteur, en effet, est né dans le douar des At Fliq, dans la région Azazga, en Grande Kabylie.

Des usines de Billancourt au douar des At Fliq, où sommeille « l'ancêtre commun fondateur », il boucle la boucle ! Il retrouve, il regarde, et il écoute l'« afransiww » (émigré en France) qui est revenu, tel l'oncle d'Amérique, du « iyerba » (l'exil). Fort de son pécule, de son expérience, l'enfant prodigue prend la parole haut et fort dans les « tajmaat » (assemblées de village), où tout, toujours, se décide. Peut-être parlera-t-il de son cousin, de son beau-frère, ou de son neveu, qui sont devenus dans la mystérieuse capitale française des « amjah » (débauchés) et qui n'envoient plus de mandats à leurs familles.

Mohand Khellil nous intègre avec simplicité à tout

un monde chaleureux et généreux, qui assume avec l'intelligence du cœur la douloureuse crise de son identité. La poésie, omniprésente dans le monde berbère, est ici partout sous-jacente pour qui sait lire entre les lignes de cette monographie. Une conclusion que tire le lecteur, parmi d'autres : si les Kabyles ont maintenu au fil — et au défi — des siècles, cette culture originale et extraordinairement vivace, n'est-ce pas parce qu'ils perpétuent le sens du clan, de la solidarité et de l'entraide — valeurs traditionnelles de la société berbère — au-delà des temps révolus et de l'espace vaincu ?

Les Berbères, l'histoire la plus ancienne le prouve, savent se déchirer et savent se retrouver. Ils savent partir et savent revenir. En terminant cet Exil kabyle on est convaincu que réside là le signe d'une authentique civilisation.

(1) Editions de l'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris.



## ALGÉRIE

## L'effet kabyle

Sang-froid et doigté. Ce sont les deux qualités aujourd'hui indispensables au régime du président algérien Bendjedid Chadli, s'il veut éviter qu'un malaise d'origine culturelle ne dégénère en crise politique.

Aussi, mercredi, à l'occasion de la grève générale décrétée à Tizi-Ouzou, chef-lieu de Kabylie, les forces de l'ordre se sont montrées étonnamment discrètes. Certes, sur les routes d'accès à la ville, des barrages avaient été établis et plusieurs journalistes français ont même été interpellés. Mais, dans les rues livrées à la seule population, pas le moindre uniforme en vue. Et c'est tout juste si des voitures de police et des Land Rover de la gendarmerie algérienne se sont risquées à effectuer quelques rondes dans cette ville morte où pas un magasin, pas un restaurant n'avaient osés de baisser leur rideau de fer.

Cette paralysie générale de la grande cité kabyle suffit à démontrer l'ampleur qu'a atteinte aujourd'hui le mouvement de revendication des Berbères. A eux seuls, ils sont plus de quatre millions en Algérie, soit près de 20 % de la population. Ce qu'ils réclament ? Qu'au nom du nationalisme et de l'« arabité » le gouvernement d'Alger ne renie pas leur culture, leur spécificité. Et n'oublie pas que leur population était déjà installée en Afrique du Nord depuis la préhistoire, c'est-à-dire bien avant la première invasion arabe. Ces revendications des Berbères ne datent d'ailleurs pas d'hier. Elles ont pris naissance après l'indépendance de l'Algérie, lorsque Ben Bella, désireux de mettre un terme aux particularismes régionaux de son pays, entonnait déjà : « Nous sommes tous arabes ! »

Unité oui, unicité non, répondent aujourd'hui avec une impatience grandissante les Algériens berbérophones, à commencer par les plus actifs d'entre eux, les Kabyles. Il est vrai que depuis quelques années leur susceptibilité ethnique a été mise à rude épreuve. En 1973, la chaire de langue berbère est supprimée à l'université d'Alger ; plus tard, c'est un chanteur puis une pièce de théâtre kabyles qui se trouvent proscrits. Mais voici que, tout récemment, ces mesures qui ne provoquaient jusqu'ici que l'indignation des « intellectuels » ont trouvé un écho dans toutes les classes de la population berbère. Il a suffi pour cela que des étudiants de Tizi-Ouzou venus manifester, le 7 avril, à Alger pour réclamer

la « liberté d'expression » soient accusés par les autorités d'être « manipulés par l'étranger ». Et, à ce titre, durement réprimés : une centaine d'arrestations et de nombreux blessés.

« Il faudrait peu de chose pour que la situation dégénère. En tout cas, elle ne se réglera pas avec des matraques ou des mitraillettes », confie, inquiet, un diplomate français, spécialiste du

*ici figurait Chadli...  
il n'a disparu*

Maghreb. Le président Chadli semble en être aujourd'hui conscient. Aussi, avant que les revendications des Berbères ne dépassent le strict plan culturel et linguistique, entrouvre-t-il la porte au dialogue.

Après avoir dépêché, lundi, le ministre de l'Enseignement à Tizi-Ouzou pour s'entretenir avec les étudiants kabyles, il a demandé que, le 6 mai, le comité central du FLN, le parti unique au pouvoir, se penche sur le dossier culturel algérien. Sage politique. Pour le moment, si les Berbères se plaisent à rêver d'une « révolution culturelle », ils se défendent encore de toute velléité sécessionniste. Mais il ne faut pas trop attendre. Ce ne serait pas la première fois qu'une crise d'identité pourrait constituer le ferment d'une révolte. Ⓞ ALAIN LOUYOT

## ALGÉRIE

## Le cartel de Chadli

Le président Chadli veut créer une « Opep d'Algérie ». A l'intérieur, il fait face à une contestation : intégriste et kabyle.

En passe de devenir, cette année, le premier exportateur mondial de gaz, l'Algérie s'efforce de mettre sur pied un cartel des pays producteurs comparable à celui qui existe pour le pétrole, l'Opep. Artisan de cette politique : le ministre de l'Energie, M. Belkacem Nabi.

Regrettant, en décembre dernier,

pétrole », théoriquement fixé par l'Opep, M. Nabi s'est rendu, en février, dans les deux plus importants pays exportateurs de gaz, les Pays-Bas et le Mexique. Résultat de cette visite : le Mexique a demandé aux Etats-Unis un prix plus élevé pour le gaz qu'ils importent. En outre, l'Algérie et les Pays-Bas ont signifié à leurs clients en France, en Allemagne fédérale, en Belgique et en Italie qu'ils devaient s'attendre à payer leur gaz, dans l'avenir, deux fois plus cher.

— S'ils n'y consentent pas, nous fermerons les robinets, averti le ministre néerlandais de l'Economie, M. Gijsbert Van Ardenne.

L'Algérie est passée à l'offensive. Elle a exigé de la compagnie américaine El Paso, à qui elle doit fournir 10 milliards de mètres cubes de gaz par an pendant vingt-cinq ans, qu'elle paie le double du prix convenu. Cette firme s'y étant refusée, la navette des méthaniers entre l'usine de liquéfaction d'Arzew et Boston a été interrompue. Et sous prétexte d'incident technique à l'usine de Skikda, Alger a suspendu, au début d'avril, ses livraisons à destination de la France.

Ce nationalisme énergétique s'accompagne d'un regain notable de

devant le comité central du FLN, que l'Algérie n'ait usé, dans le passé, de son pétrole et de son gaz que pour se procurer des devises — 85 % en proviennent — le chef de l'Etat, le colonel Chadli, a préconisé que, plutôt que de les transformer en « billets de banque multicolores », elle préserve au maximum des gisements dont elle aura besoin demain pour sa propre consommation.

Si ses réserves de gaz saharien paraissent énormes, son pétrole, à moins de nouvelles découvertes, sera en effet tari dans un quart de siècle. M. Chadli a donc recommandé que l'Algérie vende dorénavant moins, mais plus cher. De fait, la production pétrolière a baissé de 10 % depuis le début de l'année.

Partant de l'idée que « le prix du gaz doit être en relation avec celui du

l'intégrisme islamique. Se réclamant de la révolution iranienne, des étudiants ont provoqué des désordres à El Oued, à Ouargla et à Touggourt. Parmi leurs revendications, la substitution accélérée de l'arabe, langue officielle, au français, langue des cadres et des techniciens.

Mais les Berbères, qui représentent le cinquième des 18 millions d'Algériens, ont réagi. A Alger, ville où les Kabyles berbérophones sont maintenant en majorité, des étudiants ont tenté de manifester à l'université. Brandissant des pancartes en français, ils ont réclamé que le berbère devienne « seconde langue nationale ». Au slogan « Algérie arabe » ils opposent le slogan « Algérie algérienne ». De nouveaux incidents étaient signalés la semaine dernière à Tizi-Ouzou, au cœur de la Kabylie.

J.G.

119

VALEURS ACTUELLES - 21 AVRIL 1980



## L'histoire du berbérisme

"Jeune Afrique" 25/04/1980



Mohamed Harbi.

Centralisateur, jacobin, le messalisme a, dès les origines, affirmé l'unité culturelle de l'Algérie. Dans cette optique, le particularisme et la réalité des différences culturelles et linguistiques ne lui apparaissent que comme des survivances entretenues de façon intéressée par la puissance coloniale.

Il surestime donc l'unité culturelle de l'Algérie et ne tient pas compte des réalités. A ne prendre que le Mzab et la Kabylie, leur originalité est indéniabie. Le particularisme est encore plus prononcé en Grande Kabylie, région rurale cantonnée dans une attitude défensive et fermée sur elle-même. Avec la colonisation, le sentiment d'appartenance régionale prend de l'importance et se charge d'un contenu nouveau. Grâce à la multiplication des échanges du fait de la pénétration capitaliste, de petits univers fermés, isolés s'ouvrent aux idées du monde extérieur. Sanctuaire de la pauvreté, la Kabylie exporte pour survivre ses hommes en France et à l'intérieur de l'Algérie. Dans les régions de plaine et dans les villes algériennes, ils sont souvent confrontés à une habitude de méfiance et de mépris qu'on nourrit à leur égard à cause de leur position sociale et de leur différence. Le sentiment d'appartenance régionale s'avive. Nationaliste face aux Français, le Kabyle se découvre régionaliste face aux Algériens arabophones même si, par la force des choses, il reste unitaire. Aux différences très sensibles dans le genre de vie et les coutumes d'une région à l'autre du pays s'ajoute en Kabylie le fait linguistique, la résistance du parler berbère à l'arabisation et l'existence d'une littérature orale très vivante.

Le brassage des populations unifiées par une réaction commune à la

domination coloniale ne peut se faire sans heurts majeurs si on fait abstraction de l'histoire particulière des régions qui composent le pays. On peut se demander pourquoi la question régionale a engendré une crise dans le messalisme et non dans les autres mouvements. La réponse est aisée. Le PCA reconnaît l'originalité berbère, même si, à tort, il la met sur le même pied que celle de la minorité européenne. Quant aux partis bourgeois, mouvements de notables, ils sont régionalistes par définition et n'ont pas d'organisation à l'échelle nationale. Au sein du PPA, la conjonction de l'absence de démocratie, de l'impasse politique et d'une orientation où l'arabisme et l'islam tenaient lieu de programme vont faire dévier après la Seconde Guerre mondiale les débats sur le problème régional.

L'Algérie est-elle un pays arabo-musulman ? Doit-on la définir par la langue arabe et la religion musulmane ? La question n'est pas nouvelle dans le mouvement messaliste. Elle s'est déjà posée en 1936, dans l'émigration algérienne en France, au cours des luttes qui opposent Messali à l'un de ses lieutenants, Amar Imache. Messali met en avant l'idée d'un Parlement algérien, alors qu'Imache s'en tient au programme traditionnel de l'ENA, c'est-à-dire l'indépendance. C'est pour désamorcer les critiques des partis du Front populaire et de ses alliés au sein du Congrès musulman que Messali a avancé l'idée d'un Parlement algérien. Bien que l'antagonisme entre les deux hommes soit politique, il donne lieu à un regroupement régional. En effet, Imache a derrière lui uniquement des Algériens de Kabylie, alors que Messali rassemble des militants de toutes les régions. Le même

clivage se retrouvera au cours de la Seconde Guerre mondiale, quand les dirigeants de Paris, parmi lesquels Si Djilani (1) et Khider Amar (2), originaires de Kabylie, sont exclus pour avoir voulu engager le PPA aux côtés de l'Allemagne.

Le mouvement berbériste après 1945 prend appui sur trois données de base : les séquelles des luttes entre Messali et ses rivaux de Kabylie depuis 1936, l'expansion rapide du nationalisme en Kabylie et dans l'émigration en France, et les erreurs tactiques de la direction du PPA à propos de la question de l'insurrection. Mais, cette fois, les plébécien réalisent leur jonction avec un groupe d'intellectuels qui donneront au problème berbère un contenu linguistique et culturel. Avec la Seconde Guerre mondiale, le PPA en Kabylie bénéficie du retour de nombreux émigrés, les premiers gagnés au nationalisme et qui ont été mêlés à la vie de l'Etoile nord-africaine. De ce fait, le niveau politique et organisationnel est meilleur que dans d'autres régions. En Oranie, dans le Sétifois et la Mitidja, l'émigration intérieure kabyle fraie la voie à l'implantation du PPA.

La conviction, répandue en Kabylie, d'être politiquement en avance sur les autres régions du pays se traduit par une certaine fierté. On n'a plus honte d'être kabyle. A Alger et ailleurs, on commence à revendiquer ouvertement son appartenance régionale. On chante la patrie en berbère. Sur cette ambiance générale vont venir se greffer un certain nombre de faits et de situations.

En 1945, au comité d'organisation du PPA, Bennaï Ouali demande l'unification en une seule région de toute la zone berbérophone. A l'appui de sa proposition, il invoque les liens humains et linguistiques existant entre les populations des deux côtés du Djurdjura. La direc-

(1) Djilani : membre fondateur de l'ENA (Etoile nord-africaine) et directeur de son journal. Hostile au transfert du siège du PPA (Parti du peuple algérien) en Algérie.

(2) Khider Amar : personnage très attachant, berger en Kabylie, puis ouvrier saisonnier, émigre en France en 1933. Milite dans les syndicats. A toujours appartenu à l'aile radicale. Collabore avec l'Allemagne pour des raisons nationalistes.

tion refuse. On parle déjà du régionalisme kabyle.

En septembre 1945, la direction du PPA ordonne au district de Kabylie d'abattre les candidats aux élections. La région est en proie à la répression. Des dizaines de militants ont pris le maquis. L'organisation est démantelée. Le chef de district Sid Ali Halit, les chefs de région de Dra-el-Mizan, Mohand Aouchiche, et d'Azzefoun, Mohand Boudjemaa, sont entre les mains de la police. Aussi le comité de district rejette la directive. Un notable de douar justifie cette attitude : « Si nous abattons les candidats, les Français brûleront nos villages. Avons-nous les moyens de les en empêcher ? Allons-nous évacuer les villages pour fuir vers les montagnes ? Dans ce cas, pouvons-nous affronter l'armée qui viendra nous déloger ? Comment et avec

quoi ?... Nous pouvons tirer et prendre le maquis si le parti a prévu le  *jihad*  comme étape suivante. »

Devant le refus du comité de district, la direction du PPA convoque directement à Alger le chef de la région Dellys-Tigzirt, Zeroual, et l'invite à passer à l'action. Zeroual obéit. Avec Mohand Saïd Mazouzi (3) et Omar Haddad, il organise le 5

(3) Mohand Saïd Mazouzi : arrêté en 1945, libéré à l'indépendance. Responsable de la fédération de Tizi-Ouzou. Membre du comité central du FLN et député (1964-1965). Préfet de Tizi-Ouzou, ministre du Travail, puis des Anciens Moujahidin. Membre du bureau politique du FLN (1979).

septembre 1945 un attentat contre le bachagha Aït Ali près de Tigzirt en Kabylie. L'attentat échoue. Zeroual et Mazouzi sont arrêtés. Quand les membres du comité de district s'aperçoivent que l'ordre d'assassiner les candidats n'a été donné qu'en Kabylie\*, certains d'entre eux pensent qu'on fait bon marché du sort des populations dont ils ont la charge. A ces faits s'ajoute l'inadéquation des organismes dirigeants du PPA par rapport à la mutation quantitative et qualitative intervenue en Kabylie où de nombreux étudiants ont rejoint le parti. Ceux-ci réfléchissent en groupe sur les problèmes tactiques et stratégiques de la révolution nationale et constituent un brain-trust pour les cadres plébécien de la région.

A la commission de presse du journal  *El Maghrib el Arabi* \*\*, dirigée par Ben Youcef Ben Khedda, les militants de la Kabylie sont majoritaires. On y retrouve, aux côtés de Ben Khedda, Temam, Belhocine, Henine et Amioud. Leurs exigences politiques et doctrinales sont grandes. Influencés par le marxisme, ils cherchent à donner au nationalisme un fondement rationnel, trouvent trop simpliste de définir la nation algérienne par la langue arabe et la religion musulmane, trop simpliste de réduire la propagande du parti à l'exaltation du rôle de son chef Messali. Aussi bien refusent-ils de lui consacrer une brochure comme le souhaite la direction. Les militants kabyles sont également choqués quand Ben Khedda refuse l'insertion d'un article célébrant la victoire de Mao Tsé-toung en Chine sous prétexte que les partenaires naturels du parti sont dans le camp nationaliste.

La question culturelle berbère fait émerger des problèmes d'importance qui n'ont pas été abordés au congrès de février 1947 : quel nationalisme pour la libération de l'Algérie, et avec quels alliés ? Déroutée par la nouveauté des problèmes, la direc-

\* Très certainement à cause de sa situation géographique.

\*\* Organe du PPA, mais dont le directeur, Cheikh Saïd Zabiti, n'appartenait pas au parti. Accusé d'être lié au service des liaisons nord-africaines, celui-ci sera exécuté par le FLN au début de la guerre.



tion refuse toute discussion. Les opposants mettent alors en cause le fonctionnement interne du parti, l'absence de démocratie, la promotion des éléments les plus confortables. De novembre 1946 à mars 1949, la méfiance gagne de proche en proche et obère les rapports à tous les niveaux de l'appareil. Les arrestations successives d'Amar Ould Hamouda, Omar Oussedik et Omar Boudaoud (4) vont l'attiser. Des étudiants, Aït Medir Hadjerès (5), et Mabrouk Belhocine, sont convaincus qu'ils ont été livrés à la police.

Une question se pose : le mouvement berbériste s'est-il constitué en fraction à l'intérieur du PPA pour y développer une politique concertée à tous les niveaux ? Messali y répond positivement : « Grâce au clan Lamine-Bouda, les berbéristes, grands et petits, pénétraient dans le corps du parti, un peu partout comme un microbe dans un corps déjà affaibli. Ils se déplacèrent facilement et allèrent ainsi semer le virus dans toute la France... A vrai dire, pendant quelque temps, ils étaient les maîtres du parti. »

Certes, les documents saisis par la police sur Bennaï Ouali, arrêté à Oran alors qu'il s'embarquait à destination de la France à l'insu du parti, constituent des preuves de l'existence d'une fraction. Mais la question n'est pas épuisée pour autant : on ne sait pas quand cette fraction s'est constituée et à quelles fins. Sur ces points précis, les documents disponibles ne permettent pas de trancher. Et c'est l'attitude des protagonistes face à la direction du PPA qui nous permet de juger des buts du mouvement berbère. Ce mouvement n'est pas homogène, sa tactique et ses buts ne sont pas identiques dans l'émigration algérienne en France et en Algérie.

En France, Rachid Ali Yahia, élu au comité fédéral par le congrès de novembre 1948 et appuyé par Bennaï Ouali et Amar Ould Hamouda, s'oriente vers la création d'un mouvement populaire berbère (MPB) et lance ses partisans dans une épreuve de force avec la direction du PPA-MTLD. Sur 32 membres du comité fédéral, 28 rejettent toute idée d'une Algérie arabe et musulmane et se prononcent pour la thèse de l'Algérie algérienne. La crise prend de l'ampleur au moment où le PPA ouvre une souscription pour la Palestine. Rachid Ali Yahia s'y oppose. De la défense de l'originalité berbère, on glisse très vite vers l'hostilité à tout ce qui est arabe.

En avril 1949, la direction du PPA réagit, prononce la dissolution de la fédération de France et charge Belkacem Radjeff (6), le capitaine Saïdi Sadok et Chawki Mostefaï tous les trois berbérophones, de reprendre la situation en main. Les affrontements commencent avec la tentative des loyalistes d'occuper les

locaux du parti qui se trouvaient 13 rue Bisson, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement à Paris. Ils sont particulièrement violents à Rouen, où Mohamed Khider (homonyme du « chef historique du FLN », assassiné à Madrid en 1967), député et membre du bureau politique, est battu et une dizaine de militants hospitalisés.

(6) Belkacem Radjeff : adhère à l'ENA en 1933. Membre de la direction du PPA (1937-1939, puis 1947-1954).

L'implantation en France du courant berbériste nous donne une idée des régions algériennes les plus réceptives à la question de l'identité berbère. Ce courant est puissamment représenté dans la région parisienne et dans toutes les localités où les émigrés sont originaires de Fort-National et d'Ain-el-Hammam (Michelet). Les bastions du courant berbère étaient Saint-Denis, Saint-Ouen, Puteaux, Nanterre, Courbevoie et le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Là où les émigrés viennent de Tazmalt et du Guergour (en particulier dans les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris), il n'arrive pas à s'enraciner. Dans le sud de la France, en Meurthe-et-Moselle et dans le Nord, régions dirigées par Bachir Boumaaza et Bourzah, tous deux originaires de la Petite Kabylie, l'impact du courant berbériste est nul. En définitive, le mouvement tire toute sa force de la Grande Kabylie.

Il est utile de relever dans quels milieux se recrutent les idéologues du mouvement berbériste. Certains d'entre eux, dont Ould Hamouda et Omar Oussedik, sont des produits de l'École normale de la Bouzareah. Ils sont profondément marqués par son enseignement et, malgré un attachement profond à la cause populaire, ils restent élitistes et affichent un laïcisme agressif. D'autres, comme Ali Yahia Rachid, sont issus de familles de statut français. Ils ont dû ressentir dans leur jeunesse les blessures infligées par une société hostile à tout ce qui touche à l'idéal communautaire parce qu'elle confond nationalité et religion. Ils y ont réagi diversement, les uns en se réfugiant dans la dévotion religieuse, les autres en s'attaquant ouvertement à l'islam...

Commencée en janvier en France, la crise de 1949 s'étend à l'Algérie au mois de mars. A ce moment, seul Aït Ahmed se trouve en liberté. Les autres membres du comité central, Bennaï Ouali, Ould Hamouda, Oussedik, sont en prison. Aït Ahmed a pour ligne de conduite de poser les problèmes au sein du parti et rejette toute initiative qui peut mener à une scission ou même au séparatisme berbère à l'échelle du pays. Dans cet esprit, il se différencie de Bennaï

Ouali tout en se refusant à le condamner comme le souhaite Messali et Lahouel. Il rallie à ses vues Amar Ouamrane et Cheikh Amar (7), tous les deux futurs officiers de l'ALN, et dépêche un militant de l'OS (Organisation spéciale), Khelifati, en France pour signifier à Rachid Ali Yahia que la discussion du problème culturel en dehors du parti conduit droit à l'impasse. Les maquisards de Kabylie appuient la direction. Krim tire sur Ferhat Ali, un des adversaires les plus décidés de Messali, et le blesse. La Kabylie restera messaliste.

Mêlant étroitement les problèmes politiques et la question culturelle berbère, la crise de 1949 a de lourdes conséquences pour l'avenir du nationalisme populaire. En France, la fédération du PPA perd son autonomie. Ses dirigeants sont désormais nommés et non plus élus. Ils constituent une délégation qui relève de l'exécutif du parti à Alger. Il n'y a pas de scission ethnique dans le parti. La majorité demeure encore berbère, mais la suppression des structures démocratiques va empêcher l'émigration ouvrière de s'exprimer librement et de peser sur son orientation.

Les organismes dirigeants connaissent des changements importants :

— Au bureau politique, une nouvelle majorité se dessine. Par cooptation, les vaincus du congrès de 1947 entrent au comité central qui est remanié. En sont exclus Bennaï Ouali, Ould Hamouda, Oussedik et, en dépit de ses positions nuancées, Aït Ahmed. Les sections de l'OS en Kabylie, que dirige Ould Hamouda, sont dissoutes. Aït Ahmed est remplacé à la tête de l'OS par Ben Bella. Le Dr Lamine Debaghine est isolé. Les alliances de Messali et son refus de prendre en considération la question régionale en Kabylie (8) ont

(7) Cheikh Amar : premier chef de l'ALN dans la région de Michelet, aura à sa mort Amirouche pour successeur.

(8) Dans son rapport au congrès d'Hornu, Messali affirme : « Je continue à croire que les berbéristes étaient une création colonialiste pour détruire l'arabisme, force de résistance et de lutte permanente. » Mais il constate aussi que l'épuration avait été poussée très loin et qu'elle a touché des éléments qui n'avaient rien à voir avec le courant berbère.

pour résultat logique que l'épuration est utilisée non seulement contre les cadres de cette région, mais également contre la coalition radicale qui, en février 1947, a hissé Lamine Debaghine au premier plan. Messali ne l'emporte qu'en apparence, car il devient le leader d'une coalition où les réformistes sont plus nombreux. — Le PPA et le MTLD fusionnent. Seule l'organisation paramilitaire (l'OS) conserve son caractère clandestin.

— Le courant « berbériste » se disperse. A sa sortie de prison, Bennaï Ouali se rend en France, prend contact avec le PCF et lui demande, mais sans succès, de l'aider à créer un parti nationaliste progressiste. L'échec de cette démarche donne le signal de la dispersion. Une partie des militants adhère au PCA ou au PCF (9), une autre partie jouera le rôle de compagnons de route.

En analysant ces itinéraires, on constate que ces militants qui revendiquent la démocratie et la révolution armée rejoignent les partis qui

qu'ils réintègrent massivement le FLN après novembre 1954.

Cependant, leur cheminement et leurs excès de langage contre la religion donnent au PPA-MTLD une justification a posteriori dans la mesure où ils sont présentés comme le cheval de Troie du PCA dans le mouvement messaliste. Désormais, l'étiquette « berbéro-matérialiste » constituera un barrage efficace contre tout courant rationaliste et une arme utilisée par tous les ambitieux pour écarter leurs rivaux.

La crise de 1949 annihile les espoirs de voir un nationalisme radical se développer indépendamment de la foi religieuse. L'aventure de Bennaï Ouali, de Ali Yahia Rachid a engagé la lutte pour la démocratisation du PPA-MTLD dans une impasse. La saisie rationaliste et laïque du problème politique s'efface dorénavant au profit de l'approche mystique. L'épuration du mouvement berbériste a abouti à l'élimination des cadres de valeur pour faciliter la promotion des médiocres liés à l'appareil et redoutant par-dessus tout d'être taxés de matérialistes et de marxistes. Les chefs plébéiens de Kabylie resteront très méfiants à l'égard des intellectuels. Et cette attitude persistera clairement au sein du FLN.

De tout le groupe « berbériste », seul Aït Ahmed demeure au MTLD. Cependant, il sera désormais condamné à ne jouer qu'un second rôle sur le plan national : ses adversaires des années 1947-1949 ne lui pardonnent pas son intransigeance hautaine et sa lucidité dont le rapport au comité central de décembre 1948 porte témoignage. Dans le micro-milieu de la concurrence qu'est tout parti politique, ce sont des qualités de caractère qu'arrivistes et médiocres n'apprécient guère.

Une dernière conséquence enfin de la crise de mars 1949, et c'est la plus grave : la seule région du pays (la Kabylie) où la fusion entre le courant plébéien et les intellectuels est réalisée perd ses meilleurs éléments. Il en résultera une baisse au niveau politique qui fera cruellement sentir ses effets au cours de la guerre de libération. L'aile radicale du PPA-MTLD en sort affaiblie. □

ne s'accrochent ni de l'une ni de l'autre. S'ils y cherchent manifestement une reconnaissance de l'originalité berbère, une doctrine indépendante de la religion, ils n'y trouvent néanmoins pas les satisfactions politiques qu'ils en attendent puis-

(9) Belkacem Benyahia, qui en 1962 sera directeur d'El Moujahid, puis ambassadeur en Guinée, au Congo-Brazzaville et enfin en Allemagne démocratique, Abbad Ahmed et Smaïn Menaa.



Jeudi 24 avril 1980

**ALGÉRIE**

*La révolte des « berbéristes » n'est pas matée. Tizi Ouzou en état de siège et isolée du monde.* (P. 5)

Nouvelles émeutes en Algérie

**La Kabylie insurgée**

Les troubles s'étendent en Kabylie. Depuis lundi soir, la ville de Tizi-Ouzou est le théâtre d'une véritable émeute et la population appuie massivement les étudiants qui exigent la reconnaissance officielle de la culture berbère. Face à ce début d'insurrection, le gouvernement du président Chadli Benjedid emploie des moyens de répression classiques qui ne sont pas de nature à régler le problème. La Kabylie est aujourd'hui coupée du reste de l'Algérie par un illusoire cordon sanitaire.

Les événements de Tizi Ouzou (et d'Alger) sont inquiétants dans la mesure où ils révèlent la faiblesse de l'actuel tenant du « pouvoir révolutionnaire », homme dont chacun se plaît à saluer le bon sens, mais qui n'est encore parvenu ni à contrôler l'appareil d'Etat ou partisan dont il a hérité ni à imposer son autorité aux grands barons de l'ère boumediéniste, lesquels traversent régulièrement ses desseins.

Il est même permis d'avancer que c'est cette faiblesse au sommet (elle ne tient pas à la nature de Chadli mais aux rapports de forces au sein du système) qui a provoqué les événements de ces derniers jours.

La profonde volonté de changement économique et social du successeur de Boumediène l'a, en effet, amené à remettre en cause tant de situations acquises, à grignoter tant de délicieux fromages d'un capitalisme d'Etat, soi-disant socialiste (mais si conforme à la réalité socialiste telle qu'on la voit partout...) qu'il a dû composer au plan politique avec nombre de « papabili » d'hier.

Ainsi on l'a vu enfouir ses secrètes préférences pour un règlement négocié du conflit saharien (alors que Boumediène, dans la dernière période, n'y était plus hostile), « couvrir » plus ou moins des services qui avaient carrément agi derrière son dos dans l'affaire de Gafsa, enfin multiplier les actes d'allégeance à

l'égard de Kadhafi (alors que Boumediène s'était toujours infiniment méfié du personnage et avait été l'écueil principal sur lequel s'était brisé l'éphémère projet d'union tuniso-libyenne).

Surtout, on a vu Chadli se laisser entraîner dans l'absurde querelle linguistique qui exerce ses ravages aujourd'hui, ce que voulait précisément l'aile gauchiste du régime, téléguidée par des hommes qui n'ont rien de gauchiste et qui sacrifient peu au religieux.

A partir du moment où le successeur de Boumediène s'avouait incapable, à la fin de l'année dernière, de mettre un terme raisonnable à l'agitation des arabisants (d'ailleurs parfaitement justifiée); à partir du moment où il en était réduit, pour l'apaiser, à promettre un renforcement des mesures d'arabisation dans l'enseignement (en Arabe littéral, bien entendu), il était certain qu'il y aurait réaction, contrecoup, et exaspération de conflits latents. Non seulement de la part des berbérophones, mais aussi de quantité d'arabophones, surtout dans la jeunesse scolarisée : les uns et les autres veulent « l'Algérie algérienne », comme disait de Gaulle.

Ils ne sont sûrement pas hostiles à la langue du Coran tant qu'elle ne leur est pas imposée par des pions, mais ils tiennent à leur manière à rester Maghrébins, c'est-à-dire occidentaux, méfis culturels, ouverts à toutes les modernités.

Le système du président Chadli réagit mal devant l'épreuve. Il parle de « complot », naturellement ourdi de « l'étranger », de préférence « impérialiste et colonialiste », langage qui est incapable de mobiliser aujourd'hui le plus ignare des étudiants du tiers monde. Chacun peut vérifier, au contraire, que la révolte des berbéristes proscrit tout séparatisme, tout lien avec l'extérieur, tout retour en arrière.

Par bien des côtés, les étudiants de Tizi Ouzou et d'Alger se situent à gauche du F.L.N. et non à sa droite. Ils sont le substrat des Imazighen, des hommes, libres, et il est dangereux d'imaginer qu'on pourra les traiter comme des Egyptiennes des Syriens ou des Irakiens...

Le danger pour la tendance Chadli est précisément de tourner le dos à leur mouvement, de se laisser enfermer dans le sérail bureaucratique affairé-socialiste, de se laisser dicter des mesures répressives qui la couperont du peuple, très au-delà des frontières berbérophones de la Kabylie ou des Aurès.

En persistant dans cette voie cette tendance verra condamner son projet le plus cher : l'humanisation du « modèle » de développement socialiste de Boumediène et de Belaid Abdessian. En persistant elle ne sera bientôt plus rien. Il ne lui reste plus beaucoup de temps pour changer de cap : le détortrateur kabyle, tout le démontre, peut mettre le feu à l'Algérie tout entière, lasse de la bureaucratie et ricanante quand on lui parle des « complots de l'impérialisme ».

Jean-Marc  
KALFLECHE.

**des femmes  
lebbos**  
en mouvements

n° 25 du 25 avril au 2 mai 1980

en Kabylie,

lutte contre le refoulement organisé,  
au nom du pouvoir central,  
des langues maternelles,  
des langues populaires.  
de la pluralité des langues.

Après l'interdiction, le 10 mars dernier, en Kabylie, d'une conférence sur la poésie berbère, des manifestations, à Alger et à Tizi-Ouzou, contre l'arabisation forcée et le refoulement de la langue berbère.

• Au mois de mai prochain, le IV<sup>e</sup> congrès du F.N.L. algérien doit envisager le problème des questions culturelles. Mouloud Mammeri — dont la chaire d'enseignement a été supprimée, en 73, à la faculté d'Alger — devait tenir une conférence sur la poésie berbère, le 10 mars dernier à Tizi-Ouzou, en Kabylie. Cette conférence a été empêchée et interdite par les autorités gouvernementales.

Depuis, le mouvement de révolte — ou de révolution? — culturelle n'a cessé de se développer en Algérie et a mis en évidence un mécontentement jusqu'alors larvé, latent. En pleine connaissance de cause et pas tout à fait de plein gré, M. Mammeri a joué le rôle de "l'amousnaw", c'est-à-dire du poète berbère : résoudre une situation compliquée, tier, mettre au grand jour, faire sortir de l'obscurantisme.

Depuis près de trois mois, des manifestations, d'abord composées essentiellement d'étudiants, d'enseignants, puis de lycéens, ont fait résonner dans les rues d'Alger puis dans celles de Tizi-Ouzou, des slogans auxquels les femmes, de leur balcon, ont répondu par des you-you. La grève générale était suivie par toute la population ouvrière et commerçante de Tizi-Ouzou, le 16 avril dernier. Dans la nuit de samedi à dimanche, les forces de l'ordre ont fait évacuer les manifestants qui occupaient l'hôpital en grève depuis le début du mois et le campus de cette ville. L'agence de presse officielle a, depuis, annoncé la fermeture provisoire de cette université.

"unité cur, unicité, non"

"diversité culturelle"  
"pluralité des langues"  
mots d'ordre et slogans que le gouvernement algérien veut faire passer sur le compte de la "contre-révolution, à la solde du colonialisme" et dont la télévision algérienne parle en disant : « Cette poignée de Berbères, ces égarés qui remettent en cause l'unité algérienne... ces valets de l'impérialisme à la solde de l'étranger... »

un mouvement  
contre l'islamisation  
et l'arabisation forcées

« Il y a eu des blessés graves au cours des dernières manifestations », répondent les militaires et militants du Comité de défense des droits culturels que nous avons vus, à Paris\*, « Mais nous ne sommes pas des martyrs. A nos manifestations pacifiques, l'appareil d'Etat a répondu par la répression, il nous a fallu répondre politiquement et le mouvement de révolte, né en Kabylie, au nord-est d'Alger, risque de s'étendre rapidement. » Ce sont eux aussi qui parlent d'un « nouveau colonialisme exercé par l'islamisation et l'arabisation à outrance, unification forcée, simplification, au mépris de toutes les différences culturelles et linguistiques.

Or, dans l'Algérie de 1980, il y a six millions de berbérophones. Ils vivent dans les régions géographiques les plus pauvres et les plus démunies. Les colonisations qui se sont succédées se sont tou-



jours d'avantage intéressées à la ville, au port, à la cité marchande et à la plaine, lieu de production. La langue berbère s'est réfugiée dans les montagnes et dans le désert. C'est ainsi qu'il existe des populations berbères en Kabylie, dans les Aurès, sur la côte Ouest : Le Chenoua, les monts de Blida, les monts de Tlemcen dans le Sud-Oranais, Ouargla et, plus au sud, dans l'immense territoire désertique des monts Touareg. Ces montagnes et ces déserts étaient de hauts lieux de la résistance armée contre la colonisation.

### le pouvoir central refoule la langue maternelle d'un tiers de la population algérienne

Langue d'origine en Algérie, langue maternelle pour un tiers de la population. « La langue berbère est la langue originelle de l'Afrique du Nord, le substrat autochtone sur lequel se sont superposées les différentes invasions. Ainsi la langue arabe algérienne n'est qu'un vocabulaire arabe dans une structure grammaticale berbère. 80% du vocabulaire arabe pour la végétation, les plantes, la faune, la flore, toute la toponymie — y compris pour l'ensemble de l'Afrique du Nord — sont berbères.

La revendication principale des Berbères, aujourd'hui, est l'usage scolaire des langues populaires : Berbère et Arabe algérien, la défense d'une langue et d'une culture. D'autres revendications circulent dans les tracts que l'on se passe de la main à la main et dénoncent : pénuries des produits de première nécessité, crise du logement, corruption organisée, mensonges de la presse, bureaucratie imposante... Le refoulement et l'étouffement de cette langue populaire se fait directement au nom du pouvoir central.

### le colon et l'interprète

Après 132 ans de colonisation — domination coloniale la plus longue pour toute l'Afrique du Nord — époque maudite où il fallait avoir recours à un interprète dès qu'il s'agissait de traiter avec l'administration et la justice coloniale, les Algériens, aujourd'hui, du moins l'ensemble de la population rurale et paysanne, se trouvent de nouveau obligés d'avoir recours à ses services : l'avocat, souvent formé à l'école française, ne parle pas la plupart du temps l'Arabe classique. Il fait traduire ses interventions, charge quelqu'un de les lire et le plaignant a besoin d'un autre interprète, qui traduit en langue dialectale, Berbère ou Arabe algérien. Les militants du Comité de défense des droits culturels demandent : quelles sont les langues du peuple, dans quelle langue avons-nous vécu jusqu'à maintenant, dans quelle langue avons-nous communiqué, dans quelle langue avons-nous fait la guerre ? Nous n'avons pas eu besoin du Coran pour mener notre guerre de libération nationale.

« Le colon a changé de visage, il parle un Arabe classique, moyen-oriental, une langue du Moyen âge qui n'était parlée que par quelques clercs. Il impose aux couches paysannes, des montagnes et du désert, les

plus dévalorisées. Dans les villages, l'émigration est la plus forte, les femmes sont souvent seules tout au long de l'année, laissant les travaux de la maison et des champs. Dans quelle langue, l'enfant kabyle parlera-t-il à sa mère ? »

A l'école, le Berbère et l'Arabe algérien sont remplacés par l'enseignement obligatoire de deux langues étrangères : Arabe classique et Français, langues de domination et de maîtrise.

### "renier sa langue d'origine, c'est renier la mère"

« Lorsque je rentre régulièrement, tous les ans chez moi, dans un village de Kabylie, je parle ma langue et je veux continuer à la parler ; lorsque je parle avec des femmes — parce que les femmes forment des groupes et se parlent entre elles — de l'éventualité d'une interdiction de la langue berbère en Algérie, elles sont prêtes à se soulever, y compris les vieilles femmes de 60, 70 ans, elles sont prêtes à lutter jusqu'au bout. Elles n'acceptent pas que leurs enfants renient leur langue d'origine — c'est pratiquement renier la mère. C'est le reniement total. Dans ces régions, la majorité des femmes — sont les jeunes filles — n'ont pas été à l'école, elles n'ont pas subi le phénomène d'acculturation ou d'occidentalisation acquis en ville ou à l'école. »

« Quelqu'un on nous dit "on ne vous interdit pas de parler berbère à la maison". Mais jusqu'à quand ? »

L'interdiction d'apprendre, d'enseigner, d'utiliser la langue berbère, de porter un vêtement avec des caractères berbères (tilinagh), d'avoir une brochure écrite en berbère ou de transmettre une des plus anciennes et des plus riches poésies orales, veut faire régner la peur parmi ceux que l'administration, le pouvoir central veulent faire passer pour des "non-nationaux" ou des "traîtres" alors qu'ils se souviennent, au présent, de leur proche passé de résistance et de lutte.

\* Comité pour la défense des droits culturels en Algérie, c/o revue "Espira", 19, rue Jacob, 75006 Paris.

Un numéro spécial de la revue "Espira" : femmes berbères (n° 4-5, 1979)  
Des poèmes, études, chants, parmi lesquels :  
- Éléments pour une biographie d'une Tachéhit émigrée par Nadia, Algérienne, originaire de Kabylie orientale. Elle a rencontré Aïcha, Marocaine émigrée.  
- les trois mères, par Aïtana Eghbal iraniennne. Elle a passé 19 mois chez les Touaregs Twellemmedan ke-Denney (de l'est) du Tégaregare ("gens du milieu"), localisés au nord-ouest du Niger.  
- images de la femme kabyle dans l'œuvre romanesque de Mouloud Marmouk.  
La revue est diffusée par l'Hamattan, 18, rue des Quatre-vents.  
Une association :  
Union du peuple Amazigh, 6, rue Neuve des Boulets, 75011 Paris pour "défendre, promouvoir et enseigner la langue et la culture amazigh."  
Une publication :  
"Lien", bulletin de l'Association.

# Le fait berbère

Les amis de la révolution algérienne, ceux d'entre eux au moins qui savent d'expérience qu'il y a autre chose dans l'imaginaire collectif des Algériens que l'arabo-islamisme, redoutaient depuis longtemps la façon dont le jeune Etat affronterait l'épreuve kabyle. Car sur la fatalité de cette épreuve, ils n'avaient pas de doute : elle arriverait tôt ou tard. Elle a fait irruption dans les conditions les moins explosives, les plus faciles à contourner : sous la forme linguistique et culturelle. Rien qui ressemble à une

administrateurs ne sachant pas parler berbère ne se faisaient plus entendre des populations du Rif ou du Sud. En Algérie les berbérophones existent bel et bien au Mzab, dans les Aurès, et dans cette fascinante Kabylie.

En Afrique du Nord on estime à 6 millions d'hommes, en deçà et au-delà du Sahara, la communauté qui parle les dialectes berbères. Le peuple ainsi baptisé par les Gréco-Romains (barbare, étranger) se déployait de l'Égypte à l'Atlantique et de la Méditerranée à l'Afrique noire. A plusieurs reprises les Berbères ont formé des Etats indépendants : royaume de Tahert, de Tlemcen, royaume aghlabide de Kairouan, royaume mérinide de Fez ; et de grands empires comme l'almoravide et l'almohade. Ces Berbères ont été animistes, puis judaïsés en partie (la célèbre reine Kahena était juive), christianisés (saint Augustin), mais ils ont été islamisés majoritairement par leurs vainqueurs, les Arabes, avec lesquels d'ailleurs ils avaient mille points communs. Il reste qu'avec un passé de cette importance, des racines aussi profondes, on ne saurait parler d'authenticité maghrébine, et surtout d'identité algéro-marocaine, en niant la dimension berbère. Il ne s'agit nullement d'opposer la berbèrité à l'arabité mais bien de ne pas mutiler la riche complémentarité arabo-berbère.

Tout cela est encore plus vrai en Kabylie. Dans leurs rudes montagnes, les Berbères kabyles se désignent eux-mêmes par un mot berbère, « tamourt », qui signifie la terre natale, la patrie, les racines. Groupement humain bien distinct par le territoire, le mode de vie, la langue, la littérature et les traditions, les Kabyles possèdent une nationalité virtuelle qui n'a pourtant jamais cessé d'être solidaire de l'ensemble algérien dont ils ont incarné plus d'une fois la volonté et

fronde régionaliste, à une jacquerie autonomiste, à une sécession même administrative. Elle a pourtant pris de court un pouvoir central qui ne s'est montré ni mieux préparé ni plus imaginaire que n'importe quelle administration coloniale... Comme partout, on occupe l'université. On « met au pas » étudiants et professeurs. On fait « régner l'ordre ».

Pour dissimuler cet aveuglement, certains confrères algériens ont utilisé cette même argumentation que nous reprochions au colonialisme le plus primaire : ils dénoncent les « agitateurs », le « complot de l'étranger » et ils rappellent (d'ailleurs à juste titre) que la valorisation de la singularité kabyle fut un aspect d'une certaine politique française qui, sous le vocable de « berbérisme », tentait de diviser les nationalistes, à Alger comme à Rabat. Seulement voilà : une réalité ne s'évanouit pas sous prétexte que disparaît l'exploitation qui en a été faite par l'opresseur. La réalité berbère qui avait précédé les manœuvres colonialistes leur a évidemment survécu. Au Maroc, une fois les Français partis, on s'est aperçu que les

l'idéal. Pendant la guerre d'Algérie, les Kabyles ont procuré à la résistance contre les armées françaises ses combattants les plus déterminés. Attention aux conséquences d'une répression qui s'abattra sur un pays indompté, indomptable.

La révolution algérienne, rendue très productiviste par les richesses pétrolières, a cru pouvoir en finir avec la personnalité kabyle par une sorte de « plan de Constantine » nouvelle manière. Une belle et grande université, des routes, des hôpitaux, le combat contre le sous-développement. C'était

"Nouvel Observateur"  
28/4/1980



**Sans remettre en cause l'unité nationale, les Kabyles veulent faire reconnaître leur patrimoine culturel.**

## La revendication berbère

Hamza Kaidi

Après cinq semaines de tension, la crise déclenchée par les revendications culturelles « berbères » des étudiants de Kabylie et d'Alger semblait s'achever vers une issue pacifique. Mais dans la matinée du 20 avril la police investit l'université et l'hôpital de Tizi-Ouzou, en grève depuis le début du mois.

L'affaire avait démarré le 10 mars, avec l'interdiction faite à Mouloud Mammeri, universitaire et écrivain de renom, de tenir à l'université de Tizi-Ouzou une conférence sur la poésie kabyle ancienne. Ce fut la goutte qui fit déborder un vase déjà fort plein.

### L'escalade

C'est que la culture berbère, plusieurs fois millénaire, partie intégrante du patrimoine de tous les Maghrébins, a été fortement malmenée. Pas seulement en Algérie, où les berbérophones représentent près du quart de la population, mais aussi au Maroc, où ils sont majoritaires.

Quelques faits marquants jalonnent cette histoire. En 1973, la chaire de berbère à l'université d'Alger fut supprimée. Plus tard, l'équipe de football Jeunesse sportive kabyle dut prendre la curieuse dénomination de Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou. De jeunes chanteurs qui se sont donné pour tâche de rénover la chanson kabyle auraient sombré dans l'oubli s'ils n'avaient connu un franc succès international. Le centre universitaire de Tizi-Ouzou se vit empêché de les faire venir. L'année suivante, on lui interdit de monter la pièce de Kateb Yacine, *la Guerre de deux mille ans*. Et l'on en arriva au 10 mars 1980.

Débordant bientôt le centre uni-

versitaire de Tizi-Ouzou, occupé au début d'avril par les étudiants, le mouvement s'étendit ensuite à tous les établissements scolaires de Kabylie et à l'université d'Alger. Les autorités engagèrent une grande campagne pour déconsidérer les grévistes, « manipulés par les forces réactionnaires liées aux intérêts impérialistes néo-colonialistes qui tentent de saper l'unité nationale, l'attachement au peuple algérien, son attachement aux valeurs de l'islam et son engagement à bâtir une société socialiste », selon un communiqué de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (contrôlée par le FLN).

Mais les grévistes ne tardèrent pas à prouver que leur action n'était nullement dictée par une puissance extérieure ou par une quelconque opposition : « Nous ne voulons pas renverser le régime en place ni mettre en cause l'unité nationale ; notre mouvement n'a aucune revendication économique. » (Même si des tracts clandestins ont tenté de lier leur action aux fréquentes pénuries de denrées de première nécessité). Et d'ajouter : « Sans nous opposer à la politique d'arabisation du gouvernement..., nous revendiquons le droit de cité pour la langue kabyle, l'arabe dialectal et toutes les formes de culture constituant le patrimoine algérien. »

### Durcissement

Dissociant ainsi leur mouvement de toute action politique ou même sociale, les étudiants de Tizi-Ouzou sont parvenus à gagner à leur cause des milliers d'habitants de la région qui se sont associés à une grève générale déclenchée le 16 avril dans l'ensemble de la Grande Kabylie.

Bien des hésitants ont été poussés à les rejoindre par l'excès de zèle de certains officiels. A l'hôpital de Tizi-Ouzou, certains responsables avaient adressé un « message de soutien à la direction politique du pays » au nom du personnel. Mais celui-ci décida en assemblée générale d'envoyer une seconde motion de soutien... aux étudiants.

« Nous ne nous attendons pas à ce que les autorités règlent le problème tout de suite, confiera l'un des grévistes à un journaliste parisien. Mais nous ne voulons pas nous contenter de promesses. Quelques gestes de bonne volonté suffiraient pour nous convaincre. »

### Premières victimes

On a pu croire un moment que ces gestes allaient venir, après une entrevue des étudiants avec le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Brerhi, venu à Tizi-Ouzou les 14 et 15 avril, et un relâchement de la présence de la police autour du centre universitaire occupé. Mais brusquement, étudiants et enseignants en grève furent sommés de reprendre les cours, le samedi 19 avril au plus tard. Le 17, le président Chadli déclara que « le patrimoine culturel national (n'était) pas le monopole d'une région », et que « toute tentative visant à entamer l'unité nationale serait combattue par tous les moyens ». A l'aube du 20 avril, la police dégagna le campus et l'hôpital. D'après des témoins, des heurts se seraient produits plus tard dans la journée, lorsque étudiants et ouvriers tentèrent d'organiser une manifestation. Bilan : une trentaine de morts, selon les étudiants ; quelques blessés selon les autorités. Ces informations n'ont pu être confirmées, les correspondants de la presse étrangère s'étant vu interdire l'accès du chef-lieu de la Grande Kabylie.

Au-delà du nombre possible des victimes, l'action policière était-elle justifiée ? A aucun moment l'Etat n'a été menacé. Les revendications sur la revalorisation de la culture nationale ne débouchent sur aucun régionalisme ou sécessionnisme. Pas plus dans l'Algérie indépendante que dans l'Algérie en lutte, l'unité nationale n'a été mise en question. □

ile Nord.  
30/4/1980

Le tour pris par la « revendication culturelle berbère » traduit l'allergie du système politique à toute contestation

Algérie

129

Alger. — Encore un peu, on nous jurerait haut et fort que tout cela ne fut qu'un fêtu de paille, un accès de fièvre, un accident de parcours. Bref, beaucoup de bruit pour rien. Trois jours de bataille rangée, à 100 kilomètres d'Alger, au cœur d'une Kabylie revêche et frondeuse : un feu roulant de pamphlets acerbes pour débarrasser de « vils comploteurs », à l'abri d'une France nostalgique de djebels à jamais perdus. Et soudain, plus un mot. Rideau...

Le conseil des ministres — le premier depuis les troubles de Tizi-Ouzou — s'est bien réuni dimanche. Mais c'était pour entendre le ministre de l'Intérieur, retour des régions du Sud, le ministre de la santé, retour de Chine, pour étudier, avec le ministre de l'énergie, les projets de coopération en Tanzanie, et discuter, sur le rapport des autorités compétentes, des dispositions prises afin d'assurer « un approvisionnement continu et organisé des marchés ».

Pardon ! Le premier ministre a présenté une communication sur les « événements de Tizi-Ouzou ». Deux lignes dans *El Moudjahid* qui, la veille encore, consacrait manchette, éditoriaux et double page à la dénonciation d'un « complot de l'étranger ». Cette fois, l'affaire est close, le dossier bouclé, ficelé... A quoi bon s'étendre sur un spasme passager ?

C'est vrai, le calme règne à Tizi-Ouzou. Les menaces d'une nouvelle grève pour lundi n'étaient que vaines rumeurs. La ville retrouve peu à peu sa bonhomie provinciale et s'habitue pour un temps, aux uniformes qui prolifèrent plus qu'à l'ordinaire. A Alger, où l'on parlait aussi de grève à la faculté centrale, nul ne s'est agité. A peine quelques discussions animées sur les marchés et les trottoirs voisins. Au mur d'entrée, les militants du syndicat de l'enseignement supérieur ont affiché un tract long de huit feuillets, qu'on parcourt d'un oeil, sans trop s'arrêter. Le texte, pourtant, d'évidence été longuement mûri, chaque terme soigneusement pesé, le tout finement balancé : on prêche vigilance et fermeté contre « l'impérialisme, la réaction et ses complots », mais on s'inquiète aussi d'une répression trop indiscriminée, et l'on s'aventure même à dénicher dans « l'étroitesse » et les « pratiques antidémocratiques » certaines des « causes profondes » des troubles qui ont éclaté.

Laborieux compromis au terme d'un débat où nombre d'enseignants kabyles ont fait valoir leur point de vue et leur force, obligeant ainsi la direction à composer ? Adroite tentative, au prix d'une ouverture mesurée, de récupérer l'essentiel des contestataires en isolant les seuls « pyromanes » ? Sans doute. Mais le balancement reflète aussi assez fidèlement les ambiguïtés et les hésitations dont le pouvoir lui-même a fait preuve « ce » à une « crise » qu'il a semblé malhabile à gérer.

On ne s'est pas fait faute, en haut lieu, d'admettre pour les fustiger les dévues des autorités locales qui n'auraient pas su à temps prendre le vent et jouer de souplesse. Habile souille ! On a, en fait, éprouvé, à Alger même, maintes difficultés pour apprécier et caractériser la situation actuelle en Kabylie, tantôt mésestimée et présentée comme un simple dévouement, un ras-le-bol sorbonnard, tantôt gonflée à l'extrême pour mieux démontrer l'ampleur, les sombres visées et la

perfidie du « complot ». Ces explications, successivement avancées, bien que peu compatibles, ne reflètent-elles pas surtout quelques féelles contradictions qui traversent l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat ? On comprendrait mieux, dès lors, l'empressement manifesté, une fois l'ordre rétabli, par classer l'affaire, au moins publiquement. Mais le silence de rigueur ne saurait, par miracle, régler le conflit : tout juste peut-il aider... à l'éluider. « Comme d'habitude », persiflent déjà quelques jeunes théocrates plutôt las de voir les « dossiers » se refermer à peine entrouverts, et les questions plus ou moins brûlantes toujours remises « à plus tard ».

Il est incontestable que la grogne des Kabyles, éclatant en pleine rue comme, il y a peu, la grogne — à l'extrême opposé — des arabisants, ne peut qu'aiguïser les contradictions latentes accumulées ces derniers mois. « Depuis la mort de Boumediène, on ne décide plus rien, aucun problème n'est véritablement tranché », explique, à demi résigné, ce cadre supérieur d'une des grandes sociétés nationales. On a vite fait, à Alger, d'étiqgueter tel ou tel clan dans le petit monde de l'appareil dirigeant. Des « plutôt progressistes » aux « plutôt tièdes », en passant par des arabisants classés « plus ou moins radicaux », toutes les nuances sont à la disposition des stratèges de Café du Commerce, curieux du moindre murmure dans les allées confinées et les antichambres calfeutrées du pouvoir.

### Un mépris frodeur

L'absence de pluralisme institué pousse, en fait, à l'existence de « lobbies », souvent hétéroclites et changeants. L'umanisme entre-tenu par le parti unique, au nom du mythe du « Front » rend difficile — malgré certaines ouvertures — l'exposé public des contradictions. Celles-ci ont donc naturellement tendance à s'exprimer à l'avers du filtre opaque de débats ou de querelles linguistiques et culturelles. Tout reste cependant permis... à condition de bien se tenir dans le cadre des institutions existant, contrôlées et chapeautées par le parti.

Voilà ce que certains, ces derniers temps, paraissent avoir fâcheusement oublié. Hier, les étudiants des filières arabisantes, issus de milieux modestes et inquiets du manque de débouchés, n'ont pas demandé à l'Union nationale des jeunes Algériens (UNJA) — institution ad hoc — la permission de protester. Aujourd'hui, les Kabyles dédaignent de la même façon les rails officiels, s'en vont de « comités anti-répression » en « comités de coordination populaire », dire leur fait aux gens du parti, vider leurs locaux et brûler leurs voitures. Plus que le désordre, c'est en fin de compte leur mépris frodeur des institutions officielles qui leur sera, aux uns comme aux autres, le plus violemment reproché.

Ignorer soiemment le parti et ses organisations de masse est un crime contre le système. Dans les deux cas, l'Etat par la voix du président de la République, affirme pareillement déceler « la main de l'étranger ». Mais, la rébellion des étudiants kabyles, jugée sans doute plus menaçante, suscite un raidissement plus net encore. « N'a-t-on pas, note ainsi un commentateur autorisé, laissé un peu trop de place à des critiques qui se révèlent aujourd'hui non seulement stériles mais encore dangereuses pour l'unité du pays et l'option socialiste ? »

Pour les Kabyles — et d'autres aussi — l'avertissement est clair : « Les partisans d'une arabisation radicale peuvent profiter de la situation et reprendre l'offensive, explique, inquiet, un jeune fonctionnaire de Tizi-Ouzou. Ils cherchent à nous discréditer en nous faisant passer pour des chiens de la France en Algérie... »

Les attaques, en effet, n'ont pas manqué contre tous ceux qui, rebelles ou rétifs à une arabisation accélérée, se voient maintenant bien vite assimilés aux tenants du « parti français ». On s'étonne d'abord — non sans raison — de la soudaine bienveillance qu'une certaine presse manifeste à Paris pour le « plein épanouissement de la culture populaire... » après plus d'un siècle de colonisation au cours duquel l'on s'est soulé comme d'une galgule de la langue et des traditions des « indigènes ». Et d'y voir, sans plus attendre, la meilleure preuve que le mouvement kabyle se nourrit surtout de résidus coloniaux... « La France n'a jamais désespéré de jouer la carte du berbérisme pour tenter de remettre pied en Algérie », affirme *El Moudjahid*. En fait, ajoute le quotidien, le peuple algérien est « génétiquement homogène, tout entier un mélange de sang berbère et arabe », l'islam ayant joué le rôle de catalyseur et d'unificateur du peuple.

Ici se noue l'étroite relation entre langue et religion, dont les partisans les plus radicaux de l'arabisation font leur cheval de bataille. L'Algérie a ses inté-

grités, et ils se font désormais pressants. Etroitement surveillés par Boumediène, foncièrement hostile à ces gens « qui recroient la djellaba de l'arabisation ou s'embriment derrière le paravent de la religion pour saboter la révolution », ils ont, depuis sa mort, relevé la tête. N'a-t-on pas vu, en janvier, à El-Oued (Sud-Constantinois) des collégiens arabisants, au cours d'une manifestation, mettre à sac les bistrotiers et moles-ter les prostituées ? Encore marginaux, ils entendent aujourd'hui profiter des réactions de rejet qu'a provoquées, ici ou là, la révolte kabyle pour marquer des points.

« Les vieux démons » se réveilleraient-ils, comme le craignent certains éditorialistes ? Il est évident que les contestataires kabyles ne se sont, ces derniers jours, pas fait que des amis. « Ils agitent leur singularité, clame un étudiant d'Alger. Eh bien, ça va leur retomber sur le nez. Car leur singularité, c'est surtout celle des privilèges. Ils tiennent tout ici, des ministères aux bains maures, du petit commerce aux meilleurs postes dans les grandes sociétés nationales. Tout ce qu'il leur faut... c'est une nuit du 4 août ! » Et de dauber sur la « prétendue culture berbère » : à peine quinze cents mots, quelques poèmes, pas d'alphabet, à l'n dialecte... un de mots. Ils n'ont même pas de théâtre... »

Peut-être. Mais Mouloud Mammeri, hier présenté comme le « mauvais génie des pyromanes », chanteur tranquille de l'âme kabyle, n'est-il pas arrivé largement en tête d'un sondage sur les auteurs favoris des Algériens. Un sondage public, l'un de ces jours d'émotion par *Révolution Africaine*, organe central du FLN.

DOMINIQUE POUCHIN.



# Comment Peut-on être Kabyle ?

par les arabes-islamiques  
l'Indépendance.

Tizi-Ouzou, citant un poète d'autrefois, mais ne plierons pas » hurlaient les étudiants de « Nous nous briserons

« Nous nous briserons pas » hurlaient les étudiants de

S'il y a une conscience kabyle, elle est née, paradoxalement, au lendemain de

Jusqu'à l'explosion d'aujourd'hui, qui la dépasse déjà. Bien plus

libération 30/4/1980

mais ne plierons pas » hurlaient les étudiants de  
« Nous nous briserons pas » hurlaient les étudiants de  
S'il y a une conscience kabyle, elle est née, paradoxalement, au lendemain de  
Jusqu'à l'explosion d'aujourd'hui, qui la dépasse déjà. Bien plus

Berberes = Imazighen =  
hommes libres. C'est ainsi que se  
baptisent les premiers habitants  
du Maghreb. Si viscéralement  
attachés à leur liberté et à leur  
honneur que beaucoup ont préfé-  
ré se replier dans la montagne en  
partie inculte, ou le désert, pour  
se soustraire à la marée des  
envahisseurs : Phéniciens, Ro-  
mains, Vandales, Arabes, Turcs  
et Français. « Les autres, dit  
Khalil Yacine, ne sont au fond  
qu'un peuple berbère arabisé ». Car  
l'islam a touché tout le monde,  
en fut pas de même de son  
veleur, la langue arabe, qui  
avait d'ailleurs sa pureté en  
s'éloignant de la Mecque. Les  
berbères ont presque dispa-  
rus en Tunisie mais restent  
majoritaires en Algérie : ce  
sont les Aurès, le Hoggar, le  
Mab et surtout en Kabylie (à  
l'ouest de l'est d'Alger) où les  
villages s'agglutinent sur  
les pentes.

Une histoire tissée de chefs de  
prestigeux : Massina, cheikh  
Agurtha, la Kahine, cheikh  
Abdelkrim... Mais les  
différences n'ont jamais été per-  
manentes, révocables souvent au  
bout d'un an. L'organisation sou-  
veraine c'est la djemaa, l'assem-  
blée de confédération, de tribu et  
(souvent actuelle) de village. On

a beau coiffer celle-ci d'un caïd au  
Maroc, ou d'un maire en Algérie,  
ces notables savent bien qu'ils  
ont besoin de l'accord tacite des  
djemaa. Etonnément vivaces ap-  
rés trente siècles. Pour le Kabyle,  
le comportement à la djemaa  
hebdomadaire a façonné sa natu-  
re. Il écoute poliment tout ce qui  
s'y dit, quitte à commencer son  
intervention par : « Je suis en  
total désaccord avec ce qui vient  
d'être dit et je pense que... ». Un  
gout agressif de l'indépendance  
allant de paire avec une pratique  
forcément de la démocratie et de la  
tolérance dans les rapports inter-  
nes, qui a peu d'équivalent  
ailleurs. Société « segmentaire »  
« Divisez-vous pour ne pas tom-  
ber sous la coupe du pouvoir  
central ». Celui-ci est représenté  
implicitement par le marabout.  
Mais on l'a relégué au rang de  
secrétaire « parce qu'il possède la  
langue écrite ».

Un réserve pourtant : les fem-  
mes restent exclues de la djemaa.  
Elles en ont une autre, parallèle :  
la fontaine. Ce n'est pas formel.  
Elles sont maîtresses à la maison  
(y centralisant les finances,  
transmettant l'héritage culturel)  
même si les Kabyles ne prati-  
quent pas le mariage par dot.  
Chaouia et des Touaregs. Ainsi  
ce peuple de maquisards épiso-

diqués a-t-il une culture orale (de  
poèmes chantés) curieusement  
douce et féminine. Pensez au  
« A vava inouva » d'Idir. Une  
langue zézayante qui contraste  
avec les sons gutturaux de l'ara-  
be. Nostalgie du pays. Voués à  
l'émigration (vers Alger d'abord,  
en France ensuite) les Kabyles  
ont le sens des affaires mais  
n'imaginent pas finir leur vie  
ailleurs qu'au village, qu'ils  
agrandissent sans cesse en met-  
tant la moitié de leurs économies  
dans le ciment.

## 1963/64: la rébellion militaire

Le mouvement nationaliste al-  
gérien est né dans l'émigration :  
l'École nord africaine de 1921.  
Les Kabyles y étaient majori-  
taires. Mais, dans un souci  
d'unité, la direction fut laissée à  
un « Arabe » : Messali Hadj.  
Les contradictions ne manquè-  
rent pas. Les arabophones se  
sentaient partie intégrante du  
réveil du monde arabe. En Algé-

rie même le cheikh Ben Badis  
réhabilitait l'arabo-islamique.  
Leur exil en France n'était qu'un  
épiphénomène : ils vivaient en  
pensée sur un axe Est-Ouest  
(Machrek-Maghreb). Les mili-  
tants kabyles étaient, incons-  
ciemment, sur un axe Nord-Sud.  
Plus français intellectuel-  
lement : le colonisateur, pour divi-  
ser, avait scolarisé la Kabylie en  
priorité, y fabriquant des institu-  
teurs et des petits fonctionnaires  
comme en Occitanie. Plus « mar-  
xisés » aussi par leur ancienneté  
dans le prolétariat français. En  
1949, une crise éclate dans le  
mouvement : Messali y dénonce  
un complot « berbère-matérialis-  
te ».

L'organisation militaire est di-  
rigée par un kabyle, Ait Ahmed.  
Ce fils d'une famille marabouti-  
que qu'il a renié vient d'aban-  
donner ses études pour entrer  
dans la clandestinité. Il refuse de  
prendre position dans le conflit  
interne et doit abandonner son  
poste qui est confié à Ben Bella,  
« arabe » de l'ouest. Ait passe à  
la délégation extérieure qui sera  
bienôt celle du FLN. Il prend la  
parole à la conférence de Ban-  
dang en 1955, découvre le Viet-  
nam et la Chine, s'y radicalise. Il  
est « intercepté » par l'aviation  
française en 1956, avec Ben Bella  
et Boudiaf. Les trois « chefs

### RACINES

Du risque de  
sécession de la  
Grande Kabylie  
en 1963 à  
la revendication  
de cultures  
autonomes  
du printemps 80,  
la naissance  
de la conscience  
Kabyle

historiques » terminent la guerre  
en prison. L'intellectuel du Djur-  
dura passera son temps à ar-  
bitrer les querelles de ses deux  
impulsifs compagnons de l'Ora-  
nie et du Constantinois.

## Berbero- matérialisme

Sur le terrain ce sont les mon-  
tagnes berbères qui résistent le  
plus farouchement : les Aurès et  
la Kabylie. L'habitude ancestrale  
sans aucun doute. Deux Kabyles  
(sans s'en prévaloir) vont jouer à  
la tête du FLN un rôle détermi-  
nant : Abane Hamdane « l'idéo-  
logue » qui tente de lui donner  
une orientation « socialisante »  
(il sera assassiné par ses pairs) ;  
Krim Belkacem vieux maquisard  
de 1946 qui réorganise l'armée  
(avant de se heurter au colonel  
Bourmediène).

## unicité

A l'indépendance Ben Bella  
prend le pouvoir par la force avec  
les troupes intactes de Bou-  
mediène. L'opposition « dém-  
ocratique » est des plus dispar-  
tes : du comité local au  
syndicaliste, en passant par le

bourgeois libéral. Ben Bella s'en  
sort par l'autogestioth des biens  
vacants (une idée de Ait Ahmed)  
et l'idéologie de l'unicité na-  
tionale « si cherché acq-  
se ». Deux principes contradic-  
toires (cf. la Yougoslavie) dont  
seul le second subsistera pousse  
presque la caricature. Pour uni-  
fier il faut une langue unique.  
Nous ne l'avons pas. Mais nos  
« frères de race » l'ont. Impor-  
tant. Ce sera l'arabe classique  
du Moyen-Orient, introduit à  
l'école et dans les médias par des  
coopérants égyptiens et syriens.  
18 ans plus tard, la majorité de la  
population ne le comprend tou-  
jours pas.

En 1962, les opposants poli-  
tiques n'ont pas le temps de  
s'occuper de la question linguis-  
tique. Ils cherchent des contre-  
pouvoirs à la « dictature ». Bou-  
mediène opie pour le multipartisme  
et crée le PRS (parti de la  
révolution socialiste) Ait Ah-  
med, plus légaliste, met ses  
espoirs dans l'Assemblée natio-  
nale (la djemaa suprême) pour  
laquelle il réclame des élections  
démocratiques. Elles sont tru-  
quées. Alors il crée lui-même son  
parti clandestin, le FFS (front  
des forces socialistes) et s'élève  
contre l'interdiction du PC algé-  
rien.

« libération » 30/4/1980



Plusieurs anciens chefs de wilaya militaires fourbissent leurs armes. Boudiaf est devenu le commissaire politique du Cdt Hassani dans le Constantinois. En Kabylie, le chef de la nouvelle région militaire, le colonel Mohand Oul Hadj, envisage la rébellion. Ait Ahmed le supplie d'épuiser la voie pacifique. Le 29 septembre 1963 il entame à Tizi-Ouzou une série de meetings qui le conduira jusqu'à Sétif. La montagne descend l'écouter, l'accueille est enthousiaste. Il développe son programme : 1) participation des masses à la gestion de toutes les affaires, sur le principe des djemaa, 2) révolution agraire totale au bénéfice de la paysannerie pauvre ou sans terre. Un socialisme basé sur les traditions.

Si Hafid, le bras droit de Ait Ahmed, témoigne : « Il n'a jamais été question de sécession, ni même de revendication culturelle berbère. Le FFS se voulait un mouvement de conscientisation démocratique, valable pour tout le pays. C'est Ben Bella qui, en le circonscrivant, en le réprimant par la force, en a fait un phénomène kabyle et guerrier ». Boumediène encercle la Kabylie et se frotte timidement aux troupes régulières de Mohand Oul Hadj. Au même moment, éclate à l'ouest une guerre avec le Maroc. Oul Hadj se rallie au pouvoir central. Ait Ahmed propose une trêve. Elle sera rompue par Boumediène dès la fin de la « guerre des sables ». Ne se heurtant plus à une armée organisée, il envahit et occupe purement et simplement la province. Les partisans de Ait Ahmed prennent le maquis dans les forêts d'Amirouche, d'où ils ne sortiront que seize mois plus tard.

### recolonisation

Ramdame raconte : « J'avais 18 ans. J'habitais aux Aghribs, un col entre Azagga et la mer. Les Français y avait installé un des plus grands centres de regroupement d'Algérie. Pendant sept ans on y avait torturé. J'avais préféré devenir berger plutôt que d'aller dans leur école. Après leur départ, nous n'avons respiré qu'un an. D'autres soldats sont venus, autre peau, même uniforme, avec une langue que nous ne comprenions pas. Eux aussi ratisaient la montagne et torturaient la nuit. L'un d'eux a été blessé un jour de marché. Alors ils ont pris 12 otages au hasard, dont moi. Ils nous ont mis devant un peloton d'exécution. Ils allaient tirer quand quelqu'un a dit : « Attendez, voilà le commandant de la gendarmerie ».

Areski n'avait que 7 ans et habitait Fort-National (aujourd'hui Larbaa-nath-iraten), fière citée retranchée, à 1000m derrière ses murailles sur la route du Djurdjura. « Quand on me parle de l'armée coloniale, je me mélange les pédales. Mon souvenir d'enfance le plus tenace c'est les blindés qui voulaient entrer dans la ville et les villageois qui avaient fermé les grandes portes et les narguaient derrière les créneaux. C'était en 1964 ! ».

Si Hafid raconte : « Ait Ahmed a été pris en octobre 1964. L'ANP de Boumediène avait préalablement incendié la forêt, pillé les villages avoisinants, violé les femmes comme au temps de la pacification. Nos compagnons, sont emmenés à El Biar et passés à la baignoire électrique une semaine entière ». Ait Ahmed comparait devant une cour criminelle. Il lit une forte déclaration en 20 pages qui circule immédiatement sous le burnous : « Qu'est-ce que cet ordre révolutionnaire au nom duquel se commettent les violations de la Constitution, les atteintes aux droits de l'Homme, les actes arbitraires qui traduisent le mépris du pouvoir pour les libertés individuelles les plus essentielles ? ». Ben Bella négocie en secret et signe avec lui un accord. Trois jours plus tard c'est le coup d'Etat de Boumediène. Ait Ahmed s'évade de prison et vit depuis en exil.

La Kabylie est quadrillée de gendarmeries, son intelligence est étroitement surveillée par la Sécurité militaire (ce KGB que vient de réorganiser un « kabyle de service » le Lt colonel Merbah). A Agler, on évite de parler berbère. Les plus brillants fils de la province (qui à défaut de terres se sont spécialisés dans la matière grise) investissent silencieusement la moitié de l'appareil d'Etat et surtout les sociétés nationales, le secteur économique moderne, où on ne parle que français... ou anglais. Curieux chassé-croisé entre la « recolonisation » d'une province et l'OPA de son élite sur le pouvoir central. Mais le peuple kabyle, dans sa majorité, continue à tirer le diable par la queue. Quelque soit leur âge, les témoins des événements de 1963/64 sont unanimes : « C'est à ce moment qu'est née la conscience kabyle. Dans l'Algérie indépendante. Par dépit. D'abord refoulée : tout ce qui contestait la sacro-sainte unité nationale et l'arabo-islamisme relevait du complot sioniste. Mais les jeunes n'ont pas supporté cette culpabilisation longtemps ».

## 1965/1979: la longue marche culturelle

La Kabylie a trois capitales : Tizi-Ouzou (100 000 habitants), Alger (600 000 Kabyles) et Paris (300 000). La jeunesse intellectuelle kabyle s'y concentre dans trois « repères » : le lycée Amirouche de Tizi, la cité universitaire de Ben Aknoun et la faculté de Vincennes. Pendant quinze ans une interaction serrée va se jouer entre les trois pôles et chauffer les esprits.

### le crapaud

Le coup d'Etat de Boumediène en 1965, laisse les Kabyles indifférents : « Bien fait pour Ben Bella ! ». Mais une de leurs consciences, le vieux chanteur Siimane Azem, qui s'est réfugié à l'ORTF, les rappelle de Paris à la vigilance : « la mare était limpide. Le crapaud a pris l'opinion internationale à témoin : « Moi seul sais tout, moi seul sais nager. Et il a troublé l'eau ». C'est le coup d'envoi de la chanson politique codée, sous ses allures folkloriques innocentes, qui va faire école rapidement. Azem est interdit à la radio algérienne. La 2ème chaîne (en langue kabyle) voit son temps d'antenne réduit. Son animateur Ben Mohamed se bat pour lui préserver six heures quotidiennes.

A la faculté des lettres d'Alger, l'écrivain Mouloud Mammeri vient d'ouvrir une chaire de berbère. Il y analyse précisément le message continuellement à double sens de la poésie traditionnelle. Son amphi détonne : toujours plein à craquer. On vient de Tizi pour l'écouter. Le reste de l'auditoire habite à Ben Aknoun. En 1966, une sous-commission culturelle anodine s'y crée. « Entre nous, nous appelions le Cercle berbère » comment Ramdame. C'était un point de ralliement. Il y avait même parmi nous un groupuscule, le FFS-Université. Mais comme tout le monde, il ne

« libérateur »

30/4/1980

« parlait pas de politique. Nous cherchions nos racines ».

### l'alphabet

En 1968, les langues se délient de par le monde. A Alger aussi. D'autant que le Parti veut dissoudre l'Union des étudiants pour l'intégrer à une organisation centrale de la jeunesse plus caporalisable : la future UNJA. Première manifs de rue violentes depuis l'indépendance. Un certain nombre de Kabyles décident de poursuivre leurs études en France.

A Paris, justement vient de se créer une Académie berbère. Une seconde, en fait, car celle d'Abdelkader Rahmani, ancien officier de l'armée française, est suspecte aux enfants du pays. La « bonne » est composée aussi de « vieilles barbes » aux idées politiques rétrogrades, « aussi éloignées de nous, dit Ramdame, que Frédéric Mistral du chanteur Marti ». Elle pose cependant une pierre de poids : la redécouverte et la popularisation du tifinagh, l'alphabet des anciens berbères. « Nous avions donc une langue écrite, donc une authentique civilisation ». Les lycéens de

Kabylie l'apprennent la nuit et en badigeonnent les murs. Perquisitions de gendarmes. Toute personne trouvée en possession d'une brochure en tifinagh est mise à l'ombre ou envoyée au service militaire anticipé.

Les expéditions de brochures sont faites par les étudiants de Paris qui créent, en 1973, le groupe d'études berbères de Vincennes. Une troupe de théâtre (Imesdurar, les montagnards), un journal puis une revue (Tisuraf, à petits pas), une librairie (Imedyazen, les poètes : Tél : 887 69 31) et bientôt des petits en banlieue et en province.

### B > A

La même année : la « bombe Idir ». Un jeune chanteur inconnu qui fait son service militaire, une histoire d'amour rustique dans une forêt d'oliviers, mais la mélodie est étonnamment pop. Le 45 tours, pressé à Alger, fait un malheur. « Nous avons aussi notre Bob Dylan » crâne l'officiel El Moudjahid. Du coup Djamel Allam, qui enregistre à Paris et en français depuis six ans, se reconvertisse dans sa langue maternelle mais en gardant ses

rythmes « modernes ». Le jeune show-business kabyle est très bien vu du régime : « C'est gentil, un bain de jouvence et ils sont les seuls à défricher un nouveau style ». Les disques sont vendus à prix d'or, repiqués sur des millions de cassettes : la langue kabyle gagne toute l'Algérie.

Au cœur de la province, d'autres chanteurs du même âge profitent de cet engouement pour faire passer des idées un peu moins fleur bleue. Ait Menguellet : « Toi qui creuse la tombe, laisse moi creuser avec toi, j'aimerais retrouver mon identité » (la mort d'un frère) « Nous l'avions allongé au creux du croissant. Mais si tu pouvais voir pour quoi tu es mort, tu te relèverais vite ». (Le combattant). Ferhat : « Mes montagnes sont belles, aussi belles que la faim » (Les montagnards) : « Quand l'enfant passa l'amulette, il se mit à parler une autre langue, amère, ensommeillée, que nous ne comprenions plus. Il exigea que nous l'appellions grand frère » (L'enfant et le mendiant). Les deux chanteurs sont invités à la fête des cerises de Fort-National en 1974. Interdits au dernier moment. La foule hurle. L'armée intervient. Deux morts. Dans la nuit, deux lettres géantes et sibyllines sont peintes à l'entrée de la ville : B supérieur à A. Allusion à la guerre entre deux peuples qui risque de se rallumer.

### un proconsul

Alger prend les devants : suppression de la chaire berbère de Mammeri et installation d'un « proconsul » kabyle à Tizi-Ouzou. L'expression (née au lycée Amirouche où les arrestations se multiplient) n'est pas exagérée. M. Kharroubi, le nouveau préfet en fait trop. Itelgieux vieille-mode, il voudrait que sa région soit un modèle du genre. Arabisation générale des enseignes de magasins et des plaques de rues à Alger ? Faites-en autant ici et n'oubliez surtout pas les chauffeurs de taxis y perdent le

nord et font grève. Ici, on répond par le plus souverain mépris : « on a déjà eu des ancêtres gaulois. Ça ne les a pas empêché de faire leurs valises ». A Alger on boit de l'alcool. Mais Kharroubi l'interdit ici. La moitié des hommes pourtant y a pris goût à Barbès. Cette fois-ci la fronde gagne les gargottes.

Les « blousons dorés » la rejoignent. Nouveau 33 tours d'Idir sur des paroles de Ben Mohamed : « Je ne sais d'où je viens, je ne sais où je vais. L'orient me dit « à genoux ! » mon pays me souffle la voix de Jugurtha » (Je ne sais) « N'oubliez pas l'appel de la poudre, n'oubliez pas que les temps changent, n'oubliez pas notre passé » (Enfants de chez nous). Et Djamel Allam, de son lointain exil : « Au delà des mers, il y a des hommes, il y a des femmes qui sont encore obligés de fermer leur gueule ». On leur prie d'en faire autant. Plus de concert à Tizi. On leur donne le petit doigt et où ça mène ?

Boumediène en aura une première idée, un an avant sa mort. Il assiste à la finale nationale de foot-ball. Hussein-Dey contre Jeunesse sportive de Kabylie. Un club très bien cette JSK. D'ailleurs, il est dirigé par le frère du colonel Merbah. JSK sur toutes les lèvres, sur tous les tee-shirt, sur tous les murs. Le Président, qui ignore l'habitude locale du double sens, ne sait pas que ça veut dire aussi « je suis kabyle ». Dix mille voix le lui crieront à la fin du match, et aussi qu'il est « un dictateur » et que son emblème national fait de très beaux feux de joie.

## 1980: l'explosion politique

La longue agonie de Boumediène laisse le temps de gamberger : affaiblissement du régime, espoir de démocratisation. Les dirigeants de l'opposition, en exil, refont surface. Boudiaf est assez discrédité : il s'est réfugié chez Hassan II, le PRS de la fin d'Alger est sectaire, celui de Paris divisé par la question berbère. Ait Ahmed vient de terminer une énorme thèse sur « les droits de l'homme et le fascisme » (Ed. L'Harmattan). On avait presque oublié le son de sa voix. Elle est toujours jeune mais nimbée d'un voile de philosophie. « Il ne convient pas d'accabler un homme, et seulement lui, qui lutte aujourd'hui contre la mort, lit-il à une radio périphérique très écoutée au pays. « Chaque Algérien a été responsable ou complice de ce qui lui arrive, serait-ce par passivité, opportunisme ou simple erreur d'appréciation politique ». Un ton nouveau en Algérie où l'agressivité verbale est endémique et l'auto-critique inconnue.



autonomie

La notion d'autonomie, si raba-
tutée en Occident, reste du
TNT dans un régime aussi
jacobin que l'Algérie. Vous faites
sauter une pierre, tout l'édifice
peut s'écrouler. Côté jeunesse,
l'édifice c'est l'UNJA, son orga-
nisation fourre-tout et nationale.
Mohamed Yahiaoui, le responsa-
ble du Parti (un arabo-islamiste
intransigeant, soutenu par les
intégréistes comme par les com-
munistes du PAGS) supervise le
congrès de l'Union de la jeun-
esse, à la mort de Boumedienne.
Les étudiants (kabyles notam-
ment) demandent la possibilité
de se réorganiser « spécifiqu-
ment » à l'intérieur de la maison-
nière. Concéder du bout des
lèvres. C'est la brèche. Neuf mois
plus tard, en octobre 1979, ceux
de la toute nouvelle sous-univer-
sité de Tizi-Ouzou réclament
leur autonomie par rapport à
l'UNJA. Sacrilège ! Refus caté-
gorique. Ils se mettent en grève à
80 % pendant deux mois. Au
même moment que les étudiants
arabisants d'Alger découvrent
qu'ils n'auront jamais accès au
secteur économique moderne.
Contradiction grinçante : les pre-
miers se battent pour la liberté
de pensée, les seconds pour leur
beefsteack. Yahiaoui soutient dé-
magogiquement ces derniers. Si
ouvertement qu'il est obligé de
faire quelques concessions aux
autres. Le centre universitaire de
Tizi-Ouzou peut tenter « une
expérience d'auto-organisa-
tion ».

l'honneur

Ait Ahmed développera son
propos trois mois plus tard dans
un « Avant-projet de plate-forme
du FFS ». La situation : « ruine
de l'agriculture, mégalomanie in-
dustrielle, colonisation culturel-
le ». L'alternative : « autonomie
régionale, communale et... per-
sonnelle ». Car il convient
d'abord de remoraliser un peuple
« en lui rendant le sens de
l'honneur » pour contrer « la clo-
chardisation des laissés-pour-
compte et l'égoïsme des jeunes
loups ». En finir avec ses préten-
tions de sous-impérialisme pour
en revenir à l'homme dans une
tradition quasi-méditerranéenne.
On croirait entendre Si Mohand,
l'amusaw, le sage du siècle
dernier. Le texte, très lyrique,
aura de la résonance dans les
villages.

Il est diffusé massivement
le festival berbère qui se tient,
en juin 1979, à... Paris. Les
Marocains et les Tunisiens sont
là. Pas les Touaregs ni les
Mozabites qui n'ont pas
l'autorisation de décoller d'Al-
ger. Quant à la troupe chaouia,
des Aurès, elle sera arrêtée un
plus tard. « La corde culturelle
est maintenant usée, disent les
artistes algériens présents. Il
faut trouver autre chose. Il faut
revenir ouvertement à la poli-
tique ». La jonction se fait avec
les militants qui distribuent à la
sortie.

l'avalanche

Le 10 mars 1980, son comi-
té de gestion invite Mouloud
Mammeri. Refoulé par la préfec-
ture. Les étudiants occupent le
campus et manifestent pour la
reconnaissance de leur langue
maternelle. Les lycéens et collé-
giens des localités de la province
sont plus radicaux : ils arra-
chent les enseignes en arabe,
sortent les frondes et scandent le
vers de Si Mohand « Anrez wal'a
nichnou. (« Nous nous briserons
mais ne plierons pas »).

Le 7 avril, manifestations de
soutien à Alger et à Paris. La
première est durement réprimée.
Blessés et nombreuses arresta-
tions. Une grève commence à
l'université de la capitale, puis à
Oran et dans d'autres villes
arabophones. Le slogan est
maintenant : « Reconnaissance
des cultures populaires algé-
riennes ».

Le 16 avril, grève générale à
Tizi-Ouzou. Solidarité quasi tota-
le des commerçants, des ouvriers
des deux complexes industriels,
des fonctionnaires, des paysans
des environs.

Le 20 avril, les brigades spé-
ciales prennent d'assaut le cam-
pus, l'hôpital et les deux usines
de Tizi avec une brutalité
inouïe. On parle de morts. Trois
jours d'émeutes. « On n'avait
pas vu ça en 1964, ni même
pendant la guerre contre les
Français », a dit un vieux cita-
din à l'un des rares journalistes
étrangers témoins.

Dépassée la revendication
culturelle de la jeunesse kabyle.
Elle n'a pas fait boue de neige
mais avalanche. En deux mois :
glissement de la culture à la
politique, de la jeunesse à toutes
les couches sociales de la pro-
vince, de la Kabylie au reste du
pays peut-être. Un état de colère
et de disponibilité où tout rede-
vient un instant possible. « Le
guerrier réveille le poète, et le
poète son peuple ». (Si Mohand).

Jean-Louis HURST

LIBERATION. LES 30 AVRIL E
1980

Clans bureaucratiques, pénuries alimentaires, intégrisme arabo-islamique:
l'accumulation des lassitudes algériennes

LE MAL ALGÉRIEN

L'Algérie victime de manque d'air ?
Sans aucun doute. L'explosion de Tizi-Ouzou, la répression
culturelle qui sévit en Grande Kabylie n'est que la partie d'un tout qui rend malade la société
algérienne. Le phénomène bureaucratique, les multiples petites difficultés de l'existence quotidien-
ne, la « langue de bois » de l'information. Quelques notations
algéroises qui tentent de cerner la crise.

De notre envoyé spécial en
Kabylie.

Que feriez-vous si, dans le hall
d'un aéroport international, un
personnage discret vous propo-
sait furtivement de lui « passer »
une valise sur le vol Paris-Alger ?
Compléxe, j'ai refusé. Cette propo-
sition me fut faite la semaine
dernière à Orly. Etomné par mon
futur, cet Algérien cinquanté-
naire, tenant à tout prix à faire
preuve de son honorabilité, s'est
expliqué ainsi : « Ça vous em-
pêche-t-elle ? Vous n'avez rien à
y perdre. Et puis, vous savez, je suis
un officier de Police judiciaire à
Alger. Oui, j'ai dépassé mon
quota de bagages gratuits et
cette valise est en surcharge.
Allez, prenez-la, on s'arrangera à
la douane avec une carte de presse
journalistique ». Je lui
« démission » dans mon porte-
feuille et un passeport qui porte
la mention « Journaliste », je
suis un pierre passeur... Le flic
qui venait de me proposer de
vous en comprit vite : avec de

telles références, il valait mieux
trouver un autre complice.
Effectivement, à l'aéroport, la
Sécurité militaire me retint deux
heures. Le bureaucrate attendait
les ordres, le feu vert pour laisser
entrer en Algérie, sous le coup
des « événements de Tizi-Ou-
zou », un journaliste français.
Cette histoire de valise illustre
à merveille le système « d'inter-
de » qui prévaut dans cet Etat
du Maghreb. Et Dieu sait si la
police algérienne est un des
fondements de la démocratie
socialiste...

Alger. La ville est toujours
superbe, anarchique et bordé-
ric. Les taxis jaunes, bringue-
balantes « Pigot », se frayent
un passage par tous les moyens,
à droite, à gauche, le code de la
route est lettre morte sur le
parcours à tombeau ouvert qui
relie l'aéroport à Alger. Dans la
ville, le long du port et des rues
parallèles, une agitation brouil-
lonne. Un air de France et un
peuple rigolard qui n'est pas prêt
de marcher à la trique. La

campagne d'assainissement déci-
dée par les autorités de la wilaya
d'Alger n'a pas l'air de très bien
marcher. Les épaves pourris-
santes dans les ruelles de la casbah
et des tas de gravats encombrant
les couloirs. La campagne d'as-
sainissement, c'est aussi une
« guerre » déclenchée pour le
respect de la circulation automo-
bile et du stationnement obliga-
toire. Les camionnettes de filcs
posent des sabots de Denver sur
toutes les autorobies en infrac-
tion. Mais dès qu'un flic a tourné
les talons, les Algérois s'empres-
sent de traverser la rue sans
mettre un pied dans les passages
cloutés.

les langues
interdites

Première surprise après une
visite qui remonte à quatre ans :
toutes les inscriptions officielles,
plaques de rues, services publi-
ques, magasins populaires et
échopes sont rédigés en arabe

classique. L'arabisme est devenu
le fait dominant d'Alger, cette
ville pour qui les élites rêvent
d'un leader-ship africain. L'arabe
du Moyen-Orient, la langue de
l'élite lettrée et des religieux a
triomphé sur les murs de la ville.
Qu'on imagine le désarroi popu-
laire : l'arabe algérien, la langue
de tous les jours, et le berbère
sont des langues « interdites ».
La presse écrite et télévisée,
l'édition sont dominées par des
langues étrangères au peuple. En
effet, le français et l'arabe
moyen-oriental sont les langues
officielles, les langues du pouvoir.
Dans les écoles primaires, les
enfants algériens
sont
contraints d'apprendre deux lan-
gues qui ne sont pas les leurs : le
français et l'arabe. Qu'on imagi-
ne les chocs familiaux qui en
résultent. La presse et le corps
enseignant recommandent désor-
mais aux parents de s'exprimer
en arabe avec leurs progénitures.
Le greffier prendra-t-il ? Un tel
bouleversement linguistique per-
met d'en douter.

Mohammed Yahiaoui, le diri-
geant du FLN, le « pape » de
l'arabo-islamisme bite lui-même
sur la revendication des étu-
diants arabisants qui s'agitent à
Alger depuis des mois. Ceux-ci,
munis de diplômes, sont exclus
des postes de responsabilité par
les classes techniciennes qui,
elles, sont d'expression européo-
enne. Le français reste la langue
des technocrates et le dernier
chic des managers, c'est de
pratiquer couramment l'anglais
avec les clients japonais, alle-
mands ou américains qui se
pressent dans les grands hôtels
d'El-Biar, la banlieue résiden-
tielle.

La rue algérienne offre deux
spectacles : la course aux denrées
alimentaires et à la presse.
La semaine dernière, à Alger,
la grande affaire - outre celle de
Tizi-Ouzou - c'était la pénurie
d'œufs. Le marché algérien est
régulièrement perturbé par ces
manques qui frappent indiffé-
remment le vin blanc, le fromage,

les piles électriques, la viande,
l'eau gazeuse, etc... Mais cette
fois, les œufs agitent l'opinion.
Les queues sont interminables
devant les boutiques d'épicerie.
Dès qu'un arrivage est connu et
qu'il a circulé le téléphone arabe,
c'est la ruée : on achète les œufs
par palettes et même par cartons.

les pénuries
alimentaires

L'importation agricole est cha-
péutée par cinq sociétés natio-
nales qui rendent inextricable
l'acheminement et la commercia-
lisation. La production avicole
algérienne est insuffisante, le
marché national est à 80% dépen-
dant de l'importation. On com-
mande donc à tour de bras en
Hollande et en Espagne. Résul-
tat : la consommation par an et
par habitant n'est que de cin-
quante œufs, un par semaine,
alors que dans la plupart des

Libération
21/11/1980



## lire français

pays du tiers-monde, la consommation est de trois à quatre cents... Un Algérien consomme donc un oeuf par semaine au prix de 1 à 2 dinars, soit de 1,50 francs à 3 francs. L'oeuf coûte aussi cher qu'un quart de Saïda, l'eau minérale que l'on consomme dans tous les bistrot.

Les Algériens trouvent rarement dans les « Souks-El-Fel'ah » - les grands magasins populaires - les oeufs nécessaires à l'alimentation qui permettent de pallier au déséquilibre alimentaire provoqué par la pénurie de viande et surtout son coût. En effet, la spéculation sur la viande de boucherie des éleveurs-chevillards, qui en assurent le monopole, est partout qualifiée de « scandaleuse ». Mais ces seigneurs de la boucherie sont protégés par les bureaucrates qui sont souvent eux-mêmes ces affairistes. Les résultats sont catastrophiques. Depuis novembre 1979, les Galeries algériennes n'ont pas importé d'oeufs. Les accidents sont nombreux : on utilise la dénomination « oeufs frais » pour des produits dont le contrôle vétérinaire est impossible à déterminer. Avaries et épidémies sont redoutées. L'hebdomadaire « Algérie-actualités » est même contraint de dénoncer cette situation en expliquant que la CNAN (Compagnie maritime d'Etat) est victime à la fois de la paralysie du port d'Alger engorgé par les navires et les cargaisons en attente de déchargements et de l'absence de services vétérinaires. Incurie, inorganisation, népotisme bureaucratique, la crise de l'appareil de la Santé publique en arrive à cette conséquence que le taux de la mortalité infantile est de 114% en 1977 du fait des déséquilibres alimentaires. Un enfant sur cinq meurt avant d'avoir atteint l'âge de 1 an et la malnutrition, le rachitisme en 75, frappent 25% des enfants et 50% des femmes enceintes...

La lecture de la presse est aussi un sujet déconcertant pour l'étranger. Chaque jour, les journaux dénoncent l'incurie et le dysfonctionnement d'une économie malade de la bureaucratie. Telle enquête sur telle wilaya où se déroule la révolution agraire, telle opération à Alger ou à Oran est l'occasion de dénoncer la corruption des cadres et de l'administration locale. Surprenante liberté de critiques, mais qui n'est qu'un leurre car les lecteurs de ces collectifs n'ont aucun moyen d'action pour peser sur ces scandales quotidiens. Malgré leurs tares, les fonctionnaires corrompus sont indélicables. Au pays du socialisme maghrébin, la presse n'est qu'une soupape de sécurité.

Il faut avoir vu les Algérois dévaliser les échopes à l'arrivée du « Monde ». La fringale d'informations est générale. Ce quotidien, quand il n'est pas interdit, vend près de 25.000 exemplaires en Algérie. Mais depuis près de trois semaines, il est censuré par les autorités et le correspondant permanent Daniel Junqua est « rappelé » à Paris pour cause d'« événements kabyles ». Il ne rest donc qu'« El Moudjahid » que ses lecteurs devorent à la terrasse des bistrot de la première à la dernière ligne. Autre grand succès la presse tiers-mondiste française : « Afrique-Asie », « L'Economiste du Tiers-Monde », « Afrique demain », « Afrique-Asia » sont dévorés par le lectorat algérien. Cette presse indigeste, anti-impérialiste, largement stépidée idéologiquement ou économiquement par les régimes socialistes arabes crée un curieux sentiment chez le voyageur français. Cette spécialité éditoriale - le discours anti-colonialiste et anti-impérialiste - dont la France progressiste s'est faite la championne, occulte délibérément toute critique des régimes qui lui sont favorables. Aucune critique des socialismes autoritaires nationaux, toute analyse des phénomènes bureaucratiques et népotistes en sont écartées.

Dans les bistrot, les garçons en veste blanche vous demandent sous le manteau « Libération » ou « Le Matin », (interdits) « L'Humanité », depuis les événements de Tizi-Ouzou n'est même plus autorisé par la censure. Restent donc les Temps modernes, les Cahiers du cinéma et Pif le chien diffusés avec des mois de retard...

La recherche de toute information étrangère non-codée est la principale activité des étudiants. Seul le poste de radio audible, RMC est largement capté et écouté. Mais là aussi, la SOFIRAD, la société de l'Etat français qui contrôle la radio monégasque, scandalise le voyageur : tout au long des événements kabyles, la direction de RMC a subi les injonctions du gouvernement français. L'impasse sur les événements de Tizi-Ouzou a été totale. Il ne fallait pas mécontenter les autorités algériennes avant l'arrivée, lundi dernier, de la commission française chargée de négocier à Alger l'épineux problème du réajustement du prix du gaz liquéfié d'Arzew...

Libération  
21/5/1980

Tous les événements que la Grande Kabylie a eu à connaître pendant quinze jours ont donné lieu, dans la presse algérienne, à différentes interprétations. Il n'est guère facile, au hasard des rencontres et des lectures, de saisir toutes les subtilités qui opposent clans, groupes et fractions rivales qui peuplent l'appareil d'Etat algérien. On a affaire ici à des progressistes, à des nationalistes islamiques, à des nationalistes laïques proches des pays de l'Est, à un « parti occidental »... Mais ce sont les partisans de l'arabo-islamisme proches des thèses iraniennes et lybiennes qui inquiètent le plus les jeunes intellectuels. Les partisans de Mohamed Yahiaoui « patron » du FLN, suscitent un islamisme nationaliste et religieux qui sévit pour le monopole de la langue arabe moyen-orientale jusqu'au soutien radical de la religion islamique. Ainsi, dans les rues d'Alger, j'ai rencontré ces fameux « révolutionnaires » dénoncés en son temps par Boumediène, défilant en chéchia, et en djellabah, les yeux extatiques, portant à bout de bras des affiches réunissant l'imam Khomeiny et Yasser Arafat. A la face de lettres, en plein centre d'Alger, un tribunal islamique a jugé et condamné à plusieurs années de prison un jeune universitaire de l'UNJA favorable à la révolte berbère. Heureusement livré à la police, il fut relâché quelques heures plus tard après un contrôle d'identité.

Soutien de Yahiaoui, les militants du PAGES (Parti de l'avant-garde socialiste) proches des thèses soviétiques. Au cours des événements de Tizi-Ouzou, un fonctionnaire de l'ambassade soviétique à Alger contactait les journalistes et, à l'appui d'un tract du PAGES, assurait les correspondants du loyalisme national de ces « communistes » algériens. Les militants du PAGES peuplent largement l'appareil d'information et les institutions culturelles. Cinéphilie, théâtres, animateurs culturels, critiques littéraires, les Pagesistes sont partout dans la presse. Ils sont la voix culturelle de la révolution socialiste. S'ils ont utilisé les événements de la Grande Kabylie pour s'en prendre à l'incurie des bureaucrates locaux du FLN ils ont changé de discours au lendemain de la répression violente de Tizi-Ouzou. Depuis, ils se taisent.

Dans le Boeing 747 Alger-Paris, un Algérien portant beau, la soixantaine blanchissante, fait sa provision de Chanel n°5 et de cartouches de Dunhill détachées. M'avanant gagner un salaire de 6000 dinars par mois, cet Algérien religieux et membre du FLN sera à la retraite l'an prochain. Il créera alors une entreprise de réparations de mécaniques automobiles Diesel. En Algérie, lui demandai-je ? « Pas du tout, en Lybie... Pour les devises étrangères... » A Orly, un chauffeur et une voiture de fonction l'attendaient.

ALAIN DUGRAND

## Libre opinion

### «Les semeurs d'espoir»

par Mohamed Harbi

Le problème de l'Etat, lieu d'organisation privilégié des intérêts bourgeois est au cœur des crises d'identité qui secouent l'Algérie.

Si l'arabo-islamisme s'exacerbe et jette les étudiants arabisants dans la rue, c'est que l'arabisation promise depuis 1962 n'aboutit pas et ne peut pas aboutir : conçue et menée comme une opération de contrôle social, elle est l'objet de manipulations politiques de lapart de nouvelles féodalités qui visent à investir l'Etat.

Si les bénéficiaires de la culture en français, arabophones et berbérophones, reguignent, c'est que leur prééminence politique et sociale est remise en question par tous ceux qui veulent gérer la langue arabe pour orienter la parole du peuple. Ils ont cependant raison de souligner que la confusion entre la langue arabe, la religion et le conservatisme mène droit à une traditionalisation qui compromet la modernisation du pays même si on se doit de leur objecter que les masses ont raison d'être hostiles à une modernisation à l'iranienne.

Si la Kabylie se révolte, c'est que depuis 1962, l'Etat algérien, héritier de la tradition jacobine française et des pratiques répressives du despotisme oriental, cherche à briser toutes les diversités. Il interdit le pluralisme culturel pour ramener autour de lui un peuple diversifié en utilisant l'idée de nation, il centralise l'économie, se fait entrepreneur culturel et rejette dans les marges tous ceux qui pourraient faire obstacle à ses tentatives d'intégration. L'aménagement du territoire et le développement servent moins à répondre aux besoins des populations qu'à renforcer le pouvoir incontrôlé de la caste dirigeante. L'attention particulière accordée à la Kabylie depuis 1964 vise d'abord, il faut le dire et le répéter, à faire avaliser l'élimination des représentants enracinés dans le terroir et la réduction de la revendication culturelle, source de pluralisme.

L'arabo-islamisme consacré par voie autoritaire doctrine officielle du FLN depuis 1956, conforte l'Etat dans son jacobinisme et justifie l'exclusive contre la culture berbère parce qu'elle réintègre le pluralisme dans le champ politique. Idéologie inapte par définition, à assimiler l'apport antérieur, à la conquête arabe, l'arabo-islamisme ne peut déboucher que sur la répression culturelle et l'étouffement de l'esprit critique.

Les tentatives coloniales

de dresser les Algériens les uns contre les autres pour s'opposer à la reconnaissance d'une entité nationale ne peuvent être décevantement opposées à la reconnaissance de la langue berbère. Faut-il rappeler à ce sujet, que les hommes qui avaient soulevé en 1949 dans le Parti du Peuple Algérien, la question culturelle berbère se recrutaient dans le parti de l'insurrection et que nombre de leurs adversaires étaient des réformistes. Que la colonisation ait cherché à utiliser la spécificité berbère à son profit ne préjuge en rien de sa réalité. Soutenir le contraire revient à dire que le problème berbère existe parce que la France a eu une politique kabyle. Ce raisonnement spécieux rappelle celui du gouvernement français, qui en 1964, imputait la révolution algérienne à la politique de l'Egypte.

Pas plus que la politique coloniale française, la primauté du développement ne saurait être invoquée contre la satisfaction de la revendication culturelle berbère en Kabylie. L'argument de la croissance dont l'écrasante majorité des Algériens ne connaît les déboires, sert à légitimer une stratégie d'intégration nationale dans un cadre absolutiste et à occulter la formation accélérée d'une nouvelle bourgeoisie. La lutte pour l'enseignement du berbère est une lutte légitime dont l'aboutissement doit être celle de tous les Algériens réellement soucieux d'unité.

Elle a rouvert le débat sur les choix fondamentaux de l'Algérie que le FLN a arbitrairement clos en 1956. Portée par des générations nouvelles qui n'ont pas « été à la soupe », elle a agi comme un révélateur des mécanismes de pouvoir et mis à nu, le formalisme des institutions et la nature répressive du régime algérien.

C'est donc une revendication démocratique qui repose dans leur ensemble, les rapports de la société civile et de l'Etat et permet de reconstruire une Algérie où la diversité dans la liberté, la tolérance religieuse, la laïcité, l'égalité totale de l'homme et de la femme, l'anti-racisme, deviennent concevables.

Tous ceux qui veulent prémunir l'Algérie du péril de la régression et faire en sorte qu'elle ne soit plus l'archipel de la totalitarité doivent s'élever contre les prétentions du gouvernement algérien d'exclure les citoyens de la solution de leurs problèmes. Ils doivent condamner la répression en Kabylie et se mobiliser d'urgence pour la libération des détenus, « ces semeurs d'espoir ».

Sans Frontière  
6/5/1980



# JE SUIS KABYLE, ALGERIEN ET ARABE

Dans un grandiose élan révolutionnaire, le pouvoir algérien, ses plumitifs du *Moudjahid* et autres bonnes feuilles, se sont jurés de ne point passer pour des moitiés de cons.

Il est vain d'essayer de trouver dans les réactions du pouvoir et de ses scribouillards un semblant de caricature d'honnêteté, ou de bonne foi, qui permettrait d'engager un débat de réflexion sur les revendications culturelles de ces Algériens qui sont les Kabyles.

Il faut se résigner avec beaucoup d'efforts à mettre ce flot de « fiente verbale » déversé sur le peuple algérien au compte des grandes tâches d'édifications socialistes démocratiquement décidées.

On reste pétrifié devant le surréalisme des commentaires de la presse algérienne. Démentée dans la perfidie, la couardise et le mépris de l'autre. La raison vacille, la connerie l'emporte... Plus grave la connerie assassine.

Ces ânes (H'achakoum) qui nous gouvernent ont parfaitement compris, soyez-en sûrs, toute la problématique culturelle des peuples (pour preuve le *Moudjahid*... qui parle au nom du peuple).

Ces ânes donc, ont parfaitement pigé, eux qui accusent le mouvement d'être à la solde de l'étranger, le concept d'état nation, concept né bien avant le Hard rock ou les punks... en Occident.

Messieurs du pouvoir, est-ce au nom de ce concept que vous empêcheriez ce peuple de parler sa langue, et à ses enfants de l'apprendre dans ses écoles ?

Pâles et serviles copies de l'Occident, l'Algérie que vous le vouliez ou non, ne sera jamais cette nation monolithique dont vous

avez par manque d'imagination, été chercher le modèle clé en main à l'étranger.

La Nation arabe ? Celle dont vous parlez... Idem. Caricature de nation où de l'Atlantique à la Syrie, on réprime et on torture ceux qui osent ouvrir leurs gueules.

## Vos petites frontières

Vous n'avez vraiment pas l'air cons dans vos costards trois pièces et vos petites frontières de nous parler de nationalisme, et de Nation Arabe. Alors que dans le même temps vous vous acharnez à détruire une composante de la culture algérienne, et au-delà du monde arabe (celui dont je parle n'est pas le vôtre certainement). Kabyle, Algérien, arabe... Je suis ! Toi l'immonde crapule qui donne des leçons de patriotisme. Immonde crapule quand tu te revendiques du million et demi de martyres de la révolution pour me taxer d'agent de l'étranger ! Immonde crapule encore quand tu exhumes ces martyres et nous les montre à la face du monde comme les putains montrent leurs cuisses.

L'invective certes fige, mais quoi, cela soulage quelquefois, merde !...

Sur le fond tout de même, qu'en est-il ? Serait-ce seulement un problème kabyle ? Pour sûr non ! Cette explosion soudaine n'est que l'aboutissement naturel et logique des contradictions accumulées au fil des années. Contradictions d'autant plus insensées et cruintelles que l'Appareil dirigeant du Parti et de l'Etat a toujours éludé, la réflexion sur la composante culturelle de la société algérienne.

Il parle de patriotisme culturel de l'Algérie, mais qu'en a-t-il fait ?... Rien... Si ce n'est de l'avoir sclérosé. Dans sa faillite et son inefficacité il persiste à se présenter comme défenseur de l'héritage culturel, et taxe de « vils comploteurs » ces Algériens qui sont descendus dans la rue pour exprimer leur ras-le bol de l'inertie chronique des appareils dirigeants. Ces gens dans la rue, ce qu'ils ont violemment signifié au pouvoir, c'est qu'un patrimoine ou un héritage culturel ne peut être réduit dans nos sociétés à une simple référence anecdotique. Il n'est de sociétés qui ne se définissent à des degrés divers par rapport à son héritage culturel. Par là même, à Tizi, était posée la question du « rapport à cet héritage ».

Rapport de folklorisation, et d'objet de curiosité dans un cas où alibi dans l'autre, pour le pouvoir.

Rapport d'assimilation critique, et plateforme de projection dans le futur pour tout non-déficier incurable.

## Impérialisme culturel

Vouloir construire l'unité nationale sur des frustrations, sur l'ignorance des réalités profondes et du fonctionnement de ses structures relève de la démente et sans trop chercher, de l'impérialisme culturel.

L'identité culturelle a été le moteur de l'histoire du Mouvement Révolutionnaire Algérien, et cette même motivation joue aujourd'hui dans la revendication kabyle. Eléments antipatriotiques disent-ils !... diversion et injure facile. Le patriotisme dans la mesure où il jaillit du terroir et est un

sentiment élémentaire qui obéit à l'instinct, est précisément contenu dans le mouvement berbère.

Ce mouvement loin d'être le fait de groupe d'opposition ou d'éléments antinationaux manipulés, est bien au contraire un mouvement populaire qui a ébranlé le pouvoir central habitué au ronronnement de ses appareils.

Après coup il y dessine la main de l'étranger, mais pendant des années, il n'a pas vu la course de la main algérienne lui arriver dans la gueule.

L'exigence collective, de destin, impose que l'on considère la diversité ethnique et linguistique comme composante de base de la société algérienne, et au-delà du monde arabe. Autour de la langue de communication commune peuvent s'épanouir des cultures spécifiques. C'est à cette exigence que tient la réalité de nos entités nationales, et du monde arabe. La reconnaissance des spécificités culturelles et leur développement est précisément ce qui dynamiserait le sentiment de l'appartenance à une entité politique définie. Celle des états et d'autre part une aire culturelle plus vaste celle du monde arabe.

Mais là est toute la problématique... car qui dit culture dit objet de connaissance et donc mutations décisives : et là du Maroc à la Syrie il est peu probable que...

Le pouvoir algérien dans cet épisode s'en tire aussi lamentablement que le pouvoir tunisien dans le soulèvement de GAFSA. Les mêmes arguments, les mêmes justifications...

Au fait, étaient-ils berbérophones ou arabophones à Gafsa ?...

J.S.K...

## POINT DE VUE

# Le pouvoir a politisé lui-même le problème

par Ali Sayad

### L'ISLAM ORIGINEL

L'Islam a été institutionnalisé puisque dans la Constitution, l'Islam est la religion d'Etat. Ce n'est pas une question de conviction personnelle. L'imam, chef religieux, est un fonctionnaire et perçoit un salaire. Tout ça a pour but de caporaliser l'Islam ; non pas l'Islam tel qu'il est ressenti par les populations mais donner un islam qui est absolument différent de l'Islam algérien parce que celui-ci rend compte des croyances populaires. L'Islam maghrébin n'est pas l'Islam originel. Le ministère des affaires religieuses (ministère des Habouzs) a été rattaché à la présidence pour lui donner plus de poids et tend à enseigner l'Islam originel tel qu'il était enseigné par Ben Badis.

### C'EST QUOI L'AUTHENTICITE ?

Un certain nombre d'organisations, dites de bienfaisance en faveur des immigrés, n'ont rien fait pour permettre à l'immigré sa réinsertion au pays. On lui enseigne deux langues qu'il n'est pas ancré à pratiquer au pays, dont l'arabe classique. Quand le jeune immigré part, il est complètement perdu au nom d'une authenticité algérienne. Or, il n'appartient pas à d'autres de nous la donner ; il appartient aux Algériens de se la fixer, de la récupérer. Et puis, l'authenticité est un mythe qui ne veut rien dire.

### ALI SAYAD

Ethnologue, directeur de la revue d'études berbères *Tisuraf* (à petits pas) et membre du comité de défense des droits culturels en Algérie.

L'Afrique du Nord a été le pays des Berbères et à la suite des hasards de l'histoire, une partie de la population a été arabisée, mais l'arabe algérien, entre autres, est un vocabulaire arabe sur une grammaire berbère. En fait, l'arabe classique est une langue qui nous est étrangère, qui n'est parlée par personne. Les arabisants qui pratiquent, tous les jours, par l'écrit cette langue, ne la pratiquent pas quotidiennement dans leurs rapports avec les gens. Pour acheter du pain, on utilise soit le berbère, soit l'arabe algérien. C'est au nom d'un nationalisme arabe qu'on nous impose cette langue. Or, la nation arabe est un mythe qui n'a jamais existé. On veut reproduire le moyen-âge où l'arabe classique avait effectivement produit ses chirurgiens, ses philosophes... Mais à partir des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> siècles, cet arabe mythique qui était réservé seulement à une certaine caste de clercs, ne s'est jamais reproduit. La masse populaire a toujours été étrangère à cette langue qui appartient encore aujourd'hui aux clercs. L'arabe classique est une séquelle du colonialisme. On a encouragé l'Arabe en Algérie comme moyen d'échange sur le marché ; or, celui-ci n'a jamais utilisé l'arabe classique. Aujourd'hui, le pouvoir, mais déjà à partir de Ben Bella qui disait « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes... », a suivi cette séquelle et c'est ainsi qu'il y a eu une marche vers l'arabisation. Si avant, le combat c'était l'ancien colonisateur, aujourd'hui, le combat est pour l'identité nationale où la nation algérienne doit reconnaître ses composantes

qui sont l'arabe algérien et le berbère.

### LA GOUTTE QUI FAIT DEBORDER LE VASE...

En Algérie, il n'est pas possible de manifester pour des revendications politiques ou sociales. Seul le culturel pouvait l'emporter. Ayant été effectivement écrasée, la population en a eu ras-le-bol, si bien qu'une conférence, « poésies anciennes de Kabylie », qui n'a vraiment aucune signification, mais qui fait partie du patrimoine culturel, ayant été interdite, cela a déclenché une manifestation pacifique des étudiants. Face à cela, le pouvoir a répondu par les armes, par la force. Donc, à partir du moment où le pouvoir a répondu par les armes, par l'agression, par la répression, il a politisé lui-même le problème.

### LE PHENOMENE N'EST PAS REGIONAL

Le phénomène n'est pas régional comme une certaine presse l'imagine. Il est national. Le problème ne s'est pas posé seulement à Tizi-Ouzou mais dans l'ensemble du département de la Kabylie : Bougie, Batna, Sétif, Bouira ; suivi à 100% à Alger. La grève n'était pas seulement estudiantine, mais concernait aussi les travailleurs et les paysans. Les usines SONELEC et SONEGAL, les usines textiles ont suivi le mouvement. Mieux, ils ont formé des comités de défense des droits culturels ainsi que dans d'autres universités régionales comme Bel Abbes, Batna au nom de l'arabe algérien, du berbère, et

Sans Frontières 6/5/1980



Depuis la mi-mars, le problème berbère est au centre de l'actualité. Parti sur un problème culturel, il débouche aujourd'hui sur un problème politique de fond qui en fait, était latent. Parmi la foule d'anonymes « interpellés », des artistes dont le seul crime est de répercuter les volontés profondes de leur peuple.

contestation. A Paris, nous avons rencontré Idir, chanteur algérien, interprète du fameux « Avava nouva » et Ali Sayad, membre du comité de défense des droits culturels en Algérie. Tous deux, lors d'une discussion, nous donnent leur point de vue, et comment ils s'intègrent face au problème culturel qui est soulevé.

Idir, après son retour de Belgique, a décidé d'aller en Algérie, rejoindre les autres, parce que vivre dans l'incertitude de nouvelles gonflées au pas, n'est pas une solution pour lui.

Nous avons une culture qui nous est propre depuis des millénaires. En passant neuf mois dans le ventre de nos mères, les premiers sons que nous entendons sont les siens. Au foyer on s'exprime d'une certaine manière ; on sort de la maison pour aller à l'école on apprend autre chose ; autre chose que l'on ne retrouve pas dans ce que l'on a appris à la maison... Cette différence fait déjà en nous des opprimés parce que ce que l'on apprend à l'extérieur nous est imposé. On nous empêche même de développer cette atmosphère dans laquelle nous baignons : notre propre culture. Et c'est à partir de là que les réactions se légitiment.

POURQUOI LA CHANSON ?

La chanson est un moyen des plus accessibles à la culture. Les autres formes d'expression sont pratiquement inexistantes. Du côté de la tradition kabyle, tout ce qui était théâtre, chanson était mal vu, car c'était vendre sa personne, sa voix. Pour une tribu particulariste comme la nôtre il ne fallait pas que l'on sache ce que nous possédions... Il n'y avait pas encore de prise de conscience collective de la berbèrité. Toutes ces difficultés ont fait qu'il n'y avait aucun mode d'expression valable si ce n'est la chanson qui s'échappait par le biais des bergers, des parias, des hors la loi, et de tous ceux qui se moquaient de la loi du village ou de la loi des hommes. Il y avait des troubadours qui venaient chanter en échange de poignées de figues, des gens qu'on ne considérait pas vraiment intégrés à la société kabyle. Les poètes

aussi comme Si Moh ou M'hend qui a été rejeté de son village et a dû quitter la Kabylie pour pouvoir écrire. A travers son œuvre on ressent tout ce qu'un prisonnier peut éprouver. Même à la création de la radio kabyle, il y a eu énormément de difficultés pour ceux qui y travaillaient, notamment les chanteurs. Jusqu'à moi qui ai commencé en \*1973. Si mon père n'était pas mort, je n'aurais certainement jamais pu chanter. L'art n'est pas considéré comme un moyen d'expression...

Au lendemain de l'indépendance, il ne se faisait rien du point de vue culturel. La chanson est née surtout de l'émigration. Les gens venaient ici. Ils étaient séparés de leur contexte familial, sociologique, du village ou de la tribu. Ils vivaient dans d'autres conditions... Donc forcément ils chantent et quoi ? La terre qui est loin, les enfants qu'ils ont laissés, la misère dans laquelle ils sont... C'est la réaction à un phénomène d'oppression. La prise de conscience était telle que n'importe qui chantait. Il n'y avait pas de belle ou mauvaise voix, de bons ou de mauvais musiciens, on venait dire des paroles sur un support musical archaïque et cela passait. Vers 72-73, la prise de conscience des gens venait à parler de l'identité culturelle, de retour aux sources. Nous avons une raison de vivre, nous avons des motifs... nous les avons transposés là-dedans. Et c'est dire qu'est née la nouvelle forme de chanson kabyle qui a commencé à être plus engagée, plus contestataire.

IL Y A DES MAINS QUI SE TENDENT

Au début cela a été une manœuvre de stockage... des descriptions peut-être un peu naïves sur notre mode de vie, des relations que nous avons entre nous, notre originalité par rapport à ce qui nous entourait, de ce que l'on nous enseignait à l'école et de ce que l'on vivait à la maison... Maintenant c'est arrivé au stade où l'engagement devient politique. Ce qui est dommage parce que c'est un peu une fausse route on a commencé par la Kabylie. On était à l'échelle de la famille, ensuite à l'échelle du village, ensuite à l'échelle d'un clan, de la tribu. On sort un peu à Alger parce que le Kabyle a longtemps été replié sur lui-même jusqu'à ces deux, trois dernières années. Les gens pensaient kabyle et n'essayaient pas de s'ouvrir un peu, de respirer. Cela se retrouvait dans la chanson. On chantait le Djudjura, la femme kabyle, le petit lait, la robe

kabyle... Maintenant cela commence un peu à dépasser ce qui avait un lien direct avec la région. Mais on n'est pas sorti de l'auberge. Ça fait peur à certains mais je les comprends. La prise de conscience n'est pas encore totale. Elle n'est pas encore arrivée là où elle doit arriver comme de chanter aujourd'hui en arabe aux gens qui ne comprennent pas le kabyle. Si on le fait, les gens vont prendre cela comme une lâcheté, une trahison. C'est dire qu'on est à un point assez primaire de ce côté-là. Après il s'agit de prendre conscience d'autres groupuscules kabyles à l'échelle nationale : les Aurès, les Touaregs... d'essayer d'établir des contacts avec eux et les lier directement à l'identité al-

Sans Frontière 6/5/80

Sans Frontière 6/5/1980

A Paris : Du côté des cafés...

Des centaines de blessés ? Peut-être des morts ? Des dizaines d'arrestations tant à Alger qu'à Tizi-Ouzou, « Radio-Trottoir » a traversé la mer examinant avec elle les rumeurs les plus folles et des plus alarmistes...

Faute d'informations de la part des autorités algériennes et du « tout va bien » (El Moudjahid). L'isolement de la Kabylie ne fait que renforcer l'idée qu'il y a eu un « massacre » durant les trois jours d'émeute à Tizi-Ouzou. Une maladie s'est emparée des Algériens depuis les événements : « la journalité ». Il n'est pas rare de rencontrer un Algérien avec deux ou trois journaux sous le bras, bien qu'une certaine méfiance règne à l'égard d'une presse nostalgique connue pour ses sentiments anti-algériens. « On veut savoir ». « Pourquoi n'avez-vous pas envoyé l'armée occuper la Kabylie ? ». « Que veulent les étudiants ? ».

Ici, beaucoup de travailleurs ont leurs enfants scolarisés dans les différents lycées de la région de Tizi-Ouzou. C'est donc leur progéniture qui s'est affrontée trois jours durant avec les C.N.S., ces « gladiateurs ».

Autant dire que dans la communauté algérienne de Paris, l'émotion est grande. Chacun ici voudrait être rassuré sur sa famille. De Barbès à Ménilmontant, en passant par Stalingrad, Crimée, Jaurès, etc. Les discussions vont bon train. Au moins, ici, le débat est ouvert.

berbère comme une composante de la culture d'ensemble algérienne, d'un autre côté on reconnaîtra l'arabe dialectal en tant que tel et les communications se feront. C'est pour cela que personnellement je combats à travers la chanson.

Comme il peut y avoir un problème entre l'arabe et le kabyle, il peut y avoir le problème entre le fils d'immigré qui parle le français le père qui le parle moins. J'ai remarqué qu'il y avait un fossé entre le père qui a une certaine culture et les jeunes qui sortent de la rue et qui écoutent autre chose à la radio. Depuis que cette musique est née, elle met à contribution le vieux et le jeune. Ils se retrouvent en elle. Le texte rappelle des

Azazga, Sidi Aïch, Ain El Hammam, Akbou, etc. Autant de bourgades de Kabylie d'où sont issus nombre d'immigrés algériens. En effet, 65% de la communauté algérienne vivant en France est originaire de Kabylie et particulièrement de la région de Tizi-Ouzou.

Après les scènes d'émeutes de ces derniers jours qui ont secoué toute cette région, l'émotion cède la place à l'indignation. Pourtant, les cafés ont retrouvé une de leur fonction que l'on avait cru morte : celle d'être un lieu de débat (sorte de djemma du village).

On s'interroge sur les motivations des étudiants. Pourquoi le pouvoir a-t-il choisi la force au dialogue ? Vraiment, on ne comprend pas ! Comment a-t-on pu en arriver là ? Envoyer l'armée occuper la Kabylie du reste de l'Algérie. D'après certains témoignages de travailleurs arrivés du pays ces derniers jours, des blindés camperaient aux portes de la ville et deux bataillons de parachutistes seraient venus renforcer les C.N.S. et les gendarmes. Ceux qui reviennent du pays parlent aussi de plusieurs dizaines d'arrestations dont les chanteurs Ait Menguelet et Ferhat, le groupe Yougourten...

choses-à vieilles et la musicalité n'est pas étrangère au jeune. Il se crée un moyen de communication qui ne se faisait peut-être pas avant. Les jeunes se font même traduire le texte qu'ils possèdent mal.

Au départ j'étais aussi traditionnel que possible et par la suite j'ai senti ce besoin de dépasser ce cadre et de me rattacher à une cause politique. Parmi les chanteurs kabyles, nous sommes tous d'accord pour une cause commune, une revendication culturelle, mais quand il s'agit de greffer, là-dessus, une idéologie politique, cela devient autre chose.

Propos d'Idir recueillis par Anthée

Dans un café d'Aubervilliers, un vieux travailleur en congés en Algérie au moment des événements dira : « Je ne pouvais croire qu'on en arriverait là entre Algériens. Ce sont les C.N.S. qui ont fait le plus de mal, ils sont arrivés par un train spécial venant de Sidi-Bel-Abbes. Quand ils ont pris l'université, ils ont chargé baïonnette au canon. Je suis sûr qu'il y a eu des morts. Le lendemain, toute la population des montagnes est descendue sur la ville pour savoir ce qu'étaient devenus les étudiants. Et les affrontements avec la police ont repris de plus belle et

cela a duré pendant trois jours. Je ne sais pas lire pourtant j'achète les journaux pour voir s'il y a des photos. Au début, je n'ai pas bien compris ce qu'ils voulaient, les étudiants. Je savais qu'il y avait une histoire de langue kabyle, oui, enfin qu'ils manifestaient pour pouvoir parler notre langue sans honte ; après tout, le kabyle est une langue d'Algérie. Moi, je n'ai jamais fait de différence entre un Constantinois, un Oranais ou un Kabyle. Nous avons fait la guerre ensemble pour le même drapeau. Les Français n'ont pas réussi à nous faire plier pendant 130 ans, alors, quand je pense à ceux qui sont morts pour l'Algérie, j'ai honte ».



Beaucoup, de l'âge d'Ahmed, me diront à peu près les mêmes choses. La honte : voilà ce qui revient sur toutes les bouches des « vieux ».

Jusqu'à maintenant, j'avais confiance dans le gouvernement, mais après ce qu'il vient de se passer, c'est fini. Boumediène, lui, il aurait pas fait ça, il est bien mort, pourtant, je souhaite de tout mon cœur que tout cela se passe vite car on peut craindre le pire. J'ai peur de la guerre civile et l'Algérie n'a rien à y gagner ».

Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, dans les cafés, l'heure est à l'indignation surmontée d'un sentiment d'impuissance. Tel Ahmed, la cinquantaine, que j'ai rencontré dans un café tout proche de Stalingrad, et à qui je demande ce qu'il pense de ce qui se passe en Algérie en ce moment :

« Ecoute, j'ai deux fils : l'un est étudiant à Tizi-Ouzou et l'autre travaille à la SONELEC. Avec tout ce que j'entends, j'en suis malade...  
dire notre culture qu'elle soit d'origine arabe ou berbère ».

L'intervention de Mohand jette un froid dans le café. Plus personne ne parle. Areski va vers le bar fuyant le débat. A la table voisine, les dominos claquent... c'est reparti pour un tour.

Voilà l'ambiance qui prévaut dans les cafés algériens. Des sentiments mêlés de honte, d'angoisse et de révolte...

Par contre, c'est à Barbès que j'ai rencontré le moins de compréhension pour les étudiants de Tizi-Ouzou, hormis quelques cafés. La peur de la division hante les esprits, plus sensibles à la propagande officielle ici. Tahar, un jeune étudiant que j'ai rencontré dans un bar de la Goutte d'Or, m'explique qu'il n'est pas contre les revendications avancées

Dans un autre café de la rue Caillé, un représentant de l'Amicale essayait d'« accrédi-ter » la version officielle. « C'est un complot des Marocains et des Français pour briser notre unité nationale et casser notre révolution ».

Areski a aussi la cinquantaine, il croit dur comme fer à la thèse du « complot orchestré de l'étranger ». A l'autre bout du bar, un jeune l'écoute sans rien dire puis soudain, lui lance sans détours : « Tu as bien appris ta leçon dans El Moudjahid. Ceux qui sapent l'unité nationale sont au gouvernement. Qui crée le climat de guerre civile en envoyant l'armée occuper la

Kabylie et en la coupant du reste de l'Algérie ? Sache que je suis d'accord avec les revendications des étudiants. Nous devons défendre les étudiants mais...

« Et si c'est vraiment un coup de Hassan II pour nous attaquer comme en 68 ? Je n'ai rien contre la

langue berbère. Je pense que sur le fond, leurs revendications sont légitimes mais que le moment est mal choisi. Je pense que le pou-

voir a commis une grande erreur en interdisant la conférence que devait donner M. Mammeri. Enfin, nous verrons bien ! L'Histoire tranchera... ».

Après ces petites « tournées » de bistrot en bistrot, « pour » ou « contre », « Kabyle » ou « Arabe », tout le monde attend un geste d'apaisement et surtout que l'on retire les forces de répression de Tizi-Ouzou. Beaucoup sont sans nouvelles de leur famille. Et comme la rumeur, la colère pourrait bien aussi traverser la mer...

Farid Aïchoune

## DOCUMENTS

Lundi 7-4-80

COMITE DE DEFENSE DES DROITS CULTURELS EN ALGERIE

A P P E L

RASSEMBLEMENT SILENCIEUX DEVANT L'AMBASSADE D'ALGERIE A PARIS  
( 1E, rue Hamelin, 75016 PARIS - Métros : BOISSIERE ou KLEBER )

Ce rassemblement n'est sous l'égide d'aucun parti politique

Le 10 mars 1980, une conférence sur la poésie berbère ancienne au Centre Universitaire de Tizi Ouzou a été INTERDITE; le conférencier, Mouloud MAMMARI, a été séquestré et reconduit par la police jusqu'à la limite du département.

Contre cette mesure arbitraire, les étudiants et la population, solidaires, ont manifesté dans les rues et devant les bâtiments officiels à Tizi Ouzou, à Larba n'ath Iraten et à Azazga pour la reconnaissance de leur langue et de leur culture maternelles. Depuis, le mouvement s'est généralisé à l'ensemble de la Kabylie.

Cette interdiction s'inscrit dans une pratique de répressions culturelles systématiques en Algérie. Quelques exemples :

- suppression de la chaire de berbère à l'Université d'Alger (1973);
- la "fête des cerises" à Larba n'ath Iraten : 3 morts (1974);
- à Seddouk, arrestation de jeunes, détentions sans procès, incorporations d'office dans l'armée (1974) ;
- différentes manifestations culturelles en arabe algérien et en berbère ont été continuellement interdites : Kateb Yacine, Aït Menguellat, Idir, etc...
- des chanteurs mozahites et touaregs ont été empêchés de quitter le territoire national à l'occasion du premier festival berbère à Paris (juin 1979) ;
- récemment encore (janvier 1980), les chanteurs du groupe Azrou d'Arris (Aurès) ont été arrêtés...

Toutes ces mesures émanent directement du pouvoir central qui s'abrite derrière les autorités locales. Ni les Universités, ni la population concernées n'ont droit à la parole. L'Amicale des Algériens en Europe tente de transposer ces pratiques en France : imposition de l'enseignement de l'arabe classique (moyen-oriental) dans les établissements scolaires français pour les enfants d'émigrés; intimidations et menaces contre ceux qui fréquentent les cours de berbère, etc...

DENONCIONS CES ATTEINTES AUX CULTURES POPULAIRES ET A LA LIBERTE D'EXPRESSION !

En toutes occasions, les langues populaires (berbère et arabe algérien) sont réprimées; la presse, écrite et télévisée, est donnée dans les langues étrangères que sont le français et l'arabe moyen-oriental; depuis les écoles primaires jusqu'à l'université, nos langues nationales sont bannies. Certains groupes dirigeants veulent avoir le monopole de la culture algérienne, au mépris des cultures populaires.

POUR L'ENVIRONNEMENT DES LANGUES MATERNELLES EN ALGERIE ! POUR UNE CULTURE AUTHENTIQUEMENT NATIONALE ! HALTE A LA REPRESSION ! aujourd'hui en Kabylie, demain PARTOUT ! Manifestons notre opposition à l'oppression culturelle : TOUS DEVANT L'AMBASSADE LUNDI 7 AVRIL A 15 h.

Imp. Spé.

143

devant l'ambassade à 15h



Compatriotes et Amis,

L'appel à ce Rassemblement du 7 avril lancé par le Comité de Défense des Droits Culturels est d'abord un geste important de solidarité aux manifestants de notre pays qui se sont jetés dans la rue malgré l'omniprésence d'un puissant appareil répressif. C'est ensuite un mouvement conscient d'Algériens responsables, qui s'inscrit dans une série de luttes que notre peuple a mené depuis toujours et mène encore contre l'arbitraire et les mesures répressives institués par les gouvernements successifs de notre pays.

Aujourd'hui, ouvriers et intellectuels émigrés, à l'instar de nos compatriotes restés sur notre sol, nous nous élevons contre toutes mesures visant à diviser notre peuple et à nier l'identité culturelle de la Nation algérienne dans sa diversité.

Nous savons tous que l'interdiction de la conférence du 10 mars que devait tenir l'écrivain Mouloud Mammeri n'est qu'un maillon de toute une chaîne ininterrompue de brimades que notre peuple subit depuis longtemps. Les exemples d'une aussi sinistre politique totalitaire et répressive sont nombreux et pour n'en citer que quelques uns, rappelons :

- la suppression de la chaire berbère de l'université d'Alger (1973);
- la "Fête des cerises" à Larba N'ath Iraten : 3 morts (1974);
- l'arrestation de jeunes, les détentions sans procès, les incorporations d'office dans l'armée (Saddouk 1974);
- l'interdiction de manifestations culturelles en Arabe algérien et en Berbère : Kateb Yacine, Ait-Menguellat, Idir, Imaziyen Iaula, etc...;
- l'interdiction de quitter le territoire national à des chanteurs mozabites et touaregs devant participer au 1er Festival de la Chanson Berbère à Paris (juin 1979);
- l'arrestation récente des chanteurs du groupe Azrou (Aurès janvier 1980)...

Toutes ces mesures sont l'oeuvre du pouvoir d'Alger qui exclut le peuple entier des décisions le concernant et conduit l'Algérien à toutes formes d'aliénation.

Face à cette situation qui s'aggrave de plus en plus, le gouvernement en place, seul responsable de notre misère culturelle et de la négation de notre identité, répond aux aspirations légitimes de notre peuple par une aveugle répression. C'est pourquoi, le Comité de défense des Droits Culturels en Algérie, avec le soutien de toutes les forces de justice ici présentes,

- 1° dénonce la monopolisation des décisions, la politique d'aliénation culturelle;
- 2° exige l'arrêt et l'annulation immédiates des mesures de détention pour activités culturelles;
- 3° exige l'enseignement des langues maternelles en Algérie;
- 4° s'élève contre le quadrillage policier de la population;
- 5° se solidarise avec les manifestants à l'intérieur de notre pays dans leurs luttes pour le développement des cultures populaires (Berbère, Arabe algérien);
- 6° appelle l'opinion publique algérienne et internationale à soutenir nos luttes pour le respect des libertés démocratiques et la reconnaissance des droits culturels inaliénables.

Paris, le 7 avril 1980

AZAGLU ALA - AHERREZ WAL' ANEKNU !

TAMESLAYT NNEF DI TMURT NNEF !

YAL AGDUD YEHDAG TILLELI !

YIYEN USALAS UR ISALAI AXXAM !

HALTE A LA REPRESSION !

LE BERBERE A L'ECOLE !

POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES !

POUR L'UNITE POPULAIRE DANS LA DIVERSITE !

BIBLIOTHEQUE DE DARRIS NEGADI

## Lettre ouverte

au président Chadi Bendjedid,  
Président de la République Algérienne  
Libre, démocratique et populaire,  
Secrétaire Général du F.L.N.

• Amis de l'Algérie, nous nous permettons de rappeler les termes de la Déclaration universelle des Droits des Peuples, proclamée à Alger le 4 juillet 1976 et publiée à l'équivalent par "Le Monde" du 4 juillet 1976.

« Article 13 : Tout peuple a le droit de parler sa langue, de préserver et développer sa culture, contribuant ainsi à l'enrichissement de la culture de l'humanité.

« Article 14 : Tout peuple a le droit de ne pas se voir imposer une culture qui lui est étrangère.

« Article 19 : Lorsqu'un peuple constitue une minorité au sein d'un Etat, il a droit au respect de son identité, de ses traditions, de sa langue et de son patrimoine culturel. »

- En regard à l'existence, en Algérie, de plus de six millions de berbérophones, nous demandons, en application des articles précités, le respect de leurs droits culturels inaliénables :

1. L'arrêt des poursuites pour délits culturels;
2. L'enseignement de la langue berbère à l'école;
3. Le droit d'en faire usage par l'écrit et l'audio-visuel;
4. Le droit de l'utiliser dans les rapports avec l'Administration.

L'unité dans la diversité, prônée par l'Algérie, exige la reconnaissance de cette diversité comme composante de la nation algérienne. L'intégration des spécificités culturelles ne s'identifie pas à l'assimilation dans et par la culture dominante.

Les aspirations et revendications culturelles légitimes, la nécessaire prise en considération de la diversité culturelle ne sont nullement unilatérales du patriotisme : elles en sont les composantes actives et constructives.

Nous condamnons énergiquement l'interdiction du 10 mars 1980 frappant la conférence de M. Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne, partie légitime de la culture de l'humanité.

- Nous sommes décidés à soutenir toute initiative en faveur de la reconnaissance de la culture et de la langue berbères et de leur épanouissement.

Veillez agréer, Monsieur le Président et Secrétaire Général du F.L.N., l'expression de notre très haute considération.

Les signatures doivent être envoyées au Comité pour la défense des droits culturels en Algérie  
c/o Revue Esprit  
19, rue Jacob, 75006 Paris.

## Texte du tract diffusé à Alger

Suite à la répression qui s'est abattue sur la communauté universitaire, les travailleurs, étudiants, enseignants de Tizi-Ouzou ont décidé de constituer un Comité anti-répression chargé d'expliquer la nature du mouvement, d'informer sur ses développements, de faire des démarches pour libérer les prisonniers de la communauté universitaire, faire cesser la répression et faire respecter les libertés démocratiques en Algérie.

Depuis quelque temps, les étudiants à Tizi-Ouzou et à Alger, soutenus par les masses populaires, organisent la lutte pour la reconnaissance des langues populaires algériennes et contre la répression dont est victime la culture populaire et notamment la culture berbère. Par ailleurs, la presse officielle et étrangère a tenté

de déformer le mouvement aux yeux de l'opinion publique et de lui donner un sens erroné. Dans ce cadre, nous dénonçons toute tentative et fausse interprétation du mouvement.

De même, nous dénonçons la répression qui sévit et les atteintes aux libertés démocratiques en Algérie par :

- Le quadrillage policier des universités d'Alger et de Tizi-Ouzou et la violation de l'enceinte universitaire par les Services de Sécurité,

- L'arrestation d'enseignants, d'étudiants, de lycéens et de travailleurs :

- \* 74 étudiants de Tizi-Ouzou portés disparus,
- \* L'enseignant SADI Hocine arrêté,
- \* Les lycéens MEZZI et BENKANOUN portés disparus,

\* Le travailleur ABTOU Arezki arrêté.

- L'utilisation des forces de l'ordre à des fins anti-populaires testées sous des régimes de dictature (relevé de l'identité de tout jeune se rendant à Alger, arrestations massives et arbitraires),

- L'utilisation d'armes à feu contre les étudiants comme cela a été le cas à Oued-Aissi le 7 avril 1980 à 22H20.

- La répression qui s'abat sur toutes les villes et villages de la Wilaya de Tizi-Ouzou notamment.

- Nous exigeons :
1. La libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers arrêtés au cours du mouvement,
  2. La cessation de la répression contre la communauté universitaire et

les masses populaires,

3. La reconnaissance des langues populaires algériennes, notamment de la langue berbère,

4. La cessation de la campagne de falsification des objectifs du mouvement, menée par la presse nationale et les autorités locales (C.N.P. (1), Wali),

5. Le respect des libertés démocratiques en Algérie.

La communauté universitaire de Tizi-Ouzou est déterminée à poursuivre la lutte jusqu'à pleine satisfaction de ses revendications.

Le Comité anti-répression de Tizi-Ouzou.

(1) Commissariat National du Parti. (NDLR).  
N.B. : Cette lettre a été diffusée depuis le 7 avril au moins. (NDLR).



MOTION

CONTRE LES ATTEINTES AUX DROITS CULTURELS

EN ALGERIE

Nous, Emigrés Algériens, rassemblés ce jour 7 avril 1980 devant l'Ambassade d'Algérie à Paris autour du Comité de Défense des Droits Culturels,

- DECLARONS NOTRE SOLIDARITE EFFECTIVE aux manifestants de Tizi-Ouzou, Larba N'ath-Iraten, Azazga, Ain Lhemmam, Akbou Alger... ;

- PRENONS FAITS ET CAUSES pour leurs revendications légitimes :

- . L'enseignement de la langue berbère à l'Ecole aussi bien au pays qu'au sein de l'Emigration ;
- . Le droit d'en faire usage par l'écrit et l'audio-visuel ;
- . Le droit de l'utiliser dans les rapports avec l'administration ;
- . Le droit d'expression pour tous en tout temps et en tout lieu ;

- CONDAMNONS LES MESURES ANTI-CONSTITUTIONNELLES du 10 mars 1980 frappant la conférence de Mr. Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne, partie légitime de la culture algérienne, et demandons la publication immédiate du droit de réponse à l'article calomnieux d'El Moudjahid du 20 mars 1980 qui déshonore l'Algérie devant l'opinion publique nationale et internationale ;

- DENONÇONS LA REPRESSION SAUVAGE contre la manifestation populaire d'Alger du 26 mars 1980 et le renforcement de l'appareil répressif en Kabylie ;

- EXIGEONS DE SUITE L'ARRET DES POURSUITES pour activités culturelles et la relaxation des personnes séquestrées sans procès pour ces motifs, ainsi que LE RETRAIT IMMEDIAT DES 700 POLICIERS ENVOYES RECEMMENT A TIZI-OUZOU ;

- NOUS SOUTENONS D'UNE MANIERE PERMANENTE toute initiative en faveur de la culture et de la langue berbère et de leur épanouissement conformément aux dispositions de l'Article 28 de la Déclaration Universelle des Droits des Peuples proclamée le 4 juillet 1976 à Alger :

"Tout peuple dont les droits fondamentaux sont gravement méconnus, a le droit de les faire valoir notamment par la lutte politique, syndicale et même, en dernière instance, par le recours à la force."

PARIS, le 7 avril 1980

MOTION ADRESSEE A MR. L'AMBASSADEUR, HAUT REPRESENTANT DE L'ALGERIE A PARIS, dont copie est remise à la presse pour publication.

146

Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie  
C/O Revue Esprit - 19, rue Jacob 75006 Paris

Paris, le 18 avril 1980

COMMUNIQUE N°1

Après les événements importants qui se sont déroulés ces dernières semaines en Algérie et qui sont appelés à se développer dans l'avenir, le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie, en liaison avec tous les Comités étudiants et non étudiants qui luttent au pays, tient d'abord à s'élever contre la répression aveugle dont sont victimes nos compatriotes non seulement d'Alger et de Kabylie, mais aussi de Batna, Sidi Bel Abbès, Oran et d'autres régions.

Il tient ensuite à dénoncer toutes les manœuvres tendant à récupérer notre mouvement, qu'elles soient le fait d'individus manipulés par le pouvoir algérien, ou d'organisations groupusculaires comme le pseudo Front Uni de l'Algérie Algérienne de Rachid Ali Yahia qui n'a à aucun moment participé à la lutte sur le terrain aussi bien en France qu'en Algérie, et qui nous est entièrement étranger. A ce titre nous dénonçons le contenu de son intervention dans le journal de France-Inter du 17 avril 1980 à 13 h, Rachid Ali Yahia ne représentant que lui-même.

Le but des Comités d'Organisation est d'arriver progressivement avec tous les Algériens et les Algériennes à imposer dans notre pays un processus de démocratisation dont l'aspect culturel ne peut être qu'une des composantes.

Il vise aussi à amener toutes les forces progressistes à se définir par rapport à la langue berbère comme langue nationale. Dans ce sens, il se félicite des positions de toutes les organisations culturelles :

la Coopérative Imedyazen ;

l'Union du Peuple Amazigh ;

le Groupe d'Etudes Berbères de l'Université de Vincennes,

et tous les autres groupes de cours de berbères existants,

ainsi que les organisations politiques qui comme le Front des Forces Socialistes se sont définies sans ambiguïté par rapport à cette question. Nous appelons tous les partis y compris le F.L.N. à adopter une position constructive qui évite à notre pays une situation dramatique.

Nous appelons l'ensemble de l'émigration à manifester sa solidarité avec les compatriotes en lutte en participant massivement au défilé du 1er Mai avec le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie pour l'ensemble de nos revendications.

147



Tizi-ouzou Dimanche 20 avril 1980 à 4 h du matin (heure locale)

A la suite de la grève générale du 16 avril un mouvement d'occupation a été amorcé. Dimanche, les forces de répression ont donné l'assaut au centre universitaire de Tizi-Ouzou, à l'Hôpital, aux usines et établissements publics occupés. Les forces de répression armées de mitraillettes et de Chiens tenus en laisse ont investi les lieux. On dénombre 200 blessés.

Dans la matinée, vers 10 h, un mouvement spontané de solidarité a été déclenché: tous les magasins et établissements publics ont fermé en signe de protestation. Les forces de répression sont intervenues pour forcer les portes et ouvrir les magasins, faisant de nombreux dégâts.

Des lycéens manifestent dans la rue exigeant la libération des détenus; les enseignants lancent un appel de solidarité national et international pour la réouverture du centre universitaire de Tizi-Ouzou et la satisfaction de leurs revendications. Les forces de répression rapidement submergées par le mouvement populaire, ont dû faire appel au renforts de l'A.N.P. qui a dépêché sur les lieux 2 Bataillons dont 2 Compagnies de tireurs d'élite.

La population dresse des barricades qui sont aussitôt prises d'assaut par les forces de répression dont le nombre est évalué à 10 000 hommes. On dénombre environ 600 blessés. Le nombre de morts pour la journée de Dimanche est inconnu. Tout le personnel civil de l'Hôpital central a été arrêté et en partie transféré sur Alger. Les affrontements ont duré toute la journée de dimanche et se sont poursuivis lundi matin. La population des villes et villages environnants on entrepris une marche sur Tizi-Ouzou au début de l'Après-midi.

L'ensemble du corps enseignant a été arrêté et un grand nombre d'entre eux a été transféré sur Alger.

Le Comité de défense des droits culturels en Algérie dénonce la politique répressive du pouvoir face à la revendication légitime du peuple algérien.

Exige la libération immédiate de tous les détenus et interpellés.

Exige le retrait immédiat des forces de répression.

Exige la reconnaissance de l'identité nationale berbère et l'enseignement des langues populaires ( le berbère et l'arabe algérien).

Appelle toutes les forces démocratiques à soutenir le peuple algérien dans sa juste lutte pour le recouvrement de son identité, d'une véritable démocratie et le respect des libertés.

148

## DOCUMENTS

### COMITE DE DEFENSE DES DROITS CULTURELS EN ALGERIE

c/o Revue Esprit, 19, rue Jacob 75006 Paris.

Paris, le 23 avril 1980

#### COMMUNIQUE n° 3

Depuis la prise d'assaut effectuée avec une brutalité extrême par les forces de répression (gendarmerie, CNS) au centre universitaire de Tizi-Ouzou et à l'hôpital de la ville, le dimanche 20 avril entre 1 h et 5 h du matin, la Kabylie et plus particulièrement Tizi-Ouzou vit dans un climat de violence et de terreur.

Plusieurs enseignants de l'Université ont été arrêtés dont beaucoup à leur domicile; d'autres sont actuellement recherchés par la police. Un grand nombre d'étudiants sont toujours détenus, sans doute plusieurs centaines. Il ressort des différents témoignages que les personnes arrêtées, et notamment plusieurs enseignants, ont été gravement brutalisés.

La quasi-totalité du personnel algérien de l'hôpital de Tizi-Ouzou, dont 6 médecins, ont été arrêtés.

Plusieurs unités industrielles (Sonitex, Sonelec, Sonelgaz) ont été aussi investies par les forces de répression. Des affrontements très violents ont eu lieu à cette occasion et il y a plusieurs arrestations dans ces milieux.

Dans la journée du dimanche 20, après avoir appris les événements de la nuit, la population de la ville est descendue massivement dans la rue. Tous les magasins et établissements publics ont fermé en signe de protestation. Les forces de répression sont intervenues pour forcer les portes et ouvrir les magasins, faisant ainsi de nombreux dégâts. Des affrontements extrêmement violents se sont produits avec la police. En fin de matinée, des troupes hélicoptérées ont pris position dans les rues; il semblerait qu'elles aient tiré sur la foule. A la fin de la journée du 20, on dénombre au moins 600 blessés hospitalisés. L'armée a pris en main la totalité de la gestion de l'hôpital de Tizi-Ouzou, ce qui laisse penser que le chiffre de plusieurs dizaines de morts qui ont été avancés ont certain fondement.

Dans la journée du lundi 21, des affrontements ont eu de nouveau lieu; les manifestants ont dressé des barricades dans les rues. Des chiens ont été utilisés massivement par la police contre la population. L'armée a pris position dans tous les points stratégiques de la ville (avec plusieurs blindés). Deux bataillons de commandos (troupes de choc) ont été acheminés en Kabylie; ils comptent, entre

autres, chacun une section de 35 tireurs d'élite. Des affrontements ont continué dans la journée du mardi 22 entre la population et les forces de la répression. Des émeutes ont eu lieu dans toute la ville où de nombreux cars de CNS ont été incendiés. Des coups de feu, des rafales de mitraillettes et des explosions de grenades ont été entendus durant la nuit de mardi à mercredi.

Une répression massive existe réellement à l'heure actuelle en Kabylie; elle se généralise à l'ensemble du pays.

Une grande effervescence règne à Alger, en particulier en milieu universitaire où la grève est quasi-générale. Il semblerait que certaines unités de production soient en grève (cité industrielle de Rouiba). Des arrêts de travail ont eu lieu dans les hôpitaux d'Alger depuis mardi 22 avril.

A Oran, l'Université est en grève; des affrontements y ont lieu depuis ce matin.

Une justice expéditive a été instaurée; 21 personnes à El-Kœur et Amizour (wilaya de Béjaïa) ont été condamnées de 1 à 5 ans de prison et de 2 000 à 5 000 dinars d'amende.

A Batna, des arrestations massives ont été opérées dans le milieu universitaire et au sein de la population.

Le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie dénonce la politique répressive du pouvoir face à la revendication légitime du peuple algérien.

Exige la libération immédiate de tous les détenus et interpellés.

Exige le retrait immédiat des forces de répression.

Exige la reconnaissance de l'identité nationale berbère et l'enseignement des langues populaires (le berbère et l'arabe algérien).

Appelle toutes les forces démocratiques à soutenir le peuple algérien dans sa juste lutte pour le recouvrement de son identité, pour une véritable démocratie et le respect des libertés.

Appelle l'ensemble de l'émigration à manifester sa solidarité avec nos compatriotes en lutte en participant massivement à une marche pacifique sur l'Ambassade d'Algérie samedi 26 avril à 15 heures.

Lieu de rassemblement en vue de la marche: métro Kléber.

### COMITE DES ETUDIANTS BERBERES EN LUTTE

Paris, le 23 avril 1980

#### Appel aux étudiants et travailleurs algériens en France

Le comité des étudiants berbères en lutte (CEBL), regroupant des étudiants de diverses universités parisiennes, soutient inconditionnellement les luttes qui se mènent actuellement dans le pays pour sauvegarder notre patrimoine culturel.

Considérant que les diverses organisations politiques algériennes veulent saisir cette occasion pour détourner le mouvement de son véritable contenu culturel et ne l'utiliser qu'à des fins politiques et personnelles.

Nous tenons pour notre part à affirmer notre démarcation par rapport à celles-ci.

En réponse aux revendications pacifiques des étudiants et des travailleurs pour la reconnaissance de notre patrimoine culturel, le gouvernement algérien déploie toute une campagne de répression sanglante, montrant ainsi son vrai visage anti-populaire.

A l'heure actuelle, un quadrillage militaire isole complètement la région de la Kabylie du reste du pays pour étouffer les revendications légitimes. La vague de répression qui s'abat sur la Kabylie a déjà fait 32 morts, plusieurs centaines de blessés graves et de nombreuses arrestations. Parmi les personnes arrêtées figurent entre autres les chanteurs Aït Menguelat et Ferhat.

Devons-nous accepter ce massacre? Devons-nous accepter seulement d'enterrer nos morts et nous résigner à laisser faire? Il est de notre devoir à nous tous, étudiants, travailleurs algériens en France:

- de dénoncer ces actes criminels;
- de nous mobiliser et nous organiser pour contrecarrer cette action du gouvernement;

- d'apporter notre soutien massif aux étudiants et travailleurs se trouvant au pays.

Nous appelons toutes les instances internationales (ONU, UNESCO, Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International) ainsi que toutes les organisations des travailleurs français et étrangers à nous apporter leur soutien et à exiger du gouvernement algérien l'arrêt de la répression et la libération immédiate des détenus.

Le comité des étudiants berbères en lutte

149



Paris, le 26 avril 1980

COMMUNIQUE N° 4

Le 10 mars 1980, le wali de Yizi-Ouzou interdisait la conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne, car "elle risquait de provoquer des troubles de l'ordre public".

Le 25 avril 1980, soit un mois et demi après, un arrêté du Préfet de Police de Paris interdit la marche pacifique prévue pour aujourd'hui samedi 26 avril à 15 heures pour les motifs suivants :

"...Dans la conjoncture actuelle et en raison des circonstances de temps et de lieu, le déroulement d'une telle manifestation est de nature à provoquer des troubles de l'ordre public".  
(Arrêté préfectoral n° 16296 du 25/04/80).

Cette marche est en conséquence **ANNULÉE**, indépendamment de la volonté du Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie.

Le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie remercie tous ceux qui ont répondu à son appel et les invite à montrer leur dignité en restant calmes et en refusant les manœuvres provocatrices.

Il ne manquera pas d'informer régulièrement l'ensemble de l'émigration sur le déroulement des événements qui affectent nos familles en Algérie.

Il appelle toutes les forces démocratiques à soutenir le peuple algérien dans sa juste lutte pour le recouvrement de son identité, pour une véritable démocratie et le respect des libertés.

**EXIGEONS :**

- la libération immédiate de tous les détenus et interpellés;
- le retrait immédiat des forces de répression;
- la reconnaissance de l'identité nationale berbère et l'enseignement des langues populaires (berbère, arabe algérien).



Manif à Paris le 7.4.1980

COMITE DE DEFENSE DES DROITS CULTURELS EN ALGERIE

C/O Revue Esprit - 19, rue Jacob 75006 PARIS

Paris, le 27/04/1980

COMMUNIQUE N°5

"L'Amicale livre les Algériens à la police française".

Après l'interdiction de dernière minute de notre marche pacifique prévue pour le 26 avril à 15 h. au métro Kléber, le Comité, avec son service d'ordre, s'est présenté sur les lieux afin d'inviter les personnes non encore informées de cette mesure à rentrer chez elles.

L'Amicale est intervenue afin de faire interpeler les Algériens dont plusieurs centaines ont été conduits vers le C.A.P.U. (Centre de vérification d'intention) à Gravelle - Vincennes, pour identification, fichage, photographies, etc... (soit de 15h à minuit).

Les agents de l'Amicale introduits parmi les interpellés ont été immédiatement relâchés sans aucun contrôle mais sur simple présentation de la carte de l'Amicale ou l'U.N.J.A. (Union nationale de la jeunesse algérienne - sous contrôle du F.L.N.-), et la présence des membres de l'ambassade d'Algérie.

Nous dénonçons ce comportement scandaleux de la police française et les basses manœuvres des autorités algériennes à Paris qui sèment la peur et la discorde parmi les Algériens n'entendant pas rester les bras croisés devant les massacres dans leur pays.

Nous exigeons du pouvoir algérien la cessation des actes criminels perpétrés quotidiennement contre la population.

Nous exigeons la libération inconditionnelle des personnes arrêtées et déportées.  
Nous demandons aux organismes internationaux l'envoi d'une commission d'enquête sur les massacres perpétrés contre la population et les violations des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques.



Paris, le 27 avril 1980

COMMUNIQUE N° 6

L'AMICALE DES ALGERIENS EN EUROPE LIVRE DES ALGERIENS

A LA POLICE FRANÇAISE

Le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie a annoncé par voie de tracts, presse écrite et parlée l'interdiction faite par le Prefet de Police de Paris de notre MARCHÉ PACIFIQUE prévue pour le 26 avril à 15 h. (M° Kleber).

Nous dénonçons cette mesure qui intervient dans les mêmes termes que celle qui frappait le 10 mars la conférence de Mouloud Mammeri à Tizi-Ouzou sur la poésie berbère ancienne.

Le 26 avril, 2 h. avant l'heure prévue pour le rassemblement, le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie, avec son service d'ordre, a assumé ses responsabilités en invitant les manifestants non informés à rentrer chez eux dans le calme afin d'éviter "des troubles de l'ordre public".

Au même moment, Place de l'Etoile et M° Boissière, les agents de l'Amicale ont tenté de semer des troubles et inciter ainsi la police française à interpellés des Algériens à 500 m. à la ronde du lieu de rassemblement. Ces provocations des "amicalistes" a déclenché l'interpellation systématique d'Algériens qui ont été conduits au C.A.P.U. (Centre Gravelle à Vincennes), dont certains ont été gardés jusqu'à minuit, contrairement au communiqué fait à l'AFP.

Au C.A.P.U., les interpellés ont subi pendant 9 heures durant les brimades habituelles, alors que les "amicalistes" ont été relâché en priorité et sans aucun contrôle sinon la simple présentation de la carte de l'Amicale ou de l'UNJA, en présence des responsables de l'Ambassade d'Algérie à Paris. Les 400 interpellés étaient soumis à une fouille systématique, au fichage, à la photographie...

Conscient de la gravité de la situation qui règne en Algérie et de l'inquiétude des interpellés, le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie s'inquiète de l'usage qui sera fait de ce fichier.

L'Amicale, service para-policier algérien, sème le trouble et le désordre au sein de la communauté algérienne émigrée par la menace, la délation et la violence physique.

Face à ces basses manoeuvres orchestrées par l'Amicale, le Comité de Défense des Droits Culturels en Algérie appelle l'ensemble de l'émigration à rester UNIE et MOBILISÉE pour arracher la libération de nos compatriotes arrêtés en Kabylie, Alger, Oran, Batna, Annaba, Ouargla, ... pour faire triompher les libertés démocratiques.

Nous exigeons des autorités en place en Algérie la cessation des actes criminels perpétrés quotidiennement contre la population; Nous exigeons la libération inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées ou déportées;

Nous demandons aux organismes internationaux l'envoi d'une Commission d'enquête pour que la vérité éclate sur les massacres et les arrestations massives de Kabylie et de l'Algérois;

Nous exigeons la reconnaissance de l'identité berbère du peuple algérien et l'enseignement des langues populaires (Berbère, Arabe algérien).

Le même communiqué a été tiré sous forme de tract le

7 mai 1980 avec cette phrase en bas de la page =

"Le défilé prévu pour le 14 mai a été également interdit par la police".

152

LISTE DES PERSONNES ARRETEES (Liste non exhaustive)

I - Centre Universitaire de Tizi-Ouzou

(Institut des Sc. Eco)

GUENDOUZI  
DAHMANI Ahmed  
OUSSALEM Mohand-Ouamer  
ABBA Mouloud  
SALHI  
HAKAM Ramdane

(Institut de Droit)

ZOUAMIA Rachid  
OUDAHAR Salah

(Institut d'Arabe)

BOUTEMINE Mokhtar

(Institut des Sc. Bio.)

LEBSIR Rabah  
AHMED-ZAID Idir

(Institut des Sc. Exactes)

ACHAB Ramdane

II - Académie de Tizi-Ouzou

KHELLIL Mouloud

III - Hôpital de Tizi-Ouzou

Six médecins dont : SADI Saïd  
LOUNAOUSI Mouloud  
HADBI Amar  
REGAD

+ Tout le personnel infirmier dont CHAABI Zahia  
+ Tous les pharmaciens.

IV - SONELEC

Plusieurs personnes parmi le personnel de cette unité industrielle dont BERDOUS Mâamar.

V - AZAZGA

Tout le groupe de chanteurs YUGURTEN d'Azazga.

VI - D'autres chanteurs

dont Lounis AIT-MENGUELAT, le dimanche 20.4 devant son magasin de disques à Tizi-Ouzou; Ferhat MEHENNI du groupe IMAZIGHEN IMULA, le 16.4 à 14h 20, enlevé à l'aéroport de Dar-El-Belda.

VII - AMIZOUR

(Wilaya de Béjaïa) : KENOUSI Mohamed, RAMDANI Rabah, BOUDRAA Omar, BOUKEROUI Larbi.

VIII - TIZI-OUZOU

: MEZI, BENKANOUN, ABOUT Arezki.

IX - AMIZOUR - EL-KSEUR

: 21 personnes condamnées entre 1 à 5 années de prison et 2 000 à 5 000 Dinars d'amende:

SAADI Boualem, KHERBACHE Ismail, BENKACI Abdelmadjid, ATHMANI Abdel-kamel, DERRADJI Mustapha, MESSLEM Lyazid, BENMOUHOUB Abdelhafid, OUMBICHE Abdenour, HADDAD Arab, DJEMAI Boubekour, RAMDANI Rabah, BOUDRAA Ammar, ZAIDI Hamid, KEROUI Rabah, BOUKEROUI Lakhdar, BOUZIDI Malek, KERNOU Mabrouk, KHATRI Mouloud, FELGOUL Abderrazak, ATTALA Ammar, KENOUSI Mohamed.

X - Université d'Alger

: BELLIL Rachid

XI - BOGHNI

: BEN CHABANE Arezki,  
les docteurs AIT AMARA et HAZEM.

153



MANIFESTATION A TIZI-OUZOU

Invité par les étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou à une conférence sur la poésie berbère qui devait se dérouler le lundi 10 mars à 14 h30, l'écrivain Mouloud MAMMARI a été arrêté par la police et conduit à la Wilaya où il a été retenu le temps nécessaire pour empêcher le déroulement de la conférence. Le Wali s'étant défilé, c'est le secrétaire général qui le reçut et qui lui expliqua que l'interdiction de la conférence était due aux risques de "troubles de l'ordre public" qu'elle pouvait provoquer. Prétexte grossier.

Ayant appris la nouvelle, les étudiants décidèrent pour le lendemain une marche sur la Wilaya pour dénoncer ces pratiques dictatoriales et protester contre la répression dont est victime sur son propre sol la culture berbère. Cette manifestation qui a drainé plus d'un millier de personnes, s'est déroulée pendant plus de deux heures dans toutes les artères importantes de la ville et devant les bâtiments officiels.

Brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : "Wali, dictateur", "la culture berbère n'est-elle pas algérienne?", "Assez de l'Injustice" et scandant des slogans hostiles au régime, ils ont créé un vaste mouvement de sympathie dans toute la ville qui s'est répercuté dans la soirée dans toute la Kabylie. Quelques jours plus tard, une grève de solidarité devait se déclencher dans le Lycée de Larbaa-Nait-Iraten.

Les forces de police dépêchées sur les lieux, impressionnées par l'ampleur du mouvement n'osèrent pas intervenir de peur que la population, manifestement solidaire, ne les submerge. Elles ont préféré photographier et filmer pour se réserver la possibilité de réprimer plus tard à petits coups comme de coutume. La nature policière sournoise et anti-populaire du régime ne pouvait être mise à nu de meilleure manière.

Il faut donc s'attendre dans les prochains jours à une période de répression précédée de tentatives de récupération et de noyautage. Il est essentiel que les Algériens se mobilisent pour éviter qu'une telle campagne ne marque une étape de plus dans l'entreprise gigantesque de la dictature d'Alger pour étouffer la culture berbère dans notre pays et la voix de tous ceux qui en sont les défenseurs.

En s'attaquant à Mouloud MAMMARI le Pouvoir agresse l'Algérie toute entière. Il fait un pas de plus vers son isolement. Sa politique anti-nationale ne fera que liguier contre lui toutes les énergies authentiques de notre peuple.

Nul doute qu'après les étudiants, d'autres catégories sociales dans d'autres régions, sur d'autres problèmes, s'élèveront contre ce régime policier.

Le Front des Forces Socialistes tout en apportant son soutien total à une manifestation qui s'inscrit résolument dans la chaîne des luttes du peuple contre la dictature, met en garde le Pouvoir irresponsable d'Alger contre la vague de répression que la logique de son système ne peut manquer d'engendrer.

La lutte pour la DEMOCRATIE que nous menons depuis la création de notre mouvement continuera pour notre part d'enrichir le processus de désaliénation que la jeunesse algérienne a entrepris en dehors et contre le Pouvoir et ses valets. Et nous inscrivons la démocratie culturelle comme étape qu'il sera nécessaire de franchir pour que s'instaure un véritable climat de concorde nationale. La démocratie culturelle passe par la reconnaissance de la langue berbère comme langue nationale...

au même titre que l'arabe, principe que nous avons affirmé à maintes reprises par le passé et qui s'avère une fois de plus mis à l'avant de l'actualité. Comme nombre de nos positions que le black-out du Pouvoir à notre rencontre n'a pas permis de populariser.

"La Langue berbère a droit de cité dans la Cité berbère, Droit inaliénable que le colonialisme intérieur pas plus que le colonialisme étranger ne peut prescrire. Elle doit être officialisée et développée comme langue nationale; elle doit bénéficier de l'égalité de traitement qui lui permette de rattraper le temps et le terrain perdus depuis l'indépendance.

Le patrimoine national est riche de sa diversité linguistique et non pas du monopole et de l'unicité culturels. Seuls les obscurantistes et les apprentis dictateurs, les larbins mercenaires voudraient encore opposer la langue berbère et la langue arabe."

(IN F. F. S. Avant Projet de Plateforme politique)  
Mars 1979

VIVE LA DEMOCRATIE  
VIVE LE F. F. S.



## VAGUE DE MANIFESTATIONS EN ALGERIE

Après l'interdiction, par la police, de la conférence sur la poésie berbère que le professeur Mouloud Mammeri devait donner au centre universitaire de Tizi-Ouzou, le lundi 10 mars, une manifestation a été organisée, le lendemain, dans la ville, pour protester contre l'agression dont est victime la Culture berbère en Algérie.

Ce mouvement de protestation qui a valu aux étudiants la sympathie et le soutien de la population, s'est très vite amplifié et a gagné le reste de la Kabylie et l'Algérois.

C'est ainsi que les 12 & 13 mars, à Larbaa-Nait-Iraten, furent organisées deux importantes manifestations. Scandant "Démocratie", "Vive la Culture berbère", "La Langue berbère à l'école", les manifestants occupèrent le commissariat de police, la gendarmerie, le siège du Parti et la caserne militaire. La situation aurait pu tourner au drame si le nombre impressionnant de manifestants, leur détermination, et le soutien manifeste de la population, n'avaient dissuadé les forces de répression de recourir à la violence.

Le 18 mars, une manifestation de même nature rassembla autour des mêmes slogans la population d'Azazga. Tout comme à Larbaa-Nait-Iraten, les commerçants fermèrent boutique pour la journée en signe d'adhésion. Le Wali (préfet), venu sur les lieux à des fins démagogiques, se heurta aux huées de la foule et dut s'en retourner précipitamment. Là encore, les indicateurs de police et les forces de répression surpris par la soudaineté et l'ampleur du mouvement ne purent rien pour l'empêcher ou le canaliser.

Il faut rendre hommage aux manifestants pour le courage, la détermination et le sang-froid dont ils ont fait preuve. Portant la protestation dans les lieux mêmes de la répression, ils ont su maîtriser une situation explosive et éviter toute violence. Il est peu probable que le Pouvoir fasse preuve d'un aussi haut niveau de conscience politique et il faut s'attendre à une réponse brutale à ce qui n'est, somme toute, qu'une juste revendication.

Le renforcement des forces de répression stationnées en Kabylie qui s'opère depuis plusieurs jours est dangereux et risque de créer une tension voire un conflit dont aucun algérien ne sortirait vainqueur. C'est pourquoi le F. F. S. dénonce cette façon d'agir avec énergie.

Il est du devoir de tout Algérien, où qu'il se trouve de combattre la dictature fasciste d'Alger qui mène une politique de discrimination et de division nationale. La reconnaissance de la Langue berbère comme langue nationale, au même titre que l'Arabe, est la seule manière de réaliser l'union du peuple algérien dans le respect mutuel de toutes ses composantes.

La lutte pour la démocratie prend, à la lumière des récents événements, tout son sens et se retrouve être plus que jamais d'actualité. Tous les Algériens conscients des dangers auxquels nous exposent les actes irresponsables du Pouvoir seront sensibles à notre Appel.

VIVE LA DEMOCRATIE  
VIVE LE F. F. S.

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

COMMUNIQUE

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE COMMUNIQUE :

- SUITE AUX DEBATS FRUCTUEUX ET CLARIFICATEURS QUI SE SONT TENUS AU CENTRE UNIVERSITAIRE DE TIZI-OUZOU AVEC LES ENSEIGNANTS ET LES ETUDIANTS AUTOUR DU PATRIMOINE CULTUREL ET POPULAIRE ET LA NECESSITE DE SA VALORISATION SOUS TOUTES SES FORMES CONFORMEMENT AUX ORIENTATIONS DE LA CHARTE NATIONALE ET AUX RESOLUTIONS DU 4 EME CONGRES DU F.L.N.;

- SUITE A L'APPEL FRATERNEL LANCE PAR LE MINISTRE A LA REPRRISE DES COURS AFIN DE VEILLER AU FONCTIONNEMENT DU CENTRE UNIVERSITAIRE POUR QU'IL ASSUME SA MISSION DE FORMATION ET AFIN DE SE MOBILISER AUX COTES DE LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE NATIONALE DANS LA PREPARATION DE LA CONFERENCE NATIONALE DE LA FORMATION SUPERIEURE.;

LES ENSEIGNANTS ET LES ETUDIANTS DU CENTRE UNIVERSITAIRE DE TIZI-OUZOU SONT INFORMES QUE LES COURS REPRENDRONT LE 19 AVRIL 1980. LES LISTES DES PRESENTS SERONT ETABLIES DANS CHAQUE COURS, T.D. ET T.P. CEUX QUI NE SE SERONT PAS PRESENTS SERONT CONSIDERES COMME AYANT RENONCE A LEURS ETUDES OU A LEUR CARRIERE D'ENSEIGNANT.

## REPONSE DES ETUDIANTS

SUITE AU TELEX DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DU 16 AVRIL 1980

Nous avons l'honneur de vous rappeler les trois conditions suivantes préalables à toute reprise des cours :

- 1 - Libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus pour délit d'opinion pendant notre mouvement,
- 2 - Publication dans la presse nationale d'un démenti relatif à la campagne de dénigrement dont nous avons été l'objet ; Publication de notre programme de revendications dans cette même presse,
- 3 - Satisfaction de nos revendications sanctionnées par un texte officiel émanant de la Direction Politique,

P.S. 1 - Nous vous informons que l'ensemble des travailleurs et non seulement les enseignants participent activement à notre mouvement.

P.S. 2 - Nous signalons les absents suivants :

Le directeur et secrétaire général du centre universitaire  
Quelques chefs de départements et d'instituts  
Le directeur du centre des oeuvres universitaires et scolaires.

LA COMMUNAUTE UNIVERSITAIRE  
TEXTE ADRESSE AU MINISTRE DU M.E.S.R.S.



## MOTION DES ENSEIGNANTS DE BAB-EZZOUAR

Nous, enseignants et travailleurs des Universités d'Alger, de Bab-Ezzouar, chercheurs et travailleurs de l'ONRS, considérons :

Le peuple algérien n'est pas composé d'ethnies étrangères les unes aux autres mais qu'il s'agit d'expressions diverses de la culture du peuple algérien.

Cette diversité est ce qui constitue la richesse de la culture du peuple. Evacuée du système socio-éducatif, cette culture se trouve étouffée et marginalisée.

Ainsi c'est le peuple algérien dans son ensemble qui est dépossédé de sa culture et de ses langues.

Ce qui se passe à l'Université n'est que la conséquence ultime d'une pratique élitiste de la culture.

Nous considérons que la répression de manifestations pacifiques ne constitue pas une réponse aux problèmes posés.

En conséquence, nous exigeons :

- la libération immédiate de tous les détenus arbitrairement arrêtés ;
- que cessent les accusations diffamatoires contre les individus et les accusations de manipulations extérieures ;
- que les droits à la liberté d'express-

sion et à une information objective inscrits dans la constitution soient effectivement assurés ;

- qu'un large débat soit ouvert sur les questions culturelles en Algérie et que les langues et cultures populaires se voient reconnaître leur juste place dans l'ensemble du système socio-éducatif.

C'est pourquoi, nous nous déclarons solidaires des revendications légitimes exprimées par l'ensemble des étudiants.

## COMITE DE SOUTIEN ET DE DEFENSE DE LA CULTURE BERBERE

Un comité de soutien et de défense de la culture berbère vient d'être créé. Il se propose désormais de faire avancer la question berbère sur le terrain politique.

En effet, il est vital d'imposer un statut juridique clair sur la question afin d'arrêter les interprétations tendancieuses et personnelles qui ont jusqu'à présent entraîné toutes formes d'étouffement et de répression.

C'est le pouvoir politique qui décide de l'enseignement d'une langue, de l'organisation des médias, etc... En conséquence, la solution ne peut être que politique. C'est donc une erreur que d'adopter la politique de l'autruche qui a jusqu'à présent prévalu chez nombre de citoyens bernés par l'idée que "la culture est à dissocier de la politique".

Il va de soi que ce comité ne revendique pas le monopole de la défense des cultures populaires. Que toutes les bonnes

volontés soucieuses d'assurer la promotion du peuple algérien dans ses dimensions culturelles propres soient les bienvenues. L'efficacité sera d'autant plus grande que les voix seront plus nombreuses.

Par ailleurs, l'oppression culturelle berbère recoupe l'oppression des paysans, des travailleurs, des femmes, des étudiants et d'une façon générale de tout notre peuple.

C'est dans ce sens qu'une marche pacifique est prévue à partir de la Place du 1<sup>er</sup> Mai à Alger le lundi 7 avril 1980 à 10 heures.

Que celles et ceux qui aspirent à une Algérie démocratique où la liberté d'expression se substituerait au règne de la censure participent à cet événement.

Des personnalités culturelles, artistiques et politiques sont d'ores et déjà acquises à cette manifestation.

Tous à la Place du 1<sup>er</sup> Mai pour ce rendez-vous historique.

## Motion des étudiants de l'U.S.T.H.B. réunis en A.G.

Nous, étudiants de l'USTHB, réunis en assemblée générale le mardi 8 avril 1980, après les événements qui se sont produits le lundi 7 avril de la même année, considérons qu'à la base de la manifestation des problèmes légitimes étaient posés, en l'occurrence l'aspiration des masses à une culture authentiquement nationale.

Considérant la nécessité de la préservation et du développement du patrimoine culturel, ce qui ne fera qu'élever la conscience politique des masses et par conséquent favorisera leur émancipation ;

Considérant le souci d'éviter toute confusion qui userait de problèmes réels ;

Estimons que si action il y a de la part des institutions de l'Etat elle devrait être orientée vers la solution des problèmes qui ne sont qu'accentuer le mécontentement populaire, de même que cette action devrait permettre un exercice réel de la démocratie révolutionnaire, source d'impulsion et d'éducation des masses dans la lutte pour le triomphe de l'option socialiste ;

Considérant les événements faisant suite à la manifestation, notamment l'arrestation de collègues étudiants ;

Considérant que de telles attitudes ne sont ni dans l'intérêt du pays, ni dans l'intérêt de l'option ;

Exigeons la libération immédiate de ceux qui ont participé à la marche et ont été arrêtés et appelons toutes les autorités honnêtes à développer l'action de clarification auprès des masses ;

Condamnons la répression et le quadrillage de l'université par les forces de l'ordre et demandons l'application de la franchise universitaire.

Précisons que notre position n'a rien à voir avec ce qui s'est passé à Paris et les propos de certains sur les radios étrangères ;

Dénonçons toute tentative de récupération et exigeons un dialogue franc entre les principaux concernés ;

Réaffirmons notre attachement profond à l'application effective de la Charte Nationale, source idéologique de la révolution ;

Fait à Bab Ezzouar, le 8 avril 1980

## Motion adoptée par les étudiants de l'Université d'Alger réunis en AG le 9 avril 1980

Nous, étudiants de l'Université d'Alger, réunis en AG le 09-04-1980, après avoir constaté les informations tendancieuses dénuées de tout fondement, diffusées par les organes de presse, de radio et de TV, tant en Algérie qu'à l'étranger.

Après avoir constaté les tentatives diverses de diviser l'opinion publique contre les manifestations et les revendications légitimes et démocratiques de la masse estudiantine,

Les étudiants réaffirment et portent à la connaissance de tous les citoyens :

1) Les revendications des étudiants à Tizi-Ouzou et à Alger ainsi que leurs manifestations ne visent en aucun cas à la division de l'unité nationale, ni ne sont téléguidées par des forces "occultes" de l'étranger.

2) La revendication à la démocratie culturelle, le droit à l'expression et à l'identité nationale dans toute sa diversité ne peut être porteur de division. Bien au contraire, c'est dans la revalorisation de notre patrimoine culturel dans toute sa diversité que réside la véritable unité nationale.

3) La lettre ouverte au président de la République est par ailleurs très claire en

ce qui concerne l'ensemble de nos revendications culturelles. Nous nous interrogeons à juste titre sur le silence qui l'a entourée. Ni la presse, ni la RTA n'ont joué leur rôle de diffusion d'une information objective et démocratique au service des masses.

Nous exigeons :

1<sup>o</sup> une rectification immédiate conforme à la réalité ;

2<sup>o</sup> le droit à l'information et à la liberté d'expression, d'opinion et de conscience ;

3<sup>o</sup> la reconnaissance de la légitimité de toutes nos revendications, à savoir :

- démocratie culturelle la plus large ;

- promotion des cultures populaires ;

- réforme du système d'information (TV, radio, ciné, théâtre, etc...) ;

- droit aux masses populaires à s'organiser librement dans les structures qu'elles se donnent elles-mêmes sans aucune ingérence dans leurs directives ;

4<sup>o</sup> les étudiants réaffirment :

leur soutien indéfectible à leurs camarades de Tizi-Ouzou et de tous les autres secteurs ;

leur solidarité et leur engagement aux côtés des masses populaires dans le

combat contre l'exploitation de la bourgeoisie pour la démocratie et pour le socialisme.

Nous exigeons :

1<sup>o</sup> la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers arrêtés au cours du mouvement (Tizi-Ouzou, Alger) ;

2<sup>o</sup> la cessation de la répression contre la communauté universitaire et les masses populaires ;

3<sup>o</sup> la reconnaissance de la légitimité des revendications pour la reconnaissance des langues populaires algériennes ;

4<sup>o</sup> la cessation de la campagne de falsification des objectifs du mouvement, menées par la presse nationale et étrangère ;

5<sup>o</sup> le respect des libertés démocratiques en Algérie.

Vive la démocratie.

Vive les cultures populaires.

Vive la liberté d'expression.

Halte aux mensonges.

Halte à la répression.

Vive l'alliance des travailleurs, des paysans et des étudiants.

Vive le socialisme.

Les étudiants d'Alger  
Alger, le 12 avril 1980

## APPEL A LA GREVE LE 16 AVRIL 1980

Peuple algérien,

La répression culturelle maintenue sur notre peuple malgré 18 années d'indépendance vient d'être spontanément dénoncée par notre jeunesse.

Le mouvement de contestation s'étend comme une trainée de poudre et gagne l'adhésion de l'ensemble des citoyens que le pouvoir ne peut plus désormais diviser.

En effet, la nouveauté des derniers événements est que arabophones et berbérophones s'associent pour imposer une société où les deux langues de notre peuple, le berbère et l'arabe populaire, accèderaient côte à côte au rang de langues nationales.

L'usage de ces deux langues à tous les niveaux permettra la participation des masses populaires à la gestion de leurs affaires. La mobilisation sera ainsi possible pour l'amélioration de leur condition sociale

miserable qui résulte de 18 années d'un exercice politique arbitraire qui a écarté le peuple.

Le lot quotidien de l'Algérien est réduit à un problème de survie, l'affrontant ainsi :

- aux pénuries de produits de première nécessité ;

- à une crise de logement sans pareil ;

- à une corruption organisée ;

- au mensonge journalistique de la presse ;

- aux trafics des élections ;

- à l'allégeance des valets du pouvoir.

Tout cela ne suffit plus à la voracité du régime qui fait appel à la répression, à l'emprisonnement, reconduisant ainsi une époque que nous pensions à jamais bannie par le sang d'un million et demi de martyrs.

Peuple algérien,

Pour répondre au mensonge quotidien et aux campagnes de dénigrement orches-

trées par le pouvoir contre les manifestations de mécontentement, un appel solennel t'est adressé afin de l'associer au mouvement de libération populaire.

- En faisant grève à l'usine, à l'école, au lycée et à l'université,

- En arrêtant le travail dans les administrations,

- En fermant les magasins,

Tu exprimeras ta volonté politique,

Tu te démarqueras d'un régime anti-démocratique et anti-populaire.

Tu apporteras ton soutien au peuple en lutte.

Pour la liberté culturelle !

Pour une Algérie démocratique !

Pour la fin de la répression !

Tous en grève le 16 avril 1980 !

Le comité de soutien aux étudiants

et travailleurs en grève



## Motion des étudiants de la faculté centrale Revendications culturelles

Nous exigeons :

### Télévision

1 - Révision selon les préoccupations et aspirations des masses populaires du contenu des programmes.

2 - Cessation des agressions insultantes et répétées par des films dénués de tout contenu progressiste.

3 - Réalisation d'émissions d'expression populaire (arabe populaire et berbère dans toutes ses variantes).

4 - Annonce des informations télévisées en langues populaires.

5 - Priorité aux productions artistiques locales.

### Radio : réforme des contenus et des programmes

1 - Algérianisation des programmes de la chaîne I (en arabe populaire).

2 - Rétablir au même titre que la chaîne I, la chaîne II dont les émissions doivent se faire dans toutes les variantes de la langue berbère : chaoui, mozabite, targui, chenoui, kabyle.

3 - Assigner concrètement à la radio et à la TV algérienne le rôle qui lui est dévolu par la charte nationale, à savoir : l'élévation du niveau scientifique et culturel du peuple.

4 - Information objective.

### Création artistique

1 - La production cinématographique : nous dénonçons le blocage à l'ONCIC de la production cinématographique nationale, notamment les dizaines de scénarios qui moisissent dans les tiroirs de l'ONCIC.

2 - Nous exigeons une production cinématographique non sélective et démocratique au service des masses et dans les langues des masses populaires.

3 - Nous exigeons le maintien des prix initiaux aux salles de cinéma.

4 - Epanouissement et encouragement du cinéma amateur et la création d'une école pour la formation de cinéastes.

5 - Sélection conforme à l'option socialiste du pays sur la qualité des films ; éliminer tous les films réactionnaires occidentaux ou orientaux.

6 - Théâtre : depuis quelques années, nous avons constaté la disparition de certaines troupes théâtrales, due aux blocages matériels, à la censure et aux

intimidations dont ont été l'objet certains comédiens et acteurs.

Nous revendiquons la redynamisation de l'activité théâtrale à la télé, suivie de débats. Nous exigeons de cesser de faire du théâtre professionnel une activité commerciale.

7 - Musique : faire revivre le patrimoine musical ancien dans toute sa diversité linguistique ; faire connaître les travaux des auteurs algériens sur la musique. Privilégier sans entrave ni sélection abusive les chansons engagées au sein des mass-médias. Œuvrer dans le sens de la préparation d'un festival national périodique de la culture populaire dans toute sa diversité. Revaloriser et approfondir la recherche du patrimoine culturel et son enrichissement dans le sens de l'option socialiste du pays.

8 - Création artistique : démocratiser le système d'édition et assurer une large audience aux antennes algériennes. Lever les entraves dressées à la littérature algérienne dans les langues populaires : arabe populaire et berbère.

### Système d'enseignement

1 - Création d'une académie des langues populaires (arabe populaire et berbère dans toutes ses variantes).

Il est inacceptable que la langue berbère soit prise en charge par des académiciens étrangers réactionnaires et que la langue arabe populaire soit enseignée exclusivement aux étrangers.

2 - Enseigner langue berbère et arabe populaire à l'Université.

3 - Valoriser la recherche autour de langues populaires nationales.

4 - Algérianisation effective de l'enseignement tant au niveau du contenu que des hommes.

5 - Alphabétisation : préparation d'une campagne nationale ; que l'alphabétisation soit considérée comme un des axes principaux de révolution culturelle et que cela soit effectif.

6 - Création, généralisation des écoles populaires.

7 - Ouvrir l'Université aux travailleurs en dégageant une demi-journée qui les arrange.

Revendications des étudiants de la faculté centrale parues dans la motion dégagee en meeting le jeudi 10 avril 1980

## U.M.A. (Wilaya de Tizi-Ouzou)

Nous, praticiens de la wilaya de Tizi-Ouzou, réunis ce jour, 17/04/1980, en assemblée générale, au siège des organisations de masse,

Après avoir pris connaissance de la situation qui prévaut dans notre pays, décidons de faire entendre notre voix par la présente motion.

Nous faisons nôtres les revendications de la population, à savoir :

1° l'arrêt de la répression et la libération immédiate et inconditionnelle des détenus pour "délits" d'opinion ;

2° la reconnaissance officielle des deux langues nationales : arabe populaire et berbère ;

3° le droit d'écriture en ces langues maternelles et l'accès aux mass-médias ;

4° la liberté absolue d'opinion, d'expression et la capacité à les diffuser ;

5° le droit à une information objective ;

6° la réécriture objective de l'histoire de notre pays.

Devant les campagnes mensongères et honteuses à des fins de division et de séparatisme, la communauté médicale de la wilaya demeure vigilante et appelle tous les confrères algériens à se solidariser avec ces luttes qui sont celles du peuple algérien dans son ensemble.

Nous restons tous solidaires des familles des prisonniers.

Nous informons la communauté médicale nationale que nous demeurons mobilisés contre toute nouvelle arrestation et autre forme de répression.

- Pour une Algérie débarrassée de la répression policière, des abus du pouvoir, de l'arbitraire et de la corruption.

- Pour une Algérie véritablement démocratique garantissant les libertés individuelles et collectives, pour le respect de la dignité humaine pour lesquels 1 500 000 martyrs sont tombés au champ d'honneur.

Tous unis pour démasquer les véritables ennemis du peuple.

VIVE LA DEMOCRATIE !  
VIVE L'UNITE DANS LA  
DIVERSITE

## Lettre ouverte à MM.

- le président de la République et secrétaire général du FLN ;

- le coordonnateur du FLN ;

- le président de l'APN ;

- le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;

- le ministre de l'Education ;

- le ministre de l'Information et de la Culture ;

- le ministre de l'Intérieur ;

- le secrétaire général de l'UNJA ;

- le secrétaire général de l'UGTA ;

Nous, étudiants de l'Université de Tizi-Ouzou, avons l'honneur de venir par cette présente lettre vous rendre compte de la situation qui prévaut au sein de notre université. Tous les efforts que nous avons déployés pour combler le vide culturel qui sévit dans notre université depuis son ouverture n'ont pas abouti par cause de blocage de la part des autorités locales. A maintes reprises, nous nous sommes vus interdire toute initiative d'instaurer un environnement culturel propre à dynamiser la vie universitaire. Conscients de la position stratégique qu'a occupée la culture populaire au cours de la guerre de libération, conscients du rôle primordial qu'elle joue actuellement dans l'impulsion révolutionnaire des masses populaires, vers une société développée et épanouie, nous n'admettrons à quiconque le droit de priver celle-ci, mille fois millénaire, tout un peuple ; auquel (cas) ce serait le dépersonnaliser et ceci constituerait un sérieux handicap pour leur esprit révolutionnaire, sans lequel un pays socialiste ne peut aller vers l'avant.

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

L'année 77/78 : Le comité de cité de l'Université de Tizi-Ouzou a invité le chanteur kabyle Aït Menguellat ; celui-ci s'est vu interdire de chanter, sans qu'aucune explication n'ait été fournie par les autorités locales.

L'année 78/79 : Le 19 mai 79, la troupe théâtrale universitaire s'est vue refuser la représentation de la pièce "La guerre de 2 000 ans" de Kateb Yacine par les autorités locales, prétextant que le thème ne concordait pas avec la circonstance : "Journée nationale de l'étudiant". Cette même pièce a subi le même blocage le 24/01/1980 ; afin d'arriver à leur fin, les autorités ont été jusqu'à menacer les membres de la troupe.

Le comité de cité de Oued Aïssi a invité M. Mouloud Mammeri pour une conférence intitulée "poèmes kabyles an-

ciens", le 10 mars à 14 h 30. La veille, à minuit, un coup de téléphone, au nom du directeur du centre était adressé à M. Mouloud Mammeri lui annonçant l'annulation de la conférence. Le lendemain matin, le directeur dément formellement avoir été l'auteur d'un pareil acte avec preuves irréfutables.

Durant cette matinée du 10 mars 1980, le directeur du COUS a refusé toute entrevue avec le comité de cité, pour récupération du matériel nécessaire à l'organisation de cette conférence. Alors que plus d'un millier d'auditeurs attendaient l'arrivée du conférencier dans le calme le plus parfait, deux barrages de police étaient dressés sur la route Alger-Tizi-Ouzou, l'un au niveau de Drâa-Ben-Khedda, l'autre au niveau de Boukhalfa. Vers 14 h, M. Mammeri sera arrêté à Drâa-Ben-Khedda et conduit au siège de la wilaya pour une entrevue avec M. le wali de Tizi-Ouzou. Auparavant on lui aurait même retiré ses papiers d'identité.

Prétextant des troubles imaginaires, le secrétaire général de la wilaya, M. Diar, qui reçut M. Mammeri en présence des policiers lui signifia que sa présence était indésirable et la tenue de la conférence inopportune.

L'ensemble de la communauté universitaire a été indignée par de telles manœuvres honteuses. Cet acte a provoqué le 11 mars 1980 une marche massive d'étudiants à laquelle se sont joints des enseignants. Cette marche a eu lieu sur les différentes instances de la wilaya. L'ensemble des manifestants ont dénoncé :

- l'interdiction de la conférence de M. Mammeri ;

- la répression organisée contre la culture berbère ;

- l'abus de pouvoir du CNP et du wali ;

- le quadrillage policier de l'université ;

Cette marche a eu lieu avec les slogans suivants :

"Wali et CNP, conférence de Mouloud Mammeri interdite ? ?"

"Non à la répression culturelle",  
"Oui pour les cultures populaires algériennes".

"La culture berbère n'est-elle pas algérienne ?"

Vu l'article 19 de la Constitution, (...),

Vu l'article 41 de la Constitution, (...),

Vu l'article 53 de la Constitution, (...),

Vu l'article 55 de la Constitution, (...),

Vu le chapitre (...) de la page 64 de la Charte nationale (...),  
Vu le chapitre VIII de la Charte na-

tionale,

Nous considérons que ces actes portent atteinte aux textes de la Charte nationale, de la constitution ainsi qu'aux orientations socialistes de notre pays. Nous condamnons tous ceux qui veulent dénaturer notre mouvement et lui donner une interprétation erronée : en conséquence, nous exigeons :

- le rétablissement de plein droit de la tenue de la conférence de M. Mammeri sur le même thème ;

- le rétablissement dans ses droits légitimes de la culture et de la langue berbères et la cessation de cette répression contre elles ;

- le respect des franchises universitaires et la levée de toute entorse au fonctionnement des institutions ;

- l'enseignement de la langue berbère en tant que deuxième langue officielle ;

- le respect des libertés démocratiques au sein de notre université.

Nous lançons un appel pressant à la direction politique de notre pays afin de répondre à nos revendications.

Les étudiants du centre universitaire de Tizi-Ouzou

## Motion de soutien aux étudiants Tizi-Ouzou, le 17 avril 1980

- Suite aux précédentes manifestations qui se sont produites

- informés des points énumérés par les étudiants,

- tenant compte de l'objectivité et de la clairvoyance de ces points soumis par lettre ouverte au président de la République,

- conscients de toutes ces revendications légitimes qui ne pourront que profiter à notre peuple pour une meilleure unité cimentée d'une Algérie révolutionnaire, ainsi qu'à son développement,

- vu l'appel lancé par le secrétariat national de l'UGTA, compris dans son fond que dans sa forme,

Nous, travailleurs, cadres de la Sécurité sociale de la wilaya de Tizi-Ouzou,

Soutenons les étudiants dans leur action et revendications jusqu'à la concrétisation de ces points,

Demandons la libération immédiate des détenus pour délits d'opinion,

Sommes pour une diversité de la culture populaire nationale,

Signé : Les travailleurs et cadres de la caisse de sécurité sociale de la wilaya de Tizi-Ouzou.



fait extraordinaire qu'on ne peut absolument pas trouver avec un livre. Un livre, c'est quelque chose d'un peu mort. Tandis que là, le poète a devant lui des gens à qui il s'adresse. Ou bien il les intéresse et ils l'écoutent favorablement, ou bien il tape à côté de la cible et ils s'en vont. Cela implique que cette poésie soit toujours engagée dans la vie, insérée dans l'existence des hommes.

**Libé :** Par exemple, on attend du poète, qu'il soit porteur d'un savoir médical.

Celui à qui on demande ces connaissances, c'est le « sage », l'*amousnaw*. Mais l'*amousnaw* et le poète sont souvent une seule et même personne qui a en même temps une maîtrise des mots et un savoir pratique: il doit répondre à des questions d'ordre tout à fait matériel: dans le domaine médical, mais également pour le calendrier des travaux agricoles, la construction d'un pressoir...

**Libé :** Dès votre enfance vous avez été de plain-pied avec cet univers de connaissances ?

Je suis né dans ce milieu. Mon père était un de ces poètes. Un grand nombre de gens venait le voir pour arranger telle ou telle question. Quand on m'a envoyé au lycée, je me suis aperçu que j'avais hérité d'une sorte d'acquis extraordinaire, que les élèves français n'avaient pas. Je suis sûr que le contact direct avec cette poésie vivante m'a sensibilisé à toute littérature, même si ce n'était pas la mienne. Quand j'étais en cinquième, j'avais lu presque tout Racine. Ce qui n'est

pas rien si vous pensez que le français était pour moi une langue étrangère.

**Libé :** Mais par la suite vous avez écrit des romans et non pas des poèmes.

Je ne pouvais pas rester prisonnier de cette culture que j'avais acquise durant mon enfance. D'ailleurs, contrairement à ce que l'on croit, cette culture n'est pas du tout figée. Les occidentaux pensent que ce sont des sociétés « froides », fermées sur elles-mêmes. C'est loin d'être vrai. Cette culture que j'ai vécue étant enfant, était une culture très ouverte. Mon père citait des vers de Hugo et de Voltaire, alors que le français, qui était pour moi une langue étrangère l'était encore plus pour lui qui n'avait même pas le Certificat d'Etudes.

**Libé :** Ce rapport entre la technique artisanale et la technique poétique s'explique aussi par le fait que le poème véhicule un savoir pratique. Cela n'a rien à voir avec l'art pour l'art.

L'art pour l'art, dans une telle société, on ne voit pas bien comment cela pourrait exister. Cette poésie orale a une fonction très réelle, elle n'a rien de gratuit. Littérature orale, cela signifie qu'un homme se présente devant d'autres, qui sont là, vivants, qui réagissent, et auxquels il récite ses vers. C'est un rapport

**R**endre vie à la culture berbère étouffée par l'Islam et l'uniformisation culturelle. C'est le projet de Mouloud Mammeri. Non pas pour en faire une culture de « réserve indienne » mais pour préserver une manière d'être particulière en recomposant le tissu d'une mémoire collective.

**Libé :** D'ailleurs, c'est souvent un artisan qui est le poète de la tribu.

Les artisans ne sont sans doute pas les seuls à être porteurs de cette culture, mais cela leur est plus facile.

Le rapport entre la poésie et l'artisanat est tout à fait évident. L'artisan est préparé par son métier, déjà, à faire oeuvre de poète. Parce que la poésie dont nous parlons est une poésie orale Elle est contrainte, pour pouvoir se transmettre, à un certain nombre de règles. Si elle était écrite, il n'y aurait qu'à ouvrir le livre pour voir ce qu'il y a dedans. Mais comme ce n'est pas le cas, il faut toute une technique sur laquelle s'appuyer pour que la transmission soit possible. Et cette technique, correspond dans le domaine des mots à celle appliquée par l'artisan dans son travail... Quand je dis cela, je pense à des gens très précisément... Quelle application, quel amour du beau il faut pour ciseler le cuivre sur la crosse d'un fusil, c'est un travail très long et seul un véritable artiste peut le réussir. Alors, cet artisan n'était pas dépaycé d'apporter la même application dans le domaine du verbe, pour ciseler des vers qui riment bien.

**Libération :** Vous êtes né dans une tribu Kabyle qui comprenait un grand nombre d'artisans. Votre père lui-même était artisan. C'est ce qui a déterminé votre rapport à la culture.

Mouloud Mammeri: Je suis effectivement d'une famille d'artisans: bijoutiers, mais surtout armuriers. Et il est certain qu'il est plus facile d'assimiler la culture traditionnelle à l'intérieur du groupe des artisans que de celui des paysans. Ceci pour des raisons matérielles: l'artisan a du loisir et du temps; ce qui n'est pas le cas du paysan.

Mais surtout le travail du paysan est individuel: il est seul avec ses bêtes dans son champ, sur sa terre. C'est tout à fait le contraire pour l'artisan. Il y a dans une échoppe d'armurier un défilé sensationnel de gens, qui viennent non seulement pour faire arranger leur fusil, mais aussi pour parler. C'est un lieu de rencontre. Au bout d'un certain temps, l'artisan emmagasine toute la culture ambiante et même, il peut contribuer à la développer.

« Libération », 1-2/3/1980

## CULTURE

# L'homme éloquent

Mammeri poèmes kabyles anciens chez Maspéro

### POESIE

**M**ouloud Mammeri, qui nous avait donné, il y a une dizaine d'années, une très belle édition des poèmes du plus grand des poètes kabyles modernes, Si Mohand (*les Lesfrs, poèmes de Si-Mohand-Mahrouf-Mahand, Maspéro*), publie aujourd'hui un recueil de poèmes kabyles anciens qui fera date. D'abord par la qualité des traductions: Mouloud Mammeri a su trouver la langue elliptique et claire, précise et simple, qui convient pour rendre la poésie superbement savante et authentiquement poétique des aïeux berbères.

Ensuite, par le travail d'enquête, de critique ethnographique, philologique, auquel il s'est livré pour établir le recueil le plus complet et le plus rigoureux de poèmes jusqu'à confies aux mémoires ou à des collections partielles, souvent inexactes. Enfin par l'analyse historique qui lui a permis de suivre les grandes lignes de poètes

jusqu'à la fin du 15ème siècle et de découvrir ainsi, derrière les poèmes souvent revenus à l'anonymat du proverbe ou de la sentence, toute une tradition de créateurs originaux.

Le ton, souvent mallarméen, de ces poèmes kabyles ne doit pas tromper. Le statut du poète, de l'*amousnaw*, celui qui possède la *lamousri*, la connaissance, la sagesse, et l'art de l'exprimer, n'a rien de commun avec celui de nos symbolistes. Le poète est engagé dans la vie; il est le détenteur d'une sagesse pratique, située au-dessus même de la *taqouyfi*, la vertu kabyle, qui fait l'homme d'honneur, l'homme accompli. La *lamousri* est un art mais aussi un art de vivre, une pratique qui s'apprend par la pratique et qui a des fonctions pratiques» (1).

C'est une responsabilité et aussi un pouvoir, dans un univers où, comme dit le proverbe « l'homme éloquent a avec lui tous les hommes ». Le poète est celui qui, par une phrase, sou-

vent passée en proverbe, répond une situation inextricable, met fin à un conflit meurtrier ou au contraire déclenche une guerre impitoyable. Mais plus profondément, il est celui qui, en se situant au-delà des limites de la sagesse ordinaire, s'agrippe à des impératifs de l'honneur, est capable de résoudre les antinomies ultimes de l'existence humaine. Et de donner à la solution ainsi trouvée sur le *chamra*, sur le terrain, dans le feu de l'action, une expression exemplaire. Ainsi Youcef-ou-Kaci condense en deux vers, lancés en réponse à quelqu'un qui l'avait défié à la lutte, toute la logique de l'échange d'honneur, qui voue au déshonneur aussi bien celui qui se bat avec un adversaire socialement inférieur que celui qui l'écrase au-delà des limites de la bienséance:

«C'est honte de t'abattre  
Honte deux fois d'être  
abattu par toi».

Un des noms de la poésie en kabyle est *asefrou* qui

vient de *frou*, élucider et aussi trier, distinguer: le poète est celui qui élucide les choses obscures. Un des poèmes de Youcef-ou-Kaci commence ainsi:

«Au nom de Dieu, je vais  
commencer,  
Hommes ouïses, écoutez-  
moi.  
Je chante les paraboles  
avec art,  
J'éveille le peuple».

On pourrait aussi traduire, comme Mouloud Mammeri, je mobilise le peuple. Et le même Youcef-ou-Kaci disait aussi:

«Prétez-moi l'oreille com-  
prenez mes dis  
Je vous enseignerai la  
sagesse  
Je vous rendrai les choses  
aussi distinctes  
dans une bourse».

«Quand le cours des événements lance un groupe un défi insolite, c'est à l'*amousnaw* que revient la tâche de l'intégrer à un ordre familial ou logique». Ce qui suppose que le poète sache transformer sans cesse la tradition pour mieux la

conservet: transgresser la règle pour en sauvegarder l'esprit. Or est loin, on le voit, de l'image traditionnelle des sociétés dites traditionnelles comme univers figés, enfermés dans leurs règles et leurs coutumes.

Cette poésie à la fois orale et savante, érotique et populaire, faite pour être chantée en présence de tous et aussi pour être méditée longuement par les sages, ne vaut pas seulement comme un document historique sur une civilisation disparue. Je ne m'étonnerais pas que, précédant à la façon de tous les aïeux, ses ancêtres, qui savaient exhorter leurs auditeurs, chercher le sens second de leurs propos («Comprenez-moi hommes autour de moi...»), Mouloud Mammeri ait voulu transmettre un autre message, plus secret: en un temps où les derniers porteurs de la culture berbère, vouée par une sorte de fatalité historique au statut de «culture seconde», de «culture des marges», sont confrontés

aux verdicts hautains d'une loi technique technocrate, il n'est pas inutile de faire revivre la figure de personnages tels que Youcef-ou-Kaci ou Cheikh Mohand, ces maîtres de la parole populaire qui tenaient son pouvoir de ce qu'elle ne faisait que donner aux sentiments communs une expression exemplaire. Et ce n'est sans doute pas mal interpréter l'intention de l'*amousnaw* moderne que d'opposer aux nouveaux maîtres, si bons dormeurs, les paroles de Hédi Mokhtar Alt Sadi:

«Est-ce la malédiction  
paternelle  
Qui m'a condamné aux  
discours nocturnes ?  
Quand vient la nuit, tous  
dorment,  
Qu'ils aient couverture  
ou en soient démunis,  
Hors moi, qui vais, cour-  
vert d'inquiétudes».

Et plait sous la charge,  
Pierre BOURDIEU  
1) Voir: Diagnostics sur la  
poésie orale en Kabylie -  
Actes de la Recherche en  
Sciences Sociales - n° 23,  
Septembre 78.



Libé: On retrouve là encore une fonction du poète: assurer la communication avec l'extérieur.

La société berbère est toujours présentée comme segmentaire, composée de groupes repliés sur eux-mêmes. Il faudrait analyser longuement pour voir comment cette société dite figée avait réussi à instaurer un équilibre entre les forces qui tendent à la fermer, et celles qui la poussent à s'ouvrir pour acquérir des éléments extérieurs.

Les poètes qui se promenaient d'un bout à l'autre du domaine berbère, et souvent même au-delà, étaient les agents de cette communication. C'est à eux qu'était confié, justement parce qu'ils voyageaient, le soin de trier le bon grain de l'ivraie, si

j'ose dire, et d'assurer ainsi l'évolution.

Prenons un exemple historique: la conquête coloniale. C'était véritablement l'arrivée des martiens, l'irruption de formes de culture, de croyances totalement étrangères à la société. Les Berbères se sont battus, et ont été vaincus. Logiquement il ne pouvait se produire à ce moment, qu'une seule chose: une société qui trouve face à elle l'obstacle d'une civilisation infiniment plus efficace qu'elle, est vouée à la disparition. Pourtant elle a survécu. Elle a été durement secourue; mais il s'est trouvé des hommes qui, devant ces événements impensables jusque là, ont repris les vieilles valeurs, en laissant tomber ce qui était dépassé, et ont ainsi permis à l'essentiel de survivre et ressurgir. Le poète Si-Mohand, par exemple, a redonné à cette société désespérée les moyens d'expliquer la défaite, de la supporter pendant des générations. Encore aujourd'hui on cite ses vers. C'est qu'ils avaient une valeur libératrice.

Libé: D'autant que la culture berbère avait été reléguée au rang de culture secondaire par l'islam. Au poète porteur d'une culture propre, de valeurs « nationales », s'oppose le marabout, dépositaire de la lettre du Coran, culture écrite, dominante, et étouffante.

Le marabout est porteur d'un savoir livresque, d'un savoir religieux qu'il a appris dans les livres. C'est une religion qui

est née à un endroit précis et qui porte la marque: elle s'est durcie à l'usage. La religion est peut-être révolutionnaire au départ, et puis la pratique sociale fait qu'elle se fige dans des dogmes très contraignants. Les marabouts étaient porteurs d'un savoir étranger, livresque, dogmatique. Leur fonction était de l'imposer tel quel, comme vérité descendue du ciel, de plaquer ce savoir sur une société qui existait déjà.

Libé: D'où venaient les marabouts?

Ce sont des Berbères, du Sud-marocain. Ils sont venus au moment où les Portugais et les Espagnols faisaient des expéditions sur les côtes marocaines. Un mouvement de résistance religieuse s'est développé contre eux. Les marabouts ont dit que ces agressions s'étaient produites parce que les musulmans n'étaient pas assez religieux; et ils se sont donné pour tâche la réislamisation.

C'est pourquoi ils ont essayé. Ils sont venus en Kabylie parce qu'ils retrouvaient là une humanité un peu semblable à celle qu'ils avaient quittée: des Berbères. Au 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles, ils se sont installés et si bien intégrés qu'ils ont fini par se fondre dans la société kabyle.

Mais cette société n'était pas vierge; ils ont trouvé là une culture, des valeurs, qui étaient incarnées en particulier par les poètes.

Dans certains cas ils ont collaboré. Dans d'autres ils se sont opposés.

La masse des laïcs a un préjugé favorable pour la lettre du Coran. Ce que dit le marabout ne se discute pas, puisque c'est Dieu qui parle par sa bouche. Il y a déjà un primat symbolique, une imposition de valeurs.

Libé: L'orthodoxie islamique produisait donc un effet de censure sur les valeurs berbères.

C'est plutôt un effet de blocage dans la mesure où elle substitue un corps de doctrines, une vision du monde à tout ce qui n'est pas elle. L'islam à cet égard est pire que le christianisme: c'est une religion encore plus unitaire.

Il y a un certain nombre de domaines dans lesquels la culture laïque ne peut absolument pas se manifester, parce que le terrain est déjà occupé de façon impérative par la religion.

On aboutit à un partage de domaines de la culture, des symboles et de l'expression. Les aspects nobles sont réservés à la religion et les parties les plus quotidiennes, les plus pratiques sont le domaine des poètes.

Dès qu'il s'agit des grands principes moraux, des grandes valeurs, de ce qui est légitime, c'est le marabout qui est dominant. Dans la pratique on s'adresse à l'*amoussaw*.

Libé: Est-ce que la culture berbère souffre aujourd'hui de la montée en force de l'islam?

Je ne peux pas répondre à cette question, car de toute façon la culture berbère n'a jamais été reconnue dans les États nouvellement indépendants. Il y a ici une espèce de concordance entre le régime monarchique et le régime algérien qui, du moins dans son principe, est socialiste. Sans doute parce que les États qui ont acquis l'indépendance ressentent un besoin d'intégration nationale très aigu.

Libé: Votre but est de redonner vie à la culture berbère, en restituant sa continuité historique. On pourrait vous taxer de passéisme?

Ce n'est pas du tout dans une vision passéiste que j'accomplis ce travail. Mais il faut garder l'essentiel tout en liquidant ce qui est purement formel.

Libé: C'est à dire que votre rôle serait celui d'un *amoussaw* moderne?

Pourquoi pas? Je serais heureux que ce soit vrai. Parce que le travail qui a été fait par les *amoussaw* dans leur temps peut être repris aujourd'hui dans les conditions et avec les moyens actuels.

Je crois profondément à la préservation de la culture berbère, mais aussi à son développement. J'y crois parce que ce n'est pas uniquement l'intérêt des Berbères.

Bien sûr ils sont intéressés au premier chef. Mais je pense qu'il s'agit d'un problème planétaire.

Le monde entier va vers la réalisation d'un type de civilisation qui est la vôtre. On arrive à

### Ouvrages de Mouloud Mammeri

Romans :  
- L'Opium et le Baton. Collection 10/18.

- La Collins oubliée. Collection 10/18.

Traductions et présentation des poèmes de Si-Mohand. Editions Maspéro.

Grammaire berbère. Editions Maspéro.

des blocages, des répressions de l'homme dans sa vie: il est aliéné, esclave de son travail, quand il n'est pas esclave tout court.

Alors je crois qu'il faudrait se garder de rayer d'un trait de plume des formules qui sont encore vivantes dans un certain nombre de parties du monde. Je crois que au contraire leur existence est une chance, parce que ça rompt avec cette uniformité mondiale. Il faut laisser aux gens le soin d'inventer leurs propres valeurs en leur donnant au départ le maximum de liberté de création.

Car à un certain niveau de profondeur, si une culture est réelle, elle est libératrice.

Propos recueillis par Didier ERIBON

« Le temps n'est plus où une culture pouvait se tuer dans l'ombre ». Dans la longue introduction au recueil de poèmes kabyles anciens qu'il publie chez Mespéro (1), Mouloud Mammeri dit sa volonté de redonner toute sa force à la culture berbère.

« La civilisation kabyle traditionnelle, et à vrai dire la civilisation berbère tout entière, était une civilisation du verbe. Non pas seulement parce que l'inexistence pratique de l'écrit hypertrophiait du même coup la valeur de la parole mais par choix ou par vocation. D'autres peuples se sont exprimés dans la prière, la musique, le commerce ou les mythes. Ici la parole a valeur éminente, voire despotique ». Dans cette optique « la poésie apparaît comme le degré le plus exalté (exaltant) d'une pratique par ailleurs commune ».

On comprend alors que le proverbe dise : « qui a l'éloquence a tout le monde avec lui ». Et que la poésie ait souvent valeur mobilisatrice : « la presque totalité des poètes

ont été les partisans résolus de la liberté kabyle contre l'entreprise coloniale. Tous ont usé de leur verbe, de leurs conseils, souvent de leurs armes contre l'agression ».

D'où la nécessité de « happer les dernières voix avant que la mort ne les happe », pour rendre au peuple berbère la mémoire de sa culture. Et lorsque l'on connaît le succès que les précédents recueils de poèmes anciens ont rencontré auprès des travailleurs émigrés en France, on comprendra que le projet n'a rien d'irréaliste.

Romancier et dramaturge de renom, Mouloud Mammeri qui a aujourd'hui 62 ans, lutte depuis longtemps pour la sauvegarde et le renouveau de cette culture étouffée et marginalisée. Notamment en enseignant le berbère à l'Université d'Alger, bien que le cours n'ait pas d'existence officielle.

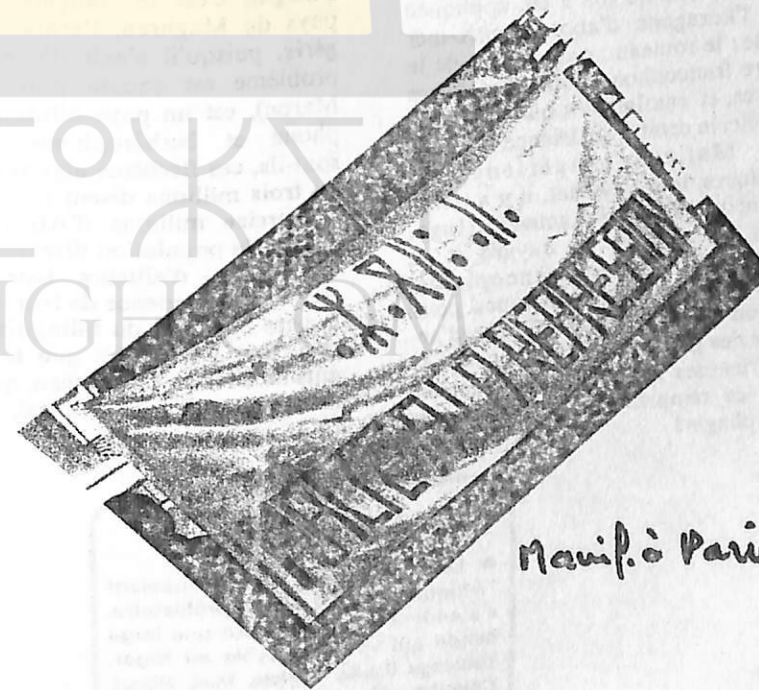
Après l'indépendance de l'Algérie, il avait également regroupé autour de lui des jeunes chercheurs pour fonder un institut d'ethnologie de la Kabylie.

Ce travail, il l'opposait à l'ethnologie objectiviste et structuraliste qui dissèque ou plutôt « croit disséquer » mais qui en réalité « réduit à l'état de choses morte la société qu'elle analyse comme entreprise néo-coloniale ».

Aujourd'hui, les revendications linguistiques de la jeunesse berbère, la prise de conscience d'une identité culturelle propre, lui apportent une magnifique confirmation de ses espoirs. « J'ai conscience d'oeuvrer dans une période de transition, ou certaines possibilités, peut-être certaines audaces me font défaut. Mais j'ai espoir de préparer le lit à des desseins plus radicaux et qu'un jour la culture de mes pères vole d'elle-même ».

Didier ERIBON

1) Mouloud Mammeri. Poèmes kabyles anciens. Editions Maspéro. (Voir dans Libération du 14 février, l'article de Pierre Bourdieu).



Manif. à Paris 6 7.4.1980



# LE DROIT D'ETRE BERBERE

"Les Nouvelles littéraires"  
17. 4. 1980

de notre envoyé spécial

L faisait beau à Alger, au début de ce mois d'avril, et la foule bigarrée, qui encombrait les rues, donnait à la ville un air de gaieté printanière, même si cette cohue témoignait surtout de l'ampleur de la crise du logement : on préfère en effet ne pas rentrer trop tôt chez soi lorsque l'on vit à quatre par pièce, Alger ne parvient pas à assumer l'exode rural...  
Au centre de la ville, rue Didouche-Mourad (ex-rue Michelet), l'animation est peut-être plus grande que partout ailleurs. Nous sommes à deux pas de l'université, et dans les cafés, fréquentés par les étudiants, au « Lotus » ou à la « Cafétéria » les discussions vont bon train. Juchés sur les marches de la fac, des groupes palabrent avec fougue, tout en prenant le soleil. De toute évidence, on n'est ici ni à Moscou ni à Prague : partisans ou adversaires de l'arabisation à outrance, femmes en mouvement, frères musulmans ou berbéristes (car si le peuple berbère a été historiquement repoussé vers l'intérieur, il y a ici beaucoup d'étudiants berbères) tous tentent de faire entendre leur voix sans retenue ni crainte.  
L'arabisation, le problème berbère et le statut de la femme sont, comme j'ai pu m'en rendre compte en deux semaines de séjour, au centre de tous les dialogues, de tous les débats : « culture nationale », ou « construction du socialisme », tout se ramène à ces trois pôles de l'interrogation algérienne. Dans les amphithéâtres, du moins ceux que j'ai pu fréquenter, la discussion est extrêmement libre. Sur les murs de l'université, les affiches manuscrites, en arabe ou en français, fleurissent. Mais au-delà des grilles, là où, par la rue Didouche-Mourad, s'ouvre l'accès à la ville, la liberté d'opinion se réduit quelque peu. Certes les « arabisants » (comme on dit ici pour les militants de l'arabisation) ont manifesté sans trop de problèmes ces derniers mois. Mais les femmes, elles, n'osent pas (encore ?) descendre dans la rue. Quant aux berbères, lorsqu'ils s'y risquent, ils se heurtent à la police.

Après l'interdiction d'une conférence sur la poésie ancienne kabyle que l'écrivain Mouloud Mammeri devait faire à Tizi-Ouzou le 10 mars dernier, une manifestation a donc été réprimée durement à Alger le 7 avril : escalade de la violence et de la répression autour de « problèmes marginaux » selon l'agence de presse algérienne APS... Mais ce geste classificatoire cher à tous les pouvoirs, qui consiste à exorciser le mal en rangeant sous l'étiquette « marginale » ou « minoritaire » ce qui dérange ou ce qu'on ne veut pas voir, ne suffit pas à régler un problème qui court aujourd'hui dans toute l'Afrique.

A l'origine, il y a la politique coloniale française, telle qu'elle a été appliquée dans l'hexagone d'abord, outre-mer ensuite : le rouleau compresseur de la culture francophone niant aux autres cultures, et aux langues qui en sont le véhicule, le droit à l'existence. Sénégalais, Maliens, Algériens, ou Voltaïques, tous devaient, il y a trente ans encore, énoncer Racine et Hugo, réciter les exploits de Bayard et de Napoléon. L'école francophone, laïque et républicaine avait aussi pour fonction inavouée mais efficace d'arracher des gorges bretonnes, occitanes ou africaines les langues maternelles pour les remplacer par le français : glottophagie !

## Une nation une langue

Puis vinrent les indépendances. Aussitôt les nouveaux états, héritant de frontières coloniales souvent aberrantes, s'empressèrent de les assumer de la façon la plus traditionnelle qui soit : en faisant semblant de croire que dans ces limites arbitraires, les limites d'un Etat, se trouvait une nation définie par un idiome. Il y a là, paradoxalement, la dernière trace de l'époque coloniale, l'idée qu'un pays coïncide nécessairement avec une nation et avec une langue. Mais quelle langue ? C'est là, justement, que le bât blesse. Pour le président Senghor, au Sénégal, c'est le français. Dans les pays du Maghreb, l'arabe. Or, l'Algérie, puisqu'il s'agit d'elle (mais le problème est encore plus grave au Maroc), est un pays bilingue, arabo-berbère et berbérophone. Combien sont-ils, ces Berbères algériens ? Deux ou trois millions disent les uns (environ treize millions d'Algériens), un tiers de la population disent les autres. Qu'importe d'ailleurs leur nombre face à cette évidence de leur existence, à cette évidence du bilinguisme algérien, tout aussi clair que le plurilinguisme ivoirien ou guinéen, que le plurilinguisme français aussi, qui vit

**Les Berbères**  
● Les Berbères, qui occupaient l'Afrique du Nord dès la préhistoire, s'étendent aujourd'hui sur une large bande qui va de la Lybie au Niger. Touaregs (Lybie, Algérie, Mali, Niger), Chleuhs (Maroc), Rifains (Maroc), Berbères, Chaouïas, Kabyles et Mozabites (Algérie). Ils sont peut-être plus de dix millions à parler une même langue séparée en plusieurs dialectes.

## Répression et diffamation

peut-être, lui, ses dernières années. Hélas, face à cette situation de fait, il y a l'islam, son livre saint, le Coran, et la langue dans laquelle ce livre est rédigé, l'arabe classique, qui est aussi éloigné de l'arabe algérien, (celui que parle la population), que le français moderne l'est de celui de Villon. La confusion entre l'Etat et la religion, qui n'est pas seulement le fait d'Israël, a mené les pays arabes du Maghreb à une politique scolaire et administrative volontariste : la langue nationale serait dorénavant l'arabe, le seul, l'arabe classique. C'est-à-dire que, d'un même mouvement, on dépossédait la population arabophone de son dialecte, l'arabe dit « dialectal », et la population berbérophone de sa langue qui n'a, elle, aucun rapport génétique avec l'arabe.  
Ainsi, paradoxalement, c'est au moment où l'Algérie, par le biais de sa

campagne d'arabisation, cherche à revenir à une culture authentique, qu'elle se rapproche le plus de la politique coloniale. « Problème marginal », les deux ou trois millions de Berbères algériens ? Ni plus ni moins que celui des 300 000 corses par exemple. Il y a eu, voici trois mois, des morts en Corse, et des intellectuels, qui en leur temps soutenaient la lutte de libération du peuple algérien, ont signé une pétition demandant l'autonomie de l'île. Confusion des genres ? Pas du tout, car le droit d'être Berbère, Corse, Alsacien, ou Kurde ne se marchande pas, ne se découpe pas en tranches.  
Tous ces pays qui ont accédé, il y a une vingtaine d'années, à l'indépendance ont, au fond, une chance historique extraordinaire : ils pourraient faire preuve d'imagination face au problème de la diversité culturelle et linguistique, montrer que l'on peut bâtir une société unie dans le respect des différences et que l'on peut, par exemple, être Algérien de nationalité mais Arabe ou Berbère de culture. Au lieu de cela, la répression.  
Et pire que la répression, la diffama-

tion. On laisse courir le bruit, à Alger, que ces manifestations de Berbères sont manipulées. Par qui ? Par le Front des forces socialistes de Aït Ahmed pour les uns, par l'Académie berbère pour les autres, qui siège à Paris et que l'on dit financée par le SDECE (ce qui est possible)... Et si, tout simplement, ces manifestants étaient mus par la simple et saine pulsion d'un retour à leur culture ? S'ils voulaient, tout bêtement, le droit pour leurs enfants d'apprendre à lire et à écrire dans leur langue maternelle ? S'ils imaginaient une Algérie fraternelle au sein de laquelle deux langues puissent coexister ?  
A Alger, à la fin du mois de mars, on s'agitait aussi du côté des femmes : les étudiantes, en particulier, étaient inquiètes de bruits persistants courant sur l'imminence de l'élaboration d'un code de la famille... Et certains militants de « gauche » répliquaient à ces inquiétudes : occupez-vous plutôt des problèmes du chômage, car seul le travail est aujourd'hui de nature à libérer la femme ; occupez-vous de la lutte des classes, pas de la lutte des sexes... ce vieux discours de l'orthodoxie et de

la langue de bois, cette séparation arbitraire entre les « problèmes prioritaires » et les « problèmes marginaux », ont toujours eu les mêmes effets : renvoyer les problèmes que l'on ne veut pas soulever, les questions que l'on ne veut pas poser, aux calendes socialistes qui valent bien les calendes grecques dans leur inexistence. Les Romains, eux, avaient des calendes, le

premier jour de chaque mois, qui était aussi le jour de l'échéance des dettes. Il serait dramatique qu'en Algérie, comme dans une bonne vingtaine d'autres pays africains, à force d'aveuglement ou de mépris face à des cultures qui ont, comme toutes les autres, le droit à l'existence, on accumule trop de dettes.  
Louis-Jean CALVET

## POEMES KABYLES ANCIENS

● Le titre de la conférence de Mouloud Mammeri qui fut interdite à Tizi-Ouzou est aussi celui d'un livre que l'écrivain vient de publier. A partir de transcriptions faites avant la guerre de 1914, il y tente de redonner vie à une certaine forme d'oralité, celle de ces poètes de Kabylie qui, comme Si Mohand, parcouraient les pistes et lançaient leurs vers à tous vents. Une oralité « mitigée » puisqu'elle nous parvient par l'écrit, une oralité moribonde aussi, et qu'il fallait s'empresser de recueillir.

Si les poèmes (en version bilingue) sont à lire un peu au hasard des pages ou des envies, les cinquante pages serrées d'introduction constituent un texte suivi et dense qui aurait sans doute été la matière de la conférence interdite. Mais ce livre arrivera-t-il jusqu'à Tizi-Ouzou ?  
L.-J. C.

POEMES KABYLES ANCIENS de Mouloud Mammeri (Editions Maspéro, 460 p.)



"Libération"  
14-20/4/80

« Djeha avait vendu sa maison en s'y réservant un clou ; il y accroche une charogne puante qui oblige les acquéreurs... à s'en aller. Les contradictions linguistiques léguées par la colonisation sont une sorte de clou de Djeha. » C'est ainsi que Pierre Bourdieu, sociologue et ethnologue, conclut l'entretien qu'il nous a accordé sur la Kabylie où il a vécu longuement. Il est l'auteur, entre autre, de plusieurs ouvrages sur l'Algérie. Son dernier livre, « Le sens pratique » (Ed. de Minuit) comporte deux longues études de la société kabyle.

**Libération :** Vous êtes spécialiste de l'Algérie. Comment expliquez-vous ce qui se passe actuellement en Kabylie ?

**P.B. :** On ne peut pas maîtriser en « spécialiste » l'ensemble des informations qu'il faudrait détenir pour répondre - ou même pour poser correctement les questions que vous posez. Ce n'est pas pour me défilier. Il est plus facile d'exprimer une solidarité avec ceux qui luttent contre une forme de discrimination (ce que je fais de tout cœur) que d'essayer de comprendre les raisons de cette lutte. Et je ne voudrais pas mélanger les deux attitudes. Je vais simplement essayer de donner une idée de la complexité de la question. Avec la conviction que compliquer ce n'est pas démobiliser.

**Libération :** La revendication berbère actuelle est donc une question complexe ?

**P.B. :** Il faudrait d'abord dire qu'il y a des revendications berbères, même si elles sont relativement unifiées, comme l'a montré la solidarité manifestée par les travailleurs aux étudiants.

#### « SOUS L'ISLAM, LA ROCHE BERBÈRE AFFLEURE »

**Libération :** Quand on parle de Berbères, de quoi parle-t-on ?

**P.B. :** L'Algérie est un magnifique exemple de la quasi-impossibilité de définir des ethnies (ne parlons pas de races) tant est grande l'interpénétration des critères. Aujourd'hui, beaucoup de ceux qui, étant arabophones, sont dits Arabes, sont en réalité des Berbères arabisés. De même, il semble établi qu'une partie des juifs d'Afrique du Nord réside dans cette non-coïncidence des limites ethniques, culturelles, économiques... Ces dimensions se chevauchent, et c'est avec beaucoup de prudence qu'il faut parler de groupes

Arabes et Berbères. C'est déjà un progrès de dire Arabophones ou Berbérophones. Ce qui pourtant est encore une simplification puisque le bilinguisme est très courant.

En fait, la réalité linguistique est le résultat d'une combinaison de quatre langues : l'Arabe classique (seul reconnu et enseigné ; ce qui est au cœur du problème), l'arabe dialectal, le Berbère (il faudrait dire les différentes langues berbères) et le français. Et pour décrire correctement les différences à base linguistique il faudrait prendre en compte le degré auquel sont maîtrisées les différentes langues. On irait ainsi des quadrilingues parfaits aux monolingues parfaits en passant par une infinité de combinaisons telles que « parle le berbère, jargonne le français ou l'arabe dialectal ».

**Libération :** On ne peut pas en rester à une analyse en termes de culture ou même de langue. Mais il y a tout de même une culture berbère : celle dont votre ami Mouloud Mammeri parlait récemment dans *Libération*.

**P.B. :** Sans évoquer toute l'histoire du passé berbère, je puis dire au moins qu'il est incontestable qu'il existe une tradition culturelle berbère, tout à fait originale qui s'est perpétuée à travers (pour ne pas dire contre) l'Islam, et à travers la colonisation. Mouloud Mammeri a contribué à restaurer l'aspect le plus original, le moins connu avant lui de la tradition, la poésie orale, populaire. Mais d'autres, comme Jacques Berque, ont montré que, par exemple en matière de droit, sous la vague du droit coranique « sans cesse la roche berbère affleure ». On pourrait montrer la même chose dans tous les domaines de la pratique, comme les traditions matrimoniales ou les rituels. Il y a une vision du monde

berbère, qui a ses structures propres, tout à fait irréductibles à la tradition religieuse de l'Islam. Même si les interférences sont nombreuses, par exemple en matière de calendrier rituel, de fêtes... Abdelmalek Sayad, dans un article intitulé *El Ghorba*, a montré récemment comment un émigré kabyle pouvait fournir une quasi-théorie de l'émigration en se servant du matériel linguistique et culturel que fournit la tradition berbère : *el ghorba*, c'est l'exil, mais aussi le couchant, le déclin, le mort, etc qui est perçue à tort comme l'avenir, le bonheur.

Cela dit, Mouloud Mammeri a montré avec beaucoup de précision que les transactions incessantes entre le fond berbère et la norme islamique étaient le produit d'un jeu politique quasi-conscient dont les protagonistes étaient le lettré coranique (le marabout), le sage berbère (l'amousnaw) et le paysan kabyle. Si la tradition berbère s'est conservée, c'est au prix d'une espèce d'effort millénaire pour conserver en transigeant, en dialoguant avec les instances politiquement ou symboliquement dominantes. Cette transaction défensive s'est continuée dans le rapport avec la culture des colonisateurs.

**Libération :** Vous disiez pourtant qu'il fallait dépasser l'analyse en termes de cultures.

**P.B. :** En effet, c'est vrai et vous voyez que c'est très compliqué, qu'il suffit de changer d'optique pour faire disparaître ces différences, et découvrir un fond de culture commun à toute l'Afrique du Nord. Par exemple, pour revenir au rituel, on retrouve, à quelques variantes près, les mêmes traditions rituelles, qui là aussi, se perpétuent sous le vernis de l'Islam, d'un bout à l'autre du Maghreb.

#### LAKABYLIE, REGION SUR-COLONISEE

**Libération :** Ce qui fait que le rattachement de l'Algérie au camp arabe, et la région islamique ne correspondent guère à la réalité du pays.

**P.B. :** En fait ce n'est pas si simple. L'islamisation est un fait indiscutable, même si elle est beaucoup moins profonde qu'on ne le dit souvent. Mais il faut revenir à l'histoire et aux différences produites par l'histoire. Sans me prononcer ici sur l'unité ou la diversité culturelle des pays arabes ou islamiques (tout le monde sait que ce n'est déjà pas la même chose), on peut

Comme on pouvait s'y attendre, la réussite de la grève générale en Kabylie mercredi dernier a durci les positions de part et d'autre. Mis en demeure par le ministère de l'enseignement supérieur de reprendre leurs cours samedi, sous peine « d'être considérés comme ayant renoncé à leurs études ou à leur carrière d'enseignants », les étudiants en grève de l'Université de Tizi-Ouzou réunis en Assemblée générale ont décidé de poursuivre leur mouvement.

d'une part, « disent toute la vérité » et que « les autorités les plus hautes du pays » de l'autre « les prennent en considération ».

Une considération dont le président Chadli en personne a fait preuve puisqu'il est pour la première fois intervenu publiquement mais dans un sens très éloigné des préoccupations des étudiants. « La question d'être arabe ou de ne pas l'être ne se pose plus » en Algérie qui « est un pays arabe, musulman, algérien » a déclaré le président

dire à coup sûr que l'histoire de l'ère coloniale a profondément séparé l'Algérie des autres pays « arabes » et même des autres pays africains et même des autres pays d'Afrique du Nord. S'il y a quelque chose de politique dans la revendication actuelle des Kabyles, cela tient peut-être au fait

qu'ils ont subi autrement les effets de la colonisation. Je dis souvent que l'Algérie est un pays dont le prolétariat est en France : ce qui explique beaucoup de choses de l'évolution politique dans ce pays.

Or il ne faut pas oublier que ce prolétariat est en grande partie kabyle et que la logique des échanges, des retours, fait que la Kabylie a subi à un plus haut degré encore l'action des facteurs historiques qui se sont exercés en général sur l'Algérie, et qui distinguent déjà l'Algérie de la plupart des pays d'Afrique du Nord. L'Algérie est très différente des autres pays parce qu'elle a été colonisée plus longuement, plus violemment, plus profondément. Ce qui explique paradoxalement le rôle qu'elle joue aujourd'hui dans le Tiers Monde. Or la Kabylie a, au sein même de l'Algérie, subi plus violemment l'impact de la colonisation française : domination culturelle, prolétarianisation. Du coup, elle est portée à des positions d'avant garde.

**Libération :** Il y a pourtant une dépolitisation apparente du mouvement actuel ?

**P.B. :** Est-ce que cette dépolitisation apparente du mouvement ne tient pas pour une part au fait que la

solidarité ne peut se faire que sur cette base ? Cela dit, la politisation est incontestable, car là où l'on voit un « problème kabyle », il y a peut-être un conflit beaucoup plus profond entre des populations séparées par leur histoire, et notamment l'histoire coloniale. Tout le monde sait qu'en

Algérie comme au Maroc, les colonisateurs ont toujours « favorisé » les Berbères sur la base d'une intention politique : diviser pour régner (au point que par une réaction compréhensible on finissait par nier l'existence de toute diversité culturelle). Par exemple la politique scolaire a toujours « favorisé » la Kabylie où furent implantées les premières écoles. (Mais il faut voir à ce sujet les très beaux travaux d'Ageron).

Autrement dit, les différences se sont cumulées, la politique coloniale redoublant des différences historiques qui préexistaient. Un autre facteur : l'émigration. Ce sont les berbérophones et tout particulièrement les Kabyles qui, pour des raisons économiques (économie montagnarde, pauvre...) et culturelles (école, etc) ont fourni dès l'origine les plus gros contingents d'émigrés. Avec tous les effets en retour sur la société d'origine : pénétration de la langue française ; des modèles culturels, transformation de l'économie.

Autre facteur historique : la guerre de libération elle-même, dont les régions berbères ont été les hauts lieux. Certains diraient peut-être que les Berbérophones et particulièrement les Kabyles n'ont pas eu dans l'Algérie libérée la place

Renforcés dans leur revendication par la formation d'un « comité populaire de coordination » constitué d'ouvriers et d'employés de plusieurs grandes entreprises locales, du personnel sanitaire de Tizi-Ouzou et de l'ensemble de la communauté universitaire des lycées de la région, les grévistes posent des conditions draconiennes comme préalable à toute reprise : ils exigent la « libération immédiate » de toutes les personnes arrêtées ainsi que la cessation des « tracasseries policières » et demandent que les médias officiels

algérien. Tout en soulignant que les problèmes ne doivent pas être posés dans la rue « mais dans le cadre de la charte nationale », il a ajouté que « le patrimoine culturel national n'est pas la propriété exclusive d'aucune région ni d'aucun groupe » et rejeté « l'exploitation de ce patrimoine à des fins politiques ».

Une prise de position qui n'est certes pas une déclaration de guerre mais qui, dans l'immédiat, rend difficile toute conciliation.

**Libération :** Quelles sont les bases sociales des luttes en cours ?

**P.B. :** C'est la question centrale. Nous avons parlé jusqu'ici, pour les besoins de la clarté, comme si les Berbérophones étaient une réalité indivisée. En réalité, les différences linguistiques sont croisées, comme partout, avec des différences sociales. Ce qui fait la complexité presque folle des problèmes linguistiques, tels qu'ils se posent en Algérie et aussi ailleurs, c'est qu'on a affaire à des effets de *domination croisée*. Sans pousser l'analyse on peut ainsi voir des Berbères d'origine, devenus francophones et occupant dans l'administration centrale des positions dominantes, tels des fils d'insti-

"Libération"  
14-20/4/80



uteurs Kabyles de hauts fonctionnaires du nouveau régime. Ces gens là se servent de la possession de ce capital qu'est la langue française, pour dominer leurs équivalents arabophones (et la révolte récente des étudiants arabisants). On sait par les analyses de sociologie de l'éducation que, dans le système scolaire, les arabisants, qui sont voués à des carrières scolaires moins réussies, sont d'origine sociale plus défavorisée que les francisants qui, au niveau des terminales, réussissent beaucoup mieux que les arabisants. Comme l'ont montré en particulier les travaux de Mustapha Haddad, les arabisants sont souvent plus proches par leur origine des aspirations et des revendications populaires tandis que les francisants sont, du fait du contenu de l'enseignement qu'ils reçoivent mais aussi du fait de tout ce que leur ouvrent l'usage de la langue française et aussi leur milieu, plus ouverts aux idées modernes, même en politique. Ce qui ne veut pas dire qu'ils comprennent et expriment mieux les aspirations politiques de leur peuple.

Mais la défense de l'arabe, lorsqu'il s'agit de l'arabe classique, si elle a, inconsciemment des fondements légitimes, occulte les fonctions de domination que remplissent, à des degrés différents et par des voies différentes, la maîtrise du français et de l'arabe classique : elle dissimule souvent les intérêts associés à cette forme de capital qu'est la possession d'une langue légitime sous le masque d'un nationalisme arabe, du pire arabo-islamique aussi ambigu dans ses fins que dans ses moyens. Ce qui est sûr c'est que toutes ces querelles linguistiques ne concernent guère les plus démunis économiquement, culturellement et linguistiquement même si, comme cela semble être le cas aujourd'hui en Kabylie, ils peuvent reconnaître leurs intérêts plus larges de dominés dans la lutte contre la domination linguistique.

On aime à raconter en Algérie l'histoire du Clou de Djeha. Djeha avait vendu sa maison, mais en s'y réservant un clou. A ce clou il accrocha une charogne puante qui obligea les acquéreurs à s'en aller.

Les contradictions linguistiques léguées par la colonisation sont une sorte de clou de Djeha.

Propos recueillis par  
Didier ERIBON  
LES 19 ET 20 AVRIL 1980

BIBLIOTHEQUE DE DARRIS NEGADI

## DERNIERES INFORMATIONS

### AURES - KABYLIE MEME LUTTE

Après les arrestations des étudiants à l'université de Batna opérées entre la fin de mars et la mi-mai, le régime (pour ne pas dire la Régence...) a tout fait pour minimiser et isoler (black-out de l'information, cordon sanitaire,..) les Aurès de la Kabylie et, au besoin même, dresser les uns contre les autres, tout comme au bon vieux temps de la colonisation.

Depuis plus d'une semaine, les étudiants de Batna occupent leur université, dénoncent la dictature, réclament l'enseignement et la reconnaissance de la tamazight, et, font leurs toutes les revendications émises par leurs frères Kabyles.

Pour une fois, le régime, s'inspirant des "gaffes" commises à Tizi-Ouzou, semble adopter une attitude intelligente vis-à-vis des Chaouias: l'université est cernée par la police et les C.N.S. mais l'ordre est donné de n'intervenir à aucun moment...

Le bâton ici, la carotte ailleurs; diviser pour mieux briser. Donc vigilance et tenacité jusqu'au bout...

## L'identité berbère et le refus d'être l'autre

TÉMOIGNAGE

Algérie

par A. RAHMANI (\*)

Que mes amis arabes me pardonnent, ce *proprio domo* n'est ni contre eux ni contre la culture arabe ou islamique. J'ai avec celles-ci de profondes attaches. Mes actions « engagées » aux moments les plus difficiles, pour leur défense, me donnaient toute la sérénité nécessaire pour absorber la berberité maghrébine.

A chaque fois que la menace pèse sur une civilisation, sur une culture, je me sens aussitôt citoyen de son peuple, *a fortiori* de celui de mes aïeux et de ma terre.

Trente années de pratique des pays arabes et islamiques, de l'Asie à l'Afrique, ne m'ont pas laissé indifférent aux problèmes de leur émancipation.

J'ai tiré de cette expérience que ce ne sont ni les institutions ni les intendances qui bloquent l'épanouissement de notre humanité, mais les hommes à courte vue, qui deviennent rapidement l'instrument de ceux de peu de scrupules.

Le problème berbère en Afrique du Nord, singulièrement en Algérie, en est un exemple. Avant et à l'indépendance, nous avons été un groupe à faire pression sur nos leaders révolutionnaires berbères les plus marquants, je cite : Krim Belkacem, Ait Ahmed, Boudiaf..., pour que cette berberité soit une expression nationale.

Sous le prétexte d'une prétendue unité nationale à préserver, ils laissèrent à la seule communauté arabophone le privilège absolu de s'arroger la représentativité algérienne.

En cadeau à cette belle mariée, Ben Bella, d'un seul coup de plume, fit de l'Algérie « indépendante » l'orphelinat d'un peuple sans langue et sans culture.

### Une mosaïque confessionnelle

Les événements de Tizi-Ouzou sont l'aboutissement naturel et inéluctable d'une situation faussée par la constante confusion de l'islam avec l'arabisme ou l'arabité. Comme si le catholicisme était une nationalité...

Au Maghreb, le berbérophone et l'arabophone se fondent dans une identité originelle, berbère.

Il y a des musulmans, des chrétiens, des juifs, de souche berbère. Cette mosaïque confessionnelle est l'apanage de la berberité depuis des millénaires.

Que l'on accuse les étudiants algériens d'être des instruments d'un néocolonialisme ou d'une quelconque opposition politique, c'est insulter et raccourcir l'avenir que représente notre jeunesse. C'est, par contre, la preuve du nouveau colonialisme instauré depuis vingt ans en Algérie, par le refus de reconnaître à son peuple sa spécificité.

Quant à l'autre instigateur, qui n'est pas nommé, mais, en portant notre regard vers qui nous savons, nous pouvons dire combien la France a depuis belle lurette tourné le dos aux Berbères.

Ponce Pilate a fait école, et ce n'est pas la très puissante Amicale algérienne qui nous démentirait ! Nos interventions répétées pour

Les offenses publiques à la dignité berbère se multiplient dans les rues de la capitale : on crachait par terre lorsqu'un Kabyle passait...

Le *Delenda Carthago* devint l'raison quotidienne d'une seule caste, qui se piquait — ô paradoxe ! — d'incarner la « révolution par le peuple et pour le peuple ».

Peut-on construire une unité nationale avec une fausse identité ? Par quel consensus populaire l'Algérie ou l'Afrique septentrionale dans sa totalité, sortie d'une colonisation, a-t-elle accepté de retourner vers une autre, dépassée de treize siècles !

Avant les événements de Suez, j'eus l'honneur et le plaisir de rencontrer une grande et authentique figure du monde arabe. Elle n'était encore ni à l'épanouissement ni à l'apogée de sa puissance montante. L'Algérie était à feu et à sang, à la reconquête de son identité.

L'illustre personnage me tint le langage suivant : « Vous, Maghrébins, vous n'êtes pas des Arabes, on ne vous demande pas de l'être. Soyez vous-mêmes, sans être contre nous. Restez fidèles à l'islam. »

Je ne manquai pas de répéter ces sentencieuses paroles aux membres du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la république algérienne).

En 1968, à Dakar, lorsque j'offris au président Senghor ma nouvelle revue *Amazigh* (1), il me dit : « Nous autres, Nègres, nous nous réclamons aussi d'une civilisation arabo-berbère, elle est un patrimoine africain. Je n'omettrai pas de le souligner lors de ma prochaine visite à Alger. » Il le fit en effet officiellement et très courageusement, comme à son habitude.

une alphabétisation des émigrés dans leur langue naturelle — déontologie de la pédagogie — sont restées lettre morte. Faute de moyens, nous ne pouvons nous offrir ni les locaux ni les formateurs. La presse, l'édition, la radio, ne nous sont pas plus accessibles. Ordres occultes... Il faut pouvoir aller au Canada pour trouver un éditeur.

Avant la manne pétrolière, l'Occident, particulièrement la France, longtemps grande puissance musulmane, refusait de découvrir ou de reconnaître l'importance des centaines de millions d'adeptes islamiques. Aujourd'hui, tout a changé, l'islam tient le devant de la scène. Gageons que, si les Berbères venaient enfin à recouvrer leur patrimoine, ils seraient, eux aussi soudain, à la une mondiale...

Symposium, débats, instituts des études avancées du monde berbère. Mais nous n'en sommes pas encore là. Les pouvoirs concernés sont rassurés.

Les Berbères, riches ou intellectuels, qui auraient le devoir et les moyens de sauver pacifiquement leur culture, comme la jeunesse de Tizi-Ouzou, sont, hélas ! si terrorisés par la crainte de perdre leurs privilèges ou de se voir arrêter en



RENCONTRE

# Femmes d'Alger, et cinéma de demain

à la Radio-Télévision Algérienne

UN FILM  
BERBERO-ARABE

Quatre co-productions et 12 films tournés en 1979, tous diffusés sur le petit écran : il n'existe pas d'accord avec la kafaïenne ONCIC permettant de les distribuer dans les salles. Douze autres films sont en préparation pour 1980. Le laboratoire de la RTA souffre d'imperfections au niveau du mixage et de l'étalonnage des couleurs. Mais les salles de montage sont bien équipées de steenbeck, et toutes occupées. Dans l'une d'elles, Moussa Haddad termine un film de quatre heures, Le défi. Cinéaste lui-même et chef du département « dramatique », M. Ahmed Bedjaoui organise une projection du précédent film de Haddad : La charrette, un chef-d'œuvre qui renvoie aux événements de Tizi-Ouzou, au dualisme linguistique et, plus largement, à la problématique maghrébine. Haddad pourrait bien être le pionnier d'un cinéma algérien philosophique et critique, qui aurait aussi toutes les qualités du grand spectacle.

Deux hommes traversent le désert avec une charrette. L'un veut aller de l'avant, vers le pays des usines et du développement économique. L'autre consulte les Livres à la moindre difficulté, toujours prêt à revenir en arrière. L'un parle l'arabe dialectal et croit obstinément au fonctionnel, au socialisme. L'autre emploie l'arabe coranique pour exalter les valeurs spirituelles du passé qui n'excluent ni la ruse, ni la cruauté... Seul le premier parviendra au but, ayant abandonné quelques illusions sur le paradis technologique et accepté le cadavre encombrant et nécessaire de son érudit compagnon. Le difficile métissage culturel entre l'Orient et l'Occident dont dépend aussi l'avenir du cinéma algérien. Gilbert ROCHU

### ONCIC : LA FIN DES HEROS

Son film de 1979, Premier pas, traite encore de la situation des communes rurales, à travers la revendication féministe d'une Algérienne, élue maire malgré l'opposition de son époux. C'est le seul film produit par l'ONCIC depuis deux ans. Et les autres cinéastes ont récemment émis quelques timides protestations de « laissés pour compte ». Aussi, pour la première fois, ils ont été invités à participer au prochain colloque sur le cinéma, qui se tiendra en juin à Alger.

Le projet qui sera discuté, consistera sommairement à séparer production et distribution, à l'intérieur de l'ONCIC et à ôter aux mairies la gestion des salles de cinéma. Sommairement, il s'agirait d'obtenir un cinéma mieux subventionné et une exploitation plus protectionniste, moins soucieuse des recettes que de la promotion du cinéma national. D'autres problèmes seront évoqués : la lourdeur de l'ONCIC qui emploie 80 cinéastes pour 400 « administratifs » ; l'absence d'accessoiristes, de décorateurs et de preneurs de son ; la nécessité de construire un laboratoire de cinéma... Cependant, l'ONCIC connaît surtout un problème de « vieillissement ».

En 1977, Omar Gatlato marquait une nouvelle étape. Pour la première fois, un film algérien abandonnait les grandes orientations politiques et nationales pour aborder la vie quotidienne : chômage, délinquance, sexualité... Et toute une culture parallèle propre à la ville d'Alger : surpeuplement, secrets des nuits, passion du football et des chansons populaires. Ce tournant vers une sorte de néo-réalisme à l'égyptienne, l'ONCIC n'a pas su le prendre. C'est à la télévision qu'il se développe. Parmi les derniers films tournés par la RTA : Le gaucher traite de la délinquance juvénile sans trop moraliser sur ce sujet. Le bouchon fait la chronique d'un immeuble sous forme de comédie. Autre film sur la délinquance, Les agresseurs, surtout remarquable pour la chanson de Hadj M'hmed Elanka, le maître du Chaabi.

Héritier des comités de cinéma, animés notamment par René Vautier, de la guerre d'indépendance, le Centre du Cinéma algérien a eu sa période épique : films de Lakdar Hamina et de Ahmed Rachedi, avec parfois la collaboration du romancier Mouloud Mammeri, fort attaché aux cultures berbères et kabyles, involontaire responsable des récentes manifestations de Tizi-Ouzou. Cette politique de westerns anti-coloniaux et de superproductions s'est rapidement heurtée à la faiblesse des exportations et à la modestie du marché intérieur (360 salles)... Le cinéma algérien revint alors à des films moins coûteux et... plus attentifs aux préoccupations de l'Etat : révolution agraire et consécration d'un nouveau cinéaste, Bouamari, l'auteur du Charbonnier.

son nom «Gebel Tarik» qui est devenu Gibraltar.

Le rayonnement des Empires berbères Almoravides et Almohades sur l'Afrique et l'Espagne est bien connu de l'histoire occidentale.

Enfin, de grands noms : généraux carthaginois, empereurs romains, évêques, dont saint Augustin, saint Cyprien, etc., littérateurs et scientifiques, tous d'origine berbère, mais ignorés d'une bonne partie des gens, y compris les Berbères eux-mêmes, pourraient remplir des bibliothèques entières et donner aux Berbères la fierté de leur identité et la justification d'une identité nationale.

Il leur reste à apprendre cette histoire et à la faire connaître.

« On ne doit pas rectifier le mythe d'après les faits, mais les faits d'après les mythes » : (Keyserling).

Il est exact que, dans l'opinion, le mythe prévaut plus que la réalité qui le dément. Il faut donc se mobiliser pour imposer cette réalité, avec la seule arme de l'esprit et de la raison. La vérité fait mal, mais ne tue pas. Elle reste dans la légalité.

- (1) Revue du monde berbère et des entités ethniques.
- (2) Entendre : origines berbères.
- (3) Nom donné à la Berbérie.
- (4) « La perfidie, celle qui divise ».

RECTIFICATION : Quelques coquilles se sont glissées dans le témoignage de A. Rahmani sur «l'identité berbère et le refus d'être l'autre» publié dans le Monde du 25 avril. C'est le 5 juillet 1976 (et non 1979) qu'El Moudjahid annonçait la naissance de la déclaration universelle des droits des peuples d'Alger. D'autre part, au début de son texte, l'auteur évoquait sa sérénité pour aborder (et non pour absorber) la berbérie maghrébine et soulignait que ce ne sont ni les institutions ni les instances (et non les inter-dances) qui bloquaient le rapprochement de l'humanité.

L'alphabet berbère est vieux de trois mille ans. Ses origines ne sont pas connues. On le suppose autonome. Quelques dates comparatives avec d'autres écritures : l'arabe apparaît en 512 après J.-C., le latin au huitième siècle avant J.-C., le français au dixième siècle après J.-C., l'anglais évoluera parallèlement, et empruntera beaucoup de mots au français, le russe au treizième, le bulgare au dix-neuvième, le macédonien en 1945, le norvégien au dix-huitième, le romanche, canton des Grisons (Suisse), quarante-cinq mille personnes, a été reconnu en 1938 langue nationale. Nous attendons qu'il en soit de même pour un peuple cinq cents fois supérieur numériquement. Rappelons qu'au Niger et au Mali le berbère est écrit et enseigné.

Algérie, qu'ils fuient leur ombre berbère...

LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DES PEUPLES D'ALGER. — « Elle est née hier à Alger », titrait El Moudjahid du 5 juillet 1979. Dans une autre édition du journal : « Conférence internationale sur l'impérialisme culturel. Les conditions de lutte : volonté et prise de conscience politique, souligne le docteur Ahmed Taleb Ibrahim. »

Rappelons que celui-ci était ministre de la culture, puis de l'information. C'est encore lui qui déclarait, sans être inquiété le moins du monde : « Quand on dit que l'Algérie est composée de Berbères et d'Arabes, c'est faux, les Algériens ne sont que des Berbères plus ou moins arabisés. »

Cette affirmation d'un homme de grande culture occidentale, islamique et arabe, ne peut avoir qu'une résonance particulière, lorsque, en d'autres temps, il niait toute berbéricité à l'Algérie.

Ainsi, sous les auspices des comités algériennes, cette Déclaration universelle des droits des peuples, a été conçue en trente articles. L'article 19, entre autres, est d'une brûlante actualité : « Lorsqu'un peuple constitue une minorité au sein d'un Etat, il a le droit au respect de son identité, de ses traditions, de sa langue et de son patrimoine culturel. » Sans commentaire.

L'identité, pour un peuple, c'est tout naturellement celle de son passé, de son héritage préhistorique et historique.

Au troisième millénaire, la Berbérie s'étendait du Nil, même de la mer Rouge, à l'Atlantique, jusqu'aux Iles Canaries et de la Méditerranée aux confins camerounais.

Elle a vu naître l'homme tertaire, au milieu d'un monde encore inachevé, en pleine évolution. Du Pré-humain d'Ain-Hanech (près de Sétif) à l'homme du néolithique de Columata (20 kilomètres nord de Tiaret) deux millions d'années ont passé. L'Atérien y est apparu il y a quarante mille ans, de Torafai (Maroc) à l'Egypte (oasis de Siouah et de Khargeh); lui succéderont l'ibéromaurusien, contemporain du Magdalénien (18 000 ans) qui, au troisième millénaire, occupera les Canaries et, parallèlement, au neuvième millénaire le Capsien (de Gafsa). Le premier dit de la race de Mechta d'afalou (Bougie), et le second, se retrouvent dans les types actuels berbères (Ferembach 1962 et 1970 - Chamla 1970 - Balout et Roubet 1970).

Encore plus tard et plus près de nous, au dixième siècle, des tribus berbères arabisées reviendront en Egypte, avec des Fatimides. Enfin, récente découverte, à Paris : l'analyse des pigments permet de supposer que Ramsès II avait des cheveux blonds roux, ce qui n'est pas sans signification anthropologique (2).

L'étude microscopique de la structure démontre que le pharaon était un leucoderme, c'est-à-dire un homme à peau blanche, ce qui concorde avec toutes les observations anthropologiques faites sur la momie (Archologia n° 115, Lionel Balout, février 1978).

b) L'histoire récente : trente siècles et demi d'invasions et d'occupation : la Berbérie a été une terre d'attraction de tous les peuples occidentaux et orientaux. Terre de légende, elle inspira les grandes tragédies grecoromaines : Athènes, Atlas, Hespérides, Odyssée, Calypso, Salammô de Flaubert.

Sa situation privilégiée, plaque tournante entre l'Europe, l'Afrique, l'Orient et l'Asie, ses richesses, furent l'enjeu de l'histoire au cours des sept grandes invasions : Phéniciens-Carthaginois, de 1100 à 147 av. J.-C. ;

### Les grands événements historiques de la Berbérie

a) L'Egypte et les Berbères : contrairement à ce que l'on a coutume de dire et d'écrire, l'histoire des Berbères n'a pas commencé en 1100 avant J.-C., avec Carthage, mais à bien plus de quatre mille ans avant J.-C., au cours des sept périodes historiques des trente et une dynasties pharaoniques égyptiennes. De 3197 à 332 avant J.-C., les relations berbère-égyptiennes furent aussi intenses que tumultueuses.

Les XXII<sup>e</sup> et XXIII<sup>e</sup> dynasties ont été libyennes. Le pharaon Sheshouq I<sup>er</sup> inaugura l'ère pharaonique berbère. Contemporain de Salomon, il laissera son nom dans la Bible. Les « épouses divines d'Amon », qui contrebalançaient l'influence des grands prêtres, sont issues de ces rois berbères.

Plus tard, les Libyens seront l'âme de l'opposition égyptienne contre les Perses et les satrapes, jusqu'à l'arrivée d'Alexandre.

Encore plus tard et plus près de nous, au dixième siècle, des tribus berbères arabisées reviendront en Egypte, avec des Fatimides.

Enfin, récente découverte, à Paris : l'analyse des pigments permet de supposer que Ramsès II avait des cheveux blonds roux, ce qui n'est pas sans signification anthropologique (2). L'étude microscopique de la structure démontre que le pharaon était un leucoderme, c'est-à-dire un homme à peau blanche, ce qui concorde avec toutes les observations anthropologiques faites sur la momie (Archologia n° 115, Lionel Balout, février 1978).

b) L'histoire récente : trente siècles et demi d'invasions et d'occupation : la Berbérie a été une terre d'attraction de tous les peuples occidentaux et orientaux. Terre de légende, elle inspira les grandes tragédies grecoromaines : Athènes, Atlas, Hespérides, Odyssée, Calypso, Salammô de Flaubert.

Sa situation privilégiée, plaque tournante entre l'Europe, l'Afrique, l'Orient et l'Asie, ses richesses, furent l'enjeu de l'histoire au cours des sept grandes invasions : Phéniciens-Carthaginois, de 1100 à 147 av. J.-C. ;

Romains, de 146 av. J.-C. à 432 de notre ère; Vandales, de 432 à 533; Byzantins (533 à 633); Arabes (755 à 1516); Turcs (1516 à 1830); Français (1830 à 1961).

Précisons que ces occupations, la France exceptée, ne couvraient pas tous les territoires, ce qui permit aux Berbères de constituer des royaumes et d'assurer leur défense. Les rois berbères et les grands résistants sont connus de l'histoire. Massinissa, grand roi d'un Etat redouté par Carthage et Rome; sa devise : « L'Afrique aux Africains. » A quatre-vingt-huit ans, il livrait encore bataille sur son cheval. Jughurta, bien qu'élevé à Rome, fut ennemi juré de celle-ci. Il disait d'elle : « Ville à vendre et achetée à périr si elle trouve un acheteur. » Juba II, marié à Cléopâtre Séléne, fille de Cléopâtre et d'Antoine, était un érudit.

Les Arabes, comme les autres, furent des envahisseurs.

Le général Amr, conquérant de l'Egypte (632), voulut s'aventurer vers le Maghreb. Le calife Omar l'en empêcha par ces paroles : « Ce n'est pas El Iriqila (3), mais El Moudjia (4), personne ne la conquerra tant que le vivant » (Ibn 'Abb Ah-Hakam, « Futuh I'Iriqiya wa L-Andalus. »)

Les Arabes mettront plus d'un siècle pour arriver à bout de l'Afrique du Nord. Ils se heurtèrent à deux chefs prestigieux : la Kahena, reine berbère des Aurès, et Kocella.

En fait, ils ne furent pas nombreux à pénétrer le Maghreb. Comme le dit Ibn Khaldoun, ils s'en retournèrent bien vite chez eux, et le peu qui resta fut absorbé par les Berbères.

Bilan : vingt-trois gouverneurs orientaux en quatre-vingt-quinze ans et une dynastie arabe, les Aghlabis à Kairouan, qui s'est éteinte en 908.

De 763 à la conquête turque en 1534, ce furent neuf dynasties berbères qui firent la grandeur musulmane, d'où la grande confusion avec les Arabes. L'une d'entre elles, les Fatimides, fonda Kahira (le Caire : la Victorieuse).

Le premier conquérant de l'Espagne fut le Berbère des Aurès Abou Zorah Tarik Ben Zian. Il franchit le détroit de Caïpe, auquel il laissa



# La Kabylie au cinéma

**L**e car s'éloignait le laissant sur la place du village avec sa valise et son costume de citadin. « Peut-être l'ingénieur chargé de l'irrigation » hasarda quelqu'un « Ou le médecin qu'on attend depuis des mois » dit le plus vieux. Mais l'étranger se dirigea vers l'école. Alger leur envoyait un... moniteur de gymnastique.

Ce début de téléfilm algérien pourrait servir d'introduction à un reportage sur l'insurrection de la Kabylie, oubliée de l'industrialisation, méconnue des Pouvoirs Publics, mal représentée au gouvernement... Sans rejeter pour autant la valeur des interventions de tant d'historiens, d'ethnologues et d'arabisants dans la presse française. Mais cela aboutit, paradoxalement, à donner de l'Algérie l'image hollywoodienne d'un morceau de l'Afrique mystérieuse déchirée entre ethnies fratricides.

Il est vrai que l'histoire de la Berbérie pourrait inspirer plus d'un péplum. Avec son millésime : 5.000 ans. Ses grands hommes : Septime Sévère, Jugurtha ou Saint-Augustin. Ses périodes épiques d'invasions : les Phéniciens, Carthage, Rome, Byzance, les Vandales. Et ses mystères : 5 siècles de christianisme effacés en moins de 50 ans, l'Islam détourné en Karijisme (interprétation du Coran plus égalitaire), le cavalier arabe supplanté par le Berbère en Andalousie, et les pirates d'Alger sous quatre siècles de domination turque. Sans compter les 150 ans de guérilla contre la France qui ont effectivement produit quelques westerns algériens tel *Les fusils de la liberté*.

Mais la vie n'a pas cette linéarité. Du passé historique, ne subsiste qu'un « air », cette forme musicale que Assia Djebbar tente de restituer avec le film *La Nouba des femmes*. Dans ses livres aussi, elle apparente Leïla l'héroïne du FLN à La Kahina, cette

princesse berbère qui fit raser le Maghreb plutôt que d'en livrer les richesses agricoles à l'envahisseur arabe... Les Algériens actuels sont indistinctement des Berbères arabisés ou des Arabes herbésés. La revendication linguistique de Tizi Ouzou serait la forme universitaire du mécontentement kabyle à l'égard d'une politique excessivement centralisatrice, qui a négligé les facteurs psychologiques, favorisé l'exode vers les villes, provoqué l'inégalité régionale.

Cependant, la politique seule n'explique par Tizi Ouzou : ni les espoirs déçus de 1962, ni l'ascension de Boumediène, en 1965, ni la réapparition de Ait Ahmed. Le film d'Alouache, *Les Aventures d'un héros*, ridiculise cette espèce d'hommes providentiels. Vent du sud de Slim Rind montre irrespectueusement un ex-héros en notable de village qui « achète » une femme. Et dans *La ligne d'arrivée*, on voit les membres du Parti arbitrer les mœurs comme une sorte de « conseil des anciens ». Enfin, *Fils du vent* tire un trait sur le temps des héros : 43 % de la population algérienne a moins de 15 ans. Le jeune Omar Gatlatto coupe le son du récepteur TV pendant les informations en attendant le festival de chansons Chaabi ; et Nahla, bien que prudemment situé au Liban est un peu sa sœur jumelle : le plus grave problème politique de l'Algérie, est précisément le désintérêt total du pays pour... la politique.

Omar Gatlatto a constitué cette brèche par où la réalité algérienne d'aujourd'hui s'est engouffrée dans le cinéma d'Etat... Les avatars des pays dits « socialistes » : marché noir, bureaucratisme, alcoolisme. Les « fléaux » des pays dits « libéraux » : absentéisme, drogue, faux chômage, délinquance « sauvage ». Rien qui ne soit tout à fait inconnu pour un non arabisant.

Même la brusque flambée de colère kabyle a ses

pendants en Europe. Et la réaction brutale, démesurée, du gouvernement algérien ressort de cette peur qu'ont déjà montré d'autres Etats face à un mouvement imprévisible, incontrôlable, échappant aux règles du jeu politique. Sans trop simplifier, en faisant des CRS algériens l'équivalent des paras, ou de la Kabylie une Corse algérienne, on peut cependant voir dans les « événements de Tizi-Ouzou » un échec de plus du centralisme étatique.

Mais dans le contexte arabe, cela signifie un degré supplémentaire dans l'écroulement de l'idéologie inventée par Nasser, reprise par Boumediène et Kadhafi : le « socialisme arabe ». Soit le vieux rêve religieux

« Libération » 30/4/1980

d'Unité islamique « marxiste » sous forme d'arabisation culturelle (le Coran, source de la langue et la littérature arabes) et de solidarité pro-palestinienne... Encore que l'Islam, conquérant mais subtil, concevait dans l'Unité la préservation de ces particularismes régionaux que ne tolère pas le « socialisme arabe ».

Dans un Maghreb, isolé de l'Afrique par le Sahara, carrefour de l'Europe et de l'Orient, s'était établi au cours des siècles un délicat dualisme culturel, que le moderniste Etat algérien a trop lourdement systématisé. Fonctionnalisant le dualisme linguistique : arabe classique, obligatoire, pour les sujets sérieux (politique, religion, culture), arabe dialectal pour le quotidien et le divertissement (films, chansons). Entrechoquant maladroitement les mythes modernes occidentaux (progress, développement) et les valeurs arabes (sens du Verbe, infinitude du temps, dignité)... ce qui donne ces résultats paradoxaux : des ouvriers qui philosophent et une élite arabisante qui dirige rationnellement une industrie... en anglais.

Restent les campagnes, la ville oubliée de Tizi-Ouzou et 43 % de la population algérienne, redevenues berbères par ressentiment... mais ce n'est plus du cinéma.

Gilbert ROCHU

BON DE COMMANDE

Nom et Prénoms:.....Tél:.....

Adresse:.....

Je désire recevoir: \_\_\_ ex. 0.421 N°1 (prix unit. 10f.) .....  
 \_\_\_ " " N°2 (épuisé) .....  
 \_\_\_ " " N°3 (prix unit. 7f.) .....  
 \_\_\_ " " N°4 (prix unit. 10f.) .....  
 \_\_\_ " " N°5 (prix unit. 7f.) .....  
 \_\_\_ " " N°6 (prix unit. 5f.) .....  
 \_\_\_ " " N°7-8 (spécial 20f.) .....  
 \_\_\_ " calendrier (2930/1980 - 5f.) .....

① Total:.....

Ci-joint la somme de.....f. Tous modes de paiement acceptés, libellés au nom de : Union du Peuple Amazigh- 6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris

① Ajouter 5f. pour l'expédition. Les envois sont ordinaires. Pour l'étranger, les coupons-réponses internationaux sont acceptés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et Prénoms:.....Tél:.....

Adresse:.....

Abonnement normal:  France - 50f.;  Etranger - 65f.

Abonnement de soutien: Pour tous pays - 100f. et plus (sans limite)

Tous modes de paiement acceptés et libellés au nom de: Union du Peuple Amazigh - 6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris

Pour toute correspondance joindre un timbre-poste.

Datez et signez: .....

SERVICE

Aux membres de l'association et aux abonné(e)s nous pouvons procurer tous livres sur l'Afrique du Nord à des prix forts intéressants. Faites vos commandes avec le maximum de précisions (auteur, titre, éditeur, etc...)

Ⓢ. A reproduire



ⵜⴰⵎⴻⵣⴰⵢⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵣⴰⵢⵉⵏ  
UNION du PEUPLE AMAZIG



6, rue Neuve des Boulets 75011 Paris  
tél:371 26 08 (M9 r.des Boulets)